

Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire Faculté des sciences Master en Sciences et Gestion de l'Environnement,

MEMO-F500 : Mémoire de fin d'études

# L'institutionnalisation de la Décroissance dans le paysage politique belge francophone

Mémoire de Fin d'Études présenté par Martin GOOR en vue de l'obtention du grade académique de Master en Sciences et Gestion de l'Environnement à finalité Gestion de l'Environnement [M-ENVIG]

Promoteur: Tom Bauler

Co-promoteur : Simon De Muynck

Année d'étude : M-ENVIG

Année académique 2017-2018

#### **Remerciements:**

Je tiens à remercier premièrement mes parents, qui m'ont toujours soutenu tout au long de ce travail.

Je tiens à remercier également mon promoteur et mon co-promoteur, Tom Bauler et Simon De Muynck, qui malgré le flou qui m'entourait souvent, et les chemins maladroits que j'ai empruntés durant ce mémoire, ont fait preuve de compréhension et de pédagogie pour éclairer ma démarche.

Je remercie Alain Adriaens, Jean Cornil, Tim Jackson et Vincent Liegey, qui durant de longs entretiens m'ont permis d'avoir une vision claire de la Décroissance, de l'institutionnalisation et des rapports qu'entretiennent ces deux concepts. Je les remercie également pour leurs mails, les ouvrages qu'ils m'ont offerts, et leurs nombreux conseils pratiques pour trouver des réponses à mes questions.

Je remercie aussi Charlie Lepaige, qui m'a fait rentrer discrètement dans la Maison parlementaire, coulisse de la Chambre des représentants de Belgique, pour aller frapper aux portes des différents élus et conseillers.

Je remercie tout particulièrement les 23 personnes issues du paysage politique belge qui m'ont accordé du temps autour d'un café ou par téléphone pour répondre à mes entretiens.

#### Résumé:

Le Mouvement Politique des Objecteurs de Croissance (MpOC) est apparu en Belgique en 2009. Il s'inscrit dans la continuité de la Décroissance, une idéologie bien plus large qui est apparue en 1972 et s'est développée en s'internationalisant depuis les années 2000. Parfois qualifiée de projet politique, de concept, voire de nébuleuse, la Décroissance regroupe des penseurs et des sympathisants sous l'appellation d'objecteurs de croissance. Ils partagent le constat qu'une croissance continue finira irrémédiablement par nous diriger vers les limites biogéophysiques du système clos de la planète-terre. L'économie de marché capitaliste et le productivisme ont pour conséquences de lourds impacts sur l'environnement et l'humanité. Les crises se multiplient, elles sont sociales, économiques et environnementales, au point de remettre en cause la survie de l'espèce humaine. La Décroissance propose donc de sortir du paradigme économique dominant du capitalisme, de ramener notre empreinte écologique à l'échelle planétaire, de « consommer moins, pour vivre mieux ». Les valeurs, les analyses et les propositions de la Décroissance sont multiples, tout comme les modes d'action proposés par les objecteurs de croissance. Dans ce travail, nous allons tenter de déceler si cette idéologie est en cours d'institutionnalisation, si elle existe dans le paysage politique belge francophone.

Une enquête auprès d'acteurs politiques nous a permis de démontrer que la Décroissance est bel et bien présente dans le paysage politique belge, qu'elle est entendue et débattue. Certaines valeurs et analyses défendues par la Décroissance se retrouvent parfois en concordance avec celles de partis traditionnels. Les propositions concrètes qui sont développées par la Décroissance trouvent également, dans une certaine mesure, une adhésion de la part de certains acteurs politiques.

Néanmoins, le terme de décroissance induit une forte appréhension, souvent perçu comme négatif, sa consistance réelle est mal connue. Difficile donc de s'y rallier sans réserves, car d'une part la Décroissance repose sur des analyses approfondies, holistiques, qui nécessitent beaucoup de pédagogie et ne se résument pas à quelques slogans simplistes et d'autre part, la Décroissance n'est pas encore suffisamment structurée, les penseurs sont hétéroclites, de nombreuses divergences existent entre eux. Enfin, comme la Décroissance remet fondamentalement en cause le paradigme dominant de notre économie, et donc la vision du monde futur, le terme est encore très peu porteur électoralement.

Mots clés: Décroissance, institutionnalisation, politique, Belgique

## Table des matières

1.	Introduction:	8
	1.1. Questions de recherche et hypothèses :	10
	1.2. Problématique de recherche :	11
	1.3. Méthodologie, méthodes de recherche et d'analyse des données :	12
2.	Cadrage théorique	15
	2.1 Institutionnalisation	15
	2.2 La décroissance, cadrage sémantique et contextualisation historique	21
	2.2.1. Cadrage sémantique et définition de la Décroissance	22
	2.2.2. La Décroissance, une idéologie aux sources multiples	25
	2.2.3. Contextualisation historique de la Décroissance	26
	2.2.4. Divergences d'actions et dissensions au cœur d'une idéologie naissante	28
	2.2.5. Conclusion partielle	29
3.	La décroissance en politique	31
	3.1. Les propositions politiques de la Décroissance	31
4.	Analyse et résultats de l'enquête	36
	4.1. Lieux et dates de rencontre entre les acteurs politiques et la Décroissance	36
	4.1.1. La Décroissance dans les parlements	37
	4.1.2. La Décroissance hors des Parlements	39
	4.2. Les valeurs partagées par la Décroissance et les acteurs politiques	41
	4.3. Les analyses de la Décroissance corrélées à celles des acteurs politiques	44
	4.3.1. Le consumérisme, le productivisme et la prospérité	44
	4.3.2. La question environnementale, climatique et son rapport à la technologie	47
	4.4. Les propositions de la Décroissance comparées aux positions des répondants	50
	4.4.1. Réduire le temps de travail	50
	4.4.2. L'obsolescence programmée	52
	4.4.3. La suppression de la publicité	54
	4.4.4. Diminution de la voiture individuelle au profit des transports publics	55
	4.4.5. La relocalisation de l'économie	56
	4.5. Méconnaissance d'une idéologie à contre-courant	57
	4.5.1. L'opinion des membres du MpOC	58
	4.5.2. Méconnaissances des acteurs politiques par parti et syndicat	59
	4.5.3. Conclusion sur la méconnaissance des acteurs politiques	65
	4.6. Appréhension émotionnelle d'une idéologie antisystème	66
	4.6.1. La Décroissance, un terme fort et assumé	66
	4.6.2. L'avis de Philippe Lamberts sur la Décroissance au cœur des parlements	67

	4.6.3. Réactions des acteurs politiques belges face au terme de Décroissance	69
	4.6.4. Les arguments des objecteurs de croissance pour le maintien du terme	73
	4.7. Conclusion partielle des analyses et résultats de l'enquête	76
5.	Biais, limites et discussion	78
	5.1. Biais et limites	78
	5.2. Discussion	81
6.	Conclusion générale	83
7.	Bibliographie	89
	Ouvrages :	89
	Articles/journaux :	95
	Entretiens exploratoires :	97
	Vidéos :	98
	Liens internet :	98
	Mémoires/thèses/colloques universitaires/lois/études/rapports/divers :	100
8.	Annexes	102

#### Acronymes:

AMAP: Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne

BFP: Bureau Fédéral du Plan

CDH: Centre Démocrate Humaniste

CETA: Accord Economique et Commercial Global (UE-Canada)

COP: Conférence des Parties

CPDT : Conférence Permanente du Développement Territorial

CSC: Confédération des Syndicats Chrétiens

DéFI: Démocrate Fédéraliste Indépendant

DIA: Dotation Inconditionnelle d'Autonomie

EELV: Europe Ecologie - Les Verts

FGTB: Fédération Générale du Travail de Belgique

GES: Gaz à Effet de Serre

IWEPS: Institut Wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique

MpOC: Mouvement Politique des Objecteurs de Croissance (Belgique)

MR: Mouvement Réformateur

PVE: Parti Vert Européen

PS: Parti Socialiste

PTB: Parti du Travail de Belgique

PPLD : Parti Politique Pour La Décroissance (France)

RUI: Revenu Universel Inconditionnel

RMA: Revenu Maximum Autorisé

SEL : Système d'Echanges Local

USGS: United States Geological Survey

#### 1. Introduction:

Le produit intérieur brut (PIB) qui permet de mesurer la croissance économique est à ce jour le principal indicateur utilisé pour mesurer la santé économique d'un pays. Le PIB quantifie la richesse produite au sein d'une nation. Il a fait son apparition aux Etats-Unis après la grande récession et fut importé en Europe vers le milieu du 20ieme siècle. La croissance est donc un but, un objectif à atteindre. Plus celle-ci est forte, plus l'économie est jugée en « bonne santé ». Le taux d'emploi, la consommation des ménages et la diminution du chômage sont intrinsèquement liés à cette croissance économique qui demeure un objectif prioritaire pour tous les partis politiques, seuls les chemins pour y parvenir divergent d'un programme politique à l'autre. Cette croissance fut robuste durant « les 30 glorieuses ». Mais à partir des années 1970, des voix s'élevèrent pour critiquer les impacts négatifs que peut impliquer cette croissance sur l'Homme et son environnement. Les premiers rapports, recherches et études sur la finitude des ressources naturelles ont démontré que l'économie de croissance et la société de consommation ne pouvaient être éternelles. La recherche de la croissance, en effet, finirait irrémédiablement par se confronter aux limites des ressources non-renouvelables, ainsi qu'à la capacité de régénération des ressources naturelles du système physique fermé qu'est l'écosphère. Les pronostics d'une croissance démographique galopante corrélée au taux grandissant d'utilisation de ces ressources n'ont fait qu'empirer les différents scénarios se profilant à l'horizon. Les chocs pétroliers des années 1970 ont mis en évidence la dépendance extrême des sociétés au pétrole et les conséquences qu'une pénurie finale de ces ressources pourrait impliquer si cette dernière n'était pas anticipée. Parallèlement à ces constats, certains penseurs ont remis fondamentalement en question le rapport de l'Homme à la consommation, au productivisme effréné et la place prépondérante de ces aspects dans son existence. Le bonheur de l'Homme ne se résume pas selon eux à produire et consommer des biens. Au contraire, la recherche du profit, la compétition nécessaire au libéralisme économique et la surconsommation de certains biens pourraient même contribuer à diminuer le bien-être des citoyens. C'est au travers de ces différents constats et réflexions, aussi bien sur le plan environnemental que social, que la Décroissance s'est peu à peu construite. Les causes et les conséquences du changement climatique, la perte de la biodiversité, l'accroissement des inégalités, la financiarisation de l'économie et les écarts de richesse toujours plus grands n'ont fait que renforcer les analyses des penseurs se disant « objecteurs de croissance ». Les auteurs s'y référant sont nombreux et proviennent d'horizons hétéroclites, certains parlent de « galaxie» ou de « nébuleuse » de la Décroissance (Flipo, 2007). Les objecteurs de croissance se regroupent sous des slogans comme « Consommer moins pour vivre mieux » ou « Moins de biens, plus de liens ». La Décroissance est très proche des mouvements altermondialistes, anti-utilitaristes, luttant contre le consumérisme et la publicité. A partir des années 2000 elle commence à prendre forme et durant toute la décennie, elle ne cessera de se développer et de se consolider tout en s'internationalisant. En Belgique, le Mouvement politique des Objecteurs de croissance (MpOC) sera formé en 2009.

Ce mémoire aura pour objectif d'analyser la place et les influences que possède la Décroissance au sein du paysage institutionnel en Belgique. Nous tenterons de déceler si la Décroissance, avec ses idées, ses valeurs, ses analyses et ses propositions influence les acteurs, partis et associations du monde politique belge francophone. Pour cela nous commencerons par cadrer théoriquement et en profondeur les deux termes principaux qu'aborde ce mémoire, soit l'institutionnalisation et la Décroissance. En effet, ces deux notions nécessitent d'être mieux comprises et précisées car elles sont vastes, sujettes aux interprétations multiples et méritent donc d'être rigoureusement cadrées. Nous tenterons de définir et de résumer ces dernières avec précision pour éclaircir le sens que nous leur donnerons dans la suite de ce mémoire. Les différentes formes que peut prendre le concept d'institutionnalisation seront énumérées, et une définition sera proposée. Les différentes approches et conceptions de la Décroissance seront abordées. Toutefois, au vu de l'ampleur et des formes multiples que peut prendre cette dernière, une contextualisation historique ainsi qu'une analyse de certaines sources qui l'ont inspirée et influencée seront proposées. Une fois ce cadrage théorique effectué, nous approcherons la Décroissance de manière plus pragmatique, en abordant son rapport avec la politique. Des propositions concrètes de divers penseurs et acteurs de la Décroissance seront énumérées afin de visualiser la forme que pourrait prendre celle-ci dans un cadre institutionnalisé.

Ensuite, des entretiens effectués avec 23 acteurs politiques issus des partis traditionnels francophones belges et des syndicats, ainsi qu'avec 4 acteurs et penseurs de la Décroissance permettront d'analyser les positions des acteurs politiques belges par rapport à l'idéologie de la Décroissance. Les résultats de ces enquêtes ont mené à différentes analyses. Le premier chapitre abordera les moments et les lieux ou la Décroissance apparait dans le paysage institutionnel au sens large du terme (à l'intérieur des organes de pouvoir aussi bien qu'en dehors). Deux autres chapitres tenteront de déceler une connivence entre les valeurs et analyses de la Décroissance réalisées par les penseurs et celles proposées par certains acteurs et leurs partis. Dans cette continuité, un autre chapitre réunira quelques thématiques précises

sur certains enjeux sociétaux régulièrement mis en lumière par les objecteurs de croissance. Pour chacune de ces thématiques, la position des acteurs politiques sera analysée pour tenter de souligner le degré de connivence ou de divergence entre eux et la position de la Décroissance sur ces sujets. Les chapitres cités ci-dessous nous amèneront aux deux dernières parties de ce mémoire. La première analysera les idées, la vision et les méconnaissances de certains acteurs politiques envers le mouvement de la Décroissance. La dernière partie abordera un aspect plus psychologique, elle visera à souligner les sentiments, les émotions qui entourent les acteurs politiques face à ce terme. En effet, la Décroissance est une idéologie qui remet en cause la « religion » de la croissance. Elle est à contre-courant de la ligne directrice d'une grande majorité des décideurs politiques. Souvent qualifiée d'utopie, elle est même parfois jugée dangereuse. Dans ce dernier chapitre, nous tenterons d'éclairer les ressentis des différents acteurs par rapport à la Décroissance.

Ce mémoire se construira donc autour du discours de 27 répondants, mais également sur une abondante bibliographie et une multitude de documents variés, comme des propositions de loi, des programmes et manifestes de partis et d'organisations, des études issues d'institutions belges, des colloques et conférences et d'autres sources documentaires qui viendront illustrer les dires des répondants.

#### 1.1. Questions de recherche et hypothèses :

Ce mémoire vise à identifier l'appréhension des politiciens et des décideurs politiques par rapport à l'idéologie<sup>1</sup> décroissante, et si celle-ci influence le raisonnement, la législation et le fonctionnement des institutions. En résumé, est-elle présente dans le paysage politico-institutionnel belge francophone ? La question de recherche principale se résume ainsi :

« Existe-t-il une institutionnalisation de la Décroissance dans le paysage politique belge francophone ? ».

Les points d'intérêts seront les relations et les positions entre les acteurs du paysage politique face aux idées de la Décroissance. Quand et où entrent-ils en contact avec ces idées ? Si les valeurs, analyses et propositions issues de la Décroissance sont rencontrées, quelles seraient

<sup>-</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Nous corrélerons la notion de Décroissance à celle d'idéologie. Cette dernière sera comprise comme l'ensemble des idées émanant des penseurs de la Décroissance pour orienter leurs actions. Ces deux notions seront définies dans le chapitre 2.2.1. : Cadrage sémantique et définition de la Décroissance.

leurs influences et impacts dans les débats, programmes et propositions politiques ? Il s'agira de comprendre comment une idéologie politique théorique pourra percoler dans les différents organes de pouvoir. Face aux grands problèmes sociétaux du 21ieme siècle, qu'ils soient environnementaux, économiques ou sociaux, est-ce que des arguments pouvant être rattachés à l'idéologie décroissantiste sont avancés par des élus, partis, conseillers ou des centres de recherche pour apporter des solutions à ces problèmes ? Et si ces arguments sont avancés, quelles sont leurs formes et comment sont-ils perçus par des personnes n'y adhérant pas ?

L'idéologie de la Décroissance est en effet à contre-courant de la pensée dominante, et ses défenseurs sont très minoritaires, mais il existe certaines propositions de lois qui peuvent s'apparenter à celles défendues par les objecteurs de croissance. On peut donc se poser une autre question : En quelle mesure l'idéologie décroissante est-elle corrélée à certaines propositions de lois et réformes provenant des partis traditionnels ?

#### 1.2. Problématique de recherche :

La décroissance est une notion relativement récente. Un néologisme. Elle fait référence de manière antagonique à la croissance. Mais le concept propose bien plus qu'une simple opposition à la croissance et prétend apporter une toute autre vision sociétale. Ses défenseurs sont appelés 'les objecteurs de croissance', ou les 'décroissants'. Selon eux, la croissance économique prônée depuis l'avènement de l'ère industrielle implique une multitude d'externalités négatives. Qu'elles soient environnementales, sociales ou économiques, les analyses de la Décroissance n'ont eu de cesse de trouver des validations dans la réalité de leurs analyses sociales et environnementales. La croissance et le fonctionnement de l'économie de marché globalisée dans son état actuel, impliquent une multitude d'externalités négatives, aussi bien sur l'Homme que sur l'environnement et les décroissantistes aspirent à proposer des solutions à une multitude de problèmes. On peut dès lors se poser la question de savoir comment les représentants de la décroissance cherchent à influencer les différents niveaux de pouvoir et les partis politiques? Leurs idées percoleraient-elles dans les institutions via des personnes n'ayant pas l'étiquette d'objecteur de croissance ? Est-ce que leurs réflexions et analyses sont lues, connues et/ou appliquées par des acteurs institutionnels? Et si elles sont connues, pourquoi ne sont-elles pas prises en compte? Et si elles sont prises en compte, en quelle mesure et dans quels domaines ? Ces idées sont-elles assez similaires à d'autres orientations/idéologies politiques pour exister sans être reliées à la Décroissance ? Pour la Belgique, nous n'avons trouvé aucun travail approchant le rapport entre la Décroissance et les institutions. Comme nous allons le montrer dans cette recherche, la notion de Décroissance apparaît quelque fois dans certains textes issus des partis traditionnels et de leurs centres de recherches, mais de façon quasi anecdotique. D'autre part, la façon d'influencer ou de s'insérer dans les institutions demeure une source de débat auprès des objecteurs de croissance, et là aussi, la littérature n'est pas abondante, et quand elle existe, elle peut parfois manquer de précisions. Nous avons donc choisi d'approcher via des entretiens des acteurs politiques et des acteurs de la Décroissance pour tenter de répondre à notre question de recherche. La méthodologie appliquée dans ce cadre est décrite ci-dessous.

#### 1.3. Méthodologie, méthodes de recherche et d'analyse des données :

Dans un premier temps, la méthodologie consistera à comprendre les mécanismes, dynamiques et axes d'analyses des phénomènes d'institutionnalisation. La notion d'institutionnalisation sera définie largement afin d'en tirer une compréhension claire et précise pour la suite du travail. C'est en fonction de cette définition que seront établies les valeurs, analyses et propositions qui sont indispensables pour déceler, comprendre et/ou établir un degré d'institutionnalisation. Une fois ces paramètres définis, il faudra les coupler à la notion de Décroissance. Pour ce faire, la Décroissance sera à son tour définie et cadrée historiquement pour en clarifier la compréhension. Les différentes sources et courants de la Décroissance seront abordés ensuite pour en tirer des valeurs, analyses et propositions que nous jugerons pertinentes et générales. La Décroissance étant très vaste, un choix devra s'opérer et nous sélectionnerons des valeurs, analyses et propositions décroissantistes qui sont jugées représentatives de l'idéologie de la Décroissance.

Quatre entretiens exploratoires seront organisés avec des acteurs de la Décroissance pour apporter du contenu, de la matière et enrichir nos informations. Deux membres du Mouvement politique belge des Objecteurs de Croissance (MpOC) et anciens députés seront rencontrés : Alain Adriaens et Jean Cornil. Tim Jackson<sup>2</sup>, un auteur souvent cité dans la

\_

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Tim Jackson est un professeur anglais, et son expérience est donc à rattacher au paysage politique du Royaume-Uni, mais la manière dont il parle d'alternatives à la croissance au sein du paysage politique de son pays peut permettre de comprendre certains mécanismes d'une institutionnalisation au sein d'un parlement.

galaxie décroissante et spécialiste des alternatives à la croissance et Vincent Liegey, porteparole du Parti Pour La Décroissance (PPLD)<sup>3</sup> ont également été interviewés. <sup>4</sup>

Une fois ce cadrage théorique effectué, il faudra en évaluer le degré d'institutionnalisation. Pour ce faire, une série d'entretiens, basés sur un questionnaire directif, seront effectués avec les différents acteurs du paysage politique belge. Les entretiens directifs proposeront des questions sur des problématiques sociétales abordées par la Décroissance et facilement accessibles (annexe 0). Ceci permettra de diriger les répondants vers certains sujets pour en faciliter l'analyse qualitative et permettre des comparaisons entre les acteurs (Quivy et Campenhoudt, 2009). Les questions seront proposées de façon à ce que le répondant puisse y répondre par «oui » ou par « non », mais les valeurs quantitatives de ces réponses n'auront pas de valeurs, car d'une part la grande majorité des réponses furent nuancées, et d'autre part l'échantillon de 23 répondants n'est pas suffisant pour être représentatif de l'ensemble des acteurs du paysage politique belge francophone (ibid). Si un répondant désire développer plus longuement un sujet, des questions improvisées en fonction de son discours permettront de maintenir la conversation et ainsi, d'augmenter la taille du corpus et des informations qualitatives collectées. Tous les entretiens seront enregistrés et retranscrits. Ils sont tous disponibles en annexe (annexes 2 à 28). L'analyse de ces discours se fera manuellement.

En pratique, L'enquête sera basée sur des élus ayant participé à des commissions en rapport avec l'environnement, l'économie et/ou le travail. Lorsque le questionnaire sera proposé à des chercheurs ou des conseillers attachés à des bureaux de partis politiques, il sera pertinent de s'adresser aux spécialistes en environnement et en économie de chaque bureau d'étude des différents partis.<sup>6</sup> Pour couvrir la plus grande palette possible du paysage politique belge francophone, nous proposerons le questionnaire à 3 à 5 personnes dans chaque parti politique traditionnel ainsi qu'à des personnes travaillant dans les bureaux d'études des deux principaux

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Le PPLD est un parti politique français, mais celui-ci regroupe la majorité des objecteurs de croissance en France, il nous a semblé pertinent de prendre en compte leurs positions et leurs propositions, car elles sont représentatives de la façon d'agir et d'influencer les processus institutionnels des décroissants.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Bien que les entretiens exploratoires soient généralement organisés avant la construction des questions proposées aux acteurs politiques (Quivy et Campenhoudt, 2009), l'interview de Vincent Liegey (annexe 5) s'est faite après les 23 entretiens auprès d'acteurs politiques. Il s'est déroulé sous la forme d'un entretien libre comme pour les autres entretiens exploratoires.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> La retranscription des réponses via des tableaux (annexe 0) reprenant les réponses des acteurs classées entre « oui », « non » et « réponse nuancée » nous permet juste de représenter des tendances qui nous facilitent la perception générale des acteurs. Nous jugeons qu'elles n'ont pas de valeur quantitative/statistique. Ce seront les analyses qualitatives des réponses qui permettront de déceler un degré d'institutionnalisation.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> L'annexe 1 reprend la liste des personnes interviewées, avec leurs statuts, mandats, domaines de recherches, etc.

syndicats du pays. Dans chacun des partis traditionnels, nous interviewerons un député fédéral, un député régional et un ou plusieurs conseillers et chercheurs travaillant dans un centre de recherche ou travaillant avec un élu.<sup>7</sup>

Dix-sept questions nous serviront de support pour lancer les répondants sur différents sujets et ainsi élargir autant que possible le discours des répondants sur ces sujets de façon à récolter le maximum de matière à analyser, de « corpus ». Parmi ces 17 questions, trois questions à choix multiple sur le thème de la décroissance serviront d' « accroche » pour maintenir la discussion ou la rendre plus ludique. En effet, la durée des entretiens varie fortement d'un répondant à l'autre en fonction de leurs disponibilités. Une dernière question proposera également au répondant de rajouter des remarques ou de donner son avis sur le sujet du mémoire s'il le désire.

Après cette phase d'enquête, les résultats seront analysés et les conclusions seront tirées. Les différents sujets nous serviront de base pour comparer la position des partis sur ces thématiques. Grâce à cette phase de comparaison brute nous pourrons repérer les rapprochements/éloignements idéologiques sur des propositions précises et concrètes, ainsi que les paramètres qui influencent la percolation de ces idées parmi les réflexions des acteurs concernés. La phase d'analyse ne suivra donc que très peu la linéarité des sujets abordés dans le questionnaire. En effet, une recherche basée sur l'analyse qualitative du discours d'acteurs rencontrés sur le terrain peut comporter des éléments et des données pas toujours prévisibles, et ceux-ci peuvent fortement influencer la forme et la direction que prendra cette analyse (Paillé et Mucchielli, 2003).

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> La première approche pour sélectionner ces personnes fut donc une recherche de leurs coordonnées sur les pages web des différents sites de partis/centres de recherche/parlements. Mais suite au peu de réponses par mail, il fut demandé à des répondants de nous aiguiller vers certains de leurs collègues.

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> Nous avons décidé de n'accorder aucune valeur aux réponses à ces choix multiples pour la suite de ce travail.

## 2. Cadrage théorique

Comme expliqué préalablement, l'institutionnalisation et la Décroissance seront les deux concepts centraux de ce mémoire, nous allons donc approfondir et cadrer ces termes dans deux sous-chapitres qui nous permettront de visualiser concrètement l'interprétation que nous leur donnerons.

#### 2.1 Institutionnalisation

L'institutionnalisation est une notion qui possède une multitude d'interprétations sémantiques. Elle est abordée différemment selon la discipline qui s'y intéresse, et les définitions varient en fonction de leur provenance. La science politique, l'économie, la sociologie et le droit sont des grands domaines d'études qui s'intéressent au cadrage théorique de l'institutionnalisation. Divers grands courants coexistent. Le néo-institutionnalisme historique, le néo-institutionnalisme sociologique, le néo-institutionnalisme du choix-rationnel et le néo-institutionnalisme discursif. Nous allons nous pencher sur chacun de ces différents courants et voir lequel pourrait nous fournir des éléments utiles nous permettant de définir l'institutionnalisation d'une idéologie, ici la Décroissance, dans un paysage politique. Avant de rentrer dans les spécificités de chacun de ces courants du néo-institutionnalisme, nous allons approcher l'institutionnalisation en proposant une définition très large, issue de l'Encyclopédie Universalis:

« L'institutionnalisation est un processus par lequel une réalité sociale, quelle qu'elle soit, est en train de se faire jour au sein d'une société ou de l'un de ses groupes. Dit autrement, c'est un mécanisme au cours duquel ce qui n'était pas encore perçu comme existant par des agents sociaux prend peu à peu forme par et en leur présence, au travers de leurs activités mentales, de leurs discours et pratiques, et finit par se voir doté d'une extériorité, d'une force ou d'une consistance suffisantes à leurs yeux pour bénéficier du qualificatif de réalité. »<sup>10</sup>

La notion de processus d'une activité mentale, d'un discours, qui se verrait finalement qualifié de réalité est déjà intéressante. Mais pour continuer à analyser la notion

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> Il existe d'autres courants moins importants, ainsi que des sous-courants.

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> FRETEL, Julien, « INSTITUTIONNALISATION », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 16 juin 2017. URL: http://www.universalis.fr/encyclopedie/institutionnalisation/

d'institutionnalisation, il faut également éclaircir la notion d'institution. Une définition simple et faisant consensus est celle de Richard W. Scott (Scott, 2008, p.48): « Institutions are comprised of regulative, normative and cultural cognitive element that, together with associated activities and resources, provide stability and meaning to social life ».

A cette courte définition, Virginie Tournay (2011, p.3) apporte du contenu et une première nuance :

« L'institution est un terme polysémique qui désigne communément des structures organisées ayant pour fonction de maintenir un état social. Cette définition d'usage diffère de sa référence étymologique sur un point capital. Le mot vient du verbe latin instituo, instituere qui renvoie à la contraction de in statuo signifiant « placer dans », « installer », « établir ». La notion d'institution fait donc référence à une idée de mouvement précédant une situation et tendant vers un équilibre plutôt qu'à la consolidation durablement acquise d'un ensemble d'activités. La signification de ce terme vaut alors pour redondance de l'idée d'institutionnalisation et il ne désigne pas directement son aboutissement. [...] la grande majorité des cadres d'analyse évite de définir précisément où commence et où finit l'institution. C'est un concept flexible, que l'on ne peut « tirer à l'équerre et au compas » Dès lors, il prédomine une grande plasticité interprétative de ce qui compose la réalité institutionnelle. » <sup>11</sup>

On peut en déduire que l'institutionnalisation d'une pensée ne doit pas nécessairement être cherchée dans une structure stable, solide et statique, car cette notion possède une certaine flexibilité. Comme l'indique également Virginie Tournay, (Tournay, 2011, p.7) « Les représentations spatiales du phénomène institutionnel, qui assignent des frontières plus ou moins poreuses ou mouvantes aux agencements sociaux, prédominent globalement dans les argumentaires et les cadres d'analyse. Qu'il s'agisse de considérer les intérêts, les mentalités, les valeurs, certaines traditions coercitives ou des transitions socioculturelles, l'évolution des institutions est décrite comme la conséquence de chocs exogènes qui ouvrent ou ferment de nouvelles possibilités, et qui occasionnent des remaniements sur le plan des ressources mobilisées, des objectifs présentés et des acteurs investis.»

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup> L'expression « *tirer* à *l'équerre et au compas* » est elle-même citée par Virginie TOURNAY : « RENARD, Georges, *La Théorie de l'institution – Essai d'ontologie juridique, volume I,* Librairie du recueil Sirey, Paris, 1930.»

Ici, l'apparition des termes « *chocs exogènes* » impliquant des « *nouvelles possibilités* » nous intéresse également dans la compréhension d'une institutionnalisation idéologique.

Maintenant que nous avons fait un premier survol des différentes notions composant l'institutionnalisation, nous pouvons nous pencher, mieux informés, sur les grands courants préalablement cités: Les différentes formes de néo-institutionnalisation. Ces dernières s'inscrivent dans une logique d'opposition au behaviorisme, qui interprète les comportements économiques et politiques comme une somme de choix individuels, et qui voit les institutions comme des phénomènes s'additionnant les uns aux autres. Le préfixe « néo » fait référence à une nouvelle approche de l'institutionnalisme classique, développé par des penseurs de la première partie du 20ieme siècle comme Thorstein Veblen, John Rogers Commons ou Wesley Clair Mitchell. Cette dernière se penche sur les mécanismes qui influencent la réalisation de l'action économique et sociale (Di Maggio, 1997, p.114).

Les trois grandes écoles du néo-institutionnalisme sont donc l'institutionnalisme sociologique, l'institutionnalisme des choix rationnels et l'institutionnalisme historique (Hall & al, 1997). Nous allons ajouter à ceux-ci l'institutionnalisme discursif, moins connu que les autres, mais pertinent pour cadrer et définir la notion d'institutionnalisation dans l'optique de la coupler avec l'idéologie de la Décroissance.

<u>Le néo-institutionnalisme sociologique</u>: Il se concentre sur les agents sociaux qui agissent en concordance avec une logique culturelle d'appropriation des institutions politiques. Un aspect normatif, réglementé et procédural rentre en compte dans cette relation, ainsi qu'un aspect moral et symbolique (Ibid).

<u>Le néo-institutionnalisme des choix rationnels</u>: Il voit l'individu comme un acteur cherchant à maximiser ses préférences avec une logique calculatrice (réduction des coûts de transaction) dans le cadre d'une institution. Les intérêts individuels dominent donc les choix (Ibid).

<u>Le néo-institutionnalisme historique</u>: Il décrit les institutions comme régulant et structurant les démarches individuelles. Cela implique une routine des pratiques, et le sujet serait enclin à adopter une logique de *dépendance au sentier* (Ibid).

<u>Le néo-institutionnalisme discursif</u>: La notion d'institutionnalisme discursif cherche à expliquer les processus politiques via des facteurs institutionnels et idéels-discursifs. Les idées et le discours sont donc deux piliers centraux pour cette notion. Le contenu des idées

doit être analysé, tout comme le mode de discours qui véhicule ces idées. Ce quatrième institutionnalisme comparé aux autres offre une valeur ajoutée, car il intègre le discours comme constitutif de l'action politique, il analyse ce discours et cela dans un cadre institutionnel qui influence lui aussi la manière de produire ce discours (Schmidt & Crespy, 2010).

René Lourau (1970) apporte également une notion importante à l'institutionnalisation : l'instituant et l'institué. Ce rapport entre ces deux acteurs sera repris par Patrick Bellegarde qui le développe en expliquant que « le processus d'institutionnalisation est un balancement entre l'instituant et l'institué ou bien ce rapport étroit et contradictoire avec la loi qu'entretiennent fréquemment les formes sociales dans leur ensemble. C'est aussi la description de l'accès d'un mouvement social au titre d'institution au travers d'une reconnaissance dans l'opinion qui ne s'appuie pas exclusivement sur des pratiques légales. » (Bellegarde, 2003, p.96).

Maintenant que nous avons un bagage théorique issu de différentes visions et interprétations de l'institutionnalisation, nous pouvons envisager une définition de l'institutionnalisation de la Décroissance dans le paysage politique belge que nous pourrions formuler ainsi :

« L'institutionnalisation de la Décroissance est un processus instituant les valeurs et les analyses de la décroissance dans un paysage institutionnel en mouvement, non clairement délimité et ou les acteurs en présence peuvent s'ouvrir ou se fermer aux propositions de la Décroissance ».

Dans cette définition de l'institutionnalisation, il est important d'approfondir certains termes qui la composent pour éviter toute mauvaise interprétation et éclaircir sa compréhension. Les mots « valeur », « analyse », « processus » et « propositions » seront donc eux-mêmes définis. D'autant plus qu'ils serviront d'outils pour cadrer, déconstruire et classifier la notion de Décroissance. Ensuite, nous pourrons utiliser ces outils pour l'analyse des différents discours politiques récoltés via des interviews et un questionnaire semi directif proposé aux différents acteurs du paysage politique belge francophone.

La notion de **valeur** est polysémique. Elle est utilisée dans de nombreux domaines comme l'économie, les mathématiques, la musique, le droit, etc. Son usage le plus commun est comme l'indique le dictionnaire Larousse en tête des résultats : « *Ce que vaut un objet* 

susceptible d'être échangé, vendu, et, en particulier, son prix en argent. »<sup>12</sup> Mais ce n'est pas le sens que nous lui donnerons dans ce travail. Le mot possède une autre interprétation plus philosophique : « Le concept de valeur se définit comme étant ce que valent une personne, une chose. Au sens subjectif du terme, la valeur est le caractère des choses consistant en ce qu'elles sont plus ou moins estimées ou désirées par un sujet ou, plus ordinairement, par un groupe de sujets déterminés. » (Lalande, 1929, p.1183). Les notions de subjectivité, d'estime et de groupe de sujets se rapprochent du sens que nous voulons lui donner. Le dictionnaire Larousse propose une autre définition bien plus en concordance avec la manière dont nous l'entendrons dans ce travail : « Ce qui est posé comme vrai, beau, bien, d'un point de vue personnel ou selon les critères d'une société et qui est donné comme un idéal à atteindre, comme quelque chose à défendre. ».13 Le bien, le vrai, le critère d'une société idéale à atteindre sont des notions qui nous rapprochent des valeurs comme celles entendues et prônées par la Décroissance.

Cela nous permet de rajouter un adjectif à ce terme pour mieux saisir la signification que nous voulons lui donner. Nous allons interpréter la valeur comme une valeur morale ou éthique. Nous ne rentrerons pas dans une analyse sémantique entre la morale et l'éthique, car comme l'indique Luc Ferry:

« Aujourd'hui, il est toujours plus chic de parler d'éthique plutôt que de morale, mais la vérité, c'est que rien, dans l'étymologie de ces deux termes, n'oblige à faire une quelconque distinction entre eux. Il s'agit de deux mots parfaitement équivalents, leur seule différence étant que l'un vient du grec ethos, qui veut dire « mœurs », tandis que l'autre vient du latin mos, mores, qui traduit le grec et signifie par conséquent exactement la même chose. » (Ferry, 2013, p.9)

La notion de valeur, reliée à celle d'idée, d'idéal, d'éthique et de morale implique une analyse qualitative pour tenter de déceler l'institutionnalisation de cette notion via le prisme d'une multitude de questions possédant toutes un caractère idéologique ainsi qu'un rapport direct avec l'environnement ou le social, ou tout autre sujet abordé et analysé par les

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> Dictionnaire Larousse en ligne, entrée « Valeur » consultée le 13 novembre 2017. http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/valeur/80972

<sup>&</sup>lt;sup>13</sup> Dictionnaire Larousse en ligne, entrée « Valeur » consultée le 13 novembre 2017. http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/valeur/80972

objecteurs de croissance. Mais cela sera développé plus en profondeur dans les entretiens et la suite de ce mémoire.

La notion d'analyse peut, elle aussi, être interprétée d'une multitude de façon en fonction du domaine dont elle provient. Elle est utilisée en psychanalyse, en chimie, en économie, etc. Dans ce travail, l'analyse sera entendue comme l'« opération par laquelle l'esprit décompose un ensemble constitué, pour en déceler l'autonomie des parties, pour en apprécier mieux la congruence ou la finalité, ou simplement pour rendre accessible chacun de ses éléments : Analyse des faits économiques et politiques». <sup>14</sup> Dans le cas de la Décroissance, les analyses approfondies sont nombreuses et ont des sujets très variés. Par exemple la finitude des ressources, la question climatique ou encore le rapport au travail et à la production sont des domaines très approfondis et analysés par les objecteurs de croissance.

La notion de **processus** est à comprendre comme un enchainement d'actions, de faits ou de phénomènes aboutissant à l'institutionnalisation. Cette notion sera quant à elle difficile à estimer temporellement, mais les réponses des acteurs lors des interviews pourront apporter des informations avec une valeur temporelle que nous tenterons de classer chronologiquement. L'institutionnalisation d'une idéologie, d'une valeur ou d'une analyse n'est pas linéaire, elle fluctue, le processus est influencé par divers facteurs, comme la complexité du système politique et de ses différents acteurs. L'environnement dans lequel se produit ce processus peut changer et influencer ce dernier. (Petit Jean, 2016).

Pour ce qui est des **acteurs**, ceux-ci seront des objecteurs de croissance, des politiciens, des conseillers politiques, des chercheurs pour un centre de recherche lié à un Parti politique ou à un centre d'études de syndicat. Comme expliqué dans sa définition, l'institutionnalisation se produit dans un paysage en mouvement, non clairement délimité, et elle nous autorise à sortir du sentier des institutions classiques que sont les organes du pouvoir étatique pour se diriger vers des conseiller/chercheurs, travaillant dans des centres de recherche des partis. Ces conseillers et chercheurs travaillent ensuite avec des élus, influençant leurs décisions presque quotidiennement, et cela sans jamais n'avoir siégé. Le contre-pouvoir que représente le syndicalisme en Belgique est également à prendre en compte. Le « groupe des 10 », est un haut lieu de la concertation sociale en Belgique, et les discours et arguments proposés par les responsables syndicaux ne peuvent être négligés car ils représentent 74,65 % de la population

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup> Dictionnaire Larousse en ligne, entrée « Analyse » consultée le 13 novembre 2017. http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/analyser/3237?q=analyse#3234

syndicable en 2010 et influencent fortement les décisions politiques (Faniel, Vandael, 2012). Les syndicats défendent les droits des travailleurs et le travail en général, les relations entre croissance et emploi sont souvent mises en avant par ces derniers, il est donc pertinent de prendre en compte leur avis et leur vision de la Décroissance.

Enfin, les **propositions** seront comprises dans ce mémoire comme étant des propositions politiques, et donc potentiellement législatives. Elles auront un caractère bien plus concret et seront l'aboutissement et la mise en place des valeurs ainsi qu'une réponse aux analyses défendues et proposées par les objecteurs de croissance. L'adhésion ou la réticence des différents acteurs politiques à certaines propositions législatives avancées par les décroissants nous permettront de quantifier qualitativement un certain degré d'institutionnalisation de l'idéologie de la Décroissance. Ou, à tout le moins, d'autoriser un parallèle avec une certaine proximité idéologique sur des thématiques spécifiques, entre une idéologie antisystème extérieure aux organes du pouvoir, et celle des partis traditionnels.

#### 2.2 La décroissance, cadrage sémantique et contextualisation historique.

La décroissance est une notion complexe, nouvelle, et se rapprochant de nombreux domaines d'analyse comme l'économie, la politique, l'environnement et le social. Elle est multicritères, et la pluralité des acteurs s'y référant lui offre une diversité d'interprétations. Comme nous allons le voir la Décroissance est parfois qualifiée de « mouvement », de « courant », d' « idéologie politique », de « projet », de « concept » ou encore de « réseau ». Le fait que cette notion soit large, peu précise et dont l'interprétation est plurielle nous oblige à bien cadrer et définir ce que nous entendons par le terme « Décroissance » pour la suite de ce travail. Pour cela, nous allons énumérer les définitions qui lui sont données par certains acteurs, souligner leurs spécificité pour finalement proposer notre propre définition qui permettra de comprendre ce que nous entendons par Décroissance. Ensuite, une contextualisation historique sera développée pour comprendre l'évolution du mouvement, ses sources et également discerner les différentes facettes de la Décroissance. En effet, cette notion étant façonnée par beaucoup d'acteurs, il existe des clivages et tensions entre certains d'entre eux sur certains aspects, ainsi que sur la forme et la direction que doit prendre la Décroissance.

Le mot en lui-même fait directement référence à la notion de croissance économique mais il n'est pas son antonyme. Selon la Décroissance, un système économique basé sur une croissance continue consommatrice de ressources non-renouvelables dans un contexte de réserves limitées finira obligatoirement par se confronter à l'épuisement final de ces ressources (Georgescu-Roegen, 1979, Latouche, 2006, Cheynet, 2008). Face à cette finitude des ressources, deux scénarios se dessinent, le premier induit une préparation et une anticipation de la société et de son économie, une transition vers un modèle économique qui ne se baserait plus sur la consommation de ces ressources primaires et sur le productivisme et la consommation qui en découle. Le deuxième scénario, serait que la société ne prenne aucune, ou trop peu de dispositions face à cette phase d'épuisement des ressources, et qu'elle continue dans sa logique productiviste. Un effondrement de notre société actuelle pourrait alors se produire par manque de préparation, d'anticipation et surtout à cause de la relative grande vitesse à laquelle ce choc d'une récession pourrait se produire (Cochet, 2005, Servigne et Stevens, 2015).

La notion s'est donc construite via une réflexion scientifique, basée sur les pronostics des impacts environnementaux que produisent le modèle économique capitaliste et l'économie libérale de marché. Mais elle puise également ses idées dans le rapport que l'Homme entretient avec le travail, l'argent, la consommation, le bonheur et la nature. Pour mieux comprendre cette pensée multidimensionnelle, nous allons la définir et la contextualiser.

#### 2.2.1. Cadrage sémantique et définition de la Décroissance

Trouver une définition de la Décroissance n'est pas une chose aisée, tant les auteurs et les différentes visions sont nombreux. Un dictionnaire est nécessaire pour représenter fidèlement toutes les visions de la Décroissance, ses différentes sources et propositions. Comme l'indique dans l'introduction de leurs ouvrages Giacomo d'Alisa et ses collègues : "Degrowth defies a single definition. Like freedom or justice, degrowth expresses an aspiration which cannot be pinned down to a simple sentence. Degrowth is a frame, where different lines of thought, imaginaries, or courses of action come together. [...] The vocabulary of degrowth is a network of ideas and conversations, strongly rooted in the radical and critical traditions, but open-ended and amenable to multiple connections." (D'Alisa & Al, 2014, p.20)

Ce même ouvrage propose néanmoins une définition succincte dans sa préface: "Degrowth is a rejection of the illusion of growth and a call to repoliticize the public debate colonized by the idiom of economism. It is a project advocating the democratically-led shrinking of production and consumption with the aim of achieving social justice and ecological sustainability." (D'Alisa & Al, 2014, p.1). Une définition plus étoffée est proposée dans un article intitulé « What is degrowth » (Demaria & Al. 2013, p.209) visant à résumer l'idéologie de la Décroissance <sup>15</sup>:

"Generally degrowth challenges the hegemony of growth and calls for a democratically led redistributive downscaling of production and consumption in industrialised countries as a means to achieve environmental sustainability, social justice and well-being. Although integrating bioeconomics and ecological macroeconomics, degrowth is a noneconomic concept. On the one hand, degrowth is the reduction of energy and material throughput, needed in order to face the existing biophysical constraints (in terms of natural resources and ecosystem's assimilative capacity). On the other, degrowth is an attempt to challenge the omnipresence of market-based relations in society and the growth-based roots of the social imaginary replacing them by the idea of frugal abundance. It is also a call for deeper democracy, applied to issues which lie outside the mainstream democratic domain, like technology. Finally, degrowth implies an equitable redistribution of wealth within and across the Global North and South, as well as between present and future generations." (Demaria & Al. 2013, p.209).

Comme on peut le voir avec ces définitions, les thèmes et objectifs de la Décroissance sont très variés, tout comme les différentes approches de ces thématiques. La justice sociale, la durabilité environnementale sont opposées au consumérisme et à la place centrale de l'économie dans nos sociétés actuelles. La Décroissance s'oppose frontalement à la croissance économique, jugée responsable des problèmes environnementaux et sociaux. Elle prône un changement de paradigme et une toute autre vision sociétale. Comme l'explique bien le politologue français Paul Ariès : « La décroissance est un mot obus qui sert à pulvériser l'idéologie dominante. Nous en avons besoin face à la puissance colonisatrice des idées

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup> Une définition quasi similaire mais un peu moins fournie est également proposée en français sur le site degrowth.com : <a href="https://www.degrowth.info/fr/degrowth-decroissance-une-definition/">https://www.degrowth.info/fr/degrowth-decroissance-une-definition/</a> Elle est également reprise telle quelle sur le site <a href="https://budapest.degrowth.org/?page\_id=18">https://budapest.degrowth.org/?page\_id=18</a> reprenant le compte rendu et les informations relatives à un symposium sur la Décroissance organisé à Budapest en 2016 (dans la continuité de ceux de Paris (2008), Barcelone (2010), etc.)

souches de l'économisme. Nous en avons besoin pour décoloniser notre imaginaire et élargir les possibles.» (Ariès, 2007, p.39).

Suite à ces différentes descriptions de la Décroissance, nous allons construire et proposer notre propre définition pour la compréhension de la suite de ce travail :

La Décroissance est une idéologie qui remet en cause le paradigme dominant de la croissance économique. Elle s'oppose au capitalisme et à l'économie classique productiviste et consumériste en jugeant que ceux-ci ne prennent pas en compte la finitude des ressources et les impacts environnementaux. Elle puise ses réflexions dans une multitude de sources, comme la bioéconomie, le post-matérialisme ou l'anti-utilitarisme. Elle prône une justice sociale et une répartition équitable, démocratique et raisonnée des ressources dans les limites de l'écosphère, aussi bien entre les pays industrialisés et ceux en voie de développement, qu'entre les générations actuelles et futures. Elle peut prendre plusieurs formes, comme la simplicité volontaire au niveau individuel, des actions locales et autonomes, ou encore promouvoir une participation politique, avec pour objectif la croissance du bien-être.

Cette définition, bien que ne reflétant pas toutes les facettes de la Décroissance tellement celle-ci s'avère vaste et complexe, nous propose néanmoins quelques termes que nous allons également définir pour la clarifier.

Nous avons choisi la notion d'idéologie pour parler de la Décroissance dans son ensemble. Ce terme est jugé large, peu précis, « brouillé » et ne fait pas consensus sur son interprétation en science sociale (Löwy, 2016). Mais c'est précisément cette caractéristique qui permet d'incorporer toutes les spécificités de la Décroissance dans cette notion.

Guy Rocher définit une idéologie comme « un système d'idées et de jugements, explicite et généralement organisé, qui sert à décrire, expliquer, interpréter ou justifier la situation d'un groupe ou d'une collectivité et qui, s'inspirant largement de valeurs, propose une orientation précise à l'action historique de ce groupe ou de cette collectivité. » (Rocher, 1995, p.123).

l'unanimité (Rocher, 1995; Löwy, 2016).

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> Par exemple selon Karl Marx une idéologie est l'ensemble des idées de la classe dominante visant à justifier une vision du monde propre à cette classe et à justifier sa domination sur les autres classes. Cette vision idéologique n'est pas représentative de la réalité du monde car elle est biaisée par la subjectivité qu'induit l'appartenance à la classe dominante. Nous n'allons pas élaborer plus profondément les différentes interprétations que possède la notion d'idéologie car celles-ci sont très nombreuses et aucune ne fait

Nous définirons donc l'idéologie de la Décroissance comme : L'ensemble des idées, valeurs, pensées philosophiques, sociales ou politiques des objecteurs de croissance qui sont proposées pour orienter leurs actions, de manière collective ou individuelle.

Nous nous détachons donc de l'aspect dogmatique et péjoratif que peut posséder la notion d'idéologie, en nous concentrant sur la globalité et l'objectivité qu'elle propose pour encadrer un ensemble d'idées.

#### 2.2.2. La Décroissance, une idéologie aux sources multiples

La Décroissance s'appuie sur plusieurs sources de réflexions, et nous allons décrire brièvement quelques-unes de ces dernières.<sup>17</sup>

Les penseurs de la Décroissance incluent régulièrement la bioéconomie dans leurs écrits. Celle-ci est une approche de l'économie où un parallèle est fait entre les sciences dites dures et l'économie. Nicholas Georgescu-Roegen est considéré comme le père de la bioéconomie grâce à son texte « The entropy law and the economic process » (1971) dans lequel il corrèle le principe physique de l'entropie à celui de l'économie. Au plus la croissance économique sera forte, au plus l'entropie augmentera proportionnellement tout comme la raréfaction des ressources (fossiles ou autres) due à l'utilisation massive de celles-ci par l'industrie, car ces ressources sont perdues et non réutilisables. C'est également dans ce domaine qu'une critique est formulée contre l'argument consistant à dire que les nouvelles technologies permettront de faire face à cette raréfaction des ressources. « [...] all degrowth actors question the capacity of technological innovation to overcome biophysical limits and sustain infinite economic growth. » (Demaria & Al, 2013, p.198).

Les objecteurs de croissance se rapprochent également de l'anti-utilitarisme et du postmatérialisme car ils défendent que le sens de la vie ne se résume pas à travailler pour gagner de l'argent et dépenser cet argent dans des biens matériels. Ce n'est pas en consommant plus qu'une personne verra son bonheur augmenter (Sekulova, 2015). Cette source de la décroissance puise ses réflexions dans l'anthropologie et les sciences sociales pour critiquer l'hégémonie de l'économie sur ces domaines. Elle consiste à démonter les postulats que le

Cornelius Castoriadis.

<sup>&</sup>lt;sup>17</sup> Lors d'une étape préalable de ce mémoire, certaines sources furent approchées en profondeur, elles sont disponibles en annexe 29 (p.256). Cette annexe approche également la pensée de certains auteurs qui ont fortement influencé la Décroissance : Jacques Ellul, Ivan Illich, Bernard Charbonneau, André Gorz ou encore

progrès et le développement économique permettront de régler les problèmes sociétaux (inégalités, santé, travail, etc.) et que l'intérêt individuel prime sur l'intérêt commun et les liens sociaux (Demaria & Al, 2013, Romano, 2015).

La simplicité volontaire est un terme souvent repris par des décroissants. Il s'agit pour un individu de choisir personnellement un mode de vie ne dépassant pas les limites de son empreinte écologique (Ridoux, 2006, Ariès, 2011). Serge Mongeau décrit une société simplicitaire comme « une société où les humains vivraient en harmonie entre eux et avec la nature. En somme, il s'agit d'abolir la soumission à l'économie pour nous donner une société qui favorise le bien-être complet de tous ses membres » (Mongeau, 2003, p.194). Serge Latouche parle lui de Décroissance sereine et conviviale (Latouche, 2003, 2006, 2014) et Pierre Rabhi de Sobriété Heureuse (Rabhi, 2010). Vincent Cheynet apporte une nuance entre la Décroissance et la simplicité volontaire : « Il ne faut pas confondre la simplicité volontaire, qui est une démarche individuelle, et la Décroissance, qui est son articulation politique » (Cheynet, 2008, p.110).

#### 2.2.3. Contextualisation historique de la Décroissance 18

L'histoire de l'anti-productivisme et de la simplicité volontaire remonte loin, et on peut y trouver des prémices à partir de l'an 1000 avec le néo-manichéisme (Adriaens, 2016). Une multitude de courants (religieux, politiques) prônant une certaine sobriété de vie ont existé durant tout le deuxième millénaire. Mais c'est en 1972 que l'idéologie décroissante commence vraiment à se développer. Le Club de Rome commande en 1968 une étude sur les impacts à long terme de la croissance économique et démographique sur la planète à quatre scientifiques du Massachusetts Institute of Technologie (MIT). Leur rapport est publié en 1972 sous le nom de *The limits to Growth* <sup>19</sup>, également appelé *Rapport Meadows* (Meadows, 1972). Les conclusions sont sans appel. Maintenir une croissance économique basée sur des ressources naturelles finies amènera très certainement à une récession, voire à un effondrement sociétal à l'horizon 2030, si la transition d'une économie de marché reposant sur des ressources fossiles, vers une économie plus sobre et non dépendante de certaines ressources naturelles limitées ne s'anticipe pas. L'impact de cet ouvrage est majeur dans le monde de l'économie, et quantité

\_

<sup>&</sup>lt;sup>18</sup> Tout comme les sources de la Décroissance, une contextualisation historique plus poussée fut produite pour ce mémoire, elle est disponible en annexe 30 (p.269).

<sup>&</sup>lt;sup>19</sup> Traduit en français par « Halte à la croissance ? ».

d'auteurs et penseurs de la Décroissance s'en inspireront et le citeront dans leurs ouvrages. Pratiquement au même moment, le terme de Décroissance est utilisé pour la première fois lors d'une interview d'André Gorz dans le périodique *Le nouvel Observateur*. <sup>20</sup> La Décroissance trouvera également une source considérable dans l'ouvrage *Demain la décroissance* de Nicholas Georgescu-Roegen paru en 1979.

Malgré son utilisation et son intérêt dans les années 970, le terme Décroissance n'est plus très employé durant des décennies. Les critiques et idées de ces grands penseurs furent en grande partie mises de côté et dépréciées. Le progrès et l'augmentation du pouvoir d'achat offert par la société de consommation et sa croissance légitimait le maintien du système capitaliste (Haber, 2008). Les attaques contre la compétitivité du « nouvel esprit du capitalisme » étaient délégitimées en étant qualifiées de paternalistes et s'opposant aux capacités des consommateurs à subvenir à leurs besoins matériels. (Boltansky, Chiappelo, 1999).

En 2002, un article est publié dans la revue *Silence* par Vincent Cheynet et Bruno Clementin avec pour thème « *Il est peut-être temps de relancer le mot 'décroissance'* », et les auteurs y développent la notion de « décroissance soutenable » qu'ils construisent en opposition à la notion de « développement durable ». Pierre Rabhi adopta également les idées de la Décroissance durant sa campagne présidentielle de 2002. Toujours la même année, la conférence « Défaire le dévelopement, refaire le monde » est organisée à Paris. Elle permet à tous les adeptes de Castoriadis, d'Illich, d'Ellul ou d'André Gorz de se rassembler, de discuter, et de s'organiser pour défendre leurs idées. Peu de temps après, l'Institute for Economic and Social Studies on Sustainable Degrowth est créé à Lyon. (D'Alisa, 2014, Latouche, 2014).

Le mouvement se développe à l'étranger, en 2004 en Italie et en 2006 en Espagne. En 2006, le Parti Pour La Décroissance (PPLD) est fondé en France. Le mouvement commence à s'internationaliser grâce à des conférences. La première a lieu à Paris en 2008, puis à Barcelone en 2010. Entre les deux, en 2009, le Mouvement Politique des Objecteurs de Croissance (MpOC) est créé en Belgique. A partir de 2010 le mouvement s'est répandu mondialement. Et de plus en plus de chercheurs et d'universités abordent le thème de la Décroissance. (D'Alisa, 2014).

<sup>&</sup>lt;sup>20</sup> Le nouvel Observateur, numéro 397, 19 juin 1972. André Gorz y développe ses idées sous le pseudonyme de Michel Bousquet.

#### 2.2.4. Divergences d'actions et dissensions au cœur d'une idéologie naissante

Les différents acteurs composants la Décroissance ne sont pas tous d'accord sur la direction à prendre pour défendre leurs idées et valeurs communes. Comme nous l'avons vu lors de la définition que nous avons proposée pour la Décroissance, cette dernière peut exister au niveau individuel avec des principes de sobriété et de simplicité dans la consommation, au niveau local et organisé, pour des projets concrets à petite échelle visant l'autonomie, mais également au niveau politique pour influencer ou instaurer certaines de leurs propositions via les voies institutionnelles. Or, ce dernier point fait débat auprès des objecteurs de croissance alors que les approches individuelles et locales semblent faire consensus. Serge Latouche s'opposa à la création du PPLD en 2006 car il jugeait cela « prématuré » (Dupin, 2009). En effet, Serge Latouche, tout comme Fabrice Flipo et d'autres acteurs de la Décroissance, défendent une démocratie directe, des alternatives locales ou encore la désobéissance civile sur certains sujets (Latouche, 2010 ; Flipo, 2017). Dans ce cadre, il est difficile pour eux de s'insérer dans le cadre de la démocratie participative et du jeu électoral traditionnel.<sup>21</sup>

Pour d'autres acteurs, comme Vincent Cheynet, Paul Ariès ou Yves Cochet, une approche politique, « top-down », est nécessaire pour propager l'idéologie décroissante, mais aucun d'eux ne fait partie de la même formation politique. En effet, le PPLD fut créé par Bruno Clementin et Vincent Cheynet en 2006, mais des dissensions internes se sont produites, et Vincent Cheynet a quitté le PPLD en 2008. En 2010 il crée le Parti des objecteurs de croissance (POC). Le PPLD s'est rallié avec le Mouvement des Objecteurs de Croissance (MOC) en 2011 et leur coalition fut soutenue par Paul Ariès. Vincent Cheynet ne s'inscrit pas dans le clivage gauche/droite alors que Paul Ariès apporte les idées de la Décroissance au Front de gauche, tout comme Yves Cochet défend la Décroissance au sein du parti écologiste Les Verts.

Paul Ariès estime qu'« il est impossible d'asseoir autour de la même table toutes les familles de la décroissance. » et il compare sa vision de la Décroissance à celle de Vincent Cheynet sur des sujet précis : « Je suis de gauche, lui pas. Je suis partisan du mariage homosexuel et défenseur des droits LGBT, lui pas. Je suis contre la valeur travail et pour la réduction du temps de travail (les 32 heures tout de suite), lui pas. Je ne considère pas que le

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup> Serge Latouche et d'autres acteurs, bien que n'adhérant pas à la voie politique traditionnelle et prônant une approche plus individuelle ou localisée pour instaurer la Décroissance, ne sont pas contre une forme de pouvoir national ou supranational, mais leurs réflexions semblent avoir pour priorité d'influencer des pratiques locales et individuelles décroissantistes.

PCF soit le diable absolu, lui si. Je combats pour la gratuité et le revenu garanti, c'est au cœur même du projet de la décroissance... Cheynet et ses proches considèrent que ces combats ne sont pas ceux de la décroissance. » (Burlet, 2012).

Vincent Cheynet qualifie Paul Ariès d'user d'une « *rhétorique stalinienne* » (Ibid). Il critique également la surreprésentation que possède Serge Latouche dans la Décroissance et le qualifie de « pape » de la Décroissance (Cheynet, 2008).

Paul Ariès, tout comme le PPLD, critiquent aussi la manière dont Vincent Cheynet utilise le journal *La décroissance* (dont il est le rédacteur en chef) comme une vitrine officielle de la Décroissance alors que ce périodique n'est que le reflet de sa vision personnelle.<sup>22</sup>

De plus, il est à souligner que certaines personnes à l'extrême droite de l'échiquier politique peuvent reprendre la notion de Décroissance comme par exemple Alain de Benoist, membre de la *Nouvelle Droite*.

Actuellement, les acteurs de la Décroissance prônant la voie électorale sont donc pilarisés entre différents courants. Néanmoins, certaines propositions sont défendues par une grande majorité d'acteurs ou d'organisations attachées à la Décroissance. Nous allons les approcher dans le chapitre 3 pour déceler des similitudes et souligner les convergences de propositions décroissantistes.

#### 2.2.5. Conclusion partielle

Après ce survol de la Décroissance, on a pu observer que ce mouvement est vaste et complexe. Les thématiques abordées sont nombreuses. Les valeurs qui en découlent ne sont pas revendiquées unanimement et de manière précise. Néanmoins Serge Latouche résume assez bien les conclusions que tirent les décroissants de toutes ces sources en expliquant « quelles valeurs il faut mettre en avant, qui devaient prendre le dessus par rapport aux valeurs dominantes actuelles : l'altruisme devrait prendre le pas sur l'égoïsme, la coopération sur la compétition effrénée, le plaisir du loisir et de l'éthos du ludisme sur l'obsession du travail, l'importance de la vie sociale sur la consommation illimitée, le local sur le global, l'autonomie sur l'hétéronomie, le goût de la belle ouvrage sur l'efficience

-

<sup>&</sup>lt;sup>22</sup> « La saloperie que nous n'achèterons pas \* », site web du Parti Pour La Décroissance. URL : <a href="https://www.partipourladecroissance.net/?p=6720">https://www.partipourladecroissance.net/?p=6720</a> consulté le 11 mai 2018. Le titre de l'article fait référence à une rubrique du mensuel *La Décroissance*.

productiviste, le raisonnable sur le rationnel, le relationnel sur le matériel, etc. » (Latouche, 2006, p.157).

Les analyses des objecteurs de croissance font appel à des domaines variés comme les sciences dures, l'économie et les sciences sociales. Les déductions de ces analyses sont liées aux valeurs citées ci-dessus. Nous résumerons cela en 2 grandes analyses, l'une axée sur une thématique socio-économique et l'autre sur une thématique environnementale:

- Le système économique basé sur le capitalisme et l'économie de marché ne permettra pas de faire face aux défis environnementaux et sociaux qui s'annoncent, et donc un changement de paradigme, une « désaliénation de l'imaginaire » sera nécessaire pour se défaire du paradigme dominant, productiviste et néolibéral. Une autre approche de la démocratie, plus participative, ainsi que des solutions locales, autonomes (AMAP, SEL, etc.) doivent être promues pour contourner ou s'opposer au système dominant. Le bien-être, la qualité, la coopération, l'égalité et l'entraide sont des valeurs à promouvoir pour renforcer ce changement de mentalité, de système et de paradigme.
- L'utilisation des ressources naturelles doit être diminuée pour préserver notre environnement, éviter une catastrophe écologique et une catastrophe sociale qui s'en suivrait. Cette analyse est aussi bien actuelle que prospective, et donc, la responsabilité et les actions des sociétés actuelles sont primordiales pour la préservation des écosystèmes, du bien-être et des besoins des générations futures. Pour cela, la prise en compte des limites des systèmes biogéochimiques devra être de mise, le rapport que l'Homme entretient avec son environnement doit être vu comme une interdépendance à l'ère de l'anthropocène qui remet l'équilibre de ce lien en question. La technicité ne permettra pas de faire face aux défis. Les principes de précaution, de soutenabilité et de respect des cycles biogéochimiques sont essentiels à faire valoir.

### 3. La décroissance en politique

Certains objecteurs de croissance ont proposé des lois concrètes épousant leur philosophie politique. C'est précisément ces propositions de loi qui vont nous permettre de cadrer législativement les idées et propositions décroissantes, et ensuite, elles nous permettront de déceler quand un parti traditionnel se rapproche de ces idées ou quand un organe de pouvoir fait des propositions sur un sujet qui touche, de près ou de loin, à la Décroissance. Cette démarche ne permettra pas de valider un rapprochement ou une connivence entre des propositions. C'est une tentative de comparaison partielle, elle permettra donc de souligner des similitudes mais la quantité d'informations dont nous disposons ne nous permet pas d'affirmer qu'il existe un lien « réel » entre ces différentes propositions.

#### 3.1. Les propositions politiques de la Décroissance

**Vincent Cheynet** a fait campagne lors des élections législatives dans la deuxième circonscription du Rhône en 1997, 2002, et 2007. Dans le chapitre « réinvestir la politique » de son livre « *Le choc de la décroissance* » (Cheynet, 2008, p.113), il propose 10 résolutions permettant une décroissance contrôlée, dite soutenable, qu'il défendra à l'Assemblée nationale s'il venait à être élu lors des élections législatives de mai 2007 (il récolta 1,07% des voix) :

- 1. L'application des ordonnances de 1944 sur la presse, édictées par le Conseil national de la Résistance, pour libérer les médias de la tutelle des multinationales. Conjointement, nous démantèlerons les agences de publicité, véritables organes de propagande de la société de consommation. Un programme de décroissance ne s'engagera pas avec le système de propagande actuel.
- 2. La relocalisation progressive de l'économie, à travers des incitations fiscales, par des taxes douanières et par la création de normes qualitatives exigeantes. Pour une économie fondée sur de petites entités : l'artisanat, les coopératives et une paysannerie délivrée de la chimie.
- 3. Le démantèlement progressif des entreprises multinationales, des franchises et de la grande distribution, qui entraînent le chômage de masse provoqué structurellement par leur modèle économique productiviste. Le développement des petites entités économiques, pour favoriser l'emploi local.

- 4. La sortie progressive de l'automobile et de sa civilisation. Développer les trains régionaux (TER) plutôt que les lignes à grande vitesse (TGV).
- 5. La sortie progressive des énergies fossiles (charbon, pétrole, uranium...) au profit de la sobriété énergétique et du développement des énergies renouvelables.
- 6. La fin de l'habitat pavillonnaire. Ce style d'habitat est un véritable fléau environnemental et social. Nous mettrons en place une politique de moyens et petits habitats groupés, luttant contre les mégapoles de plus de 300.000 habitants et permettant de vivre sans automobile.
- 7. L'instauration progressive d'un revenu maximum autorisé à hauteur de quatre fois le SMIC.
- 8. L'interdiction de posséder plus de deux logements.
- 9. La mise sous tutelle démocratique de la recherche pour la réorienter vers des objectifs écologiques et humanistes excluant les OGM, les nanotechnologies ou le nucléaire.
- 10. La fin du sport professionnel au profit du sport amateur. L'interdiction des sports et loisirs motorisés.

**Paul Ariès**, politologue français, est considéré comme l'un des intellectuels de la Décroissance et de l'écologie politique. Il propose aussi des moyens très concrets à mettre en place dans ses livres *Le Mésusage* (2007) et *La décroissance*, *Un nouveau projet politique* (2007). Une de ses propositions est la quasi gratuité des biens indispensables, nécessaires et utilisés de manière rationnelle, il appelle cela le « bon usage », et une surtaxation des biens non-nécessaires, de mauvaise qualité ou avec beaucoup de conséquences sur l'environnement ou la santé. Il appelle ces biens la « junkproduction », le « mésusage ». (Ariès, 2007).

Serge Latouche développe les notions de rationalité économique, et d'efficacité économique. Il ne cherche pas à rentrer dans le paysage politique, mais à l'influencer de l'extérieur avec des idées et propositions pour faire face aux conséquences de la croissance et de l'hyperconsumérisme. Il résume cela dans son livre *Le Pari de la décroissance* (Latouche, 2006) avec la règle des « 8 R ». *Réévaluer*. En faisant référence aux valeurs de notre société capitaliste. *Reconceptualiser*, sortir du capitalisme et mettre l'humain au centre des intérêts et non le capital. *Restructurer*, changer l'ordre d'importance des valeurs. *Redistribuer*, équitablement les impacts de chacun sur la biosphère et l'environnement. *Relocaliser*, pour

réduire le chômage et l'empreinte écologique. Réduire notre empreinte écologique, en changeant sa manière de consommer, de produire et en travaillant moins. Restaurer l'activité paysanne en sortant de l'agro-industrie chimique et Recycler, en rendant durables, réutilisables et réparables les produits (Latouche, 2006). Dans un article publié dans Le monde Diplomatique, Serge Latouche écrit qu'« une politique de décroissance pourrait consister d'abord à réduire, voire à supprimer le poids sur l'environnement des charges qui n'apportent aucune satisfaction. La remise en question du volume considérable des déplacements d'hommes et de marchandises sur la planète, avec l'impact négatif correspondant (donc une « relocalisation » de l'économie) ; celle non moins considérable de la publicité tapageuse et souvent néfaste ; celle enfin de l'obsolescence accélérée des produits et des appareils jetables sans autre justification que de faire tourner toujours plus vite la mégamachine infernale: autant de réserves importantes de décroissance dans la consommation matérielle. » Et plus loin il explique que « Pour concevoir la société de décroissance sereine et y accéder, il faut littéralement sortir de l'économie. Cela signifie remettre en cause sa domination sur le reste de la vie, en théorie et en pratique, mais surtout dans nos têtes. Une réduction massive du temps de travail imposé pour assurer à tous un emploi satisfaisant est une condition préalable. » (Latouche, 2003, p.18).

On voit donc que la Décroissance possède une certaine homogénéité idéologique, et que cette dernière peut parfois apporter des propositions très concrètes quand il s'agit d'influencer la société par la voie politique, et donc par l'institutionnalisation.

Pour ce qui est de la Belgique, le Mouvement Politique des Objecteurs de Croissance (MpOC) propose quelques objectifs politiques issus de son manifeste (Manifeste MpOC, p.6) :

- la relocalisation des activités économiques ;
- − l'autonomie alimentaire et énergétique ;
- une économie du réparable et du recyclable ;
- − la lutte contre tous les gaspillages et donc la fin de l'obsolescence organisée ;
- des services publics ou non-marchands d'intérêt collectif;
- la coopération, l'autonomie et la démocratie directe;
- − le respect et la protection des diversités culturelles et biologiques.

Il est à souligner que bien que le MpOC ne se présente pas aux élections, il « utilisera la tribune médiatique que sont les élections pour faire passer son message, exercer pression et lobbying auprès des partis démocratiques, critiquer le système de représentation actuel et lui proposer des améliorations et alternatives. » (Mpoc, 2011). <sup>23</sup>

Pour ce travail, Alain Adriaens et Jean Cornil, membres du MpOC ont été interviewés. Leurs entretiens nous ont permis de mieux cadrer les propositions et réflexions de mouvement décroissantiste évoluant dans le paysage politique belge.

Alain Adriaens est membre du MpOC depuis 2011, avant cela il fut affilié au parti Ecolo et en est également le cofondateur. Il a été député régional bruxellois pour ce parti de 1989 à 2004. Il nous explique que d'un point de vue institutionnel, le parti ayant en premier débattu de la Décroissance est très certainement Ecolo (Adriaens, Annexe 2) : « Les premiers élus post-matérialistes, dirais-je, c'étaient les gens d'Ecolo en 1981. L'apparition sur la scène politique de cette pensée post-matérialiste qui défendait déjà des options politiques, des choix, qui sont toujours ceux de la décroissance aujourd'hui.» (Annexe 2). Il nous explique qu'au fil du temps « les 4 partis traditionnels, sous l'influence de l'écologie politique, ont peu à peu intégré dans leurs projets et programmes politiques, des notions qui sont postmatérialistes, comme la réduction des déchets, du gaspillage, (...) l'économie circulaire, etc. » (Ibid). Lors de l'interview, Alain Adriaens nous explique que la Décroissance n'est jamais abordée en tant que telle. Les débats restent très pratiques, collés aux différentes problématiques dont discutent les parlementaires. C'est plus à l'extérieur du Parlement, dans les partis, dans les bureaux d'études, que le problème de la croissance est abordé. Il est convaincu qu'une grande majorité d'élus connait cette notion, mais n'y prête juste pas attention parce qu'elle remet en cause la quasi-totalité de l'économie et une partie conséquente du fonctionnement du pays. Il estime que certaines propositions politiques de partis traditionnels se rapprochent des propositions décroissantistes, comme par exemple la taxe des millionnaires proposée par le PTB (Van Hees & Hedebouw, 2015) qui s'inscrit « tout à fait » dans l'idéologie décroissante, en rapport avec le RMA, mais cette taxe « n'est qu'une modalité de ce revenu maximal admissible que les objecteurs de croissance défendaient avant eux. » (Annexe 2). Il nous informe également que selon lui, au parti Ecolo, « La base est très décroissante, le sommet de l'appareil l'est beaucoup moins. » (Ibid). Ou encore que l'opposition au CETA, prôné par le PTB, le PS, le CDH et Ecolo est encore un signe d'une

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup> « Le MpOC et les éléctions », site web du MpOC, http://www.objecteursdecroissance.be/spip.php?article164

influence de la Décroissance. Il nous informe que « la Wallonie ait été la seule à s'opposer au CETA. C'est chez nous que cette pensée de la décroissance est la plus avancée, la plus présente, quand on voit d'autre pays. » (Ibid). Alain Adriaens croit que la Wallonie est un fief de la Décroissance, mais que ce n'est « pas matérialisé, pas conscient » (Ibid).

Jean Cornil a été 7 ans sénateur et 3 ans député à la chambre pour le parti socialiste entre 2001 et 2010. Il nous explique que sa rencontre avec l'idéologie décroissante s'est faite en 2009, donc tardivement par rapport à ses mandats. Selon lui, la toute grande majorité des décideurs politiques « n'est absolument pas préparé pour penser à la question d'une refonte complète des concepts et des objectifs politiques » (annexe 3). Lors d'une commission sur la santé et l'environnement, il essaya de faire passer une loi visant à interdire la publicité pour les voitures polluantes (Cornil, 2009), cette démarche peut se rattacher à des propositions préalablement citées par des penseurs objecteurs de croissance, mais elle fut refusée car il n'avait pas la majorité au sein de la commission, et au sein de son propre parti, le PS, les débats étaient présents et certains y étaient opposés. Comme Alain Adriaens, il est très souvent confronté à l'idée que la technique permettra de faire face aux problèmes environnementaux. Le taux de croissance et la courbe du chômage centralisent tous les problèmes, et restent le leitmotiv de la logique économique menée par les différents partis. La pesanteur des concepts est très puissante, et face à eux la Décroissance « n'est pas encore un concept qui a infusé [...] dans la vie politique » (Ibid). Il y a un manque d'anticipation assez important sur le long terme. Et face à l'idéologie décroissante, beaucoup d'élus de droite n'y accordent même pas d'importance et caricaturent très rapidement. Il trouve, tout comme Alain Adriaens, que la Décroissance reste tabou au sein des parlements et que les décideurs politiques lui préfèrent le développement durable.

Face à ces informations, on peut se demander si les élus s'opposant ou dénigrant la décroissance en connaissent bien les valeurs, les analyses et les propositions ? Est-ce qu'ils rejettent cette idéologie en connaissance de cause ? Est-ce que le cadre institutionnel traditionnel et la pensée dominante économique les poussent à s'y opposer sans chercher à y puiser des solutions qui pourraient régler certains problèmes sociétaux et environnementaux ? Pour répondre à ces questions ainsi que celles de notre question de recherche, nous allons maintenant analyser les entretiens dirigés des 23 acteurs du paysage politique francophone que nous avons interviewé.

## 4. Analyse et résultats de l'enquête

Après avoir énoncé et cadré les différentes valeurs, analyses et propositions de la Décroissance, nous allons maintenant voir si celles-ci existent, ressortent et/ou sont utilisées dans le paysage politique Belge. Pour commencer, nous allons nous intéresser au contexte dans lequel se retrouve la notion de Décroissance. C'est-à-dire aux endroits et aux moments où les acteurs politiques ont eu une interaction avec la Décroissance.

#### 4.1. Lieux et dates de rencontre entre les acteurs politiques et la Décroissance

Les questions posées aux acteurs de la Décroissance et du monde politique nous ont permis de répondre partiellement à une question de recherche : est-ce ce que ce terme est utilisé dans les instances politiques (Conseil communal, Parlement régional ou Parlement fédéral) ou dans des instances proches des institutions (siège de parti, centre de recherche, etc.) ? Ou bien est-il entendu dans d'autres lieux comme des conférences, soirée-débats, etc. ? Et s'il est entendu par ces acteurs, quand fut-il employé et dans quel contexte ? La réponse à ces questions pourra nous éclairer sur le processus d'institutionnalisation, de manière temporelle, ainsi que dans l'espace non délimité dans lequel évolue une institutionnalisation.

Une première analyse quantitative des interviews nous permet de se faire une idée. Sur les 23 répondants, 9/23 ont répondu qu'ils ont déjà rencontré/entendu la notion de Décroissance dans une instance politique officielle (Conseil communal, Parlement régional ou fédéral). Et 20/23 ont répondu qu'ils avaient déjà rencontré ce terme au sein d'un parti, ou d'une instance non-officielle (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.).<sup>24</sup>

Les répondants au questionnaire provenant de différents niveaux politiques (élus fédéraux, élus régionaux et chercheurs/conseillers dans des centres de recherche de partis, il est intéressant de différencier les réponses entre les élus et les conseillers/chercheurs. Sur les 10 élus interviewés (Cinq au niveau fédéral, cinq au niveau régional, deux par parti traditionnel), 4/10 ont déjà entendu ce terme dans un parlement, et 8/10 ont déjà entendu ce terme au sein de leur parti, les deux n'ayant jamais entendu ce terme au sein de leur parti sont tous les deux députés MR. Il est à souligner que uniquement chez Ecolo, la totalité des acteurs ont déjà

<sup>&</sup>lt;sup>24</sup> Les tableaux avec les réponses par parti sont disponibles en annexe 0, après le questionnaire vierge.

entendu le mot Décroissance dans des instances parlementaires et en dehors (au sein du parti, dans des conférences, etc.).

Aucun membre du PTB n'a entendu ce terme dans un parlement (fédéral ou bruxellois), mais il faut signaler que ce parti ne possède de sièges dans des parlements que depuis les élections de mai 2014. Lors de ces élections, le PTB rentre dans les parlements belges et remporte 2 sièges à la chambre, 4 sièges au parlement bruxellois et 2 sièges au parlement wallon. Les 5 répondants du PTB ont affirmé avoir entendu parler de ce terme hors des institutions et au sein de leur parti.

Mais dans quel contexte ce terme est-il utilisé ? Pour répondre à cette question, nous allons analyser qualitativement les interviews et subdiviser les réponses au sein des parlements, et hors des parlements.

#### 4.1.1. La Décroissance dans les parlements

Charlie Lepaige (PTB, annexe 6) nous explique que la notion de décroître, mais pas le mot Décroissance, était utilisé par son parti et par Ecolo lors du débat au Parlement fédéral relatif à la COP 21.

Guillaume Lepère (PS, annexe 13) explique avoir entendu parler de Décroissance au Parlement wallon il y a quelques années, lors de « colloques sur la Décroissance », et également dans une commission spéciale sur le thème du pic pétrolier.<sup>25</sup>

Chez Ecolo, Olivier Derruine (Ecolo, annexe 16), conseiller auprès de l'eurodéputé Philippe Lamberts, indique avoir entendu plusieurs fois ce terme « au niveau du Parlement européen, à l'occasion d'amendements, de séminaires, d'ateliers ». Il indique également lors de son entretien que « Nous, au bureau de Philippe Lamberts, on veut lancer au plan européen une grande conférence en 2018, pas une conférence 'degrowth' mais 'post-growth'. 26 L'objectif

<sup>&</sup>lt;sup>25</sup> Dans ce cadre, un numéro de la revue Regards économiques avec pour titre « Face à l'épuisement du pétrole, quel rôle pour l'aménagement du territoire en Wallonie ? » (Bodart, 2011) fait partie d'une étude menée en 2010 pour le Gouvernement wallon avec le soutien de la Conférence permanente du développement territorial (CPDT).

Ou encore:

D. Baudewyns, F. Bossier, «Impacts macroéconomiques d'un doublement du prix du baril de pétrole en Région wallonne – Simulation avec les modèles HERMES et HERMREG», Bureau fédéral du Plan, rapport pour la CPDT, juin 2010. Ce modèle a été développé en partenariat avec l'IWEPS, l'IBSA et le SVR.

<sup>&</sup>lt;sup>26</sup> Nous allons aborder cette différence sémantique dans le chapitre relatif à l' « Appréhension émotionnelle d'un concept antisystème. »

serait d'amener des économistes hétérodoxes à entrer en dialogue avec des orthodoxes de la Commission européenne, parce que c'est eux qui dictent le courant 'mainstream' en Europe, et si l'on ne parvient pas à créer des discussions avec eux, cela ne sera pas possible de faire avancer le débat. Au départ, c'est une initiative de Philippe Lamberts, mais qui sera à terme soutenue par tout le groupe des Verts en essayant d'y impliquer aussi des eurodéputés progressistes d'autres groupes. » (Annexe 16).

Toujours chez Ecolo, Kim Fredericq-Evangelista (Annexe 17), nous explique que le concept de la Décroissance fut abordé durant une proposition de loi au Parlement fédéral, émanant de Jean-Marc Nollet, avec pour thème l'obsolescence programmée et l'économie circulaire.<sup>27</sup>

Jean-Marc Nollet (Ecolo, annexe 18), quand nous lui demandons s'il entend souvent ce terme dans des institutions, répond : « Oui, au Parlement régional et au Parlement fédéral. C'était des regards critiques, des attaques de libéraux considérant que ce que je proposais ou ce que je défendais allait nous mener droit à la Décroissance. C'est principalement dans ce genre de contexte qu'est employé le mot Décroissance. Il est employé comme une attaque dans la bouche des autres. ». Arnaud Pinxteren (Ecolo, annexe 19) nous informe qu'il a entendu parler de Décroissance durant la législature précédente (2009-2014) au Parlement régional bruxellois, en Commission Affaires économiques.

André Dubus (CDH, annexe 21) est député bruxellois et nous informe qu'il a déjà utilisé ce terme au parlement bruxellois. « j'ai même organisé un « Chemin d'été », une rencontre / conférence sur la Décroissance, ici à Etterbeek, avec la section locale du CDH, il y a quelques années. Et j'ai déjà cité la « Décroissance » au parlement bruxellois. Ce n'est pas du tout une idéologie qui nous est étrangère. » Toujours au CDH, Vincent Henderick nous explique qu'il entend « même très régulièrement » cette notion au parlement bruxellois (Annexe 23).

Corentin De Salle (MR, annexe 26) nous informe que le terme Décroissance « est déjà revenu plusieurs fois dans les documents parlementaires, notamment dans la commission énergie ».

La notion de Décroissance est donc employée dans les parlements, et cela de manière plutôt récente (quelques années). Elle est utilisée lors de débats en rapport avec l'énergie (pic du pétrole) et le climat (COP 21), mais également autour d'une loi relative à l'obsolescence

38

<sup>&</sup>lt;sup>27</sup> Proposition de loi relative à la lutte contre l'obsolescence organisée et au soutien à l'économie circulaire. Déposée par Jean-Marc Nollet et Meyrem Almaci et consorts le 11 avril 2016. DCO 54, 1749/001, Chambre des représentants de Belgique.

Cette loi sera analysée plus bas dans le chapitre relatif aux propositions de la Décroissance.

programmée proposée par Ecolo. Jean-Marc Nollet l'entend également sous forme d'attaque de la part de certains de ses collègues députés. Nous allons maintenant sortir du cadre des parlements pour repérer dans quels lieux là Décroissance est rencontrée.

#### 4.1.2. La Décroissance hors des Parlements

Pour ce qui est du PTB, David Pestieau (annexe 7) a participé à une conférence qui abordait le sujet de la Décroissance à l'université Saint-Louis à Bruxelles le 13 février 2017.<sup>28</sup> Tous les autres membres du PTB affirment entendre parler de Décroissance au sein du Parti, mais seulement dans un cadre spécifique et à des niveaux sectoriels.

Au PS, Olivier Body (annexe 11) explique que les questions de la croissance et de la Décroissance furent débattues lors d'un colloque « Chantiers des idées » avec le professeur Tom Bauler et d'autres intervenants.<sup>29</sup> Guillaume Lepère (annexe 13) affirme avoir abordé le sujet de la Décroissance lors d'un colloque sur les changements climatiques.

Chez Ecolo, Olivier Derruine (annexe 16) affirme entendre régulièrement parler de Décroissance au sein du parti et chez Etopia, tout comme les 3 autres membres d'Ecolo interviewés. Jean-Marc Nollet explique qu'au sein de son parti « nous n'avons aucun souci à aborder cette notion. Evidemment, j'ai des choses à dire par rapport à ça. Je suis en dialogue notamment avec des objecteurs de croissance, je ne partage pas tout mais je n'ai aucun problème à discuter du problème, au contraire, c'est nécessaire. » (Annexe 18). Et Arnaud Pinxteren nous informe qu'à propos de la Décroissance « Il y a quelques années c'était plus en vogue que maintenant et donc oui, on a quelques militants décroissants dans nos rangs, qui sont un petit peu moins actifs aujourd'hui, qui sont plus actifs au niveau associatif mais qui à l'époque faisaient bien vivre ce débat. » (Annexe 19).

Au CDH, Jeremy Dagnies (annexe 20) nous explique qu'il a entendu ce terme en 2013, dans le Manifeste du développement humain.<sup>30</sup> André Dubus, comme nous l'avons vu plus haut, nous explique qu'il a « organisé un « Chemin d'été », une rencontre / conférence sur la

<sup>&</sup>lt;sup>28</sup> Séminaire Interdisciplinaire d'Etudes Juridiques (SIEJ) - Le droit en transition - Soirée-débat - Université Saint-Louis, Bruxelles, 13 février 2017.

<sup>&</sup>lt;sup>29</sup> « Chantier des idées » organisé à l'ULB le 20 juin 2015 avec pour thème « Finie la sainte croissance ? ».

<sup>&</sup>lt;sup>30</sup> Le développement humain, site web du CDH : <a href="http://www.lecdh.be/le-parti/lidentite/le-developpement-humain">http://www.lecdh.be/le-parti/lidentite/le-developpement-humain</a>, consulté le 16 novembre 2017. Les valeurs issues de ce manifeste seront corrélées à celles de la Décroissance plus bas.

Décroissance, ici à Etterbeek, avec la section locale du CDH, il y a quelques années. » (Annexe 21).

En conclusion, nous pouvons remarquer que la Décroissance n'est pas du tout un terme étranger aux différents acteurs, et que les contextes dans lesquels il est utilisé sont nombreux. Il ressort dans les Parlements, lors des colloques, des débats, à l'occasion d'amendements, de séminaires, d'ateliers et durant les commissions Affaires économiques et Energie. Il est également soulevé durant des débats parlementaires, notamment sur la COP 21 et sur le Pic pétrolier, aussi bien comme une attaque, une insulte, que comme une source de solutions.

En dehors des parlements, la notion de Décroissance est encore plus souvent abordée, et 20 acteurs politiques l'ont déjà rencontrée ou utilisée. Notamment lors de débats internes aux partis pour la construction de propositions de lois, de colloques, de chemins d'été, dans un manifeste ou durant des conférences (ULB, Saint-Louis).

D'un point de vue temporel, toutes les informations données par les acteurs sont plutôt récentes, et remontent à quelques années. Vincent Liegey (PPLD, annexe 5) nous apporte son point de vu par rapport à cette évolution. Il explique que la Décroissance « y va donc étape par étape avec différents niveaux d'approche. Le premier est dans la logique d'une victoire culturelle de transformation de la société. Ce qui est pour moi un préalable fondamental. On parle de décoloniser l'imaginaire et cela passe par des débats, des rencontres, de la diffusion d'informations [...] Je dirais que sur ce pilier-là, il y a des choses, depuis une dizaine d'années, qui sont extrêmement intéressantes. Je parle d'une transformation silencieuse de la société qui se met en place. Là où, il y a 5 ans, quand j'intervenais sur la Décroissance, le débat était un peu sur [...]: Etes-vous pour ou contre la décroissance ? Aujourd'hui, quels que soient les milieux dans lesquels j'interviens, le débat est vraiment : comment la mettre en place? Il y a une acceptation assez large dans nos sociétés, dans des milieux culturels, citoyens, universitaires, etc. Où, quand on prend le temps d'expliquer ce qu'est la Décroissance, ce qu'on entend derrière, les limites physiques, culturelles de la croissance et puis les propositions qu'on met en place. Je dirais, il n'y a plus de débat 'pour ou contre'. Les gens sont d'accord pour dire oui, il faut rompre avec ce système, mais comment on fait? L'enjeu c'est d'aller voir au fonds des choses, de manière ouverte, dans une logique de dialogue avec des journalistes, avec des lobbyistes, avec des technocrates de la Commission, avec des députés européens, des syndicalistes, des gens de la société civile, des universitaires, et de pousser les débats. On va voir ce que cela va donner, c'est un apprentissage. Le fait

qu'aujourd'hui les portes du Parlement Européen s'ouvrent, moi, je trouve que c'est quelque chose de très intéressant qui n'aurait pas été possible il y a trois-quatre ans. » (Liegey, annexe 5). Il est à souligner que Vincent Liegey parle de manière très générale en expliquant que la majorité des personnes qu'il rencontre sont d'accord pour « rompre avec ce système », Cependant, force est de constater que, tout au long de nos entretiens, nous n'avons pas perçu un désir manifeste de rompre avec le système auprès de la majorité des acteurs interviewés.

Tim Jackson suit assez fort cette analyse d'une avancée lente, fastidieuse, mais certaine de la Décroissance en estimant que « our role is really to create a space where we can have that conversation. Where we can bring Degrowth's people into parliament. Where we can bring those questions. Where we can bring the people who did the work on limits to growth and where we can actually begin to have a sensible conversation about the challenges. So that's really what we are doing. We're almost in a surreptitious way just trying to build that space, recognising that you are almost in an enemy territory, trying to fortify that space. Build it like a beachhead, when you invade a foreign country. You have to land and make a stronghold, you have to gradually create that space. » (Annexe 4).

Les acteurs de la Décroissance cherchent donc à établir un dialogue pour influencer les élus et leurs conseillers plus qu'à instaurer un rapport de force électoral. Ils jugent cela difficile et fastidieux, mais néanmoins cela semble évoluer favorablement, et leurs débats ne se limitent plus à être en faveur ou contre la Décroissance, mais à expliquer en quoi la Décroissance pourrait apporter des solutions et des arguments aux acteurs politiques établis dans les institutions. Leur objectif de créer cet espace de dialogue semble validé par les réponses de certaines personnes qui nous expliquent avoir rencontré ce terme ou l'avoir utilisé eux-mêmes lors de débats politiques, qu'ils soient interne ou externes aux parlements.

### 4.2. Les valeurs partagées par la Décroissance et les acteurs politiques

Pour ce qui est des valeurs de la Décroissance, celles-ci trouvent des similitudes au sein de certains partis. Même si Jean Cornil (MpOC, annexe 3) estime que « *Le travail reste la valeur centrale, la consommation reste l'objectif des gens.* ».

Chez Ecolo, le nouveau *Manifeste politique d'Ecolo* comporte certaines valeurs comme la promotion de l'autogestion et l'autonomie ou encore une certaine critique des impacts du progrès et une dénonciation du productivisme. Les notions de convivialité et de résilience sont

proposées pour faire face aux crises sociales et environnementales, tout comme un nécessaire accroissement de la démocratie participative corrélé aux possibilités qu'offrent les alternatives locales au modèle dominant (Ecolo, 2013). *Etopia*, le Centre d'animation et de recherche en écologie politique relié au parti Ecolo a traduit et coédité le livre « Prospérité sans croissance », de Tim Jackson (Jackson, 2010) et propose de nombreuses sources pour débattre sur les limites de la croissance et de la Décroissance.<sup>31</sup>

Du côté du CDH, Jeremy Dagnies (annexe 20) nous explique qu'il a rencontré la notion de Décroissance durant la mise en forme du « Manifeste du développement humain » du CDH. Ce dernier propose une ligne directrice et quelques valeurs prônées par ce parti: « De toutes les crises, sociale, économique, financière, que nous connaissons, la plus grave, celle qui se nourrit de toutes les autres, est la crise de confiance dans l'avenir. [...] La situation pourrait décourager. Au contraire. Elle renforce l'urgence de revenir à l'essentiel, aux sources de la relation humaine : le sens du bien commun, le partage, le lien social, le souci de la qualité de vie. [...] Le retour à l'essentiel implique aujourd'hui de modifier nos habitudes de pensée, de changer nos références et les indicateurs qui fixent les hiérarchies. Ce n'est pas l'Avoir qui prime à nos yeux, mais l'Etre. Pas le plus, mais le mieux. Au produit intérieur brut, nous préférons le bonheur humain. A l'homme qui ferme le poing, nous préférons celui qui tend la main. A la compétition, dans ce qu'elle a d'impitoyable et d'écrasant, nous préférons la fraternité. » <sup>32</sup>

Cet extrait confirme les paroles d'Alain Adriaens qui constate que « le CDH, qui n'a pas d'idéologie très forte [...] est plus sensible à ces idées écologistes et de Décroissance qui s'intègrent plus ou moins dans leur logique qui est peu connue, mais qui est le personnalisme, c'est-à-dire la valeur de la personne humaine [...] ils sont assez sensibles, et le débat qui vient d'avoir lieu sur le CETA, le TTIP, c'est le libre-échange, pourquoi le libre-échange, pour le commerce, le commerce pourquoi ? Pour la croissance! La croissance pourquoi ? Pour l'emploi! Et donc il y a deux ans, avec d'autres, on s'est mis à se battre contre ces traités de libre-échange, mais avec peu d'espoir, et puis, voilà qu'il y a eu des partis traditionnels, qui en Wallonie et à Bruxelles, se sont opposés à cette logique du libre-échange qui est l'idéologie du toujours plus. » (Annexe 2).

<sup>&</sup>lt;sup>31</sup> Voir par exemple l'article « Croissance, décroissance : 14 thèses pour une radicalité mobilisante » site web d'Etopia : http://www.etopia.be/spip.php?article1244

<sup>&</sup>lt;sup>32</sup> Le développement humain, site web du CDH : <a href="http://www.lecdh.be/le-parti/lidentite/le-developpement-humain">http://www.lecdh.be/le-parti/lidentite/le-developpement-humain</a>

Lors de son interview, Jeremy Dagnies (CDH) nous explique qu'« il faut trouver un équilibre entre l'économie standard, conventionnelle et les économies alternatives. Ces économies devront absolument être réorientées vers les enjeux fondamentaux liés au climat, à la santé, au vieillissement de la population, au bien-être, au vivre ensemble, etc. » (annexe 20). Par rapport à cela, on trouve plus d'informations dans le texte Le développement humain, qui aborde la notion de Décroissance. En effet, il est expliqué que défendre le développement durable et la soutenabilité à tout prix dans un monde où la population ne fait que croître impliquerait « de faire le choix de la décroissance » (CDH, 2013, p.16). Et juste après, le texte critique la Décroissance, en expliquant que « Nous, humanistes, récusons cette option. Elle sous-estime l'importance de la création de richesses pour la préservation de politiques sociales ambitieuses. Elle semble ignorer l'effet désastreux sur le bien-être que représenterait la déstructuration brutale de notre organisation actuelle. De plus et surtout, renoncer à la croissance signifie renoncer à l'idéal de progrès et s'opposer au projet même de l'humanisme. La question n'est pas de savoir s'il faut ou non rechercher la croissance, mais bien de savoir quelle croissance permet d'accroître le bonheur individuel et collectif. » (Ibid).

Jeremy Dagnies explique également qu'il pense que « pour ce qui est de l'institutionnalisation, je pense qu'Ecolo intègre cette notion de Décroissance dans ses travaux, dans leurs propositions d'ordonnance, etc. Je crois que ce sont les seuls qui intègrent ça dans leur pensée. Nous autres au CDH, on intègre de temps en temps ces concepts là, mais ce n'est pas un concept phare pour le CDH. Je crois que c'est un concept phare pour Ecolo. » (annexe 20).

Les grandes valeurs de la Décroissance sont exprimées par tous les partis de gauche. Kim Fredericq-Evangelista (Ecolo) explique qu'« Il ne faut pas consommer plus, il faut consommer mieux » (Annexe 17). Charlie Lepaige (PTB) dit qu'il « pense que la Décroissance, sur tout ce qui touche aux investissements non nécessaires, le marketing, l'interdiction de la publicité, en gros, les gens de gauche, sur la Décroissance, font des constats que l'on partage. » (Annexe 6)

Guillaume Lepère (PS) explique que « la consommation de biens n'est pas un mal en soi. La consommation d'un lave-linge permet d'épargner du temps pour des tâches plus réjouissantes, comme passer du temps avec sa famille, avoir des activités culturelles. » (Annexe 13)

Toutes les valeurs défendues par la Décroissance ressortent dans les interviews, mais ce sont plutôt des valeurs « globales » synonymes de bonheur. Des synonymes de simplicité,

convivialité, autonomie, anti-utilitarisme et toutes des notions spécifiques défendues par la Décroissance ne ressortaient pas dans le discours des répondants. Pour mieux saisir le contexte dans lequel sont utilisées ces valeurs, nous allons aborder les analyses des répondants sur des sujets spécifiques et tenter de déceler des corrélations avec les analyses de la Décroissance.

## 4.3. Les analyses de la Décroissance corrélées à celles des acteurs politiques

Lors des entretiens, il fut demandé aux répondants s'ils pensaient que les analyses, réflexions et propositions apportées par la Décroissance pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux, sociaux et économiques actuels. 6/23 répondants ont affirmé que oui. 5/23 que non, et 12 acteurs politiques ont nuancé leurs propos, pratiquement tous justifiant leurs choix en disant que les analyses sont bonnes, mais que les réponses et propositions sont mauvaises. Parmi les 6 réponses positives, la majorité provient d'Ecolo (3/4), et les 3 autres se situent dans les autres partis de gauche (1/5 pour le PTB, 1/5 pour le PS et 1/4 pour le CDH). Le MR répond entièrement négativement (3/3). Nous allons subdiviser ces analyses en fonction de deux grandes thématiques, la première abordant des sujets comme le consumérisme, le productivisme et la prospérité et la deuxième abordant la question environnementale, climatique et son rapport à la technologie. Ces thématiques sont vastes et donc peu précises, mais elles auront pour but de réunir un maximum d'analyses des objecteurs de croissance que nous avons vu durant le cadrage théorique de la Décroissance.

Nous allons analyser dans chacune de ces thématiques les divergences et corrélations analytiques des acteurs politiques avec les analyses de la Décroissance.

# 4.3.1. Le consumérisme, le productivisme et la prospérité

Comme première approche quantitative, il fut demandé aux répondants s'ils étaient en faveur d'une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges. 10/23 ont répondu positivement, 12/23 ont nuancé leurs réponses, et 1/23 (Corentin De Salle, MR) a répondu négativement.

Le PTB justifie ses 5 réponses nuancées en expliquant qu'ils sont pour une diminution de la consommation des plus riches, mais qu'une part importante de la population ne consomme

pas trop ou sous-consomme et qu'il ne faut pas généraliser une diminution de la consommation pour tous, jugée inégalitaire. Ce constat est suivi par les 3 acteurs du PS ainsi que par le seul membre d'Ecolo ayant nuancé sa réponse (Derruine, annexe 16). La part estimée des citoyens les plus riches, selon les répondants, varie de 1% à 10% de la population. Le seul membre du CDH nuançant sa réponse (Henderick, annexe 23) se justifie en expliquant que certains biens matériels sont toujours nécessaires, comme les transports. Le MR modère ses réponses, et explique qu'il faudrait éviter le gaspillage et augmenter l'efficience des objets et que la consommation matérielle est un choix personnel. Les syndicats répondent qu'il faudrait diminuer la consommation « non-indispensable à la qualité de vie » (Droolans, FGTB, annexe 28).

Voici quelques analyses proposées par des acteurs du monde politique relatives à la consommation :

Chez Ecolo, Olivier Derruine justifie sa réponse nuancée : « si vous me demandez, est-ce qu'il faut réduire la consommation matérielle des 10% les plus riches, à ce moment-là, je dis oui. Une étude réalisée il y a quelques mois par Juliet Schor a montré qu'aux Etats-Unis, il y avait une tendance des gens à s'aligner sur le mode de consommation des 10 % les plus riches. Cette étude a montré qu'il y avait une corrélation positive entre la concentration des revenus dans les mains des 10% les plus riches et une augmentation de CO<sup>2</sup>. Autrement dit, la question, je ne sais pas y répondre, parce que ce qu'il faut, c'est réduire la consommation des plus riches, parce qu'il peut y avoir un effet en cascade sur les autres. » (Annexe 16). Kim Fredericq-Evangelista estime que « le parti socialiste et le PTB, sont justement dans une optique tout à fait productiviste, et pour eux, on va résoudre les problèmes comme la pauvreté et des choses comme ça avec plus de croissance. Il n'y a qu'Ecolo, en tout cas dans le paysage politique belge, qui n'est pas dans cette vision-là. » et « qu'on est vraiment dans une société qui est « addict » à la croissance. » (Annexe 17). Arnaud Pinxteren se demande « on consomme plus, on produit plus, on a plus de biens mais est-ce qu'on a plus de bien-être? C'est ça qu'il faut remettre en question. » (Annexe 19). Ces analyses sont très similaires à celles proposées par Paul Ariès (2007) ou encore Hervé Kempf (2007) sur les impacts environnementaux des individus les plus riches.

Au CDH, Jeremy Dagnies justifie qu'il faut « consommer moins et consommer mieux. Au niveau matériel, produire des biens de meilleure qualité plutôt que des biens bon marché que l'on doit jeter après un an parce que ça ne marche plus et que la réparation coûte plus cher qu'un bien neuf, [...]consommer mieux, comme par exemple l'alimentation, le bio, les circuits

courts, et par rapport à des services immatériels (service à la personne, services culturels, éducation etc...). » (Annexe 20). Ici aussi, bien que cette analyse soit assez vague et vaste, elle se corrèle avec celle de Serge Latouche ou encore les propositions électorales du PPLD.<sup>33</sup>

Au MR, le député fédéral Benoit Friart nous explique qu' « il y a certainement des choses qui sont bonnes dans la Décroissance, notamment dans notre consommation qui doit être beaucoup plus réfléchie, au niveau de tous les gaspillages, à la fois des individus et de la société en général. Il y a des choses où on doit se repositionner. C'est bien qu'il y ait ces courants de pensée, un peu comme l'écologie, pour pousser les gens à raisonner et partir vers parfois d'autres concepts ou adapter des concepts existants. » (Annexe 25). Le sens de cette analyse est proche d'un autre membre du MR, Corentin De Salle. Le directeur de recherche du Centre Jean Gol « ne pense pas que le consumérisme en tant que tel est un corollaire d'une société libérale. A la base de la doctrine libérale, vous avez déjà une forme de sobriété. Lorsque vous lisez des auteurs comme Adam Smith qui sont très critiques par rapport à des gens qui gaspillent les ressources ou qui le font pour satisfaire des goûts de luxe. [...] Ici, ce qu'on appelle la surconsommation, c'est plus le résultat, non pas du libéralisme en tant que tel, mais de la social-démocratie. Quand la recette qu'on applique depuis des décennies et qui ne marche pas très bien, c'est à dire l'idée d'une relance économique qui est un plan très keynésien par lequel on injecte énormément d'argent pour stimuler le pouvoir d'achat et grâce à cela, une bonne partie des gens consomment des choses dont fondamentalement, ils n'ont pas toujours besoin. Malheureusement, une bonne partie de l'argent des gens est dépensée dans des biens qui ne sont pas indispensables. [...] En soi, l'argent servirait moins à consommer de façon immédiate et permettrait de faire des projets pour le futur.» (Annexe 26). Cette dernière analyse comporte néanmoins une forte divergence avec celle de la Décroissance. En effet, bien que l'économie traditionnelle issue des social-démocraties soit critiquée par la Décroissance, le libéralisme l'est encore plus. Une grande partie des objecteurs de croissance critique aussi bien la gauche que la droite quand celles-ci prônent le productivisme et la relance économique par l'augmentation de la consommation. Mais c'est en général le néo-libéralisme d'une société capitaliste qui reste la « cible » principale dans leurs analyses.

\_

<sup>&</sup>lt;sup>33</sup> « Les 10 chantiers de la Décroissance », site internet du PPLD. URL : <a href="https://www.partipourladecroissance.net/?page\_id=5564">https://www.partipourladecroissance.net/?page\_id=5564</a>. Consulté le 14 mars 2018.

Pour ce qui est des syndicats, Samuel Droolans, (FGTB) fait un constat général : « On se rend compte dans les organisations syndicales que la croissance, ce n'est pas tout. C'est elle qui apporte, en soi, prospérité et partage équitable des richesses. La croissance est questionnée mais n'est pas remise en cause. C'est vraiment, son contenu qui pose question. C'est assez nouveau. Je travaille ici depuis 15 ans. J'ai senti que l'on pouvait parler des questions de croissance et les nuancer il y a 5, 6 ans. Avant, on n'en discutait pas. Point. Il fallait de la croissance pour plus de prospérité. Et effectivement, face aux études qui démontrent qu'il n'y a pas un lien entre croissance et amélioration des conditions de vie, de partage des richesses et ainsi de suite, on se rend compte qu'il y a un problème en termes de croissance. C'est pour ça qu'il y a eu des réflexions autour des indicateurs alternatifs. L'indicateur du PIB est fortement interrogé même au niveau syndical. » (annexe 28). Cette analyse nuance donc la causalité entre croissance et prospérité, ce qui est comme nous l'avons vu la base de quasiment toutes les réflexions décroissantistes.

Suite à ces diverses interventions des acteurs politiques, on décèle que les tendances sont en faveur d'une diminution de la consommation, d'une critique du gaspillage, du « mésusage » et bien que les arguments divergent sur les causes, beaucoup d'acteurs politiques pensent qu'il faudrait diminuer notre consommation, du moins sur certains points, et surtout augmenter la qualité des biens consommés. Les impacts démesurés de la consommation des plus riches sont également soulevés, tout comme la théorie de l'« effet cascade ».

#### 4.3.2. La question environnementale, climatique et son rapport à la technologie

Pour ce qui est des analyses des acteurs politiques en rapport avec l'environnement, les problèmes climatiques et la technologie, les interviews nous ont permis de quantifier quelques réponses. 19/23 répondants pensent que notre société actuelle n'est pas durable sur le long terme, et seulement 6/23 répondants pensent que les innovations technologiques permettront de faire face au défi climatique. La majorité nuance sa réponse en disant que ce n'est qu'une partie de la solution. Analysons certains de leurs arguments et leur vision des technologies pour y déceler une similitude avec les analyses décroissantistes qui remettent autant en cause la soutenabilité du modèle économique actuel que et les techniques avancées pour pallier aux défauts de ce dernier.

Pour commencer, Jean Cornil (MpOC), estime que dans le paysage politique belge « même s'il faut réguler, même si l'Etat a un rôle fondamental, c'est quand même fondamentalement les sciences et les techniques qui vont nous permettre de sortir de l'ornière, des cycles de perturbation de la nature, etc. ». (Annexe 3).

Tous les membres du PTB expliquent qu'en plus des technologies, il faudra un changement de paradigme économique pour faire face aux problèmes climatiques. Ruben Ramboer (PTB) nous explique qu'«on peut aussi avoir beaucoup de technologies qui créent elles-mêmes les propres conditions [du réchauffement climatique], l'effet rebond des technologies.» (Annexe 8). Et Michael Verbauhede (PTB) rajoute que « si tu lis bien Marx, tu ne peux que avoir une logique écologiste et une analyse sur l'utilisation de ressources finies dans la production de biens. [...] On ne pourra pas résoudre les problèmes écologiques sans s'attaquer aux mécanismes de marché. Il faut une économie dirigée. » (annexe 10). Les membres du PTB partagent avec les objecteurs de croissance la nécessité d'adopter un nouveau modèle économique face aux impacts environnementaux qu'induit l'économie de marché. Il faut souligner que beaucoup d'analyses issues du marxisme soit en adéquation avec la Décroissance (Latouche, 2010).

Pour ce qui est du PS, Marie Schippers fait le constat qu'« à l'heure actuelle, on n'arrive pas à prendre des mesures qui soient vraiment efficaces, qui ont un vrai impact, ni dans la lutte contre les changements climatiques. On est embarqué dans un système qui poursuit la croissance, qui est câblé par la Commission Européenne. C'est vraiment difficile de sortir de ce cadre-là. A vrai dire, je me pose donc la question. Comment on pourrait changer le paradigme? Tant que l'on continue à fonctionner dans le système tel qu'il est, on prend des mesures qui ont finalement peu d'impact, quand elles en ont. Moi, je ne crois pas trop que le marché va régler cette histoire. Simplement, un jour, on va se retrouver devant des changements qui seront déjà tellement forts que cela va être difficile de s'adapter. » (Annexe 15).

Ce constat est similaire à celui des objecteurs de croissance. L'économie capitaliste ne permet pas de diminuer ou d'éviter les impacts du système sur le climat. Tant que ce système sera maintenu, nous irons inexorablement vers des crises de plus en plus sévères. Un changement de paradigme est nécessaire pour les éviter.

Chez Ecolo, Arnaud Pinxteren s'inscrit «en faux par rapport aux personnes qu'on appelle les scientistes.» (Annexe 19). Et Kim Fredericq-Evangelista explique que : « certaines

[technologies] vont peut-être pouvoir ralentir le changement climatique, mais il faut aussi changer les comportements, changer les modes de production. Il faut une approche beaucoup plus globale que juste écologique. » (Annexe 17). Toujours au sujet des technologies, Jean-Marc Nollet argumente en disant qu'« elles ont un rôle à jouer mais ce ne sera pas suffisant, je veux dire par là que l'action individuelle, l'action collective devra s'ajouter aux évolutions technologiques. Quand je dis l'action, c'est par exemple une part de sobriété.» (Annexe 18). On retrouve chez Ecolo une forte convergence avec les modes d'actions que propose la Décroissance, soit une nécessaire sobriété, aussi bien au niveau individuel que collectif, pour diminuer l'empreinte écologique. Les nouvelles technologies ne suffiront pas pour faire face au défi climatique, c'est avant tout notre manière de consommer qui devra être diminuée et réévaluée. Une critique de la technicité est formulée.

Au CDH aussi, coupler une diminution de la consommation matérielle avec une augmentation des technologies propres permettra de faire face aux problèmes environnementaux. Comme l'indique Jeremy Dagnies « L'éolien, les panneaux solaires : c'est une innovation technologique. Mais il faut faire les deux. On peut consommer moins et produire plus propre. » (Annexe 21) ou encore Vincent Henderick qui « pense qu'il faut travailler sur tous les plans. D'un côté la technologie qui permettra d'une part de répondre à la question du réchauffement, et deux, je pense que les technologies sont en mesure aujourd'hui de réduire les besoins d'énergie. » (Annexe 23).

Pour ce qui est du MR, le discours est plus nuancé et comporte des théories néomalthusiennes ainsi que la notion de cercle vertueux. Gaëtan Van Goidsenhoven nous explique qu'« Il faudra aussi avoir une certaine résilience et diminuer notre consommation globale. Et aussi maîtriser la croissance démographique. Parce que l'on parle de croissance mais la croissance de certaines parties du monde est complètement absorbée par la croissance démographique et on est donc là dans un cercle vicieux. Qui n'est évidemment pas le seul problème mais, je constate que c'est un problème relativement peu évoqué sauf dernièrement dans le cadre de l'étude qui a été menée et qui parle effectivement de l'accélération de la disparition de la diversité biologique. » (Annexe 24). Corentin De Salle propose une théorie entre la consommation, les technologies et la finitude des ressources : « A l'échelle collective, une consommation importante peut avoir des effets vertueux au sens où cela permet de trouver les nouvelles solutions pour exploiter mieux une ressource et augmenter les rendements énergétiques. Plus vous consommez une ressource, plus vous êtes soucieux d'améliorer le rendement. Cela permet aussi d'inventer d'autres ressources, des ressources

non pas en tant que stocks de matières premières, mais des ressources liées à des innovations technologiques, avant le moteur à explosion et la fission nucléaire, le pétrole et l'uranium n'étaient pas non plus des ressources. Donc, je pense effectivement qu'une augmentation de la consommation à l'échelle collective peut avoir des effets vertueux, puisque même si elle nous place dans une situation provisoire de pénurie, généralement, elles ont un effet incitatif qui, à la longue, finit par déboucher sur des solutions qui font que l'on se retrouve dans une situation meilleure à celle qui prévalait avant l'apparition du problème. » (Annexe 26)

En conclusion, un changement de paradigme est proposé par le PTB, une approche individuelle et collective globale est avancée par Ecolo ainsi qu'une critique de la technicité, et de manière plus modérée par le CDH et le PS. Tous les partis de gauche appellent à une diminution de la consommation énergétique. Des notions comme l'effet rebond, la sobriété ou la résilience sont apportées. Le MR se démarque néanmoins des analyses de la Décroissance en soulignant l'effet vicieux de la démographie et en parallèle l'effet vertueux que pourrait avoir la consommation sur les technologies et les ressources.

4.4. Les propositions de la Décroissance comparées aux positions des répondants

Comme nous l'avons vu, la Décroissance offre des propositions concrètes comme solutions aux problèmes environnementaux et sociaux qu'elle analyse. Nous allons aborder la vision et la position des partis traditionnels sur les thématiques du temps de travail, de l'obsolescence programmée, de la publicité, des transports et de la relocalisation. Ces thématiques ont été abordées avec chaque répondant via le questionnaire. De plus, elles font généralement consensus auprès des objecteurs de croissance. Une fois ces visions et positions clarifiées et cadrées, nous pourrons déceler le degré de divergence ou de convergence entre les propositions des différents acteurs avec celles de la Décroissance.

### 4.4.1. Réduire le temps de travail

La Décroissance propose donc une diminution du temps de travail de manière générale, corrélée à une diminution de la consommation pour dégager du temps libre qui ne serait plus dédié à l'économie, mais au bien-être.

Sur les 23 répondants, 17/23 ont répondu qu'ils étaient favorables à une réduction du temps de travail. Les réponses négatives, 4/23, et nuancées, 2/23, proviennent à proportions égales du CDH et du MR. Le PTB propose la semaine des 30 heures et Ecolo la semaine des 4 jours (32h). Les acteurs du PS situent leurs réponses en rapport avec les pensions, mais la ligne partisane adhère elle aussi à la semaine de 4 jours. Le CDH parle d'adaptions des fins de carrière. Les syndicats sont pour une diminution généralisée.

Analysons les arguments en rapport avec ces propositions qui se rapprocheraient de celles proposées par les objecteurs de croissance.

Au PTB, Charlie Lepaige explique qu'il faut réduire le temps de travail « pour une question d'emploi, mais aussi pour alléger la pénibilité, liée à l'augmentation de la pression consécutive de l'augmentation de la productivité qui a été multipliée par 4 depuis les années 70'. [...] Il y a également l'aspect démocratique : rétablir une égalité homme-femme, un équilibre dans les tâches ménagères et pour augmenter la participation. Comment demander aux gens de s'intéresser aux questions politiques, démocratiques, associatives si les gens bossent comme des fous ? » (Annexe 6).

Pour le PS, Olivier Body critique « la pension à 67 ans, cela va faire augmenter le PIB mais ça va diminuer le bien être des travailleurs, ça va augmenter le taux d'activité, mais ça va aussi augmenter le chômage, etc. On est contre. » (Annexe 11).

Jeremy Dagnies (CDH) est, tout comme son parti, contre une diminution, et il nous explique « Pourquoi est-on contre la diminution du temps de travail ? Il y a des besoins énormes qui ne sont pas satisfaits pour le moment et on a autre chose à faire que se reposer sur nos lauriers. Il y a du pain sur la planche. Voilà, en tant qu'être humain, si on est responsable, l'on doit pouvoir s'activer, s'engager dans le développement de réponses pour pouvoir assurer notre survie et assurer la qualité de vie pour les générations futures. (Annexe 20)

Au MR, Corentin De Salle estime que cela doit être un choix individuel, et qu'historiquement « le temps de travail diminue au fil du temps. Je pense que c'est un processus naturel et souhaitable pour mener une vie plus épanouie, plus centrée sur un certain nombre de choix personnels. » (Annexe 26). Benoit Friart est contre la diminution, au contraire, et suggère qu'« il faudrait peut-être revenir à 40h, ce serait plus plausible dans le contexte mondial actuel et avec la concurrence entre les pays qu'on connait aujourd'hui. (Annexe 25).

En conclusion, le PTB défend sa position par des arguments relatifs à la pénibilité, au productivisme et souligne l'aspect démocratique et égalitaire offert par une plus grande proportion de temps libre. Le PS aborde le bien-être des travailleurs comme justificatif d'une diminution. En opposition, le CDH estime que travailler plus est corrélé à la survie et à la qualité de vie des générations futures. Le MR défend une approche individualiste et compétitive.

### 4.4.2. L'obsolescence programmée

L'obsolescence programmée est une thématique régulièrement reprise par la Décroissance, et les 23 acteurs politiques ont répondu qu'ils étaient contre cette pratique visant à limiter intentionnellement la durée de vie d'un objet pour pousser à augmenter la consommation quantitative de ce dernier. Dans ce contexte, une Proposition de loi a été déposée par Jean-Marc Nollet (Ecolo) au parlement en avril 2016 (Nollet & Al, 2016).<sup>34</sup> Cette Proposition de loi aborde l'interdiction de l'obsolescence programmée, mais également la notion d'économie circulaire. 35 Actuellement, elle n'a toujours pas été votée. Il est pertinent de se pencher sur les arguments soulevés dans cette proposition de loi car c'est la seule proposition concrète portée par les décroissants qui semble faire l'unanimité dans le paysage politique belge francophone. Par exemple, il est indiqué dans l'avant-propos de cette proposition de loi que « Si toute la planète produisait et consommait comme nous le faisons en Belgique, il nous faudrait 4 planètes. Notre modèle économique n'est pas durable. Il ne tient provisoirement que parce que nous vidons les stocks naturels, nous pillons les pays du Sud et nous créons une immense dette environnementale. » (Ibid, p.3) ou encore « Il s'agit d'un volet important sur lequel nous devons tous travailler afin d'accompagner le "grand basculement" que vivent nos sociétés en ce 21e siècle, à savoir l'inversion des raretés, naturelles et humaines, si bien décrit par Olivier Ray et Jean-Michel Severino » (p.21). 36 Cette Proposition de loi reprend donc un

<sup>&</sup>lt;sup>34</sup> Proposition de loi Obsolescence relative à la lutte contre l'obsolescence organisée et au soutien à l'économie circulaire. 11 avril 2016, Chambre des représentants de Belgique. Déposée par Jean-Marc Nollet et Meyrem Almaci et consorts. DCO 54, 1749/001, Chambre des représentants de Belgique.

<sup>&</sup>lt;sup>35</sup> D'autres propositions de loi sur le sujet ont été proposées par le PS (20 avril 2016) et le CDH (22 janvier 2016). Ces 3 partis s'accordent tous pour légiférer en la matière. Seul Ecolo insère l'économie circulaire dans sa proposition de loi.

<sup>&</sup>lt;sup>36</sup> Le livre cité dans cette proposition de loi n'est pas le fruit d'objecteurs de croissance, mais les auteurs estiment néanmoins dans leur ouvrage que « la période glorieuse des modèles de croissance « du pauvre au riche » a superbement ignoré les interactions entre l'homme et la nature. Cette dernière finit par se venger, au

argumentaire très similaire à celui de la Décroissance, sans citer, à aucun moment, des auteurs et penseurs y adhérant. Toutefois, Jean-Marc Nollet nous informe que « Pour ce qui est de l'influence de la Décroissance sur les lois dans le paysage politique belge, je pense qu'elle n'influence clairement pas les lois qui sont votées, mais les lois qui sont déposées, oui. Par exemple, la loi sur l'obsolescence que j'ai déposée il y a un an et demi, elle est clairement influencée, oui, et certaines des résolutions aussi, mais les lois votées, non. Ça, ce n'est pas encore le cas. » (Annexe 18). Toujours sur le sujet de l'obsolescence, Olivier Derruine (Ecolo) estime que « C'est un thème qui commence à toucher tous les partis, même si les Verts ont été les premiers à aborder la question. Notamment grâce au bouquin de Serge Latouche et d'autres, mais maintenant, cela a percolé. » (Annexe 16). L'influence de la galaxie décroissante est donc avérée dans ce cas précis, et l'institutionnalisation d'une de ses propositions s'est produite via le parti Ecolo et sa proposition de loi citée plus haut. Mais cette dernière n'a pas reçue le vote de la majorité, tout comme les propositions de loi du CDH et du PS sur le sujet.

Bien que tous les répondants affirment être contre l'obsolescence programmée, on peut se demander ce qui freine le vote à la Chambre des représentants du Parlement fédéral. Jean-Marc Nollet nous explique que les détracteurs de cette Proposition de loi retardent les choses en justifiant que « Des mesures doivent être prises à un niveau européen » ou encore que « Le problème n'existe pas, on a fait des tests et, en fait il n'y a pas de machines qui fonctionnent sous obsolescence programmée ou organisée ». (Annexe 18). Ces arguments pour freiner la proposition de loi trouvent une ressemblance avec les propos de Corentin De Salle (MR) qui nous dit : « je ne peux pas être en faveur de l'obsolescence programmée. La question est de savoir si c'est un phénomène qui existe de manière volontaire [...] la limite est très difficile à saisir entre un choix fait par une entreprise d'utiliser des matériaux pour permettre d'abaisser le coût, dont ils savent qu'ils ne pourront pas durer éternellement. Cela, on ne peut pas réprimer, sauf si l'on peut prouver que c'est fait exprès et alors c'est scandaleux, mais alors il faut que cela soit signalé dans les conditions de vente. » (Annexe 26).

En conclusion, le dialogue et les arguments autour de l'obsolescence programmée sont quasi similaires à ceux des décroissants, et les membres d'Ecolo affirment être influencés

point que l'on peut se demander si nous ne rentrons pas, contraints et forcés, dans cette fameuse « économie de la décroissance » dont nous entendons de plus en plus parler. ». (Ray & Al, 2011, p.139) ou encore « L'objectif premier d'un pays doit-il nécessairement être celui de croître – quitte à mieux redistribuer les fruits de cette richesse ? S'agit-il au contraire de prendre le chemin de la « décroissance », comme certains l'affirment, avec une audience grandissante dans nos sociétés d'abondance? » (Ray & Al, 2011, p.27).

directement par des penseurs de cette mouvance sur ce sujet. Le niveau européen et la difficulté de déceler une obsolescence programmée sont avancés par les opposants à cette loi pour ne pas légiférer sur le sujet.

#### 4.4.3. La suppression de la publicité

La suppression de la publicité est une des premières revendications de la Décroissance, notamment via la création de la revue « Casseurs de Pubs » en 1999, reliée quelques années plus tard à la revue « La Décroissance », dont Vincent Cheynet est le rédacteur en chef.

Sur les 23 acteurs politiques, 10/23 ont répondu qu'ils étaient favorables à la suppression de la publicité. 4/23 étaient pour son maintien, et le reste des répondants, 9/23 a nuancé son propos. La totalité des membres d'Ecolo et du PTB ont répondu en faveur de la suppression.

Jean Cornil nous explique que lorsqu'il était député fédéral au sein du PS (2007-2010), il a déposé «certaines propositions de loi [...] qui étaient extrêmement timides, comme par exemple le fait d'interdire la publicité pour les voitures les plus polluantes » mais qu'il n'était même pas possible d'avoir une majorité au sein de son groupe politique (Annexe3).

Certains acteurs ont élaboré leurs réponses, ainsi Charlie Lepaige (PTB) nous explique que selon lui il faut la supprimer car « la publicité à un tout autre but que l'information. Ce n'est pas de répondre à des besoins, c'est de créer des besoins. » (Annexe 6). Au PS, Olivier Body étaye sa réponse : «Lorsque c'est de la persuasion qui joue sur l'émotionnel, sur quels types d'émotions et que ça peut même faire se sentir mal le consommateur, alors là, ça pose des questions. Je n'irais pas jusqu'à dire que je suis pour une interdiction, mais une plus forte limitation. » (Annexe 11). Et pour Ecolo, Jean-Marc Nollet nous explique que la suppression de la publicité « est nécessaire dans un monde qui fait attention à la protection des ressources [...] Il y a tout un travail pédagogique ou éducatif à faire parce que, dans un monde idéal, la publicité ne devrait pas exister. » (Annexe 18).

Au CDH, André Dubus nous explique : « On devrait pouvoir beaucoup mieux réguler la publicité. Une régulation beaucoup plus forte. Sur des produits, sur tout ce qui est relatif à la guerre, à l'alcool, ce qui est source de pollution avec des aérosols, [...], etc. » (Annexe 21). Et Vincent Henderick nous informe qu'il est « favorable en tout cas à ce qu'il y ait une limitation, qu'il y ait une réduction de la pression publicitaire. J'ai d'ailleurs moi-même

essayé d'entamer cette réflexion-là au sein des organes de gestion dans lesquels je siège et notamment à la STIB. » (Annexe 23).

Les arguments contre la publicité sont donc en grande partie basés sur les besoins nonnécessaires qu'elle induit, sur les produits néfastes pour l'environnement et sur le mal-être émotionnel qu'elle peut impliquer. Deux partis ont une réponse parfaitement homogène en faveur de sa suppression totale, le PTB et Ecolo.

## 4.4.4. Diminution de la voiture individuelle au profit des transports publics

La voiture individuelle induit beaucoup d'impacts environnementaux, que ce soit en termes d'émissions de gaz à effet de serre, d'épuisement des ressources fossiles et minérales ou encore de son impact sur l'espace, les villes et les paysages. La Décroissance prône une limitation des déplacements non-nécessaires, et un usage des transports en commun ou d'autres mobilités douces pour réduire les impacts des véhicules individuels. Il fut demandé aux différents acteurs politiques s'ils étaient favorables à une diminution du nombre de voitures individuelles et parallèlement, à une augmentation de la part d'usagers des transports en commun.

20/23 répondants ont répondu qu'ils étaient d'accord, aucun acteur n'a répondu qu'il était contre. Les réponses nuancées proviennent du MR.

Certains acteurs ont étayé leurs réponses. Au PTB, David Pestieau dit qu'il est pour « mais sans une mesure coercitive directe. Ça doit venir d'incitants. » (Annexe 7). Les acteurs du PS affirment également qu'il ne faut pas d'interdiction mais des incitants. Guillaume Lepère souligne qu'une « autre mobilité pourrait apporter plus de convivialité dans l'espace public parce qu'il y aura moins de voitures, moins de stress, moins d'embouteillages, moins de pollutions. » (Annexe 13). Au CDH, Jeremy Dagnies nous explique que son parti « est le plus présent par rapport au thème du covoiturage. On pense que c'est une troisième voie entre l'automobile individuelle et les transports collectifs. Le CDH a toujours été un grand défenseur des transports collectifs, mais ça ne permettra pas de répondre seul aux besoins pour réussir la transition. Le covoiturage est une troisième voie qu'on doit absolument développer. » (Annexe 20). Au MR, Corentin De Salle rejoint l'idée de covoiturage via une « SmartMobilty » comme solution car « cela permettra de décongestionner les axes routiers

et de réduire la pollution (elles ne seront pas tout de suite électriques mais en tout cas hybrides). Cela permettra d'augmenter aussi une certaine convivialité. A Seattle, ils sont en train de construire des sortes de silos où des voitures sans conducteur pourront être parquées toute la nuit. Elles reviennent le matin chercher qui veut. Je crois que c'est vers des solutions comme ça qu'on se dirige. [...] Je crois qu'il y a énormément d'innovations.» (Annexe 26).

Le PTB prône des transports en communs gérés par les pouvoirs publics, peu coûteux pour les usagers, sans mesures coercitives contre l'usage des voitures individuelles, tout comme le PS et Ecolo mais qui eux ne préconisent pas une gestion totalement publique des transports en commun. Le CDH et le MR proposent une troisième voie, celle du covoiturage, basée sur une grande innovation technologique pour le MR.

#### 4.4.5. La relocalisation de l'économie

La notion de relocalisation est présente unanimement chez les objecteurs de croissance. Elle se justifie par un aspect environnemental et social. Une relocalisation économique permet de diminuer des déplacements et ainsi les impacts environnementaux de ces derniers. Elle permet de favoriser les relations humaines et l'économie collaborative au travers de coopératives locales, artisanales. Il a été demandé aux acteurs politiques s'ils étaient favorables à une relocalisation de l'économie. 14/23 ont répondu positivement, le reste des répondants a nuancé ses réponses, excepté une réponse négative de la part du MR. Seul le parti Ecolo a répondu favorablement de manière unanime. Analysons certains arguments proposés dans leurs réponses.

Pour le PTB, Charlie Lepaige explique qu'il est pour « la relocalisation, oui, mais pas pour tout. L'internationalisation de toute une série de choses est un progrès. Les connaissances, les échanges, les contacts culturels. Le fait de pouvoir voyager. [...] Je ne suis pas pour qu'on ait des fruits de toutes les sortes toute l'année, je trouve ça dingue, mais je trouverais ça dommage au niveau culinaire de n'avoir que ce que tu produis au niveau local sur l'année et par saison. Je pense aussi qu'avec les connaissances technologiques, on peut produire des fruits partout, tout est en train de changer. (Annexe 6). Ruben Ramboer ajoute que « le problème avec la globalisation [...] c'est qu'elle a des frais de transport et un coup écologique énorme. Donc, dans ce sens-là, je suis pour quelque chose de plus local et donc plus planifié. Mais si tu entends par plus local l'idée d'autonomie, de production très petite

en coopérative, alors je suis plus dubitatif. Là, je pense que ce n'est pas suffisant et que c'est plutôt utopique. » (Annexe 8).

Au PS, Olivier Body est favorable à la relocalisation « quand cela poursuit un objectif environnemental. [...] On veut rajouter des règles et des objectifs sociaux et environnementaux dans nos productions et dans nos échanges commerciaux. Et cela passe par une relocalisation. Mais on ne sait pas produire tout. » (Annexe 11).

Pour ce qui est du CDH, Jeremy Dagnies souligne qu'il est pour et ajoute « que le CDH a été un des partis les plus actifs par rapport à l'opposition au CETA (Accord commercial Europe Canada) pour ces raisons. On prône clairement une relocalisation, une économie qui soit davantage de proximité. » (Annexe 20). Vincent Henderick ajoute qu'une relocalisation « permet d'apporter une réponse à une foule de problématiques, comme les problèmes de concurrence, de dumping social, de production de carbone, de production de gaz à effet de serre. Dans l'idéal, rapprocher l'élément de production avec les zones d'habitat, c'est que du bénéfice pour la planète. » (Annexe 23).

Au MR, Gaëtan Van Goidsenhoven nous informe qu'il est favorable à une relocalisation sur certains points et que lorsqu'il était bourgmestre d'Anderlecht (2007-2012), il fut « à l'origine du développement d'une agriculture écologique à circuit court dans la vallée de Neerpede à Anderlecht » (Annexe 24).

On remarque que l'aspect environnemental prime sur le protectionnisme économique dans la majorité des réflexions. Les réponses sont souvent nuancées par le fait qu'il est difficile de produire la totalité des biens consommés localement. Bien que le MR soit le seul parti contre ou nuançant ses réponses, un projet concret de circuit court fut lancé par Gaëtan Van Goidsenhoven lorsqu'il était bourgmestre.

### 4.5. Méconnaissance d'une idéologie à contre-courant

Il ressort des différents entretiens qu'une certaine disparité existe entre la vision qu'ont certains acteurs politiques de la Décroissance, et les réelles valeurs, analyses et propositions qui font consensus au sein des penseurs et défenseurs de cette idéologie politique. Dans ce chapitre, nous allons aborder de manière qualitative certains avis, opinions ou a priori récoltés

lors des entretiens qui nous permettront de souligner ce fossé, cet écart, entre ce que la Décroissance est, et ce que les acteurs politiques pensent qu'elle est.

## 4.5.1. L'opinion des membres du MpOC

Cette méconnaissance fut soulignée par Jean Cornil et Alain Adriaens durant leurs entretiens. Jean Cornil nous informe que lorsqu'il siégeait au parlement dans les rangs du parti socialiste, il fut marqué par « le décalage entre d'un côté, les analyses politiques, philosophiques et sociologiques, le monde de la science, de la connaissance, de l'interprétation des choses et de l'autre côté, le monde de la décision, il est gigantesque. » (Annexe 3). Il développe en expliquant que la plupart des acteurs politiques ne connaissent pas les idéologies de leurs adversaires politiques, que par exemple les libéraux « savent ce qu'est le parti socialiste, mais je ne suis pas du tout convaincu que si tu demandais aux libéraux, ou même aux socialistes, d'expliquer Marx, Charles Fourier, Proudhon ou d'expliquer Lénine. Je ne sais pas s'ils pourraient répondre. » (Ibid). Jean Cornil déplore que les acteurs politiques possèdent une « logique immédiate, une logique de conquête du pouvoir, ils ont des valeurs évidemment, mais ils sont très pratico-pratiques, dès qu'on leur cite des auteurs, ils sont perdus. » (Ibid). Il fut souvent confronté à un rejet du monde intellectuel par les politiciens qui ne bénéficient pas d'un retour positif de l'électorat quand ces derniers abordent ou défendent des sujets trop poussés intellectuellement, des problèmes complexes issus d'analyses pointues et multicritères. Les acteurs politiques argumentent en disant que les académiciens, les experts, sont coupés, détachés, des réalités et des difficultés du monde politique (Ibid).<sup>37</sup> Alain Adriaens constate également une grande divergence entre les réflexions de la Décroissance et la vision qu'en ont certains acteurs politiques. Il évoque d'ailleurs le journal La décroissance qui reprend, souvent sur un ton humoristique, la vision biaisée de la Décroissance par des personnalités du paysage politique français. Il évoque un « dénigrement », une « critique dure » de la part des « partisans de la politique de droite traditionnelle [qui] disent du mal de la décroissance, en la déformant » et que cela permet d'ailleurs d'éviter un débat de fond en maintenant des attaques sans contenu. Il évoque dans son entretien que « cela peut être intéressant de voir les nuances entre la méconnaissance et la déformation consciente chez

\_

<sup>&</sup>lt;sup>37</sup> Jean Cornil souligne bien le fait qu'il ne parle pas de toute la classe politique dans son entièreté, mais d'une majorité de la classe politique. Il indique que chaque parti possède des membres ayant une vision construite et globale de certains problèmes, mais selon lui Ecolo en possède peut-être plus que le PS ou le MR.

certains pour contrer les idées de la décroissance. Cela peut être très révélateur! » (Annexe 2). Suite à ces informations données par ces membres du MpOC et anciens députés, nous allons aborder ci-dessous quelques réflexions des acteurs politiques interviewés qui pourraient être corrélées à leurs propos. Bien que certaines idées reçues ou mauvaises connaissances de la Décroissance par ces acteurs soient similaires d'un parti à l'autre, nous allons approcher chaque parti l'un après l'autre pour faciliter la lecture de ces informations.

## 4.5.2. Méconnaissances des acteurs politiques par parti et syndicat

Commençons par le PTB, une critique récurrente de ses membres interrogés est que la Décroissance base tout son paradigme sur l'opposition frontale à la croissance économique, sans tenir compte de nombreux paramètres sous-jacents, comme l'aspect social, le nécessaire changement de système économique (sortir du capitalisme), la justice entre pays développés et en développement, ou encore la question démocratique. Pourtant tous ces sujets sont approchés, analysés, et les penseurs de la Décroissance proposent des solutions concrètes pour corréler ces problématiques à leur vision sociétale. Par exemple, Charlie Lepaige estime que la Décroissance n'explique pas dans quel domaine il faut décroître, et dans quel domaine il faut développer des besoins nécessaires (transports collectifs, énergies renouvelables). Il se demande « qui définit ces besoins là au niveau économique ? Est-ce le marché, la concurrence et la recherche de profit ? Ou est-ce que c'est l'intérêt collectif ? Nous, on pose la question en ces termes-là. Le problème de la Décroissance comme théorie - après il y a des décroissants qui vont beaucoup plus loin - c'est que la question de la Décroissance ne pose pas cette question-là. ». (Annexe 6). Et pourtant, les penseurs de la Décroissance s'accordent tous pour dire que les marchés, l'intérêt individuel et mercantile, en résumé le système capitaliste actuel, ne peuvent pas et ne pourront pas régler les problèmes environnementaux et sociaux actuels car ils en sont la cause, et qu'il faut donc un changement de paradigme général au service de l'intérêt collectif pour faire face à ces défis (Latouche, 2010 et 2014). Lors de l'entretien, Charlie Lepaige nous explique que « si installer la Décroissance amène de la croissance dans certains secteurs, ils ont mal choisis leur nom. Installer une éolienne ça fait augmenter le PIB. Alors là il y a un problème en termes de théorie pure sur ce que tu veux dire par Décroissance » (Annexe 6). Cette vision d'une décroissance globale dans tous les secteurs qui serait prônée par les objecteurs de croissance est également partagée par David Pestieau, qui estime que « les problèmes qui sont posés sont bons, qu'il y a certains éléments de la société qui doivent aller vers la Décroissance, mais il ne s'agit pas d'une vision généralisée. Par exemple : les produits de luxe, les énergies fossiles, etc. Mais l'opposition entre croissance et Décroissance comme axe et paradigme central, je le conteste. (Annexe 7). Cette idée de limiter la consommation de biens pour les plus riches est partagée par tous les membres du PTB interrogés (Annexe 6, 7, 8, 9 et 10). Mais ici encore, les penseurs de la Décroissance défendent les mêmes idées, citons par exemple le mésusage de Paul Ariès et son analyse sur les biens de première nécessité et les produits de luxe (Ariès, 2007). Ruben Ramboer explique qu'il trouve leurs réflexions pertinentes par rapport à la finitude des ressources et les questions environnementales, mais que « pour le reste, ils ne tiennent compte de rien. Je pense notamment aux conditions de société, aux inégalités dans la société. De ce que j'en sais en tout cas, je ne crois pas que ce soit une considération développée, primaire, chez eux. » (Annexe 8). Il conçoit également qu'une « croissance économique dans ce système capitaliste n'est pas tenable. Le problème c'est que plaider pour la Décroissance dans les conditions d'un système capitaliste, par rapport à des pauvres, des malaisés ou des pays en voie de développement, cela ne va pas. Ça pourrait mener à une catastrophe sociale. Donc c'est plutôt bien au niveau environnemental, mais au niveau socio-économique c'est plus discutable. » (Ibid). Les réflexions environnementales de la Décroissance ne sont jamais critiquées, au contraire. Mais il existe une méconnaissance des membres du PTB sur la position des décroissantistes par rapport à la redistribution des richesses (RUI, RMA, etc.), à l'aspect social de cette idéologie en général et à la nécessaire sortie du système capitaliste que prône cette dernière. La question de la démocratie est également soulevée par Marco Van Hees et il la corrèle avec les problèmes qu'induit une démocratie dans un système capitaliste, le député fédéral souligne que pour lui « la question de la décroissance, elle doit être liée à la question démocratique, c'est-à-dire que les choix de production, de consommation, du temps de travail, posent un débat démocratique. [...] et dans la société capitaliste c'est assez difficile à réaliser parce que beaucoup de ces éléments sont détenus par quelques propriétaires d'entreprises, de multinationales, qui déterminent tout cela sans soumettre la question au débat démocratique. (Annexe 9). Face à ces constats et arguments provenant de l'extrême gauche à tendance marxiste, des arguments sont donnés par des décroissants, comme Serge Latouche qui écrit que si il « n'insiste pas sur la critique spécifique du capitalisme, c'est qu'il me paraît inutile d'enfoncer une porte ouverte. Cette critique a, pour l'essentiel, été faite et bien faite par Marx. Toutefois, il ne suffit pas de remettre en cause le capitalisme, il faut aussi le faire pour toute société de croissance. » (Latouche, 2010, p.183). Les décroissants prônent donc une sortie du capitalisme, mais également de tout système à

tendance productiviste qu'il soit de droite libérale ou de gauche socialiste, car les deux systèmes ne peuvent pas être pérennes dans un système clos, aux ressources finies : « La sortie du capitalisme est donc nécessaire mais insuffisante. Il faut casser la société productiviste et de consommation. Bref il faut détruire la société industrielle. » (Ibid, p.184).

Du côté du PS, la vision d'une Décroissance cherchant uniquement à décroître dans tous les domaines est également ressortie, Olivier Body parle de « leur objectif de décroître pour décroître. La croissance ne se décrète pas et la décroissance non plus, à moins de commencer à détruire et d'interdire vraiment, mais d'interdire quoi ? » (Annexe 11). Par exemple, quand il adhère à une nécessaire diminution des voitures polluantes, il rajoute que « si on veut atteindre de la Décroissance ça va aller beaucoup plus loin que ça, et là ça peut devenir fou. Si on réduit le temps de travail à 0 heures, effectivement il va y avoir une décroissance totale. » (Ibid). Son collègue de l'IEV, Guillaume Lepère postule que le mouvement de la Décroissance ne propose pas d'objectifs concrets, qui permettraient une adhésion populaire, et que c'est un terme « vague et hermétique ». Il développe aussi l'argument que sans croissance les pays sous-développés « n'auront pas d'augmentation de leur bien-être et là, il y a un vrai souci. » (Annexe 13) et que la Décroissance se focalise sur l'objectif environnemental en omettant le reste : « l'objectif social est tout aussi essentiel et non compris, intégré dans la réflexion. Et la participation, et l'aspect démocratique, ne peut pas être dissociée de la discussion. » (Annexe 13). Encore une fois la pensée décroissante est réduite à la réduction des impacts sur l'environnement et la prise en compte de la finitude des ressources, les autres pans et réflexions ne semblent pas connus. Le sénateur PS Philippe Mahou s'inscrit dans la même réflexion que les conseillers de l'IEV. Il estime que la Décroissance est trop vague et devrait proposer des réflexions et propositions par secteur et par population concernés (annexe 14).

Des acteurs du parti écologiste confirment les constats de Jean Cornil et Alain Adriaens à propos de la difficulté de compréhension de certaines analyses décroissantistes très poussées. Par exemple, Olivier Derruine souligne que « ces penseurs se situent au plan intellectuel et sont fort peu présents dans le débat public et encore moins dans le débat politique. » leurs propositions politiques sont « fort peu élaborées » et ils apportent plutôt des « concepts, de l'abstrait. » (Annexe 16). Il continue son argumentation en expliquant qu' « il faut quand même être armé intellectuellement pour aborder cette question-là. On peut avoir un vague avis, mais si on n'a pas un BAC+5, l'avis ne vaudra pas grand-chose. Il faut un avis qui repose sur une lecture bien informée. » (Ibid). Jean-Marc Nollet, chef de groupe Ecolo à la

chambre des représentants, admet que les décroissants font un « travail extrêmement important » en spécifiant et théorisant un « monde idéal » mais que la façon d'amorcer la transition vers cette société manque de clarté dans leurs propositions. Selon le député, les décroissants ne prennent pas assez en compte l'aspect démocratique, il faut inclure les citoyens : « je ne suis pas pour un modèle autoritariste, Décroissant, mais autoritariste. Je préfère vivre en démocratie même si je sais qu'on va moins vite vers l'objectif qu'en dictature. En sachant qu'avec une idéologie éclairée comme ça et éventuellement un recours à l'armée on pourrait aller plus vite. Il doit y avoir un consensus démocratique et des étapes à définir pour que les citoyens puissent accompagner. » (Annexe 18). On peut supposer que Jean-Marc Nollet fait référence à certains objecteurs de croissance prônant une mise en place de la Décroissance rapide et urgente, qui serait plus rigide et imperméable à l'adhésion populaire. Durant son entretien Vincent Liegey, porte-parole du PPLD, critique également cette approche, et nous indique qu'une « large majorité » des décroissantistes sont pour une approche visant à convaincre un maximum de personnes afin d'atteindre une « masse critique » qui permettrait de faire pression sur les institutions et ainsi donner du poids au discours des décideurs politiques défendant des valeurs ou propositions décroissantistes. A l'opposé de cette démarche, il souligne que « certains sont en désaccord total avec notre vision, comme Vincent Cheynet qui reste dans une approche d'élite éclairée qui doit prendre le pouvoir et imposer par le haut la Décroissance. ». Selon lui, cette « vision minoritaire » du mouvement de la décroissance est surreprésentée médiatiquement, et beaucoup moins présente dans l'« éducation populaire ». (Annexe 5).

Au CDH, le conseiller du CEPESS Jérémy Dagnies nous informe que son parti, après débat, est arrivé à la conclusion que la Décroissance n'est pas une « une réponse pertinente » face aux multiples défis futurs, car celle-ci prône « les réseaux d'une économie un peu parallèle, démonétarisée. » qui ne permettrait pas de faire face aux « enjeux qui sont tant liés au climat qu'à l'agriculture, comme à notre survie sur la planète, que par rapport à la santé, à la croissance des maladies, [...], le stress, le burn-out, le radicalisme. Et donc, les scissions profondes qui caractérisent notre société et la fragilisation du vivre ensemble. » (Annexe 20). Le chercheur explique que pour faire face à ces enjeux, il faudra de « l'innovation, une expertise de très, très haut niveau et je doute qu'on puisse atteindre ce niveau d'expertise (des doctorats, des brevets déposés, etc...) sans passer par, malgré tout, une logique de rentabilité économique. » (Annexe 20). Il défend l'idée d'une complémentarité entre une économie de croissance, nécessaire pour surmonter les défis sociétaux, et une économie alternative

démonétarisée car cette dernière, seule, ne pourrait apporter que « des réponses partielles mais qui ne seront pas complètes. » (Ibid).

Au MR, le député bruxellois Gaëtan Van Goidsenhoven souligne également, comme les membres du MpOC et d'autres de ses homologues du monde politique, le « gap entre d'un côté, le penseur universitaire pur, et de l'autre, la personne qui doit faire la synthèse de l'ensemble des réalités sociales à court, moyen et long termes. Il y a un clivage entre la théorie et la pratique. » (Annexe 24). Il explique que les théories proposées par la Décroissance omettent « de s'établir aussi dans le possible et dans le réel » et ne sont pas facilement réalisables car « tout le monde sait que lorsque l'on réfléchit dans le cadre d'une étude, on est dans un cadre idéal qui n'est jamais celui de la réalité » (Ibid). Même si, comme les autres, il ne s'oppose pas frontalement aux réflexions décroissantistes car « le penseur doit secouer les idées et obliger de rompre avec les réflexes et les habitudes parce que voilà, on s'enlise vite dans des modes de réflexions qui ne sont jamais bousculés » (Ibid).

Pour ce qui est des syndicats, Benoit Dassy (CSC), admet qu'une série de propositions décroissantes sont « pertinentes » pour répondre aux enjeux environnementaux, mais qu'il est plus « dubitatif sur les enjeux sociaux et économiques » (Annexe 27). Il adhère à une diminution du temps de travail, qui n'est pas «forcément décroissante » quand on analyse la durée du temps de travail sur une échelle temporelle longue, mais juge que celle-ci ne doit pas automatiquement être corrélée à une diminution du pouvoir d'achat. « Syndicalement, on n'a pas de problèmes avec la diminution du temps de travail, si on garde le même salaire. » (Ibid). L'important selon lui est la redistribution des richesses produites. « Là, si c'est faire de la décroissance pour les travailleurs, mais pas pour cette partie-là, qui continue à s'accaparer en fait ce qui resterait de croissance, on a un vrai problème. ». Et si la Décroissance était généralisée, il s'inquiète du rapport qu'il pourrait y avoir entre les détenteurs de gros capitaux et les salaires des travailleurs : « Comment est-ce que l'on arriverait à augmenter les salaires, dans un contexte de Décroissance, quand le gâteau sera plus petit ? » et il rétorque que sur ce sujet du « rapport de force entre capital/travail » il n'a jamais entendu de réponse de la part des décroissants. Pourtant la redistribution des richesses et l'impact des classes les plus aisées sur l'environnement sont des sujets largement abordés et développés par les objecteurs de croissance, notamment avec le RUI et le RMA (Latouche,

2010, Liegey, annexe 5, etc.), ou des auteurs comme Hervé Kempf (Kempf, 2007, 2009).<sup>38</sup> Pour l'analyste du service d'étude de la CSC, « l'organisation globale de la société, le progrès social et l'émancipation des gens » pose aussi question selon la vision des décroissants. Il se demande comment financer « des services collectifs comme les transports, l'enseignement, la culture, les soins de santé » sans croissance. « On peut dire, à partir de 90 ans, voilà, on soigne plus, parce qu'il y a cet enjeu de Décroissance! [...] Il y a ce financement de la vie collective, qui jusqu'à ce jour a toujours été financé grâce à la croissance de richesse. Est-ce qu'on envisage aussi la Décroissance pour ces choses ? Est-ce qu'on prend cela au sérieux ? Voilà deux éléments pour lesquels je n'ai pas eu de réponses satisfaisantes dans les échanges que j'ai pu avoir avec les gens proches de ce mouvement.» (Annexe 27). Sur ce sujet, qui est une critique récurrente de la Décroissance, tous les auteurs s'accordent pour dire qu'évidemment il faudra continuer à investir dans la santé, l'enseignement, la transition énergétique, mais avant toutes choses, les détacher d'une rentabilité et d'une marchandisation, faire passer la qualité sur la quantité, et viser l'efficience et la sobriété plutôt que la production et le développement, tout en diminuant le « mésusage » (Ariès, 2007), la « contre-productivité » (Illich, 2004) ou encore l'effet rebond.

Benoit Dassy rajoute un dernier élément qui le rend « dubitatif », c'est que la Décroissance permettrait de libérer du temps de travail qui « permettra par exemple d'avoir du temps libre pour s'engager dans une crèche parentale ou dans le potager biologique collectif. » (Annexe 27) mais selon lui ce n'est pas une « réponse satisfaisante » car, « on peut difficilement dire que l'on diminue le temps de travail d'un côté et que d'autre part, il faudra s'investir dans des activités parce qu'on diminue les services collectifs. ». Ceci obligerait à faire des choix de vie individuels, qui ne sont pas représentatifs des désirs et de la vision de la société de tout un chacun (ibid).

Du côté de la FGTB, Samuel Droolans développe un argumentaire proche de son homologue de la CSC. La question de la Décroissance a déjà été abordée en interne, mais ce n'est pas « une porte d'entrée de réflexion [...] en tant que telle » et la FGTB est liée « surtout, à l'idée

\_

<sup>&</sup>lt;sup>38</sup> Bien qu'Hervé Kempf ne soit pas « attaché » à une organisation se disant décroissante, il se dit lui-même objecteur de croissance après un débat via lettres ouvertes avec Vincent Cheynet qui le qualifiait d' « ennemi de la Décroissance ». Voir :

CHEYNET, Vincent, «Hervé Kempf est-il devenu un objecteur de croissance ? », Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable, Mis en ligne le 14 décembre 2009, consulté le 12 février 2018. URL: http://www.decroissance.org/?chemin=textes/reponsekempf.htm

Et la réponse d'Hervé Kempf : Reporterre, « Hervé Kempf : « Je suis un objecteur de croissance » », site web de Reporterre, Mis en ligne le 16 décembre 2009, consulté le 12 février 2018. URL :

de transition économique ».<sup>39</sup> Il approche également la question de la sobriété énergétique en expliquant qu'il « faut nuancer en fonction des moyens/revenus. » et que c'est cela « toute la problématique de la Décroissance. ». Par contre, il souligne que la croissance n'est pas remise en cause, mais que c'est son contenu « qui pose question ». Il nous informe que cela est relativement nouveau dans le milieu syndical, selon lui depuis « 5 ou 6 ans ». Car « face aux études qui démontrent qu'il n'y a pas un lien entre croissance et amélioration des conditions de vie, de partage des richesses et ainsi de suite, on se rend compte qu'il y a un problème en termes de croissance. C'est pour ça qu'il y a eu des réflexions autour des indicateurs alternatifs. L'indicateur du PIB est fortement interrogé même au niveau syndical. » (Annexe 28).

## 4.5.3. Conclusion sur la méconnaissance des acteurs politiques

En conclusion, le fossé entre les propositions des penseurs de la Décroissance et la connaissance des acteurs politiques de cette dernière est bien réel. Les analyses des objecteurs de croissance relatives à l'environnement sont bien connues, et elles ne sont pas remises en question. Ce sont surtout les propositions et analyses relatives à l'aspect socio-économique qui sont méconnues des acteurs politiques. Ces derniers soulignent que les objecteurs de croissance n'ont pas, ou peu de propositions dans ce domaine et qu'ils le laissent souvent de côté au profit d'une analyse poussée sur les impacts environnementaux de notre style de vie basé sur le consumérisme. Or, comme nous l'avons vu dans les chapitres relatifs aux sources, et propositions de la Décroissance, cette dernière aborde nombre de sujets en rapport avec le social, le travail, la santé, la répartition des richesses, etc. La Décroissance est souvent perçue comme une décroissance globale dans tous les domaines, qui ne tient pas compte des spécificités locales et sociales, cet aspect fait peur, et pousse nombre d'acteurs politiques à s'en éloigner, comme nous allons le voir dans le chapitre suivant sur l'appréhension émotionnelle de la Décroissance. Parfois elle est également perçue comme omettant l'aspect démocratique d'une telle transformation sociétale. Or, cet aspect est également abordé sous le prisme de la démocratie directe et d'une nécessaire « masse critique » pour amorcer une transition vers une société décroissante (Liegey, annexe 5).

\_

<sup>&</sup>lt;sup>39</sup> La question de la transition revient effectivement régulièrement dans des rapports de la FGTB, comme par exemple :

FGTB, *Rapport statutaire période 2010-2014*, Chapitre 14 « Une nécessaire transition », p.194 – 201, septembre 2014.

FGTB, Congrès 1, 2 et 3 octobre 2014, Propositions de résolutions, p.13.

FGTB, Rapport du congrès de la FGTB de Bruxelles, 2014, p.38.

## 4.6. Appréhension émotionnelle d'une idéologie antisystème

Lors des entretiens, le champ lexical de la peur ou de l'incompréhension fut souvent rencontré auprès des acteurs politiques quand la notion de Décroissance était abordée. Il est intéressant d'analyser ces réactions, et de voir comment la Décroissance, ce mot « tabou », ce mot « obus » (Ariès, 2007, Cornil, annexe 3) est perçu psychologiquement et cognitivement par les acteurs politiques et comment ils réagissent à ce concept. Dans dans un premier temps, nous analyserons l'avis d'objecteurs de croissance sur le choix sémantique du terme. Ensuite, nous analyserons la vision de Philippe Lamberts, député écologiste au Parlement Européen et membre du parti Ecolo, ensuite nous aborderons les opinions des acteurs politiques par parti.

#### 4.6.1. La Décroissance, un terme fort et assumé

Tout d'abord, les réactions négatives sont connues des objecteurs de croissance, et le choix du terme est justifié. Comme l'indique Vincent Cheynet : « L'intérêt majeur du terme « décroissance » est d'être un « mot obus », un mot bélier qui vise à ouvrir une brèche dans l'enfermement dans lequel se claquemure notre société. Ce mot relève dans un premier temps d'une communication vers nos concitoyens. Il cherche à enfoncer une porte citadelle de la pensée unique, à créer une faille dans l'enfermement psychologique de notre société. C'est seulement après l'ouverture de cette brèche qu'il sera possible de faire passer un discours nécessairement complexe et nuancé. Sinon, autant parler à un mur. » (Cheynet, 2008, p.61).

Pour reprendre les notions de Castoriadis, face à l'«imaginaire instituant » de la croissance sur le citoyen ou l'acteur politique, la notion de Décroissance est choisie pour enfoncer la porte de son « aliénation ». Les limites du terme sont néanmoins soulevées par Vincent Cheynet, qui estime que « le mot de « décroissance » a aussi ses limites : il est binaire, réducteur, simplificateur, négatif... C'est pourquoi il est essentiel de vite en sortir. Rien ne serait plus dangereux que de se laisser enfermer dans la seule décroissance économique. [...] Régulièrement, en employant le terme de « décroissance », les objecteurs de croissance se voient reprocher d'être pour « la décroissance de tout, pour tous, tout de suite ». Bien évidemment une décroissance infinie serait aussi stupide qu'une croissance infinie » (Cheynet, 2008, p.73). Il est donc important de justifier rapidement l'usage de ce mot interpellant par une approche pédagogique, qui viserait à exprimer les différentes valeurs et

analyses de la Décroissance auprès de la personne réceptive ou secouée par l'usage de ce terme. Il ne faut pas rester bloqué dans une joute sémantique.

#### 4.6.2. L'avis de Philippe Lamberts sur la Décroissance au cœur des parlements

Au sein du parti Ecolo, certains acteurs sont tout à fait conscients de l'aspect « repoussoir » du terme, mais choisissent d'éviter son usage plutôt que de chercher à justifier son emploi. Ce n'est pas pour ça que les analyses et les propositions de la Décroissance sont mises de côté. Au contraire, elles peuvent être totalement acceptées et défendues comme l'indique Philippe Lamberts (PVE et Ecolo) lors d'un débat sur la place de la Décroissance dans les parlements : « L'important c'est que chaque être humain puisse avoir une vie profondément satisfaisante, et pas seulement nos générations, mais les prochaines également. Et cela, ce n'est pas compatible avec la très menaçante religion de la croissance économique. Est-ce que je suis 100% certain que 100% des partis Verts voient cette contradiction ? Non. Pas vraiment. Mais je dirais que la grande majorité des partis Verts réalisent ça. [...]On voit que dans la famille des Verts, il est parfois difficile de reconnaître que ce dont nous avons besoin est un changement total de paradigme. Il ne faut pas « verdiser » le paradigme actuel, mais bien totalement changer vers un autre paradigme. C'est déjà difficile à faire dans les rangs des partis Verts, et dès qu'on sort de ce cadre, vers les autres partis, c'est encore plus difficile » 40,41

Lors de ce débat, Philippe Lamberts énumère les 4 manières qui selon lui, permettront de promouvoir les idées décroissantes dans les parlements. La première est une approche « Topdown » et « Bottom-up » simultanée. Il justifie ce choix en disant qu'il connait « beaucoup de personnes qui pensent que la politique ne peut rien faire de bon, et je leur réponds que la structure qui permet l'exploitation de la planète et des peuples au profit des bénéfices d'une minorité est dans les lois, dans les traités et dans les institutions. L'approche Bottom-up arrivera à une certaine limite, et si nous voulons changer la structure de l'exploitation, nous devons agir sur ces exploitations par une approche Top-down. Et ça c'est le travail

<sup>&</sup>lt;sup>40</sup> Philippe Lamberts, Degrowth Conference Budapest 2016, « "Degrowth in the Parliaments" – Panel Debate in Budapest », 2 septembre 2016.

https://www.youtube.com/watch?v=awsaD06s718&t=571s (Vidéo Youtube du débat).

<sup>&</sup>lt;sup>41</sup> Philippe Lamberts s'exprime en anglais lors de ce débat, les citations issues de cette vidéo Youtube ont été traduites en français par l'auteur de ce mémoire.

institutionnel. [...] Il est donc important de coordonner le travail Bottom-up de la société civile et le travail Top-down institutionnel. » (Lamberts, ibid). Le deuxième point important énuméré par Philippe Lamberts a pour thème la sémantique et l'impact psychologique du mot décroissance. Il nous informe qu'il « n'utilise jamais le mot « Décroissance ». Jamais. Jamais. Le problème n'est pas que la croissance est associée au bien-être. Dans nos sociétés, la croissance <u>c'est</u> le bien-être. Et donc si la croissance est le bien-être, alors naturellement la décroissance signifie moins de bien-être. Il vaut mieux dire que le PIB n'est pas le bon indicateur, et éviter le débat croissance/Décroissance. Il faut dire qu'on a besoin de décroitre notre empreinte écologique et en même temps accroître notre qualité de vie. Et ça, c'est une manière de parler qui permet de maintenir une conversation avec la plupart des gens. Parce que les gens vont comprendre qu'il faut améliorer la qualité et diminuer notre empreinte écologique. Mais il ne faut pas rentrer dans une discussion sur la Décroissance, parce que ça devient un débat religieux très rapidement. Et l'important c'est de continuer à discuter sur des faits. » (Lamberts, ibid). Comme troisième point, Philippe Lamberts explique qu'il faut « renforcer scientifiquement ce que nous avons l'habitude de proposer. Et c'est d'ailleurs pour ça que nous sommes aujourd'hui à la 5ieme conférence internationale sur la Décroissance. Nous devons travailler sur la façon dont nous nous organisons. A propos du libre marché, de la taxation, des pensions, du système de santé, etc. Dans un monde sans croissance. Ils n'arrêtent pas de dire que c'est impossible, montrons leur que c'est possible. ». (Lamberts, ibid). Et finalement il conclut en disant qu'il faut « montrer que vivre plus simplement, ce n'est pas quelque chose qui sera possible dans le futur, mais qui est déjà possible aujourd'hui. ». Il propose ensuite quelques exemples concrets déjà mis en place. (Lamberts, Ibid).

Philippe Lamberts est donc empreint du concept et du mouvement décroissantiste, avec une carte de membre d'Ecolo et un siège d'Eurodéputé pour le PVE, mais il n'emploie jamais ce terme pour ne pas bloquer le débat ou la discussion avec ses interlocuteurs. Pour un exemple concret, lors d'un débat sur le TTIP en 2014 au sein des institutions européennes, face à un interlocuteur qui dit qu' « on a besoin de croissance », Philippe Lamberts rétorque : « alors permettez-moi de vous dire que la croissance est positivement corrélée à cette petite chose que l'on appelle l'empreinte écologique, je ne sais pas quel est votre formation, moi j'ai le malheur d'être ingénieur et d'avoir étudié la thermodynamique, et de savoir que dans un

système physique fermé, et bien une croissance matérielle infinie est une impossibilité physique tout simplement! »42

### 4.6.3. Réactions des acteurs politiques belges face au terme de Décroissance

Chez Ecolo, toutes les personnes interrogées soulignent le caractère repoussoir du terme. Par exemple, Olivier Derruine indique que la Décroissance « fait tellement peur, c'est perçu négativement. D'emblée quiconque invoquera ce terme sera un peu disqualifié. » (Annexe 16). Il continue sa réflexion en expliquant que, selon lui, les politiciens et la population ne sont pas aptes à envisager de prendre en compte les propositions de la Décroissance : « je ne vois pas, même dans 10 ans, comment la Décroissance pourrait être une approche légitime pour pas mal de décideurs. Même si moi je trouve qu'ils apportent quelque chose, je ne pense pas que leur point de vue sera accepté par la population d'une manière générale, et encore moins parmi les politiques. (Annexe 16). Et il revient, tout comme Philippe Lamberts dont il est le conseiller, sur l'aspect émotionnel que l'usage du terme implique, même au sein de sa propre famille politique: « au groupe des Verts au Parlement européen, si on parle de Décroissance, on va voir plusieurs membres qui vont dire pas question! Si on reformule, et l'on parle de post-croissance, à ce moment-là, on ouvre un débat, parce qu'il n'y a plus d'a priori qu'il faut réduire la croissance à tout prix. [...] C'est plus un blocage au niveau du terme, que sur l'idéologie en elle-même. Et il est temps, parce que certains porteurs de la Décroissance, l'idée que s'en font certaines personnalités, c'est que ce sont plutôt des gens tendance anarchiste ou extrême gauche. En rupture avec les institutions étatiques. On bascule dans un autre monde où il n'y a plus de règles, etc. Il y vraiment cette image, qui nuit au débat à chaque fois. » (Annexe 16).

Au sein du service d'études d'Ecolo, Kim Fredericq-Evangelista fait un triple constat. Il souligne la méconnaissance de nombreux acteurs sur la Décroissance, il appuie aussi la nécessaire alternative de trouver un terme proche, voir un quasi synonyme de la Décroissance lors d'un débat. Il nous indique également les divisions et les appréhensions que peut apporter la notion de Décroissance au sein du parti écologiste « La Décroissance, et on le sait chez nous, c'est un terme qui fait un peu peur. Donc, on a compris que dans le langage public, les

<sup>&</sup>lt;sup>42</sup> LAMBERTS, Philippe, TTIP Conference "What's cooking? Perspectives on Food & Farming", 12 décembre

http://www.greens-efa-service.eu/medialib/mcinfo/pub/en/scc/4101, consulté le 7 décembre 2017.

gens ne connaissent pas toujours très bien le concept, et ils pensent que c'est revenir au silex, ou au vélo ou je ne sais pas très bien quoi. Si les gens pensent ça, alors on essaie d'éviter le terme et on parle de post-croissance. Il y a des gens qui entendent Décroissance et pour eux c'est la récession, l'âge de pierre, le vélo, plus de médicaments, plus de recherche scientifique. On est très vite dans la caricature. Alors imagine Ecolo, c'est un petit microcosme de exactement la même chose. Il y a des gens qui pensent ça chez Ecolo, il y a des gens qui pensent l'inverse. » (Annexe 17).

Comme nous l'avons vu précédemment, Jean-Marc Nollet, co-chef de groupe d'Ecolo au parlement fédéral, nous explique que le concept de la Décroissance possède un aspect péjoratif et « est employé comme une attaque dans la bouche des autres. ». Il est utilisé comme une « critique agressive, parfois méchante, de la part d'autres personnes, comme le MR, la NVA, l'OpenVLD. » durant les débats parlementaires au sein de la Chambre des Représentants (Annexe 18).

Toujours chez Ecolo, mais cette fois-ci au niveau du parlement bruxellois, Arnaud Pinxteren confirme les dires de ses confrères écologistes et nous informe que « chez Ecolo, on a un peu abandonné le terme « Décroissance » parce qu'il faisait peur, en fait, comme la décroissance du bonheur et ce genre de chose. Parce qu'on n'a pas envie que notre qualité de vie décroisse en fait. Donc je pense que le terme est un peu une sorte de contre publicité, un épouvantail, donc il faut faire attention. « Consommez moins pour vivre mieux », si c'est ça, oui, je pense que c'est tout à fait possible. Après c'est aussi consommer mieux, ça, c'est l'autre dimension. Puis c'est quoi vivre mieux ? Chacun a une vision très subjective de la chose donc voilà, c'est assez ouvert. » (Annexe 19).

Tous les acteurs politiques affiliés au parti écologiste soulignent donc l'aspect repoussoir du terme et l'importance d'éviter son usage lors d'un débat pour ne pas braquer leurs interlocuteurs sur cette notion qui engendre de la peur et des arguments caricaturaux. Bien que les avis divergent par rapport à l'adhésion aux réflexions décroissantistes au sein du parti, ces dernières sont perçues majoritairement comme utiles, intéressantes ou légitimes.

Au PS, les champs lexicaux de la peur et de la persuasion sont corrélés à celui d'une adhésion populaire nécessaire pour faire valoir les arguments et instituer les propositions de la Décroissance. Par exemple, Olivier Body, conseiller à l'IEV, nous explique que « si vous prenez une bonne mesure mais que vous n'avez pas l'adhésion des citoyens ou que vous l'avez après les élections, ça ne va pas. Les décroissants ont en partie raison, mais ils font un peu

peur avec leur objectif de décroître pour décroître. » (Annexe 11). Toujours à l'IEV, Guillaume Lepère valide les propos de son collègue en nous expliquant que « par rapport aux objectifs de la Décroissance, je pense que certains ont du sens, mais c'est important de parler d'objectifs concrets, surtout pour créer une adhésion populaire, plus 'sexy'. » (Annexe 13).

Au CDH, le même discours à propos de l'adhésion électorale aux idées de la Décroissance est formulé par Jeremy Dagnies, sans critiquer le contenu et la véracité des idées des objecteurs de croissance, le conseiller du CEPESS nous informe que « la question n'est pas savoir qui a raison parce que les thèses, dans tous les sens, existent suffisamment. Le problème, c'est de savoir s'il y a suffisamment de gens qui pensent et qui soutiennent ces thèses-là. Avoir raison, il y a plein de gens qui ont eu raison avant tout le monde et parfois des siècles avant, mais quand on est seul à avoir raison... En politique, c'est ça le problème! C'est qu'on ne parvient pas à avancer tant qu'on est seul. La politique, c'est fédérer suffisamment de personnes pour pouvoir faire basculer les décisions dans un sens majoritaire. » (Annexe 21). L'aspect électoral prend donc le pas sur les constats formulés par la Décroissance. Si ceux-ci ne trouvent pas une adhésion massive, une « masse critique » (Liegey, annexe 5), les partis politiques auront des difficultés pour les insérer dans leurs programmes et récolter des voix en ce sens.

Au MR, Gaëtan Van Goidsenhoven (annexe 24) développe la même réflexion sur l'adhésion citoyenne. Il souligne le fait que la « la croissance symbolise naturellement la réussite du projet politique » et que pour permettre une adhésion aux idées et propositions de la Décroissance « il serait peut-être heureux de préciser ou de transformer la dénomination pour la rendre intellectuellement plus acceptable pour un nombre plus important de personnes. ». En effet, selon lui actuellement la Décroissance est « souvent assimilée à une sorte de décadence ou de lente renonciation au bien-être. ». Il juge que pour permettre aux personnes de changer d'avis et d'écouter les arguments de cette idéologie « il serait sans doute heureux de donner une autre dénomination que Décroissance parce que c'est une approche tout de même relativement négative et pessimiste pour certains. Or, pour amener une sorte de cohésion autour de cette idée il vaut mieux la formuler de façon plus positive. Et même si l'on garde le fond de la pensée identique, il vaut mieux la présenter comme un progrès. Parce que, quoi qu'on puisse dire, il y a toujours derrière l'idée de progrès une adhésion plus importante que dans celle qui consiste à dire : on va, en quelque sorte, se racrapoter. [...] se limiter, à vivre de façon de plus en plus médiocre. ». Il souligne le fait que baser une réflexion sur des constats négatifs ne permettra pas d'acquérir l'attention et l'adhésion des citoyens. Pour contrer cela, Gaëtan Van Goidsenhoven estime qu'« il y a aujourd'hui, au travers de l'élaboration d'une société plus sobre peut-être, d'autres choses à évoquer en termes de qualité de vie. Même si à un moment donné il y a des contraintes par rapport à cette sobriété, il est important de dévoiler les avantages auxquels on peut prétendre au travers de cette sobriété. ». En évoquant les avantages qui pourraient convaincre des personnes réticentes aux idées décroissantes, le député bruxellois libéral donne pour exemple « la qualité, ou encore la durabilité qui ne doit pas être seulement une sorte de père fouettard. Sinon on aura beaucoup de mal évidemment, au-delà d'un public très instruit et très mobilisé, à faire adhérer à ce genre d'idée. ». (Annexe 24). En résumé, Gaëtan Van Goidsenhoven souligne l'importance d'apporter des perspectives encourageantes, positives, aux propositions de la Décroissance pour que celles-ci soient perçues favorablement par l'opinion publique.

Dans les syndicats, Samuel Droolans, travaillant au bureau d'études de la FGTB, développe le même argumentaire. Il nous indique que « poser la question de la finitude des ressources et du changement de modèle économique qui s'impose en la posant sous la notion de « Décroissance », cela pose un problème. Ce n'est pas « audible » par les gens, par la population. La Décroissance, ça a une connotation assez négative si elle n'est pas vraiment bien expliquée, bien argumentée. (Annexe 28). Il nous informe que suite à des débats avec la CSC, il fut décidé de ne pas approcher des problématiques via le prisme croissance/Décroissance par les syndicats en Belgique. Le mot n'est donc pas utilisé par ces acteurs, mais néanmoins, la causalité entre croissance et emploi n'est plus automatiquement défendue. En effet, lors de son entretien, Olivier Derruine (Ecolo) nous informe qu'avant d'être conseiller pour Philippe Lamberts, il travaillait comme conseiller pour la CSC (2002-2008), et il nous explique que lorsqu'il travaillait pour ce syndicat, au « début des années 2000, il n'était pas question de dire que l'on voulait remettre en cause la croissance, parce que dans la conception syndicale, croissance égal emploi. Et puis, on a vu que 10 ans plus tard, vers 2010, ils ont adopté un regard plus critique sur le lien entre croissance et emploi, ça prouve que les choses bougent, mais ça prend beaucoup de temps. Ça n'a pas encore gagné le reste de la société. » (Annexe 16). Sans adhérer aux idées de la Décroissance et en maintenant une distance avec cette dernière, les syndicats ont néanmoins changé leur point de vue sur la croissance au cours des dernières années, et admettent que ce mot, bien qu'inaudible et mal perçu par une opinion publique mal informée, peut renfermer certaines analyses et propositions en corrélation avec la vision syndicale de la société actuelle.

En conclusion, des acteurs faisant partie de chaque parti, excepté pour le PTB, ont souligné l'aspect inaudible et repoussoir du terme. Aucun n'est réellement contre la Décroissance dans son ensemble mais la difficulté d'appréhension du terme par un public mal ou pas informé sur cette idéologie a pour conséquence que cette dernière n'est pas abordée par les élus/partis car elle n'est pas rentable électoralement.

#### 4.6.4. Les arguments des objecteurs de croissance pour le maintien du terme

Face à ces constats, certains acteurs de la Décroissance développent une vision, une explication ou des arguments. Par exemple, Vincent Liegey, bien conscient de l'aspect repoussoir, estime que celui-ci possède des qualités comme des défauts. Cette dénomination ne permet pas une forte mobilisation de la société, mais « cela évite aussi de se faire récupérer par le système » (Annexe 5). Il souligne et assume le fait que la Décroissance influence, initie et modifie le système, mais sans que les acteurs politiques ne s'y réfèrent directement : « dans une logique de transformation de la société, la Décroissance a ce côté un peu pervers, c'est-à-dire que quand elle gagne on s'en rend pas compte, c'est vraiment une transformation silencieuse. A partir du moment où culturellement elle a gagné le mot Décroissance devient obsolète, inutile. C'est un peu la stratégie de transformation que l'on peut avoir d'un point de vue institutionnel, c'est de mettre le grain de sable dans le système pour le transformer, soit arrêter le système pour le détruire, soit le transformer, soit le pousser à créer d'autres structures, d'autres institutions, d'autres manières de vivre ensemble. » (Annexe 5). En abordant l'appréhension du terme d'un point de vue psychologique, Vincent Liegey essaye d'expliquer d'où pourrait provenir cette peur qu'induit le mot Décroissance. Il trouve « intéressant de voir comment chez une certaine partie de la population il y a une forme de dissonance cognitive extrêmement violente et des blocages assez fous. ».Il émet l'hypothèse que ce rejet provient du « déni de la mort. », théorie proposée et développée par Bernard Maris (Maris, 2009). Vincent Liegey nous explique que « pour eux la croissance c'est la vie, l'espérance de l'immortalité et la Décroissance c'est quelque part leur rappeler qu'il y a des limites, qu'on est mortel. C'est ce qui explique ces réactions de peur de la part des politiques. ». (Annexe 5). Il développe un peu plus cette notion, et parle de « double peur », en corrélant la peur de la mort avec la peur de perdre son statut social : « Il y a bien sûr la question de la peur première d'assumer que c'est des êtres vivants qui sont amenés à mourir, mais il y a aussi chez eux, la peur de perdre leur position

sociale, acquise depuis des générations, qui est remise en question par la société de Décroissance. C'est une double mort à laquelle ils doivent faire face. ». Enfin, la Décroissance induit souvent la peur et le rejet parmi les acteurs qui y font face car celle-ci soulève des réels problèmes, graves et difficiles, souvent mis de côté, non abordés ou évités, car la « Décroissance fait aussi peur parce que justement on met le doigt là où ça fait vraiment mal. Sinon il n'y aurait pas de telles réactions. Ils passeraient à autre chose. ». (Annexe 5).

Alain Adriaens rejoint certains acteurs politiques des partis traditionnels sur la non-adhésion électorale des idées décroissantes. Il estime que « dire aux gens aujourd'hui, à qui on martèle que la croissance est nécessaire pour que vous ayez du travail et vous allez peut-être gagner un peu moins et vous allez consommer un peu moins, c'est inaudible. Et c'est pour ça que les partis traditionnels ne peuvent pas se réclamer encore aujourd'hui de la décroissance, parce que ce n'est pas électoralement rentable. C'est quand même leur job de gagner des électeurs! » (Annexe 2). Tout comme Vincent Liegey, il estime que les choses changent favorablement mais doucement. Une certaine ouverture se produit, il prend pour exemple l'opposition wallonne face au TTIP, et l'intérêt croissant de la société civile sur le sujet : « aujourd'hui on voit apparaître de plus en plus clairement ce mouvement social, cette partie de la société qui revendique de pouvoir vivre avec des valeurs post-matérialistes. Ce n'était que quelques pourcents de la société il y a 20-30 ans. ». Il distancie cette prise de conscience du clivage traditionnel gauche/droite et estime que cette dernière est plutôt d'ordre intellectuel et en relation avec des choix de vie. Par rapport à la notion de peur qu'induit la Décroissance, Alain Adriaens la corrèle également avec la « pulsion de mort » de Bernard Maris qui pourrait justifier et expliquer un tel rejet. (Annexe 2).

Jean Cornil subdivise le rejet du terme en fonction du clivage gauche/droite. Selon lui l'appréhension du terme varie en fonction de la position d'un acteur sur l'échiquier politique. Pour les personnes à droite de l'échiquier politique la Décroissance est « considérée comme quelque chose de conservateur, réactionnaire, rétrograde, c'est caricaturé. Le mot décroissance est un mot valise, un mot qui a une pesanteur qui fait reculer les gens, qui inquiète les gens, qui génère de la crainte. ». Il juge que du côté de la gauche, les arguments régulièrement proposés sont plutôt en rapport avec l'égalité et la consommation reliées au dénominateur des classes socio-économiques. Il entend souvent des arguments comme « on ne va pas demander aux gens des CPAS d'être décroissants, c'est un privilège pour les classes moyennes et les classes supérieures de la société. ». (Annexe 3).

Il subdivise également l'appréhension du terme entre la société politique et la société civile. Cette dernière est selon lui plus encline à aborder la question de la Décroissance sans y voir une notion « tabou » ou des propositions indéfendables, mais il souligne que tout ceci se produit de manière très lente. Il juge que « pour qu'un nouveau concept, aussi pertinent soitil, s'inscrive dans l'histoire, il faut beaucoup de temps, des décennies et des décennies. » (Annexe 3).

En sortant du paysage politique belge francophone, on peut également trouver des analyses similaires de la part d'objecteurs de croissance français. Par exemple, Yves Cochet corrèle et déplore la lente prise en considération des problèmes environnementaux avec la rivalité politique : « La propagation des croyances en l'imminence de la catastrophe écologique ne peut être que lente au sein d'un monde politique obsédé par la rivalité. A tel point que même si tous les dirigeants du monde, comme sous l'effet d'une révélation, étaient soudain habités par la croyance en l'imminence de la catastrophe écologique, ils commenceraient par se demander si leurs amis et rivaux politiques partagent ou non cette croyance. » (Cochet, 2009, p.135.). Il continue sa rhétorique en expliquant que la classe politique peut difficilement appréhender cette catastrophe écologique car elle est extrêmement complexe, et il est compliqué d'expérimenter en la matière pour valider des scénarios prospectifs. La grande majorité des acteurs politiques ne conteste pas les conséquences de nos modes de production et de consommation sur l'environnement, mais les actions nécessaires pour limiter ces impacts fluctuent d'un modèle à l'autre, et les orientations politiques des acteurs qui les défendent déterminent souvent le modèle sur lequel ils choisiront de s'appuyer (Cochet, 2009). Yves cochet explique donc que c'est « l'idéologie (le modèle politique du monde) qui va orienter certains décideurs vers le productivisme, d'autres vers le principe de précaution. Chacun aura ses propres experts. Mais les décideurs ne décident eux-mêmes que sous certaines contraintes, notamment électorale, budgétaire ou internationale. Ces contraintes, fortement spéculaires vont orienter les choix des décideurs, plus que leurs convictions intimes sur la catastrophe écologique. Le rapport à la vérité n'est pas d'ordre rationnel, il est d'ordre social. On ne peut avoir raison tout seul, dans un domaine précis, dans une société donnée. Galilée en sait quelque chose. » (Cochet, 2009, p.136-137.).

Les objecteurs de croissance ne cherchent pas à éviter le terme. Ils l'assument entièrement. Pour eux, le plus important est de rappeler les limites environnementales pour ne pas les dépasser. Ils sont conscients de l'aspect négatif qu'induit la Décroissance, mais c'est un

moindre mal si cela permet d'attirer l'attention sur des problèmes qu'ils jugent prioritaires, comme l'urgence de ralentir et de se défaire du paradigme économique dominant.

#### 4.7. Conclusion partielle des analyses et résultats de l'enquête

Notre enquête auprès des acteurs politiques et l'analyse de leurs discours conjuguée avec différentes sources nous ont permis de tirer quelques conclusions.

Premièrement, le terme de Décroissance est rencontré par une grande majorité de ces acteurs (21/23) en dehors des institutions parlementaires. Il est également utilisé au sein même des institutions, mais dans une moindre mesure. 9/23 répondants nous ont affirmé l'avoir entendu dans les parlements. Ecolo est l'unique parti dont tous les répondants affirment avoir rencontré ce terme dans une institution politique étatique.

Deuxièmement, certaines valeurs prônées par la Décroissance apparaissent auprès de certains partis. Notamment auprès d'Ecolo et du CDH. Ecolo évoque souvent la résilience, la sobriété ou la convivialité. Le CDH prône l'Humanisme, le bonheur de l'Homme et le bien-être comme leitmotiv de sa politique et sur ce point, on peut trouver des similitudes avec les valeurs prônées par les objecteurs de croissance.

Troisièmement, les analyses de la Décroissance par rapport aux impacts du productivisme sur l'environnement sont parfois partagées par des acteurs politiques ou leurs partis. Une grande partie des acteurs pensent qu'il faut diminuer notre consommation, en commençant par celle des personnes les plus aisées. La qualité doit remplacer la quantité. La majorité des répondants pense que les nouvelles technologies ne permettront pas de faire face au changement climatique, et qu'il faut diminuer notre consommation énergétique en parallèle.

Il existe des similitudes entre les propositions concrètes de la Décroissance et les positions des acteurs politiques sur ces sujets. En guise de synthèse, nous avons tenté de schématiser ces similitudes et ces divergences dans le tableau suivant :

temps de travail l'obsolescence programmée l'és individuelle et augmenter les transports publics  PTB Pour Pour Généralisé publics problem semaine loi pour certains proposition de loi Pour Aménagement des fins de Americane fins de carrière loi Pour Choix Pour Choix Pour Choix Pour Pour Pour Pour Pour Pour Pour Pour	ocaliser onomie Pour imites des
travail l'obsolescence programmée les transports publics  PTB Pour Pour Généralisé publics problemate les transports publics  PS Pour Pour Pour Généralisé publics problemate les transports publics problemate des fins de carrière les transports publics problemate publics produits produits produits produits produits produits problemate les transports problemat	Pour
PTB Pour Pour Généralisé publics PS Pour Pour A jours Avec Semaine proposition de loi Pour A jours Avec Semaine proposition de loi Pour A jours Avec Semaine proposition de loi Pour A jours Avec Seulement A vec Seulement Pour A jours Avec Seulement Pour A jours Avec Généralisé Semaine proposition de loi Pour A jours Avec Seulement Pour A jours Avec Généralisé Semaine proposition de loi Pour A jours Avec Généralisé Semaine Proposition de loi Pour A jours Avec Généralisé Semaine Proposition de loi Pour Aménagement Avec Seulement Pour Aménagement Avec Seulement Pour Avec Seulement Pour Aménagement Avec Seulement Pour Avec Seulement Pour Aménagement Avec Seulement Pour Avec Pour Aménagement Avec Seulement Pour Contre Nuancé Nuancé Choix Mais avec Choix Choix Choix	
PTB Pour Pour Généralisé publics  PS Pour Pour Nuancé semaine proposition de loi  Ecolo Pour A jours Avec Généralisé proposition de loi  CDH Nuancé Aménagement des fins de carrière loi Pour Avec Généralisé proposition de loi  MR Contre Choix Mais avec Pour Pour Pour Pour Pour Pour Pour Pour	
PTB	
PTB	
PS Pour Pour Nuancé Pour Pour Pour Pour Pour Pour Ajours Avec Seulement proposition de loi Pour Semaine Proposition de loi Pour Aménagement des fins de carrière loi Pour Choix Mais avec Pour Pour Pour Pour Pour Pour Pour Pour	
PS Pour Pour Nuancé Pour Mais sans protes loi proposition de loi Pour Ajours Avec Seulement proposition de loi Pour Ajours Avec Généralisé Semaine proposition de loi Pour Ajours Avec Généralisé Semaine proposition de loi Pour Aménagement Avec Seulement des fins de carrière loi produits Pour Contre Nuancé Nuancé Pour Amis avec Choix Mais avec Choix Choix	imites des
PS Pour Pour Nuancé Seulement Mais sans Composition de loi Pour Ayec Généralisé Coercitives  Ecolo Pour Pour Pour Pour Ajours Avec Généralisé Semaine proposition de loi Pour Aménagement des fins de carrière loi produits Pour Contre Mais avec Choix Mais avec Choix Mais avec	
PS Pour Avec Seulement pour certains produits + limitation  Ecolo Pour Avec Généralisé  CDH Nuancé Aménagement des fins de carrière loi  MR Contre Pour Avec Seulement produits Pour Certains produits Pour Généralisé  Seulement Avec Seulement pour certains produits  Nuancé Pour Pour Pour Pour Pour Pour Pour Pour	ductions
A jours semaine proposition de pour certains produits + limitation  Ecolo Pour Pour Avec Généralisé semaine proposition de loi Nuancé Aménagement des fins de carrière loi Pour Contre Choix Mais avec Seulement Avec Choix Avec Choix Seulement Pour Contre C	cales
Ecolo  Pour A jours Semaine Pour Aménagement des fins de carrière NMR  Contre Choix Mais avec  Pour Aloi Aproposition de loi Pour certains produits + limitation Pour Pour Pour Pour Pour Pour Pour Pour	uancé
Ecolo  Pour A jours Semaine Pour Aménagement des fins de carrière Pour Pour And Contre Choix Pour Pour Pour Pour Pour Pour Pour Pour	ntre le
Ecolo  Pour A jours Semaine Pour Aménagement Avec Bestins de carrière Amais avec And Contre Choix Apour Avec Bour Avec Bour Avec Bour Avec Bour Avec Bour Bour Contre Bour Avec Bour Bour Contre Bour Contre	tionnisme
Ecolo  Pour A jours Semaine Pour A jours Semaine Pour Avec Pour Aloi  CDH  Nuancé Aménagement Avec Aménagement Avec Pour Avec Aménagement Avec Pour Avec Aménagement Avec Pour Avec Pour Avec Aménagement Avec Pour Avec Pour Avec Foulement Pour Four Avec Seulement Pour Four Avec Aménagement Avec Pour Avec Four Four Four Four Avec Four Avec Four Four Four Avec Four Avec Four Four Four Avec Four Four Four Contre Four Choix Choix	
A jours semaine proposition de loi  CDH Nuancé Pour Aménagement des fins de carrière loi produits  MR Contre Pour Seulement produits  Avec Seulement pour certains produits  Contre Pour Contre Choix Mais avec  Généralisé  Nuancé Pour Pour Seulement pour certains produits  Contre Choix Mais avec  Généralisé  Pour Pour Nuancé Nuancé Choix Choix	
Semaine proposition de loi  CDH Nuancé Pour Nuancé Pour Aménagement Avec Seulement pour certains carrière loi produits  MR Contre Pour Contre Choix Mais avec Choix	Pour
CDH Nuancé Pour Nuancé Pour Aménagement Avec Seulement pour certains carrière loi produits  MR Contre Pour Contre Choix Mais avec Choix	
CDH Nuancé Aménagement Avec Seulement pour certains carrière loi produits  MR Contre Pour Contre Choix Mais avec Nuancé Pour Pour Pour Choix Nuancé Choix	
Aménagement des fins de proposition de pour certains carrière loi produits Choix Mais avec Seulement pour certains produits + covoiturage Sur pour certains produits eu Choix Choix	
des fins de carrière loi pour certains produits  MR Contre Pour Contre Nuancé Choix Mais avec Choix	Pour
carrièreloiproduitseuMRContrePourContreNuancéNChoixMais avecChoixChoix	tout au
MR Contre Pour Contre Nuancé Choix Mais avec Choix Choix	
Choix Mais avec Choix Choix	iveau
	iveau ropéen
individuel réserves car individuel et + li	ropéen
difficile à covoiturage pro	ropéen uancé
prouver high-tech I	ropéen uancé individuel
Syndicats Pour Pour Nuancé Pour	ropéen uancé individuel nite des
Pas de	ropéen uancé individuel nite des ductions
positionnement	ropéen uancé individuel nite des ductions ocales

Nous avons remarqué qu'il existe également une méconnaissance de certains acteurs par rapport à ce qu'est réellement la Décroissance. En effet, si quasiment tous les acteurs semblent au courant des constats décroissantistes sur la surconsommation et ses impacts sur l'environnement, une grande partie d'entre eux envisagent la Décroissance comme une décroissance généralisée, globale, sans aucune nuance, c'est-à-dire ne prenant pas en compte les aspects sociaux ou les spécificités sectorielles et territoriales.

Finalement, une grande majorité de ces acteurs soulignent l'aspect négatif du terme et, lorsqu'ils adhèrent à certaines valeurs, analyses ou propositions qui pourraient être convergentes avec la Décroissance, ils font bien attention de ne pas s'y référer, en évitant ce mot « tabou », inaudible et non rentable électoralement.

#### 5. Biais, limites et discussion

#### 5.1. Biais et limites

Tenter de comprendre et d'évaluer le degré d'institutionnalisation d'une idéologie comporte irrémédiablement des biais, des limites et des erreurs qui ne permettent pas de « quantifier » l'institutionnalisation de cette idéologie. En effet, les deux thèmes centraux de ce mémoire, l'institutionnalisation et la Décroissance, sont deux sujets vastes, dont la globalité et les frontières floues empêchent de finaliser et valider une réponse claire et parfaitement représentative. Ce mémoire vise à apporter un aperçu, une tendance, une idée du degré et de la forme de la Décroissance dans le paysage institutionnel en Belgique.

L'institutionnalisation de valeurs, d'idées ou de propositions peut être influencée par une multitude de facteurs et d'acteurs, et pour en déceler parfaitement les rouages il faudrait pouvoir connaître l'avis et les positions de toute la société civile, de toutes les institutions et de tous les acteurs politiques, or seulement 27 personnes ont été interviewées pour ce mémoire. Il aurait été pertinent d'approcher tous les partis politiques du paysage politique belge. Aussi bien les partis traditionnels néerlandophones que francophones, mais le peu de réponses de la part des partis néerlandophones, la barrière de la langue, ou le refus pur et simple d'accorder un entretien (notamment de la part de la NVA), n'ont pas permis de les prendre en considération. <sup>43</sup> Il fut aussi compliqué d'avoir des rendez-vous avec les membres du parti Défi, ce qui explique qu'il ne font pas partie des acteurs politiques de ce mémoire, bien que ce soit un parti traditionnel et historique francophone. <sup>44</sup> Un autre biais réside dans le nombre d'acteurs interviewés au sein de chaque parti. Certains comme le PTB ou le PS comportent 5 répondants, tandis que d'autres seulement 3. Mais malgré cela, dans chaque parti, un élu fédéral, un élu régional et un conseiller et/ou chercheur furent interviewés. Un autre biais réside dans le fait que les pouvoirs locaux (communaux, provinciaux) n'ont pas été approchés, et il aurait été pertinent d'avoir l'avis sur la Décroissance de certains bourgmestres ou échevins, notamment au sujet de leur vision sur des alternatives très locales (comme des AMAPs ou des SEL) qui pourraient exister sur leurs territoires. Le pouvoir exécutif, qui joue un rôle majeur dans les processus d'institutionnalisation, n'a également pas été pris en

<sup>-</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>43</sup> La seule interview accordée par un acteur politique flamand et celui d'Annemie Maes, députée Groen! Bruxelloise, il n'a pas été pris en considération dans ce mémoire. 28 mails et 4 approches directes n'ont pas permis d'interroger des acteurs politiques néerlandophones.

<sup>&</sup>lt;sup>44</sup> Plusieurs annulations et très peu de réponses aux mails.

considération. Ce dernier fut difficile à appréhender. Durant ce mémoire, une visite fut entreprise au cabinet ministériel de Willy Borsus (MR), alors ministre des classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture, de l'Intégration sociale et de la régulation du transport ferroviaire et aérien. Hélas, le ministre, tout comme apparemment beaucoup de ses collègues, n'avait pas de temps à accorder pour un entretien avec un étudiant. Un autre blocage résidait dans le fait que toute personne appartenant à un cabinet ministériel devait avoir une autorisation écrite et spécifique de son ministre de tutelle pour répondre à un entretien avec un mémorant. Toujours dans le paysage politique, il aurait été intéressant d'approcher des « petits » partis non traditionnels, comme le Parti Pirate ou VEGA, qui dans leurs programmes intègrent quelques réflexions proches de celles des objecteurs de croissance. 45

En sortant du cadre des partis politiques, un autre biais réside dans le fait que des organismes gouvernementaux comme le Bureau Fédéral du Plan (BFP) ou l'Institut Wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS), n'ont pas été approchés, alors que comme nous l'avons vu, ils travaillent sur des indicateurs alternatifs au PIB, ou encore sur les conséquences de la finitude des ressources.

Enfin, vu l'ampleur des acteurs influençant l'institutionnalisation, on aurait pu approcher des personnes issues de l'enseignement, des médias, de la justice, des ONGs ou du secteur associatif en général pour tenter de déceler leurs motivations quand à certaines de leurs actions, valeurs ou décisions en rapport avec la Décroissance. Et ainsi, déceler si c'est cette dernière qui a impulsé ou influencé leurs idées.

-

<sup>&</sup>lt;sup>45</sup> Par exemple, dans son « Texte de base » au volet « La durabilité comme priorité », le Parti Pirate estime que « Le culte de la croissance économique n'est pas compatible avec la rareté et la finitude des ressources naturelles. Les Pirates pensent que nous devons nous focaliser sur les énergies renouvelables et propres. La capacité de production de la Terre doit être respectée. La surproduction et la surconsommation actuelles doivent être urgemment restreintes. ».

Parti Pirate, « Texte de base », Site web du Parti Pirate, URL : <a href="https://fr.pirateparty.be/texte-de-base/#durabilite">https://fr.pirateparty.be/texte-de-base/#durabilite</a>, consulté le 12 février 2018.

Quant au mouvement VEGA, allié au Mouvement de gauche depuis avril 2017 sous le nom de Mouvement Demain, il propose dans son manifeste plusieurs réflexions qui montrent une forte connivence avec celles de la Décroissance, notamment sur les thèmes de l'anti-capitalisme, de l'anti-productivisime, du « Buen Vivir » ou encore de la finitude des ressources et des dangers à court terme qu'implique le capitalisme néo-libéral pour l'espèce humaine et son environnement.

Manifeste du mouvement VEGA, voté le 16 avril 2014, site web du Mouvement Demain, URL : <a href="https://mouvement-demain.be/wp-content/uploads/2017/05/Manifeste-Vega.pdf">https://mouvement-demain.be/wp-content/uploads/2017/05/Manifeste-Vega.pdf</a> consulté le 12 février 2018.

Il aurait également été intéressant d'approcher des acteurs qui construisent des alternatives locales et indépendantes comme des AMAPs, des SEL, des coopératives, etc. qui peuvent être considérées comme des solutions par la Décroissance. Il serait pertinent de comprendre quel fut le moteur de leur mise en place et si ces acteurs ont créé ces alternatives sous l'impulsion d'une idéologie politique, et si oui laquelle ? La Décroissance, l'écologie traditionnelle, le mouvement de la transition ?

Un autre biais réside dans le fait que les entretiens sont tous à caractère qualitatifs directifs et semi directifs. Ce qui permet de bien comprendre les arguments et la vision des acteurs, mais ne permet pas, comme il fut souligné, d'en extraire des données pertinentes d'ordre quantitatif, comme par exemple la « Q methodology » aurait pu le permettre.

Pour ce qui est de la Décroissance, là encore des limites furent rencontrées. Comme nous l'avons vu, ce mouvement n'étant pas homogène, il existe des tensions et des divergences de points de vue sur certaines thématiques, analyses et propositions. Il est donc impossible de parler de la Décroissance comme de quelque chose de précis, de cadré et de défini. Tous les acteurs y adhérant ne sont pas d'accord sur certains sujets, et certaines propositions qualifiées de décroissantistes dans ce mémoire, ne seront peut-être pas jugées comme telles par certains objecteurs de croissance. Par exemple, certaines thématiques de la Décroissance n'ont pas été abordées durant les entretiens directifs proposés aux acteurs politiques des partis traditionnels, comme la répartition des richesses, dont le RUI et le RMA et qui sont pourtant souvent abordées par des objecteurs de croissance, mais sous des formes et pourcentages variés (certains objecteurs de croissance parlent également de Dotation inconditionnelle d'autonomie (DIA) plutôt que de RUI). Une question avec pour thème les monnaies alternatives ou les systèmes de troc, d'échanges de biens démonétarisés, aurait été pertinente. Tout comme d'autres sur l'égalité homme-femme, le féminisme, la démocratie directe, la justice générationnelle, l'effet rebond, le retour à la paysannerie, le collectivisme, la lutte contre les OGM, le rapport à la technocratie, le transhumanisme, la finance mondialisée, etc. Ces sujets sont abordés, parfois en profondeur, par certains objecteurs de croissance.

Face à ces nombreuses thématiques, il est difficile de tracer une limite claire entre les mouvements et idéologies politiques adoptant des positions sur ces sujets. La Décroissance, à certains égards, est très proche des notions de post-croissance, d'a-croissance, de transition, d'altermondialisme, de développement durable, de collapsologie, d'écologie traditionnelle, de deep ecology, etc. Et certaines valeurs sont totalement partagées entre deux mouvements différents (Latouche, 2010, p.254).

Il est donc difficile de déceler d'où provient une valeur, une analyse ou une proposition qui se met à exister dans le paysage institutionnel, et ceci aussi bien pour nous que pour les acteurs approchés durant ce mémoire. D'autant plus que souvent les propositions et valeurs commençant à exister dans le paysage institutionnel sont influencées par plusieurs de ces courants à des degrés variables, la « source » de ces dernières est donc difficile à situer.

Un autre biais réside dans la quantité de corpus produite par les acteurs interrogés car celle-ci varie fortement d'un acteur politique à l'autre. L'interview la plus courte durant 8 minutes et la plus longue, 69 minutes. Les personnalités politiques sont difficilement joignables, et leurs agendas souvent chargés. D'autant plus qu'une grande partie de ces interviews eurent lieu durant la crise politique de juillet 2017 avec le détachement du CDH du gouvernement wallon, l'éviction du PS de ce dernier, au profit d'une nouvelle majorité avec le MR pour le gouvernement wallon et de longs pourparlers à la région bruxelloise. Les réponses n'ont donc pas toutes la même valeur qualitative, un acteur pouvant simplement répondre par l'affirmative ou la négative à une question, quand un autre développera son argumentaire sur plus d'une page. Mais au final, par parti politique, le corpus total des acteurs à analyser fut relativement similaire en nombre de pages et de mots retranscrits. Un autre biais réside dans la proportion des répondants par rapport à leurs sièges/force dans les organes de pouvoir. Cette proportion n'est pas représentative du paysage politique belge francophone. Le PTB n'a que 2 sièges sur les 150 de la chambre des représentants de Belgique, et 5 répondants sur 23 dans ce mémoire. L'important n'est donc pas le « poids » politique, qui peut varier fortement d'une élection à l'autre, mais plus la connivence idéologique entre une ligne partisane traditionnelle et les valeurs, analyses et propositions de la Décroissance. En fonction des résultats électoraux, on pourrait imaginer une plus grande institutionnalisation des propositions décroissantes proches d'un programme politique traditionnel, bien que comme nous l'avons vu, elles n'en porteraient ni le nom, ni le crédit.

#### 5.2. Discussion

Finalement, ces biais et limites ouvrent le champ des possibilités pour approfondir la question de la Décroissance, sa perception et son influence dans le paysage institutionnel belge. Pour creuser la question, on pourrait envisager d'approcher des citoyens lambdas, pour connaître la similitude et la connivence entre les souhaits et la vision sociétale de la population, et les propositions et valeurs de la Décroissance. Ceci permettrait d'estimer une certaine adhésion

probable des citoyens aux idées de la Décroissance. Il serait également intéressant de connaitre le pourcentage de personnes connaissant cette idéologie, peu médiatisée, proposant des analyses très poussées intellectuellement, et donc sans doute peu connues d'une majorité des citoyens.

Il pourrait être pertinent de mesurer et synthétiser les similitudes et les différences entre les divers mouvements qui prônent des alternatives au modèle socio-économique actuel, pour déceler les points de corrélations qui permettraient une convergence des luttes pour amplifier une institutionnalisation de leurs idées communes, ou amorcer des changements sociétaux de manière plus vaste.

Enfin, comme nous l'avons souligné dans les biais et limites, sortir du cadre des partis politiques et de leurs acteurs, pour approcher le paysage institutionnel de manière bien plus vaste, en y insérant une multitude d'acteurs divers et variés, permettrait d'avoir une vision bien plus claire et précise de la place et du rôle de la Décroissance dans ce paysage institutionnel.

## 6. Conclusion générale

Ce mémoire, et les analyses de discours qu'il comporte, ont permis de faire ressortir et de comprendre des mécanismes, des positions et un certain degré d'existence de la Décroissance dans le paysage politique belge francophone.

Tout d'abord, l'idéologie de la Décroissance est connue de tous les acteurs approchés, sans exception. Nous n'avons rencontré aucun acteur qui ne savait pas du tout de quoi il s'agissait, ou bien qui aurait interprété cette notion comme un simple synonyme de récession. Le concept circule, est entendu et rencontré malgré la petite proportion de personnes se disant objecteur de croissance. Mais ces acteurs politiques, si on creuse la question et leur degré de connaissance sur le sujet, semblent nettement moins nombreux à connaître de manière approfondie cette idéologie, ses constats et ses penseurs. Seul les membres du parti Ecolo semblent, en partie, s'imprègner des réflexions et analyses des penseurs de la Décroissance pour, dans une certaine mesure, construire ou faire évoluer leurs programmes et propositions politiques.

La notion de Décroissance est également rencontrée bien plus fréquemment en dehors des organes politiques officiels que dans les parlements. Quasi tous les acteurs l'ont rencontrée lors de débats, de conférences, de colloques, etc. Au niveau temporel, cette notion commence à être entendue, débattue et utilisée de plus en plus souvent, et cela depuis une décennie. Alors qu'auparavant elle était plutôt ostracisée, actuellement elle est de plus en plus considérée. Et lors de nos entretiens et nos recherches, nous n'avons rencontré aucun acteur politique totalement hermétique ou opposé à ce mouvement de pensée. A ce sujet, la plupart des personnes approchées ont nuancé leurs réponses. Ils considèrent les valeurs et analyses de la Décroissance comme utiles, intéressantes, nécessaires et considèrent que leurs réflexions et leurs apports aux débats sont pertinents. Ce sont surtout les propositions concrètes émanant de la Décroissance qui ne trouvent que très peu d'adhésion de la part des acteurs politiques. Or, la toute grande majorité des acteurs ne pense pas que notre société, en l'état actuel, est durable. Ils sont en grande majorité pour une diminution du temps de travail, une augmentation de l'agriculture biologique, une diminution de la voiture individuelle au profit des transports en commun ou encore une diminution de la consommation des plus riches. Une majorité est pour une relocalisation de l'économie, et la totalité est contre l'obsolescence programmée. Mais les différentes lois votées au parlement ne semblent pas suivre cette logique. Comme expliqué dans les biais et limites, les acteurs issus de partis à droite de

l'échiquier politique ne sont pas nombreux à avoir accepté un entretien pour ce mémoire. Or, pour ce qui est de la loi contre l'obsolescence programmée, c'est bien le MR qui a fait blocage au parlement en février 2018, alors qu'Ecolo, le CDH et le PS soutenaient une législation nécessaire en la matière. De manière générale, aucune loi votée au parlement ne pourrait suivre la ligne directrice idéologique des objecteurs de croissance. Mais les propositions de loi inspirées des réflexions de ces objecteurs de croissance existent bel et bien. Les idées de la Décroissance ne sont donc pas à proprement parler institutionnalisées, mais elles commencent à éclore, à prendre de la place, et il est probable que dans le futur certaines revendications prennent force de loi. Comme nous l'a indiqué Jean-Marc Nollet, le chef de groupe Ecolo à la Chambre des représentants, la Décroissance « n'influence clairement pas les lois qui sont votées, mais les lois qui sont déposées, oui. Par exemple la loi sur l'obsolescence que j'ai déposé il y a un an et demi, elle est clairement influencée, oui, et certaines des résolutions aussi, mais les lois votées non, ça ce n'est pas encore le cas. » (Annexe 18).

Au sein de chaque parti politique, il existe des connivences spécifiques avec la Décroissance. Le PTB semble très éloigné de la Décroissance, et les acteurs interrogés ne paraissent pas bien connaître les analyses, réflexions et valeurs de la Décroissance. Or, il existe une similitude sur certains sujets et constats, notamment pour une diminution de la consommation des plus riches, une taxation qui va dans le sens d'une réduction de l'écart de richesse, une réduction du temps de travail pour répartir le travail disponible et diminuer sa pénibilité ou encore une suppression de la publicité, une augmentation de l'agriculture biologique et des transports en commun publics et peu coûteux. Mais le chemin qui les pousse à défendre ces idées est issu du marxisme, du socialisme et la construction de leurs propositions ne semble pas s'inspirer des penseurs de la Décroissance. D'ailleurs, les grandes critiques des acteurs de ce parti reposent sur le manque d'aspect social chez les objecteurs de croissance, ils estiment que l'aspect environnemental est légitime et juste, mais que l'aspect social est totalement négligé dans leurs réflexions, or, comme nous l'avons vu lors de notre cadrage théorique, il est fortement présent chez les décroissantistes. Il existe donc une similitude sur certaines grandes orientations sociétales, et une méconnaissance de la Décroissance au sein de ce parti. C'est également le seul parti à défendre un changement de paradigme, à critiquer durement la société capitaliste, mais ces critiques s'appuient sur une vision marxiste et communiste de l'économie.

Le PS semble ouvert également aux réflexions des décroissantistes qu'il ne dénigre pas sur certains points, mais qu'il caricature comme une décroissance totale. Son discours est fortement nuancé par rapport à la Décroissance, et le programme du parti ne semble pas être en faveur d'une suppression de la publicité, d'une agriculture biologique, d'une diminution de la consommation ou d'une relocalisation de l'économie. Par contre, tous les acteurs interviewés prônent une diminution du temps de travail, une diminution de la voiture individuelle au profit de transports en communs (non publics) et une législation restrictive par rapport à l'obsolescence programmée.

Ecolo est très certainement le parti le plus imprégné par la Décroissance, et le plus enclin à tenter d'institutionnaliser des réflexions et analyses des objecteurs de croissance, mais en les modifiant, les transformant pour s'insérer dans le programme du parti. Il existe d'ailleurs un clivage au sein de ce parti entre une base décroissantiste, et des dirigeants plus distants. De plus, c'est le parti qui aborde le plus cette notion, et dont les acteurs semblent très au courant des penseurs et analyses émanant de la Décroissance. La totalité des acteurs approchés sont pour une suppression de la publicité, une augmentation de l'agriculture biologique, une diminution de la voiture individuelle, et une relocalisation de l'économie. C'est d'ailleurs le seul parti dont la majorité des acteurs estiment que la Décroissance peut apporter des solutions à des problèmes sociétaux.

Le CDH défend la notion de bien-être, de bonheur et d'épanouissement de l'Homme dans son « Manifeste de l'Homme », ces valeurs sont issues du courant personnaliste et sont très similaires à celles prônées par les objecteurs de croissance. Vu sa position centrale sur l'échiquier politique, ce parti semble plus enclin à s'adapter et se positionner en fonction de ces idées nouvelles. Le PIB n'est pas jugé représentatif du bien-être d'une société, et le productivisme est critiqué tout comme la vision court-termiste qui « gangrène » le système socio-économique (CDH, 2013), mais ces critiques ne le font pas pour autant adhérer à la Décroissance ou à quelque chose s'en rapprochant, comme indiqué dans leur « Charte pour l'humanisme démocratique » : « Le cdH dénonce autant les pièges d'une économie productiviste que l'utopie d'une croissance zéro ». <sup>46</sup> Le CDH adopte donc une position nuancée, il défend une croissance, mais pas comme celle que nous connaissons actuellement et qui est remise en question. Cette dernière doit changer de forme et être au service du bien-

<sup>&</sup>lt;sup>46</sup> CDH, « Charte de l'humanisme démocratique », page web du CDH, consulté le 28 février 2018. URL : <a href="http://www.lecdh.be/sites/default/files/charte">http://www.lecdh.be/sites/default/files/charte</a> de lhumanisme democratique.pdf

être et de l'Homme. Bien qu'une majorité des répondants aux questionnaires soient pour l'augmentation de l'agriculture biologique, une diminution de la consommation matérielle, contre l'obsolescence programmée, en faveur des transports en commun et pour une diminution de la voiture individuelle, tout comme pour une relocalisation de l'économie, une minorité des répondants se sont dits en faveur d'une suppression de la publicité et une diminution du temps de travail.

Le MR est le parti le plus éloigné et adhérant le moins aux idées des objecteurs de croissance. C'est d'ailleurs ce parti, avec l'appui d'autres partis flamands classés à droite ou centre-droit, qui bloque certaines propositions de lois influencées par la Décroissance, comme celle sur l'économie circulaire et la lutte contre l'obsolescence programmée. Le parti libéral prône le choix personnel des individus face à certaines propositions, comme l'utilisation de transports en commun, la consommation de nourriture locale et biologique, le temps de travail, etc. C'est le seul parti où tous les acteurs approchés ont jugé que la Décroissance ne pourrait pas fournir de solutions à des problèmes sociétaux. La technique et l'innovation sont les arguments principaux qui ressortent comme solutions aux défis climatiques et sociaux futurs. Le choix d'une vie plus sobre doit également être un choix individuel et non poussé par l'Etat. Néanmoins, bien qu'opposées, voir antagonistes, leurs positions par rapport à la Décroissance ne semblent pas hostiles et imperméables, et les acteurs de ce parti ont jugé que cette dernière peut « alimenter la réflexion », qu'« il y a certainement des choses qui sont bonnes dans la décroissance, notamment dans notre consommation qui doit être beaucoup plus réfléchie. » ou encore que la Décroissance permet de « faire réfléchir et à examiner les problèmes sous un autre angle ». (Annexe 24, 25, 26).

Au cours de nos entretiens, nous avons remarqué qu'une grande majorité des acteurs politiques approchés possédaient une connaissance réduite, limitée voire parfois biaisée des idées et analyses proposées par la Décroissance, excepté chez les membres d'Ecolo. Il semblerait que plusieurs facteurs expliquent cette méconnaissance.

Le premier étant la difficulté d'appréhension d'une idéologie très poussée intellectuellement, et très multicritères dans ses analyses, ce qui ne facilite pas sa compréhension. Leur vision est éclectique et pour la comprendre, il est nécessaire de se pencher dessus de manière étendue et concentrée.

Une deuxième explication réside dans les divisions internes et les divergences de certains décroissantistes, qui ne permettent pas d'avoir une vision claire et homogène de ce

mouvement. Comme Charlie Lepaige (PTB) qui nous explique que « chaque décroissant à sa vision de la Décroissance. » (Annexe 6). Ou encore Alain Adriaens qui fait le même constat en nous informant qu'il « y a dix décroissants français et il y cinq factions qui se tirent dans les pattes les unes des autres et ce sont des questions de personnes, d'ego, de suprématie. » (Annexe 2). Des tensions entre les visions antagonistes de Vincent Cheynet, et du PPLD sur la forme et la direction que devrait prendre la Décroissance amplifie cette confusion, tous comme des attaques via lettres ouvertes entre certains objecteurs de croissance.

Enfin, le simple choix sémantique du mot « Décroissance » implique un sentiment de rejet pour les politiques. Il fait peur, il est jugé inaudible car il remet en cause la croissance qui est généralement assimilée au progrès, à la réussite, à l'emploi et à la santé d'une bonne économie dans l'imaginaire collectif. Bien que l'usage de ce terme soit justifié par les objecteurs de croissance pour justement attirer l'attention des citoyens et acteurs politiques, il semblerait que ce choix soit à double tranchant. Il bloquerait, dès son emploi, la possibilité de le développer, comme le souhaitent les personnes l'utilisant. Il diminue la propension des acteurs à s'y intéresser. C'est un mot fort qui fonctionne bien pour interpeller les citoyens et d'autres acteurs sur le sujet, mais politiquement, c'est un mot difficile à assumer dans une instance politique et face à des pairs.

De plus, on peut encore souligner le fait que des penseurs de l'écologie politique et des défenseurs des alternatives à la croissance, qui bien que tout à fait d'accord avec les analyses des objecteurs de croissance, et arrivant aux mêmes conclusions via leurs propres études et travaux, préfèrent ne pas se rattacher à ce courant où être qualifiés de décroissantistes pour maintenir une certaine capacité de dialogue sans être directement disqualifiés. Ils choisissent délibérément d'utiliser des termes comme « post-croissance » lors de débats pour remettre en cause la quête de croissance absolue, tout en contournant l'étiquette négative qui leur serait attribuée s'ils utilisaient le terme « Décroissance ». Ceci rend difficile de déceler et repérer quand quelqu'un est influencé par les pensées de la Décroissance, vu qu'au lieu de s'en défendre et de le dire, il s'en cache et se détache intentionnellement de cette dernière. Cela empêche donc de quantifier et d'affirmer quand la Décroissance a influencé un acteur politique.

Finalement, la Décroissance est entendue et débattue par les acteurs politiques, mais la proportion de la population qui y adhère n'est pas suffisamment importante pour justifier une parole politique la défendant. Elle n'est pas « rentable » électoralement. Comme l'indique Yves Cochet : « La crise environnementale [...] suscite une appréhension diffuse,

cognitivement peu prégnante, politiquement marginale, électoralement insignifiante » (Cochet et Sinaï, 2003, p.31). Les objecteurs de croissance le savent, et cherchent à rallier un maximum de personnes pour atteindre une « masse critique » qui permettrait à leurs idées de recevoir une approbation de la part de certains politiciens. En ce sens, la Décroissance et les différentes organisations s'y rattachant est bien plus un mouvement de pensée qu'une réelle force politique visant à s'installer dans les parlements. Leur but est de secouer, de faire débattre, de conscientiser sur certains problèmes, d'inspirer une direction et de remettre en cause certaines vérités établies dans nos sociétés. Et bien qu'il existe très peu d'adhésion totale à leur projet, certaines de leurs idées commencent à se développer de façons légères, nuancées et localisées. La croissance n'est jamais contredite, mais elle est remise en question. Sa forme, son but et son utilité doivent évoluer. La Décroissance, bien que ne parvenant pas à anéantir le dogme de la sacro-sainte croissance et du productivisme, semble néanmoins l'éroder et fragiliser son piédestal.

## 7. Bibliographie

#### Ouvrages:

ADRIAENS, Alain, *Un millénaire de simplicité volontaire en Occident*, Couleur livres, Bruxelles, 2016.

ARIÈS, Paul, La décroissance, un nouveau projet politique, Golias, Villeurbanne, 2007.

ARIÈS Paul, *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*, La découverte, Paris, 2011.

ARIÈS, Paul, Le mésusage, Paragon, Lyon, 2007.

ASPE, Chantal et JACQUE, Marie, *Environnement et société*, Maison des sciences de l'homme, Quæ, Paris, 2012.

BALTHAZARD, Bernad L., Le développement durable face à la puissance publique, L'Harmattan, Paris, 2005.

BARRY, John, ECKERSLEY, Robyn, *The State and the Global Ecological Crisis*, MIT press, Cambridge et Londres, 2005.

BAUDRILLARD, Jean, La société de consommation, Denoël, 1970.

BAYON, Denis, FLIPO, Fabrice, SCHNEIDER, François, *La décroissance*, La découverte, Paris, 2010.

BELLAMY FOSTER, John, Marx écologiste, Edition Amsterdam, Paris, 2011.

BERGER, L. Peter, LUCKMANN, Thomas, *The Social Construction of Reality*, Doubleday, New York, 1966.

BIAGINI, Cédric, MURRAY, David et THIESSET, Pierre, *Aux origines de la décroissance : Cinquante penseurs*, Le Pas de côté, Écosociété et l'Echappée (co-édition), Paris, 2017.

BLÜHDORN, Ingolfur, *Post-ecologist Politics*, Routledge, Londres et New-york, 2000.

BOLTANSKI, Luc et CHIAPELLO, Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris, 1999.

BONNEUIL, Christophe, FRESSOZ, Jean-Baptiste, *L'événement anthropocène*, Seuil, Paris, 2013.

BOUTELET, Marguerite, OLIVIER, Juliette, *La démocratie environnementale*, Editions Universitaires de Dijon, Dijon, 2009.

BRUNDTLAND, Gro Harlem, Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations-Unies, *Notre avenir à tous*, Editions du Fleuve, Saint-Foy, 1987.

BURNHAM, Peter, GILLAND LUTZ, Karin, GRANT, Wyn et LAYTON-HENRY, Zig, *Research Methods in politics*, Palgrave Macmillan, New-York, 2008.

CASSIER, Isabelle, Redefining Prosperity, Routledge, Londres et New-York, 2015.

CASTORIADIS, Cornelius, L'institution imaginaire de la société, Le Seuil, Paris, 1999.

CASTORIADIS, Cornelius, Les carrefours du labyrinthe, tome II, Domaines de l'homme, Le Seuil, Paris, 1999.

CASTORIADIS, Cornelius, Les carrefours du labyrinthe, tome IV, Le Seuil, Paris, 1996.

CHARBONNEAU, Bernard, Finis terrae, À plus d'un tire, La Curiaz, 2010.

CHARBONNEAU, Bernard, *Je fus, essai sur la liberté*, Opales, Bordeaux, 2000. (Première publication 1980).

CHARBONNEAU, Bernard, *Le jardin de Babylone*, L'encyclopédie des nuisances, Paris, 2002. (Première publication 1969).

CHARBONNEAU, Bernard, *Le système et le chaos. Critique du développement exponentiel.* Economica, Paris, 1990. (Première publication 1973).

CHARVOLIN, Florian, L'invention de l'environnement en France, La découverte, Paris, 2003.

CHEYNET, Vincent, Le choc de la décroissance, Seuil, Paris, 2008.

COCHET, Yves, Antimanuel d'écologie, Bréal, Rosny-sous-Bois, 2009.

COCHET, Yves, Pétrole Apocalypse, Fayard, Paris, 2005.

COCHET, Yves et SINAÏ, Agnès, Sauver la terre, Fayard, Paris, 2003.

CORNIL, Jean, *Imaginaires pour des mondes nouveaux*, Présence et action culturelles, Bruxelles, 2015.

CORNIL, Jean, *Reboussolons-nous!*, Présence et action culturelles, Bruxelles, 2016.

D'ALISA, Giacomo, KALLIS, Giorgos, DEMARIA, Federico, *Degrowth: A Vocabulary for a New Era*, Routledge, New-York, 2015.

DOUAI, Ali et PLUMECOCQ, Gaël, L'économie écologique, La découverte, Paris, 2017.

DUPUY, Jean-Pierre, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Seuil, Paris, 2002.

ELLUL, Jacques, La technique ou l'enjeu du siècle, 1954. 3e édition, Economica, 2008.

ELLUL, Jacques, Le bluff technologique, Hachette, Paris, 1988.

ELLUL, Jacques, L'Illusion politique, La table ronde, Paris, 2004.

ELLUL, Jacques et CHARBONNEAU, Bernard, *Directives pour un manifeste personnaliste*, 1935, dans les *Cahiers Jacques-Ellul* n° 1, « *Les années personnalistes* », 2003, p.66-67.

FERRY, Luc, Une brève histoire de l'éthique, Flammarion, Paris, 2013.

FLIPO, Fabrice, Décroissance, ici et maintenant!, le passager clandestin, Lyon, 2017.

FLIPO, Fabrice, Nature et politique, Editions Amsterdam, Paris, 2014.

GIANINAZZI, Willy, André Gorz, une vie, La découverte, Paris, 2016.

GILLESPIE, Alexander, The illusion of progress, Earthscan, Londres, 2001.

GADREY, Jean, *Adieu à la croissance*, Les petits matins/Alternatives économiques, Paris, 2010.

GADREY, Jean, JANY-CATRICE, Florence, Les nouveaux indicateurs de richesse, La découverte, Paris, 2007.

GENDRON, Corinne, VAILLANCOURT, Jean-Guy et AUDET, René, *Développement durable et responsabilité sociale. De la mobilisation à l'institutionnalisation*, Montréal, Presses internationales Polytechnique, Montréal, 2010.

GEORGESCU-ROEGEN, Nicholas, *Demain, la décroissance, entropie, écologie, économie*, Ellébore/Sang de la terre, Paris, 2006 (Première édition 1979).

GERONOMI, Vincent, BELLIER, Irène, GABAS, Jean-Jacques, VERNIERES, Michel, VILTARD, Yves, *Savoirs et politiques de développement*, Karthala, Paris, 2008.

GORZ, Andrée, Écologie et liberté, Galilée, Paris, 1977.

GORZ, André, Écologie et politique, Seuil, Paris, 1975.

GREGG, Richard Bartlett, *La valeur de la simplicité volontaire*, Le pas de côté, Vierzon, 2012.

HULOT, Nicolas, RABHI Pierre et ZARACHOWICZ, Weronicka, *Graines de possibles - Regards croisés sur l'écologie*, Calmann-Lévy, Paris, 2005.

ILLICH, Ivan, Œuvres Complètes, Volume 1 (comprenant ses textes: Libérer l'avenir, Une société sans école, Energie et équité, La Convivialité et Nemesis Médical), Fayard, Paris, 2004.

JACKSON, Tim, Prospérité sans croissance, De Boeck et Etopia, Bruxelles, 2010.

JACQUES, Guy, Oser la décroissance, L'Harmattan, Paris, 2015.

KEMPF, Hervé, Comment les riches détruisent la planète, Seuil, Paris, 2007.

KEMPF, Hervé, Pour sauver la planète, sortez du capitalisme, Seuil, Paris, 2009.

KEYNES, John Maynard, La pauvreté dans l'abondance, Paris, Gallimard. 2002.

LAFARGUE, Paul, Le droit à la paresse, Allia, Paris, 1999.

LALANDE, André, Vocabulaire technique et critique de la philosophie, PUF, Paris, 1929.

LATOUCHE, Serge, *Jacques Ellul contre le totalitarisme technicien*, Le Passager clandestin, Neuvy-en-Champagne, 2013.

LATOUCHE, Serge, *Le Pari de la décroissance*, Fayard (2006) et Hachette (2010), Paris, 2006 et 2010.

LATOUCHE, Serge, *Les précurseurs de la décroissance, une anthologie*, Le passager clandestin, Lyon, 2016.

LATOUCHE, Serge, Renverser nos manières de penser, Mille et une nuits, Paris, 2014.

LOURAU, René, L'analyse institutionnelle, Éditions de Minuit, Paris, 1970.

LÖWY, Michaël, « Idéologie » dans *Dictionnaire des idées et notions en science politque*, Encyclopaedia Universalis France, 2016.

MARIS, Bernard et DOSTALER, Gilles, *Capitalisme et pulsion de mort*, Albin Michel, Paris, 2009.

MCDONOUGH, William, BRAUNGART, Michael, *Cradle to Cradle*, Alternatives, Paris, 2011.

MEADOWS, Dennis, MEADOWS, Donella, RANDERS, Jorgen, *The Limits to Growth, The 30-year update*, Rue de l'échiquier, Paris, 2012.

MEHEUST, Betrand, La politique de l'oxymore, La découverte, Paris, 2014.

MISHAN, E. J., *The costs of economic growth*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1993.

OLIVIER, Lawrence, BEDARD, Guy et FERRON, Julie, L'élaboration d'une problématique de recherche, L'Harmattan, Paris, 2005.

PAILLÉ, Pierre et MUCCHIELLI, Alex, L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales, Armand Colin, Paris, 2003.

PARTANT, François, La fin du développement, naissance d'une alternative?, Babel, Paris, 1997.

QUIVY, Raymond et VAN CAMPENHOUDT, Luc, Manuel de Recherche en Sciences Sociales, Dunod, Paris, 2009.

RABHI, Pierre, Vers la sobriété heureuse, Actes Sud, Arles, 2010.

RAY, Olivier, SEVERINO et Jean-Michel, Le Grand Basculement, Odile Jacob, Paris, 2011.

RENARD, Georges, *La Théorie de l'institution – Essai d'ontologie juridique*, Vol. 1, Librairie du recueil Sirey, Paris, 1930.

RIDOUX Nicolas, La Décroissance pour tous, Parangon, Lyon, 2006.

ROGNON, Frédéric, Jacques Ellul: une pensée en dialogue, Labor et Fides, Genève, 2013.

RUSSELL, Bertrand, Éloge de l'oisiveté, Allia, Paris, 2002.

SCHMIDT, Vivien A., et CRESPY Amandine, *Dictionnaire des politiques publiques. 3ieme édition*, « Néo-institutionnalisme discursif », Presses de Sciences Po, Paris, 2010, pp. 350-359.

SCOTT, W. Richard, *Institutions and Organizations : Ideas and interests*, Sage, Los Angeles, 2008.

SERVIGNE, Pablo et STEVENS, Raphaël, Comment tout peut s'effondrer, Seuil, Paris, 2015.

SINAÏ, Agnes, *Penser la décroissance*, SciencesPo. Les Presses, Paris, 2013.

TOURNAY, Virginie, *Sociologie des institutions*, Presse Universitaire de France, Paris, 2011.

#### Articles/journaux:

BELLEGARDE, Patrick. « Institutionnalisation, implication, restitution. Théorisation d'une pratique associative », *L'Homme et la société*, vol. 147, no. 1, 2003, pp. 95-114.

BERR, Eric, « Le développement soutenable est-il keynésien ? », *Le développement durable en questions*, L'Harmattan, Paris, 2007, pp.113-140.

CHARBONNEAU, Bernard, « Le sentiment de la nature, force révolutionnaire », *Journal Intérieur des Groupes Personnalistes du Sud-Ouest*, juin 1937, pp. 1-53.

COCHET, Yves, « Pourquoi le déni et l'inaction ? » International Degrowth Conference for Ecological Sustainability and Social Equity, Paris, 19 avril 2008.

DEMARIA, Federico, SCHNEIDER, François, SEKULOVA, Filka, MARTINEZ-ALIER, Joan, « What is Degrowth? From an Activist Slogan to a Social Movement » *Environmental Values* 22, 2013, pp. 191-215.

DI MAGGIO, Paul J. et POWELL, Walter W. « Le néo-institutionnalisme dans l'analyse des organisations », *Politix*, vol. 10, n°40, Quatrième trimestre, 1997. p. 114.

DUPIN, Eric, « La décroissance, une idée qui chemine sous la récession », *Le Monde Diplomatique*, n°665, août 2009, pp. 20-21.

FANIEL, Jean, et VANDAELE, Kurt, « Implantation syndicale et taux de syndicalisation (2000-2010) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2146-2147, no. 21, 2012, pp.5-63.

FLIPO, Fabrice, « Voyage dans la galaxie décroissante », *Mouvements*, vol. 50, n° 2, 2007, pp. 143-151.

GORZ, André (Sous le pseudonyme de Michel Bousquet), *Le nouvel Observateur*, n° 397, 19 juin 1972.

GRAHAM, Turner M., « On the cusp of global collapse ? Updated comparison of *The limits* to *Growth* whit historical data », *GAIA-Ecological Perspective for Science and Society*, vol. 21, n° 2, 2012, pp.116-124.

HABER, Stéphane, « L'aliénation comme dépossession des besoins vitaux », *Mouvements*, n° 54, 2008, pp. 41-53.

HALL, Peter A., TAYLOR, Rosemary C.R., et BAILLON Jean-François, La science politique et les trois néo-institutionnalismes, *Revue française de science politique*. Vol. 47, No. 3/4, France, Juin-Aout 1997, pp. 469-496.

HARRIBEY, Jean-Marie, « Du côté de la décroissance : questions encore non résolues », *Cahiers marxistes*, n° 238, octobre-novembre 2008, pp. 175-195.

HARRIBEY, Jean-Marie, « Prospérité sans croissance et croissance sans prospérité », *Les Temps nouveaux*, n° 3, printemps 2011.

KERSCHNER, Christian, « Peak-Oil », *Degrowth: A Vocabulary for a New Era*, Routledge, New-York, 2015. pp.158-161.

LATOUCHE, Serge, « Pour une société de décroissance », Le Monde Diplomatique, Novembre 2003, p. 18 et 19.

LESOURT, Enzo, « Réconcilier souveraineté individuelle et vie en société : la société écologiste d'André Gorz et la société conviviale d'Ivan Illich », *Natures Sciences Sociétés*, Volume 21, Mars 2013, pp. 307-314.

MOLENA, Francis, "Remarkable weather of 1911, The effect of the combustion of coal on the climate, what scientists predict for the future", *Popular Mechanics*, Mars 1912, pp. 339-342.

MONGEAU, Serge, « Simplicité volontaire et décroissance », *Possibles*, 2003, vol. 27, numéro 1 et 2.

ROCHER, Guy, « Culture, civilisation et idéologie », *Introduction à la sociologie, Première* partie : L'action sociale, chapitre 4, Editions Hurtubise HMH Itée, 3ieme édition, Montréal, 1995, pp. 101-127.

ROGNON, Frédéric. « Bernard Charbonneau et Jacques Ellul. Aux sources de l'écologie radicale du XXIème siècle », *Ecologie & politique*, vol. 44, no. 1, 2012, pp. 67-76.

ROMANO, Onofrio, « Anti-utilitarism», *Degrowth: A Vocabulary for a New Era*, Routledge, New-York, 2015. pp. 48-51.

ROS, Élodie, « Des militants de la décroissance. Les nouveaux militants de l'économie alternative, rupture de références et similitude d'engagement », *L'Information géographique*, vol. 76, no. 1, 2012, pp. 28-41.

SEKULOVA, Filka, « Happiness », *Degrowth: A Vocabulary for a New Era*, Routledge, New-York, 2015. pp. 142-145.

SIPPEL, Alexandra, "Back to the Future: Today's and Tomorrow's Politics of Degrowth Economics (Décroissance) in Light of the Debate over Luxury among Eighteenth and Early Nineteenth Century Utopists" *International Labor and Working Class History*, Vol. 75, printemps 2009, Cambridge, pp.13-29.

United States Geological Survey, « Reserve Growth Effects on Estimates of Oil and Natural Gas Resources", U.S. Geological Survey, 2000.

ZIN, Jean, « André Gorz, la richesse du possible », *Multitudes*, vol. 31, no. 4, 2007, pp. 171-180.

#### Entretiens exploratoires :

ADRIAENS, Alain, Enregistrement audio sur le thème de la Décroissance et son institutionnalisation en Belgique, 7 décembre 2016.

CORNIL, Jean, Enregistrement audio sur le thème de la Décroissance et son institutionnalisation en Belgique, Bruxelles, 19 décembre 2016.

JACKSON, Tim, Enregistrement audio sur le thème de la Décroissance et son institutionnalisation, Bruxelles, 13 mars 2017.

LIEGEY, Vincent, Enregistrement audio sur le thème de la Décroissance et son institutionnalisation, Via Skype, 21 décembre 2017.

Vidéos:

Degrowth Conference Budapest 2016, « "Degrowth in the Parliaments" – Panel Debate in Budapest », 2 septembre 2016.

URL: https://www.youtube.com/watch?v=awsaD06s718&t=571s

DUMONT, René, interviewé dans le cadre de l'élection présidentielle de 1974 par Jean Carlier, 1974. URL : <a href="http://www.ina.fr/video/CAF92033886">http://www.ina.fr/video/CAF92033886</a>

Séminaire Interdisciplinaire d'Etudes Juridiques (SIEJ) - Le droit en transition - Soirée-débat - Université Saint-Louis, Bruxelles, 13 février 2017.

URL: <a href="https://www.youtube.com/watch?v=JIeyAvKU9z0">https://www.youtube.com/watch?v=JIeyAvKU9z0</a>

LAMBERTS, Philippe, TTIP Conference "What's cooking? Perspectives on Food & Farming", 12 décembre 2014.

URL: <a href="http://www.greens-efa-service.eu/medialib/mcinfo/pub/en/scc/4101">http://www.greens-efa-service.eu/medialib/mcinfo/pub/en/scc/4101</a>

Liens internet:

BELGA NEWS, « Des réserves de pétrole disponibles jusqu'en 2053. Et après ? », Site web de la RTBF. Mis en ligne le 7 décembre 2011, consulté le 4 juillet 2017.

URL: <a href="https://www.rtbf.be/info/economie/detail\_les-reserves-de-petrole-permettront-d-encore-tenir-quelques-annees?id=7206773">https://www.rtbf.be/info/economie/detail\_les-reserves-de-petrole-permettront-d-encore-tenir-quelques-annees?id=7206773</a>

BURLET, Laurent, « L'écologie radicale se déchire : 'décroissance de gauche' contre « 'décroissance de droite' », site web de Rue89Lyon, mis en ligne le 8 juin 2012, actualisé le 24 octobre 2013, consulté le 14 mai 2018. URL : <a href="https://www.rue89lyon.fr/2012/06/08/ecologie-radicale-dechire-decroissance-gauche-contre-decroissance-decro

CDH, « Le développement humain », page web du CDH consulté le 16 novembre 2017. URL : <a href="http://www.lecdh.be/le-parti/lidentite/le-developpement-humain">http://www.lecdh.be/le-parti/lidentite/le-developpement-humain</a>.

CDH, « Charte de l'humanisme démocratique », page web du CDH, consulté le 28 février 2018. URL : <a href="http://www.lecdh.be/sites/default/files/charte\_de\_lhumanisme\_democratique.pdf">http://www.lecdh.be/sites/default/files/charte\_de\_lhumanisme\_democratique.pdf</a>

CHEYNET, Vincent, «Hervé Kempf est-il devenu un objecteur de croissance ? », *Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable*, Mis en ligne le 14 décembre 2009, consulté le 12 février 2018.

URL: <a href="http://www.decroissance.org/?chemin=textes/reponsekempf.htm">http://www.decroissance.org/?chemin=textes/reponsekempf.htm</a>

Connaissance des énergies, "Réserve de pétrole dans le monde", Fiche pédagogique publiée le 15 décembre 2016, consulté le 4 juillet 2017.

 $\label{lem:url:matter:lem:url:matt$ 

COPPI, David, « Grand Baromètre: PS et PTB au coude à coude en Wallonie », *Site web du journal Le Soir*, mis en ligne le 8 décembre 2017, consulté le 25 février 2018. URL : <a href="http://www.lesoir.be/128428/article/2017-12-08/grand-barometre-ps-et-ptb-au-coude-coude-en-wallonie">http://www.lesoir.be/128428/article/2017-12-08/grand-barometre-ps-et-ptb-au-coude-coude-en-wallonie</a>,

DUVERGER, Timothée, « La décroissance, histoire d'une idée », *Encyclopédie pour une histoire nouvelle de l'Europe* [en ligne], 2016, mis en ligne le 06/07/2016, consulté le 21 juin 2017. URL : <a href="http://ehne.fr/article/civilisation-materielle/consommation-et-circulations-transnationales/la-decroissance-histoire-dune-idee">http://ehne.fr/article/civilisation-materielle/consommation-et-circulations-transnationales/la-decroissance-histoire-dune-idee</a>.

Etopia, « Croissance, décroissance : 14 thèses pour une radicalité mobilisante » site web d'Etopia, URL : <a href="http://www.etopia.be/spip.php?article1244">http://www.etopia.be/spip.php?article1244</a>, consulté le 24 novembre 2017.

FRETEL, Julien, « INSTITUTIONNALISATION », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 16 juin 2017. URL : <a href="http://www.universalis.fr/encyclopedie/institutionnalisation/">http://www.universalis.fr/encyclopedie/institutionnalisation/</a>.

Manifeste du mouvement VEGA, voté le 16 avril 2014, site web du Mouvement Demain, URL : <a href="https://mouvement-demain.be/wp-content/uploads/2017/05/Manifeste-Vega.pdf">https://mouvement-demain.be/wp-content/uploads/2017/05/Manifeste-Vega.pdf</a> consulté le 12 février 2018.

Mouvement politique des objecteurs de croissance, « Le MpOC et les élections », site web du MpOc, <a href="http://www.objecteursdecroissance.be/spip.php?article164">http://www.objecteursdecroissance.be/spip.php?article164</a>, consulté le 15 novembre 2017.

Parti Pirate, « Texte de base », Site web du Parti Pirate, URL : <a href="https://fr.pirateparty.be/texte-de-base/#durabilite">https://fr.pirateparty.be/texte-de-base/#durabilite</a>, consulté le 12 fevrier 2018.

Reporterre, « Hervé Kempf : « Je suis un objecteur de croissance » », site web de Reporterre, Mis en ligne le 16 décembre 2009, consulté le 12 février 2018.

URL: https://reporterre.net/EXCLUSIF-Herve-Kempf-Je-suis-un

Mémoires/thèses/colloques universitaires/lois/études/rapports/divers :

BAUDEWYNS, Didier et BOSSIER, F. «Impacts macroéconomiques d'un doublement du prix du baril de pétrole en Région wallonne – Simulation avec les modèles HERMES et HERMREG», *Bureau fédéral du Plan*, rapport pour la CPDT, juin 2010.

BERTHIER, Charles, L'évolution de l'imaginaire de l'écologie politique au début du XXIe siècle : la restructuration de l'écologie radicale française autour du mouvement pour la décroissance, Thèse en vue de l'obtention du grade de docteur en sciences de l'Homme, des organisations et de la société, Université de Rennes 1, 2014.

BODART, Vincent & al « Face à l'épuisement du pétrole, quel rôle pour l'aménagement du territoire en Wallonie ? », *Regards Economiques*, IRES-UCL, avril 2011, n°87, pp. 1 – 14.

BRIENS, François, *La décroissance au prisme de la modélisation prospective : Exploration macroéconomique d'une alternative paradigmatique*, Thèse en vue de l'obtention du grade de docteur en économies et finances, Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris, 2015.

CDH, *Le développement humain, une vie de qualité, un bonheur partagé*, Louvain-La-Neuve, 27 février 2013.

COLLOQUE « BERNARD CHARBONNEAU : HABITER LA TERRE », Actes du colloque, Université de Pau et des pays de l'Adour, du 2 au 4 mai 2011.

CORNIL, Jean, *Proposition de loi visant à interdire la publicité pour les voitures les plus polluantes*, Déposée par Jean Cornil le 26 mars 2009, DOC 52, 1910/001, Chambre des représentants de Belgique.

Ecolo, Manifeste politique d'Ecolo, adopté à Bruxelles le 23 juin 2013.

FGTB, *Rapport statutaire période 2010-2014*, Chapitre 14 « Une nécessaire transition », p.194-201, septembre 2014.

FGTB, Congrès 1, 2 et 3 octobre 2014, Propositions de résolutions.

FGTB, Rapport du congrès de la FGTB de Bruxelles, 2014.

KEGEILERS, Alessandra, *Institutionnalisation et apprentissage du développement durable au sein des administrations fédérales belges : le cas des « cellules DD »*, Mémoire de Fin d'Etudes, Master en Sciences et Gestion de l'Environnement, IGEAT, Université Libre de Bruxelles, 2008-2009.

Mouvement politique des objecteurs de croissance, *Manifeste pour l'objection de croissance*, Bruxelles, le 18 octobre 2009.

NOLLET, Jean-Marc et ALMACI, Meyrem, *Proposition de loi obsolescence relative à la lutte contre l'obsolescence organisée et au soutien à l'économie circulaire*. Déposée par Jean-Marc Nollet et Meyrem Almaci et consorts (Ecolo) le 11 avril 2016. DOC 54, 1749/001, Chambre des représentants de Belgique.

PETIT JEAN, Maxime, L'institutionnalisation de la prospective dans l'action publique : Analyse comparée des systèmes politico-administratifs britannique, néerlandais et wallon, Thèse en vue de l'obtention du grade de docteur en sciences politiques et sociales, Université Catholique de Louvain, 2016.

VAN HEES, Marco et HEDEBOUW, Raoul, *Proposition de Loi créant une taxe sur les millionnaires*. Déposée par Marco Ven Hees et Raoul Hedebouw (PTB) le 21 octobre 2015. DOC 54 1389/001, Chambre des représentants de Belgique.

#### 8. Annexes

Annexe 0 : Questionnaire suivi des réponses par parti Annexe 1: Listes des interviews avec noms, professions, dates, durées et enregistrements. Annexe 2: Interview d'Alain ADRIAENS (MpOC) Annexe 3: Interview de Jan CORNIL (MpOC) Annexe 4: Interview de Tim JACKSON (Economiste, professeur) Annexe 5: Interview de Vincent LIEGEY (PPLD) Annexe 6: Interview de Charlie LEPAIGE (PTB) Annexe 7: Interview de David PESTIEAU (PTB) Annexe 8: Interview de Ruben RAMBOER (PTB) Annexe 9: Interview de Marco VAN HEES (PTB) Annexe 10: Interview de Michael VERBAUWHEDE (PTB) Annexe 11: Interview d'Olivier BODY (PS) Annexe 12: Interview de Gwénaelle GROVONIUS (PS) Annexe 13: Interview de Guillaume LEPERE (PS) Annexe 14: Interview de Philippe MAHOUX (PS) Annexe 15: Interview de Marie SCHIPPERS (PS) Annexe 16: Interview d'Olivier DERRUINE (Ecolo) Annexe 17: Interview de Kim FREDERICQ-EVANGELISTA (Ecolo) Annexe 18: Interview de Jean-Marc NOLLET (Ecolo) Annexe 19: Interview d'Arnaud PINXTEREN (Ecolo) Annexe 20 : Interview de Jérémy DAGNIES (CDH) Annexe 21: Interview d'André DUBUS (CDH) Annexe 22: Interview de Catherine FONCK (CDH) Annexe 23: Interview de Vincent HENDERICK (CDH) Annexe 24: Interview de Gaëtan VAN GOIDSENHOVEN (MR) Annexe 25: Interview de Benoit FRIART (MR)

Annexe 26: Interview de Corentin DE SALLE (MR)

Annexe 28: Interview de Samuel DROOLANS (FGTB)

Annexe 27: Interview de Benoit DASSY (CSC)

Annexe 29 : Les sources de la Décroissance

Annexe 30 : Historique de la Décroissance

## Questionnaire utilisée pour approcher les acteurs politiques :

<u>Informations du répondant</u> :
Nom : Prénom :
Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : Profession au sein de ce parti/centre de recherche :
<u>Ouestionnaire sur l'idéologie de la Décroissance</u> :
1) Connaissez-vous l'idéologie de la Décroissance ?
Oui / Non
2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?
Oui / Non Si oui, quelle instance politique ?
3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?
Oui / Non, Si oui, lequel ?
4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité ?
Oui / Non N'hésitez pas à développer.
$5)  \hat{\bf E} tes-vous \ pour \ une \ augmentation \ du \ nombre \ d'usagers \ des \ transports \ en \ commun \ et \ une \ diminution \ de \ la \ voiture \ individuelle \ ?$
Oui / Non N'hésitez pas à développer.
6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?
Oui / Non N'hésitez pas à développer.
7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?
Oui / Non N'hésitez pas à développer.
8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques actuels ?
Oui / Non N'hésitez pas à donner un exemple.

9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>futurs</u>?

Oui / Non

N'hésitez pas à donner un exemple.

10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?

Oui / Non

N'hésitez pas à développer.

11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?

Oui / Non

N'hésitez pas à développer.

12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée?

Oui / Non

N'hésitez pas à développer.

13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?

Oui / Non

N'hésitez pas à développer.

14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?

Oui / Non

N'hésitez pas à développer.

- 15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
- a) 2041
- b) 2053
- c) 2066
- d) 2081
- e) 2141
- f) jamais
- g) je ne sais pas
- 16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
- a) Joseph.E. Stiglitz
- b) Nicholas Georgescu-Roegen
- c) Simon Kuznets
- d) Friedrich Hayek
- e) Thorstein Veblen
- f) je ne sais pas
- 17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
- a) Le club d'Athènes
- b) Le club de Stockholm
- c) Le club de Lisbonne
- d) Le club de Rome
- e) Le club de Genève
- f) je ne sais pas

Remarque/contribution/avis du répondant sur l'idéologie de la décroissance et son institutionnalisation dans le paysage politique :

# Réponses des acteurs politiques au questionnaire par parti

#### 1) Connaissez-vous l'idéologie de La Décroissance ?

Partis	Oui	Non	Réponse nuancée
PTB	5/5	0/5	0/5
PS	5/5	0/5	0/5
ECOLO	4/4	0/4	0/4
CDH	4/4	0/4	0/4
MR	3/3	0/3	0/3
Syndicats	2/2	0/2	0/2
	23/23	0/23	0/23

# 2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?

Partis	Oui	Non	Réponse nuancée
PTB	0/5	5/5	0/5
PS	2/5	3/5	0/5
ECOLO	4/4	0/4	0/4
CDH	2/4	2/4	0/4
MR	1/3	2/3	0/3
Syndicats	0/2	2/2	0/2
	9/23	14/23	0/23

# 3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?

Partis	Oui	Non	Réponse nuancée
PTB	5/5	0/5	0/5
PS	4/5	1/5	0/5
ECOLO	4/4	0/4	0/4
CDH	4/4	0/4	0/4
MR	2/3	1/3	0/3
Syndicats	2/2	0/2	0/2
	21/23	2/23	0/23

### 4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité ?

Partis	Oui	Non	Réponse nuancée
PTB	5/5	0/5	0/5
PS	0/4	1/4	3/4
ECOLO	4/4	0/4	0/4
CDH	1/4	0/4	3/4
MR	0/3	3/3	0/3
Syndicats	0/2	0/2	2/2
	10/22	4/22	8/22

# 5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?

Partis	Oui	Non	Réponse nuancée
PTB	5/5	0/5	0/5
PS	4/4	0/4	0/4
ECOLO	4/4	0/4	0/4
CDH	4/4	0/4	0/4
MR	1/3	0/3	2/3
Syndicats	0/2	0/2	2/2
	20/22	0/22	2/22

### 6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?

Partis	Oui	Non	Réponse nuancée
PTB	4/5	0/5	1/5
PS	0/4	0/4	4/4
ECOLO	4/4	0/4	0/4
CDH	3/3	0/3	0/3
MR	2/3	0/3	1/3
Syndicats	2/2	0/2	0/2
	19/21	0/21	6/21

# 7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?

Partis	Oui	Non	Réponse nuancée
PTB	1/5	1/5	3/5
PS	0/4	0/4	4/4
ECOLO	0/4	0/4	4/4
CDH	3/3	0/3	0/3
MR	2/3	0/3	1/3
Syndicats	0/2	0/2	2/2
	6/21	1/21	14/21

# 8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>actuels</u>?

Partis	Oui	Non	Réponse nuancée
PTB	1/5	3/5	1/5
PS	1/5	0/5	4/5
ECOLO	3/4	0/4	1/4
CDH	1/4	0/4	3/4
MR	0/3	3/3	0/3
Syndicats	0/2	0/2	2/2
	6/23	6/23	11/23

# 9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>futurs</u>?

Partis	Oui	Non	Réponse nuancée
PTB	1/5	1/5	3/5
PS	1/5	0/5	4/5
ECOLO	3/4	1/4	0/4
CDH	1/4	0/4	3/4
MR	1/3	1/3	1/3
Syndicats	0/2	0/2	2/2
	7/23	3/23	13/23

## 10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?

Partis	Oui	Non	Réponse nuancée
PTB	5/5	0/5	0/5
PS	5/5	0/5	0/5
ECOLO	4/4	0/4	0/4
CDH	1/4	2/4	1/4
MR	0/3	2/3	1/3
Syndicats	2/2	0/2	0/2
	17/23	4/23	2/23

## 11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?

Partis	Oui	Non	Réponse nuancée
PTB	0/5	0/5	5/5
PS	2/5	0/5	3/5
ECOLO	3/4	0/4	1/4
CDH	3/4	0/4	1/4
MR	0/3	1/3	2/3
Syndicats	2/2	0/2	0/2
	10/23	1/23	12/23

## 12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée?

Partis	Oui	Non	Réponse nuancée
PTB	0/5	5/5	0/5
PS	0/5	5/5	0/5
ECOLO	0/4	4/4	0/4
CDH	0/4	4/4	0/4
MR	0/3	3/3	0/3
Syndicats	0/2	2/2	0/2
	0/23	23/23	0/23

### 13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?

Partis	Oui	Non	Réponse nuancée
PTB	3/4	0/4	1/4
PS	2/5	0/5	3/5
ECOLO	4/4	0/4	0/4
CDH	3/4	0/4	1/4
MR	0/3	1/3	2/3
Syndicats	2/2	0/2	0/2
	14/22	1/22	7/22

### 14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?

Partis	Oui	Non	Réponse nuancée
PTB	0/5	5/5	0/5
PS	0/5	4/5	1/5
ECOLO	0/4	4/4	0/4
CDH	1/4	3/4	0/4
MR	1/3	1/3	1/3
Syndicats	0/2	2/2	0/2
	2/23	19/23	2/23

- 15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
- a) 2041
- b) 2053
- c) 2066
- d) 2081
- e) 2141
- f) jamais
- g) je ne sais pas

Partis/réponses	2041	2053	2066	2081	2141	Jamais	Je ne sais
							pas
PTB		2		2			1
PS		3	1	1			
ECOLO	2			1			1
CDH	1		1	1			1
MR		1			1	1	
Syndicats					1		1
	3/23	6/23	2/23	5/23	2/23	1/23	4/23

- 16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
- a) Joseph.E. Stiglitz
- b) Nicholas Georgescu-Roegen
- c) Simon Kuznets
- d) Friedrich Hayek
- e) Thorstein Veblen
- f) je ne sais pas

Partis/réponses	Stiglitz	Georgescu-	Kuznets	Hayek	Veblen	Je ne sais pas
		Roegen				
PTB		1				4
PS	1		2			2
ECOLO	1	3				
CDH	2	1				1
MR	1					2
Syndicats						2
	5/23	5/23	2/23	0/23	0/23	11/23

### 17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?

- a) Le club d'Athènes
- b) Le club de Stockholm
- c) Le club de Lisbonne
- d) Le club de Rome
- e) Le club de Genève
- f) je ne sais pas

Partis/réponses	Athènes	Stockholm	Lisbonne	Rome	Genève	Je ne sais pas
PTB		1		2		2
PS				4		1
ECOLO				4		
CDH		1		2		1
MR	1			1		1
Syndicats				1		1
	1/23	2/23	0/23	14/23	0/23	6/23

### Annexe 1)

### Tableaux des répondants au questionnaire et liste des interviews

### <u>Interviews acteurs de la Décroissance</u> :

Nom	Profession	Date	Durée	Enregistrement
Alain ADRIAENS	Porte -parole du Mouvement politique des objecteurs de croissance (Be)	7/12/16	69min	Oui
Jean CORNIL	Membre du Mouvement politique des objecteurs de croissance (Be)	19/12/16	38min	Oui
Tim Jackson	Economiste et professeur en développement durable à l'université de Surrey (UK)	13/3/17	7min	Oui
Vincent Liegey	Porte-parole du Parti Pour La Décroissance (Fr)	21/12/17	67min	Oui

### <u>PTB</u>:

Nom	Profession	Date	Durée	Enregistrement
Charlie LEPAIGE	Attaché parlementaire et président de Comac	11/7/17	47min	Oui
David PESTIEAU	Directeur du service d'étude du PTB	14/7/17	12min	Oui
Ruben RAMBOER	Secrétaire politique	13/7/17	18min	Oui
Marco VAN HEES	Député fédéral	18/7/17	14min	Oui
Michael VERBAUWHEDE	Député bruxellois	12/7/17	18min	Oui

### <u>PS</u>:

Nom	Profession	Date	Durée	Enregistrement
Olivier BODY	Conseiller économie, politique scientifique à l'IEV	18/7/17	28min	Oui
Gwénaelle GROVONIUS	Députée fédérale	13/7/17	11min	Oui
Guillaume LEPERE	Conseiller environnement, développement durable, énergie mobilité à l'IEV	18/7/17	28min	Oui
Philippe MAHOUX	Sénateur, chef de groupe PS au sénat	13/7/17	12min	Oui
Marie SCHIPPERS	Conseillère au ministère énergie et climat (région wallonne)	13/7/17	11min	Oui

### Ecolo:

Nom	Profession	Date	Durée	Enregistrement
Olivier Derruine	Conseiller pour Philippe Lamberts au parlement européen	20/7/17	29min	Oui
Kim FREDERICQ- EVANGELISTA	Conseiller économique du service d'études d'Ecolo	13/7/17	28min	Oui
Jean-Marc NOLLET	Député fédéral, co-chef de groupe Ecolo/Groen	19/7/17	18min	Oui
Arnaud PINXTEREN	Député bruxellois	13/7/17	8min	Oui

### <u>CDH</u> :

Nom	Profession	Date	Durée	Enregistrement
Jérémy DAGNIES	Conseiller Environnement, Energie, Nouvelles technologies au CEPESS	11/7/17	22min	Oui
André DUBUS	Député bruxellois	17/7/17	19min	Oui
Catherine FONCK	Députée fédérale, cheffe de groupe CDH	16/7/17	/	Non*
Vincent HENDERICK	Secrétaire politique	28/7/17	17min	Oui

<sup>\*</sup>Après 3 heures d'attente dans les couloirs du parlement fédéral il fut convenu de lui envoyer le questionnaire par mail.

### <u>MR</u> :

Nom	Profession	Date	Durée	Enregistrement
Gaëtan VAN GOIDSENHOVEN	Député bruxellois	18/7/17	28min	Oui
Benoit FRIART	Député fédéral	24/7/17	14min	Oui
Corentin DE SALLE	Directeur de recherche Centre Jean Gol	12/7/17	47min	Oui

### <u>Syndicats</u>:

Nom	Profession	Date	Durée	Enregistrement
Benoit DASSY	Service d'étude de la CSC	13/7/17	21min	Oui
Samuel DROOLANS	Bureau d'étude de la FGTB	19/7/17	18min	Oui

#### Annexe 2)

Interview d'Alain Adriaens, homme politique belge bruxellois, ancien membre et cofondateur d'Ecolo. Député à la Région bruxelloise pendant 15 ans. Actuellement membre du Mouvement politique des objecteurs de croissance (mpOC) et porte-parole de ce dernier. Interview réalisé le 7 décembre 2016.

<u>Martin Goor</u>: Présentation du sujet du mémoire. Est-ce que le concept de la décroissance est connu, abordé et débattu dans les différents Parlements, les bureaux politiques, au sein des partis de manière officielle ou officieuse ? Pouvez-vous vous présenter ?

<u>Alain Adriaens</u>: J'ai un long passé dans la militance écologiste et pendant 15 ans, j'ai été député ici à la Région bruxelloise. J'ai aussi été pendant 12 ans conseiller communal pour le parti Ecolo, j'ai une expérience institutionnelle, mais aussi militante, avant, pendant et après. Je suis aujourd'hui un militant et le porte-parole du Mouvement politique des objecteurs de croissance.

Martin Goor: Quand vous parlez du niveau institutionnel, qu'est-ce que vous entendez par-là?

<u>Alain Adriaens</u>: Tout ce qui touche à la gestion collective de la société où les lois, les règlements et leur application à tous les niveaux de pouvoir -qui sont nombreux chez nous- européen, fédéral, régional et communal, les institutions politiques dans lesquelles les décisions collectives sont prises.

<u>Martin Goor</u>: Selon vous, qu'est-ce que la décroissance ? Il y a plusieurs approches, quelle est votre vision de ce concept ?

Alain Adriaens: Ce n'est pas quelque chose d'absolument nouveau, cela s'inscrit dans un mouvement historique, de la simplicité volontaire qui lui est bien antérieure, en tous cas, dans l'opposition à une société matérialiste et productiviste, cela existe depuis un petit siècle, avec des points faibles, tu as entendu parler de Ellul, Charbonneau, Illich, Latouche dans le monde francophone, des gens qui critiquaient l'obsession matérialiste de nos sociétés modernes et cette critique est apparue sur la scène politique vraiment dans les années 70 à peu près, en Europe, en France et en Belgique. En France, avec René Dumont qui se réclamait de l'écologie, environnementalisme, mais aussi pour la libération des peuples du Sud et cela c'est peu à peu concrétisé. Vincent de Coorebyter a fait une bonne analyse de cela, c'est un politoloque qui travaillait au CRISP et qui enseigne aujourd'hui. Il appelle cela le clivage post-matérialiste, où à côté d'autres clivages antérieurs, comme le clivage centre/périphérie, le clivage Nord/Sud. Le clivage post matérialiste est manifestement une conception très originale et très nouvelle des choix politiques. Cela s'est d'abord concrétisé par l'écologie politique, et aujourd'hui, un pas plus loin, cela se concrétise dans ce que l'on appelle l'objection de croissance, ou la décroissance, où certains remettent carrément en cause la logique dominante de nos sociétés, qui est la croissance continue, croissance économique qui serait nécessaire, consubstantielle à nos sociétés. Et donc, c'est ce pas supplémentaire qui concrétise l'objection de croissance, la décroissance.

#### Martin Goor : En Belgique, quand est-ce que l'on a pour la première fois parlé de la décroissance ?

Alain Adriaens: Si l'on dit que c'est un mouvement progressif qui se développe dans la société, sans doute le parti qui en a été le moteur sur le plan institutionnel, c'est Ecolo, même s'il a été précédé par certaines organisations qui se sont appelées « Démocratie nouvelle » ou « Ecologue » dans la fin des années 70, sans jamais avoir d'élus. Les premiers élus post-matérialistes, dirais-je, c'étaient les gens d'Ecolo en 1981. L'apparition sur la scène politique de cette pensée post-matérialiste qui défendait déjà des options politiques, des choix, qui sont toujours ceux de la décroissance aujourd'hui.

# <u>Martin Goor</u>: Vous pensez qu'il y a d'autres partis aujourd'hui qui font rentrer cela, comme le PTB ou VEGA?

Alain Adriaens: PTB, VEGA, oui, mais aussi les 4 partis traditionnels, sous l'influence de l'écologie politique, ont peu à peu intégré dans leurs programmes politiques des notions qui sont post-matérialistes. Je citerais par exemple la lutte contre le productivisme-consumérisme, cela passe par une première chose, le rejet du gaspillage ou de la surconsommation. Donc toutes les lois qui ont été votées dans les années 90, comme la gestion des déchets d'une meilleure manière, notamment dans l'optique d'une lutte contre la pollution, - c'est une des raisons des gens qui choisissent l'option de la décroissance - mais aussi de leur recyclage, c'est-à-dire, de leur réinscription dans un cycle de production. C'est une revendication toujours des décroissants pour ne pas surconsommer, pour ne pas gaspiller - l'économie circulaire comme maintenant on l'appelle - et pour rappel, l'année 2016 était l'année de l'économie circulaire pour les institutions européennes - c'est une concrétisation au niveau le plus supérieur de cette nécessité d'arrêter le gaspillage, la surproduction, la surconsommation, le tout à jeter, etc...

# <u>Martin Goor</u>: Toutes ces normes, cette nouvelle idéologie, rentrent dans la décroissance, mais le moteur c'est la pollution, c'est l'impact sur l'environnement, les déchets...

<u>Alain Adriaens</u>: ...C'est l'épuisement des ressources naturelles, minérales, la gestion de l'eau. Donc le pas supplémentaire que font les décroissants, c'est dire que la croissance économique n'est pas nécessaire, elle est même nuisible, et donc ils remettent en question plus que d'autres la croissance en tant que telle, la croissance que tous justifient question d'emploi. L'emploi, ça reste effectivement, j'entends bien un homme politique dire il faut de la croissance, parce que cela permettra de créer de l'emploi, c'est la justification.

Il y a une autre justification de la croissance que l'on dit moins, c'est la croissance qui est nécessaire pour le maintien du système dominant qui est le capitalisme, le capitalisme ne vit que parce que certains ont des ressources financières, provenant des prêts à intérêts, qui n'est possible que dans une logique de croissance. S'il n'y plus de croissance, il y a beaucoup moins de nécessité d'emprunter, de rembourser et donc de faire tourner le système capitaliste. Et donc, cette remise en question de la croissance économique est effectivement quasiment quelque chose qui est un peu tabou, même parmi les premiers post-matérialistes, les écologistes, alors qu'au début de l'écologie politique, ils faisaient des discours plus décroissants. Je dirais qu'avec l'institutionnalisation, avec le fait d'accéder au pouvoir, de participer à des gouvernements, à participer à des majorités, ils ont un discours qui s'est lissé et ils n'osent plus réclamer l'arrêt de la croissance et donc ils parient comme les autres sur quelque chose et donc sur la technologie. Cela c'est aussi une caractéristique de la décroissance, c'est la remise en cause de la technique. Jacques Ellul et Ivan Illich le disaient déjà il y a plus d'un siècle. Le

départ de leur réflexion, c'était l'homme dominé par la technique, qu'il maitrisait au début, mais aujourd'hui, ce sont de plus en plus les outils collectifs qui le maîtrisent. Donc, c'est aussi une remise en cause d'un deuxième dogme de nos sociétés : la sacralisation des sciences et de la technique. C'est un peu accepté, mais cela ne se traduit pas encore dans des décisions institutionnelles, même si les techniques qui se multiplient sont remises en question, on a par exemple la multiplication des antennes relais, pour la mobilophonie, il y a ceux qui disent, il y a des ondes c'est nocif, et d'autres qui répondent que c'est le progrès, la technique et qu'il en faut de plus en plus et donc là, il y a les deux intérêts contradictoires, les choix institutionnels politiques doivent trancher. Donc on est en débat dans les institutions.

# <u>Martin Goor</u>: Donc, vous avez déjà eu des débats au Parlement bruxellois, en remettant en cause le principe même de croissance économique ?

Alain Adriaens: Sans le présenter sous cette forme-là, tous les débats environnementaux avaient toujours une tension entre ceux qui disaient, oui d'accord, il y la pollution, il y a le gaspillage, il faut lutter contre, mais il n'y a pas que cela, remettre en cause la machine économique. Il y avait une gradation de positions entre ceux qui disent: on ne touche pas au moteur de la croissance. Ce n'est pas tout noir et tout blanc, il y a toujours des positions un peu intermédiaires, mais où chaque fois, telle mesure sanitaire ou environnementale, c'est bon, oui, mais ça contraint les entreprises, l'industrie, ça empêche de prospérer, avec toujours le leitmotiv: oui, c'est bien on devrait le faire, mais alors on serait moins concurrentiel par rapport aux pays voisins. La mondialisation a été un obstacle à l'établissement de règles environnementales. J'ai d'ailleurs été frappé qu'au début des années 90', on s'appuyait souvent sur les directives européennes pour faire passer des dispositions, des lois, à caractère décroissant ou écologiste, et puis peu à peu, l'Europe est devenue tellement axée sur le commerce, la concurrence et la compétitivité, que les règles européennes empêchent maintenant de prendre des dispositions.

C'est la sacralisation d'une machine économique, qui par ailleurs, dans les faits, est en train d'être grippée, alors que la croissance était de 3 à 4 % par an dans les années 70 et 80 et de 6 à 7 % dans les 30 glorieuses, maintenant elle est de 1,5 %, alors qu'elle devrait être à 3 % pour garder le taux de productivité et l'emploi, ce n'est plus le cas, donc l'emploi se raréfie.

Donc puisque l'opposition post-matérialiste dit que les valeurs ne sont pas uniquement matérielles, qu'il faut remettre en cause la croissance, et donc la quantité d'emploi quelque part, il y a toute une discussion qui n'est plus environnementale, mais qui est plutôt sociale; c'est quel statut dans la société a le travail, comment les revenus sont-ils distribués aujourd'hui. Avant ils l'étaient en partie par le travail, aujourd'hui on se rend compte que le travail avec ou sans décroissance diminue, et donc comment répartir les revenus, et donc ça débouche sur un débat social dans lequel les gens pour la décroissance ont une position bien claire, qui est une diminution rapide et importante du temps de travail.

#### Martin Goor: Concrètement, cela veut dire passer à une semaine de trente heures, par exemple?

<u>Alain Adriaens</u>: Dans les années 90, Ecolo était, comme beaucoup d'ailleurs, favorable à la réduction du temps de travail, et puis dans les années 2010 peu de monde en parlait, mais aujourd'hui, avec les indicateurs de chômage qui sont en augmentation, on commence à en parler. Mais ceux qui réfléchissent savent qu'avec l'automatisation, la numérisation, beaucoup d'emploi vont disparaître.

Donc, que fait-on? Aujourd'hui, le Parti Socialiste parle de la réduction du temps de travail. Le MR, on ne l'entend pas beaucoup sur ce dossier-là. Il reste défenseur de l'entreprise et donc la logique des entreprises, c'est au contraire, il faut travailler plus et en travaillant plus, à la limite, il y aura plus de concurrence sur les marchés de l'emploi, donc les salaires diminueront, et donc on sera plus compétitif vis-à-vis de l'étranger. Donc pour eux, la réduction du temps de travail, c'est...

Martin Goor: travailler plus pour gagner moins! (Rires.)

<u>Martin Goor</u>: Est-ce que vous pensez que du côté des partis de droite, quelqu'un pourrait envisager la décroissance ?

Alain Adriaens: Difficilement, même si les aspects purement environnementaux et la lutte contre la pollution font partie de la prise de conscience de la nécessité de la décroissance, cela, ils peuvent le faire, mais oser remettre en cause le dogme de la croissance, je crois que c'est très difficile pour eux. Et sans le revendiquer explicitement, mais en acceptant certaines conséquences comme, puisque les revenus arrivent difficilement aujourd'hui via le travail, qui diminue en quantité et en qualité, les objecteurs de croissance défendent quelque chose qui ressemble à l'allocation universelle, un revenu d'existence inconditionnel. Que l'on travaille ou pas, on aurait un revenu minimum qui permet de vivre. Mais aujourd'hui, on fait le test en Finlande, l'Alaska vit comme cela depuis 10 ans. Personne ne voulait aller en Alaska, et donc il y une allocation à tous les gens qui vivent en Alaska, pour les attirer là-bas. Aux Pays-Bas, il y a des villes qui font l'expérience avec quelques dizaines de milliers de personnes, mais ce sont des expériences limitées dans le temps et dans l'espace, cela ne reflète pas ce que pourrait donner une allocation universelle. Je parlais de cela parce aujourd'hui, certains au MR défendent l'allocation universelle, mais dans une perspective de remplacer toute la sécurité sociale. C'est une régression sociale, grâce à cette idée de revenu inconditionnel.

<u>Martin Goor</u>: Donc, sans être décroissantiste, il y a au MR ou dans des partis de droite, des personnes qui pourraient adhérer à des réformes législatives qui rentreraient dans la décroissance ?

<u>Alain Adriaens</u>: Moi qui fais de la politique depuis 45 ans, je me rends compte que des revendications politiques que j'avais et qui étaient traitées de débilités ou d'utopies, aujourd'hui sont reprises par tous les partis traditionnels.

Une anecdote que je raconte parfois: Lors de la première campagne électorale que l'on a faite ici à lxelles, on collait sur des panneaux électoraux nos affiches faites artisanalement à partir de chutes de papier qui étaient recouvertes quelques heures plus tard par les affiches du MR ou du PS. Au bout d'un mois, il y avait 25 couches d'affiches. Et rencontrant des collègues colleurs des partis concurrents, je leur disais: « Regardez quel gaspillage ». Ce à quoi ils répondaient, mais c'est très bien, cela fait marcher le commerce, l'économie! La pensée dominante, c'est du moment que la machine tourne, c'est bien, sans se poser la question de à quoi ça sert, quelle utilité. Et donc ça c'est aussi une pensée qui n'existait pas et qui aujourd'hui quand même fait son cheminement, c'est quelle utilité à la production ? Et si on conteste la surproduction, et que l'on veut en supprimer certaines, et celles que l'on veut supprimer, c'est celles qui sont inutiles. La publicité par exemple pousse à la consommation. Dans une logique de la décroissance, il faut des mesures institutionnelles antipublicité. Dans les communes, on discute de savoir si les affiches de 20 m² sur les façades sont admissibles. Est-ce qu'on les interdit, ou bien est-ce qu'on les taxe fort pour les dissuader? Les

panneaux dans les rues qui entravent la circulation des piétons, ça rapporte de l'argent aux communes, parce que les annonceurs payent pour ça, oui mais ça gêne et quelle utilité d'être bombardé en permanence par des messages « consommes, consommes, consommes ! » ? Les antipubs, sont d'ailleurs une des sources de la décroissance. En France, et en Belgique aussi, ce sont d'abord des mouvements anti-publicitaires qui les premiers sont devenus officiellement décroissants. Donc, l'anti-publicité est une des sources de la décroissance.

# <u>Martin Goor</u>: Les altermondialistes remettent-ils en cause les dogmes de la croissance, la globalisation?

Alain Adriaens: Les gens qui ont beaucoup influencé la décroissance, étaient en fait des gens qui travaillaient dans le domaine de la coopération Nord/Sud. Un type comme René Dumont qui travaillait en Afrique, François Partant, qui est quelqu'un qui a beaucoup critiqué le mythe du développement. « Partant », c'est d'ailleurs un pseudonyme, parce qu'il a décidé de quitter le système, de partir. Serge Latouche, le pape de la décroissance, qui était quelqu'un qui travaillait dans l'économie du développement. Donc, ce qui s'est passé dans les années 70 et 80, c'est une critique du mode de développement où l'Occident dominant voulait inciter les peuples du Sud à adopter leur mode d'économie de marché. Ce que les décroissants disent, c'est : « Essayez de ne pas faire les mêmes erreurs que nous, et de vous engager dans une société croissantiste ». Mais en partant du niveau où ils sont, on nous dit toujours : « Et vous voulez encore appauvrir ces pauvres gens ! ». Non, c'est les obèses du Nord qui doivent maigrir, pas les décharnés du Sud. Ne passez pas par les erreurs de la société occidentale, développez-vous, mais de manière intelligente, mesurée et égalitaire, parce que une des premières choses que nous voulons faire décroître, c'est les inégalités, les inégalités qui sont d'ailleurs nécessaires au système capitaliste dans son fonctionnement : Il lui faut des riches et des pauvres, pour que les riches puissent prêter aux pauvres et s'enrichir encore plus sur leur dos.

# <u>Martin Goor</u>: Est-ce qu'alors, selon vous, une taxe sur les millionnaires s'inscrit dans une idéologie décroissante?

Alain Adriaens: Tout à fait! On a fait récemment un débat sur le travail et nous les décroissants, on prônait une chose qui les a un peu surpris: une dotation inconditionnelle d'autonomie (DIA) et le revenu maximal admissible (RMA). Une des motivations de la décroissance, c'est de dire que la planète est limitée: une croissance infinie dans un monde fini est une invention d'économistes. Aujourd'hui, ceux qui s'enrichissent au-delà de la normale, le font nécessairement aux dépens des plus pauvres. Et donc le revenu maximum admissible est une logique et la taxe des millionnaires du PTB n'est qu'une modalité de ce revenu maximal admissible que les objecteurs de croissance défendaient avant eux.

#### Martin Goor: Vous pensez qu'il n'y que Ecolo qui prône ces idées?

Alain Adriaens: La décroissance, c'est un projet, que tout le monde peut accepter, que l'on soit écologiste ou non, même si ce n'est pas la position officielle du parti. La base est très décroissante, le sommet de l'appareil l'est beaucoup moins. Mais le débat sur le travail dont je te parle, on a fait s'opposer Philippe Defeyt, écologiste, et Mateo Alaluf, qui s'oppose à l'allocation universelle dans une vision sociale-démocrate traditionnelle. On a organisé ce débat avec VEGA, avec le mouvement de gauche, avec la Fondation Jacquemotte, des gens marqués à gauche, héritiers de la pensée marxiste. L'intérêt de ces rencontres, c'est d'avoir des gens qui ont une origine bien rouge, bien marxiste, et

d'autres, comme la majorité des décroissants, qui ont plutôt des origines écologistes, mais plus radicales, et il y a une convergence entre ces idées-là au niveau belge, mais aussi européen, il y a un projet politique qui s'appelle « L'éco-socialisme » qui met ensemble les revendications écologistes et les revendications sociales et qui est très fort influencé par les idées post-matérialistes. Eux non plus , ils ne se présentent pas avec le mot de décroissance, qui a un effet de repoussoir quelque part, mais ce repoussoir a bien fait avancer les idées , depuis 10-15 ans, et maintenant on est au 2<sup>ième</sup> ou 3<sup>ième</sup> stade de l'acceptation d'un pensée nouvelle, je pense que c'est Gandhi qui disait que quand une idée nouvelle sur le plan sociétal, politique, arrive, d'abord, l'indifférence, on n'en parle pas, puis la moquerie, cela a été le cas dans les années 70 avec l'écologie politique, et puis l'opposition, c'est la critique, le dénigrement, et puis l'acceptation.

<u>Martin Goor</u>: L'idéologie de la décroissance a-t-elle influencé les politiques et comment ? Par des petits changements successifs ? D'abord par les partis écologistes ou de gauche et puis progressivement par des partis traditionnels ?

<u>Alain Adriaens</u>: Je constate que par exemple le CDH qui n'a pas d'idéologie très forte, contrairement aux libéraux qui ont une pensée claire, le libéralisme, également la social-démocratie qui est le projet des socialistes, et l'objection de croissance, l'écologie politique, s'en est un troisième, je dirais.

Mais du coup, le CDH est plus sensible à ces idées écologistes et de décroissance qui s'intègrent plus ou moins dans leur logique qui est peu connue, mais qui est le personnalisme, c'est-à-dire la valeur de la personne humaine, de Mounier, dans les années 1930. La pensée chrétienne, la valeur de l'homme. Ce n'est pas pour rien que le CDH a abandonné l'étiquette chrétienne et adopté l'étiquette humaniste, et ils sont assez sensibles, et le débat qui vient d'avoir lieu sur le CETA, le TTIP, c'est le libre-échange, pourquoi le libre-échange, le commerce, le commerce pourquoi ? Pour la croissance ! La croissance pourquoi ? Pour l'emploi ! Et donc il y a deux ans, avec d'autres, on s'est mis à se battre contre ces traités de libre-échange, mais avec peu d'espoir, et puis, voilà qu'il y a eu des partis traditionnels, qui en Wallonie et à Bruxelles, se sont opposés à cette logique du libre-échange qui est l'idéologie du toujours plus.

# Martin Goor : Cela vous a étonné que ce soit le PS qui prenne l'étendard aussi fort face à ces traités ?

Alain Adriaens: Etonné? Pas vraiment, c'est peut-être une chose qu'il faut souligner si tu fais un mémoire là-dessus, c'est que une pensée qui est celle de la décroissance doit s'appuyer sur un mouvement social, sur des gens qui le revendiquent. Une pensée n'existe pas sans réalité sous-jacente et sans personne qui la souhaite. Et donc, le socialisme a pris sa place, parfois dominante dans nos sociétés, parce que les travailleurs exploités se sont battus et se sont plus ou moins libérés du système dominant. Le compromis social-démocrate, c'est un équilibre entre le capital et le travail, qui a tenu pendant un demi-siècle et puis qui s'est effondré avec la révolution néo-libérale. Certains ne sont pas encore rendu compte que le compromis était mort, et donc que le capital regagnait des avantages. Et aujourd'hui on voit apparaître de plus en plus clairement ce mouvement social, cette partie de la société qui revendique de pouvoir vivre avec des valeurs post-matérialistes. Ce n'était que quelques pourcents de la société il y a 20-30 ans, mais ce ne fait que monter, et aujourd'hui ça se visibilise parfois. Les décroissants le détestent, mais le film « Demain » qui a eu un grand succès, tous les gens disent : « Ah oui ! C'est chouette, y a un changement, on va peut-être s'en sortir ». Dans mes rencontres, je vois des tas de jeunes qui vraiment prennent des risques existentiels, ne rentrent pas

dans le système et décident de faire tout à fait autre chose, d'ouvrir une épicerie écolo-bio, à redevenir paysan, à choisir d'autres voies qui vont leur rapporter moins, ils seront moins riches, ils sont moins dans la logique du toujours plus, de la croissance, mais parce qu'ils ont d'autres valeurs : « quel boulot je fais, à quoi ça sert, pour qui ? Et mon bien-être, de quoi est-ce qu'il vient ? Est-ce que c'est d'avoir une grosse bagnole et une belle villa, ou avoir des liens sociaux et de vivre en lien avec mes proches ». Donc, il commence à y avoir cette base sociale qui n'est pas aussi claire que le clivage gauche-droite, entre le bourgeois et le prolo. C'est plus au niveau intellectuel qu'on se dit, moi, mes choix de vie vont vers gagner plein de fric ou être un yuppie, ou bien être un décroissant ou un « simplicitaire ». Ce choix de vivre d'une façon plus simple, c'est un choix individuel que font certains et puis d'autres faisant ce choix individuel, se rendent compte que tout seul, cela ne va pas, ils rentrent dans des collectifs, des associations, des coopératives, donc c'est le second stade, et puis il y a un troisième stade : ceux qui disent, oui, c'est bien tout ça ! Mais il faudrait que toute la société change. Les institutions vont elles s'opposer à ça ou l'intégrer et peu à peu le permettre ?

# Martin Goor: Qu'est-ce qui peut, selon vous, provoquer les plus grands changements? Les changements d'attitudes individuelles ou la politique par la régulation?

Alain Adriaens : Je crois que ceux qui dominent dans notre société ne vont pas se laisser faire. Ce n'est pas nécessairement les institutions politiques, c'est le monde économique, qui a le vrai pouvoir dans nos sociétés aujourd'hui, qui va s'y opposer? Et comme les institutions sont majoritairement le relai de ce pouvoir économique, les institutions vont s'opposer à cela. Le vote des gens est tellement déterminé par des manipulations médiatiques, publicitaires, etc... que la prise de conscience du fait que le système, tel qu'il est, va droit dans le mur, ce que l'on dit depuis 20 ans, elle se généralise. Tout le monde sent bien que cela ne va pas, maintenant on peut en sortir par le haut ou par le bas. Le bas c'est la solution qui a été adoptée dans les années '30, le populisme de droite, les régimes autoritaires et la guerre, peut-être. Soit on en sort par le haut et le système enregistre et accepte ce changementlà. Mais, je suis plutôt pessimiste, je ne crois pas qu'il le fera sans résister. J'ai été frappé il y a quelques années, j'avais été dans le sud de la France, des jeunes avaient choisi de vivre autrement, dans des tentes, dans des yourtes, dans des habitats précaires comme ça s'appelle. Et le gouvernement français a dit que ce n'est pas permis. Ils ne payent pas la taxe foncière, ils ne rentrent pas dans le système et donc on a interdit les yourtes et tout cela. Les gens se sont dit, voilà c'est interdit, mais bon on est dans le champ d'un paysan... Et bien, le gouvernement, les préfets des départements du sud de la France, où c'est plus facile de vivre dans une tente que dans notre contrée froide, ont fait des lois qui donnaient des amendes à ceux qui ne dénonçaient pas l'existence d'un habitat précaire. Un paysan qui disait : « allez mettre votre tente dans le fond de mon champ, d'accord! », bien, ce paysan-là pouvait être vraiment sanctionné très lourdement s'il ne dénonçait pas ces gens qui sortaient du système. Donc le système ne va se laisser faire facilement. Je ne suis pas extra-lucide, je ne sais pas qui va gagner. Il y a une absence dans la pensée du post matérialisme de l'idée du conflit. Ils croient que cela va se faire tout seul. Le retrait suffit et cela va se généraliser et ça va être la règle dans la société. Mais non ; le système se défend, comme il l'a toujours fait et il faudra un moment des rapports de force qui s'établissent, politiques et institutionnels. D'ailleurs, comme je regarde un peu la politique depuis 40 ans, et pas uniquement en Belgique, ce n'est pas pour rien que la Wallonie ait été la seule à s'opposer au CETA. C'est chez nous que cette pensée est la plus avancée, la plus présente, quand on voit d'autre pays.

Martin Goor : Quand vous dites « cette pensée », c'est la pensée de... ?

<u>Aain Adriaens</u>: La pensée de la décroissance.

Martin Goor : Vous pensez que la Wallonie est un des fiefs décroissantistes ?

Je crois oui. Pas matérialisé, pas conscient. D'ailleurs l'opposition au CETA, la surprise qu'a été pour certain la prise de position du PS et du CDH, moi je la sentais venir. Depuis 3 ans je participe à l'alliance B19-20 (en référence à la première action anti TTIP des 19 et 20 décembre 2013, où 250 personnes ont fini leur journée au poste), et donc s'est créée cette alliance B19-20; ceux qui s'opposent au commerce libre échangiste transatlantique ou autre et là, il y a les syndicats, les mutuelles, les associations environnementales, les associations sociales, les gens de la santé, les paysans, les Ecolos, les décroissants, et ces gens travaillent ensemble depuis 3 ans. On fait des manifs, on fait des actions, entre les syndicats traditionnels prudents et les jeunes de l'armée zoologique de libération de la nature. Ce qui était intéressant, c'est qu'au sein de ces réunions, il fallait se mettre d'accord. Les syndicalistes disaient : « non, on va faire de la désobéissance civile, ce n'est pas notre truc ». Et les jeunes disaient : « oui, vous êtes des mous », et alors on trouvait des moyens de faire une action qui convenait à tout le monde, ou des actions modulaires. La dernière manif' contre le CETA, il y avait des divisions, on a décidé : on fait la manif de 16 à 19 heures pour 20.000 personnes et les jeunes font la « nuit debout » à 50 pour ceux qui voulaient rester la nuit. Et puis le matin, ils ont été rejoints par une cinquantaine d'autres et tous ensembles on a été faire une « casserolade » endessous des fenêtres de la Commission. Voilà des exemples d'actions modulaires, traditionnelles, un peu plus spéciales, plus revendicatives, voire désobéissantes pour certaines.

# <u>Martin Goor</u>: Pendant cette manifestation, il y avait un député européen Ecolo, Philippe Lamberts, pensez-vous qu'il adhère à cette logique décroissante?

Alain Adriaens : Je ne veux pas parler pour lui, je le connais bien! Depuis 10 ans, il défend des valeurs post-matérialistes affirmées, radicales, et donc décroissantes, oui! Même si, homme de parti et sachant jusqu'où il peut aller, il ne va pas se réclamer de la décroissance, mais il en est! Je ne vais pas te dire les débats qu'on a parfois dans les coulisses, mais il y a des tensions, des tendances. La dominance aujourd'hui au sein d'Ecolo, c'est un peu Jean-Marc Nollet et Christophe Derenne qui donnent le ton. C'est un peu le Keynésianisme vert, de la social-démocratie très écologique, avec des interventions étatiques et une confiance en la technique et la technologie, - quand ils défendent l'économie circulaire - c'est aussi toute une série de choses qu'il faut faire, hein! La différence, ce n'est pas de dire, la technologie il faut arrêter tout, c'est de dire quelle technique est-ce qu'on accepte, qu'on choisit. Mais les décroissants disent que les changements techniques, cela ne sera pas suffisant, c'est bien de faire les mêmes choses en consommant moins d'énergie et moins de matières premières, mais cela ne sera pas suffisant étant donné la tendance et l'urgence, et donc il faut aussi une décroissance quantitative de la production, de la consommation. Et dire aux gens aujourd'hui, à qui on martèle que la croissance est nécessaire pour que vous ayez du travail et vous allez peut-être gagner un peu moins et vous allez consommer un peu moins, c'est inaudible. Et c'est pour ça que les partis traditionnels ne peuvent pas se réclamer encore aujourd'hui de la décroissance, parce que ce n'est pas électoralement rentable. C'est quand même leur job de gagner des électeurs, hein!

<u>Martin Goor</u>: Les choses évolueront, comme dans le passé quand on a parlé pour la première fois du droit des femmes, de l'avortement. Le premier qui en parlait était pris pour un fou! Pour vous, cela fait 45 ans que vous faites de la politique. Est-ce que vous pensez qu'à très long terme, d'ici la fin du siècle, l'idéologie de la décroissance va se développer?

Alain Adriaens: Dans le livre que j'ai écrit, je dis qu'il y deux tendances dans notre société, celle dont on parle ici, celle de l'objection de croissance, de la décroissance, mais il y en a une autre qui est du toujours plus, et qui se caractérise peut-être aujourd'hui dans cette foi dans la technique par le transhumanisme, surtout dans sa version libertarienne, où certains croient que grâce à des techniques de plus en plus affinées, les gens vivront 120 ou 150 ans, voir deviendront immortels. L'homme a toujours rêvé de se libérer de la souffrance, de la maladie et de la mort, et donc on vend cela sous l'étiquette transhumaniste. Il y donc deux forces qui s'opposent, les forces de vie et les forces de mort. Je suis persuadé, comme certains philosophes et décroissants l'expliquent très bien, qu'il y a dans la logique capitaliste une pulsion de mort. A la fois peur de la mort, mais aussi, la fascination de la mort, et donc l'accumulation inutile de choses que certains pratiquent, c'est pour se protéger de l'avenir: quand on a un bon matelas de richesse, il y a moins de danger pour l'avenir, croit-on, et donc c'est une manière de se protéger de la mort, parce qu'on y pense tout le temps et que l'on est un peu attiré par elle. Pulsion de vie, pulsion de mort, je ne sais qui va gagner. Je ne peux pas te dire. Quand je fais des exposés sur la décroissance, je dis toujours qu'il y trois façons d'agir : individuelle, collective et politique. Dans ce livre [Il montre le livre qu'il a écrit : Un millénaire de simplicité volontaire en occident (Adriaens, 2016)] je reprends l'individuel et le collectif. Etre « simplicitaire » tout seul, ça n'existe pas, il faut toujours être dans des groupes. D'ailleurs, les premiers siècles, puisque je parle de 1000 ans en Occident, c'étaient les communautés monastiques, les abbayes, c'est des groupes humains qui peuvent faire cela.

# <u>Martin Goor</u>: Avez-vous quelques conseils à me donner pour approcher la thématique de mon mémoire?

Alain Adriaens: Je crois que les questions de temps de travail, revenus, comment les revenus sont-ils distribués dans la société, ça va devenir de plus en plus chaud, parce ce qu'on dit aussi, c'est qu'on a le choix entre la récession et la décroissance. La récession, c'est une diminution aussi de la consommation, mais dans le désordre et inégalitaire, surtout! Tandis que la décroissance, il faudra faire mieux avec moins, donc on s'organise pour le faire.

# <u>Martin Goor</u>: Je pense continuer ce travail par une enquête auprès de représentants politiques dans différents partis pour mesurer leur niveau de connaissance de la décroissance. Qu'en pensezvous?

Alain Adriaens: Ils savent que cela existe, d'ailleurs le journal français « La décroissance », fait toujours des articles sur les bêtises, les contestations de la décroissance, donc cela, c'est le stade 3 de la critique dure, du dénigrement, et les partisans de la politique de droite traditionnelle disent du mal de décroissance, en la déformant, en tous cas, ils savent que c'est une revendication, que cela existe, et ça leur fait peur. Dans leur projet à eux, c'est vraiment l'antonyme! D'ailleurs, Vincent De Coorebyter qui est l'analyste politique que j'apprécie le plus dans la politique belge, je trouve qu'il est très lucide, a écrit un article où il dit que l'hyper libéralisme, est vraiment ce qui motive les partis d'extrême droite qui sont vraiment opposés à l'écologie et à la décroissance. C'est vraiment entre ces deux pôles que les tensions politiques sont les plus fortes. En Autriche, la lutte pour la présidence,

c'était entre quelqu'un d'extrême droite et un écologiste. Ce n'était plus entre démocrate-chrétien et social-démocrate. La pensée dominante a intérêt à mettre dans le même sac, c'est ce que je t'ai dit : la logique dominante s'épuise, elle va dans le mur, donc, il y a la sortie par le haut et la sortie par le bas. Mélenchon se réclame de l'éco-socialisme et a dans son discours des accents décroissants, même si quand on l'écoute, quand on le lit, il reste très marqué par une logique marxiste traditionnelle et donc il dit des choses qui hérissent les décroissants. Il reste productiviste, il reste technophile. Les deux idéologies qui ont façonné la fin du 19<sup>ième</sup> et le 20<sup>ième</sup> siècle, c'est le capitalisme, versus le marxismeléninisme et donc productivistes toutes les deux, travaillistes toutes les deux, techno-progressistes toutes les deux. Et donc, la décroissance, le post-matérialisme, ça s'oppose aux deux idéologies, ce qui explique qu'elle soit si minoritaire. Je constate que les gens les plus susceptibles d'être séduits par nos idées, ce sont les gens progressistes, de gauche, ou moyennement à gauche, mais qui ont dans leur imaginaire le techno-progressisme et le travaillisme, mais c'est les premiers, avec les chrétiens, à pouvoir être convaincus de la justesse des idées de la décroissance. Et alors, je cite, et je ne suis pas le seul, je n'ai pas trouvé cela tout seul, mais il y a de plus en plus de chercheurs, de philosophes qui reprennent les écrits de jeunesse de Karl Marx, qui disait comme Keynes un siècle plus tard, quand la société socialiste, communiste sera établie, nous ne travaillerons plus que quelques heures par semaine et qu'on pourra se livrer à la pêche, au jardinage, à la culture. Et donc, Marx jeune était presque d'accord avec son beau-fils [Paul Lafargue, Le droit à la paresse (1883)], mais après il a dit : Face au capitalisme, la force des travailleurs, c'est le travail. Et donc, ils doivent utiliser ce travail pour contester le capital, donc, il y a eu une survalorisation du travail en tant qu'outil pour s'émanciper. Mais après, le léninisme, le trotskysme et le stalinisme en ont fait l'idéal : Stakhanov, je ne sais pas si tu connais, c'est le travailleur modèle de l'Union soviétique des années '30, qui travaillait 60 ou 70 heures par semaine. Travailleur de force qui se dévouait pour le bien de la société, mais en travaillant jusqu'à s'en faire mourir. Alors que la logique travailliste des premières idées de Marx était un moyen de s'opposer au capitalisme et puis de dépasser l'exploitation salariale, c'est devenu l'idéal et ça s'est dévoyé. Mais donc des chercheurs, plus aux Etats-Unis qu'en Europe, montrent que le Marx première période était un peu décroissant, certains ont montré des textes avec des propos écologistes, avec une prise de conscience de la destruction de l'environnement en 1850, pourtant cela n'était pas évident! Quand on leur met ça sous les yeux, la fidélité de certain envers Marx peut rester vierge et devenir décroissant quand même, ça c'est ma technique pour les mettre de notre côté [rire]. Il faut faire changer la pensée des gens progressivement plutôt que brutalement. Même si il peut y avoir des accidents existentiels qui font que certains basculent tout d'un coup, c'est rare! Pour ton enquête, cela peut être intéressant de voir les nuances entre la méconnaissance et la déformation consciente chez certains pour contrer les idées de la décroissance. Cela peut être très révélateur!

[Suivent des conseils pour aborder les représentants politiques, des noms, des requêtes]

Sur ce que devrait être une société en lien avec la décroissance, je crois qu'il y a une unité de pensée. Sur les moyens d'y arriver, il y a des discussions et sur les conflits d'egos, de personnes, ça, en Belgique francophone, on est évidemment en lien avec les décroissants français. On fait des trucs en commun, chaque année, les français organisent les « (f)Estives de la décroissance », un festival estival de la décroissance, beaucoup de décroissants belges y vont, mais on est dépités, on en a marre, parce qu'il y a dix décroissants français et il y cinq factions qui se tirent dans les pattes les unes des autres et ce sont des questions de personnes, d'ego, de suprématie. C'est comme les gauchistes des années '60 et '70 où il y avait des sectes, des factions qui s'entredéchiraient. La France va mal pour le moment. Je suis depuis 10 ans le blog de Paul Jorion, un économiste belge qui vit en France et qui est le

contestataire économique le plus médiatique de la francophonie. Il a un blog sur lequel les gens mettent des commentaires. Les commentaires sont faits sous des pseudonymes. Je parviens à savoir derrière les commentaires quand c'est un français, quand c'est un belge ou un suisse qui poste un commentaire. Les français sont désespérés, il y a un désespoir intellectuel profond parce que la société française est bloquée et donc ça se sent très fort, ce désespoir français, qui a donc des conséquences avec des factions, des luttes fratricides.

#### Annexe 3)

Interview de Jean Cornil, homme politique belge bruxellois, ancien sénateur et député au parlement fédéral de décembre 2007 à juin 2010 pour le Parti Socialiste. Actuellement membre du Mouvement politique des objecteurs de croissance (mpOC). Interview réalisé le 19 décembre 2016.

<u>Martin Goor</u>: L'objet de mon travail est de savoir si l'idéologie de la décroissance commence à influencer la législation et le monde politique belge, de manière officieuse ou officielle, qu'en pensez-vous ?

<u>Jean Cornil</u>: Première remarque, je te donne mon expérience subjective à un moment de l'histoire parlementaire de la Belgique, puisque j'ai été 7 ans sénateur et puis 3 ans député fédéral, mais en 2010, j'ai décidé d'arrêter la politique, je voulais faire autre chose. Ceci pour te dire que je n'ai pas une connaissance précise de ce qui s'est passé au parlement depuis quand même 6 ans, je ne suis plus directement la vie parlementaire, les dépôts des propositions de loi, etc.

Deuxième remarque : en fait, l'objection de croissance, la décroissance, tous ces mouvements-là, j'y ai été sensibilisé d'abord intellectuellement par la lecture de André Gorz, Castoriadis, Edgar Morin, Serge Latouche, Christian Arnsperger, Isabelle Cassiers à l'UCL, donc des tas d'économistes, des philosophes, des sociologues, des intellectuels, et ma rencontre avec le Mouvement politique des objecteurs de croissance a eu lieu en 2009 seulement, quand en février, l'ULB a organisé une grande conférence. A partir de ce moment-là, je me suis investi, tout en étant député socialiste, un parti qui est plutôt dans la tendance productiviste, plein emploi, croissance, PNB lourd, si j'ose dire, je me suis investi parallèlement dans le Mouvement des objecteurs de croissance. On a eu énormément de réunions à Namur pendant tout le printemps 2009, parce qu'à partir de la conférence à l'ULB qui a eu énormément de succès, on voulait structurer cela en mouvement politique. Et c'est là que j'ai rencontré Alain [Adriaens], Bernard Legros, Jean Baptiste Godinot, Michèle Gilkinet, Paul Lannoye, tous des gens que tu devrais rencontrer. Puis, j'ai suivi le mouvement et j'ai écrit un bouquin avec Bernard Legros qui s'appelle « La pertinence de l'escargot. En route vers la décroissance » qui montre comment j'ai évolué progressivement vers cette analyse-là. C'est un processus progressif, évolutif.

Alors, évidemment, la contradiction était forte entre être d'un côté un élu mandataire du PS, même si j'ai toujours été un peu marginal, je suis arrivé dans la politique un peu par hasard. On m'a proposé d'être un sénateur coopté, jamais je n'aurais pensé être parlementaire, cela n'a pas été une volonté d'avoir un mandat, on me l'a proposé en 2001. J'étais au Centre Pour l'Egalité des Chances et la Lutte contre le Racisme à ce moment-là et je me suis dit que c'était un processus qui était intéressant et une opportunité exceptionnelle de pouvoir intégrer le Parlement fédéral sans passer par la voie des élections. Après, je me suis présenté aux élections et j'ai été élu, et puis j'ai décidé d'arrêter en 2010 comme je l'ai dit.

Alors, évidemment, il y avait un fossé énorme entre mon appartenance politique, partisane, et de l'autre, l'évolution de mes idées et mon militantisme au sein du mouvement des objecteurs de croissance. On a eu beaucoup de réunions à Namur, à Liège, à Mons avec toute une équipe dont Michèle Gilkinet qui était parlementaire Ecolo, Paul Lannoye, parlementaire Ecolo et européen pendant longtemps. A ce moment-là, j'ai commencé à essayer de sensibiliser, notamment au sein de

la Commission de la Santé Publique et de l'Environnement de la Chambre des représentants du Parlement fédéral, à ces questions-là, en déposant certaines propositions de loi qui s'inscrivaient dans ce mouvement, mais qui étaient extrêmement timides, comme par exemple le fait d'interdire la publicité pour les voitures les plus polluantes, ce qui était selon moi une proposition de très faible ampleur quand on voit les enjeux aujourd'hui et quand on lit le bouquin de Pablo Servigne et Raphaël Stevens « Comment tout peut s'effondrer » ou d'autres, toute une série de gens disent aujourd'hui qu'il y a une accélération des transformations du système-terre, des écosystèmes qui fait que c'est de plus en plus intenable. Le décalage entre le discours politique, l'analyse politique et la réalité géo-biochimique de l'anthropocène est de plus en plus important.

Donc, moi, j'ai une vision modeste et partielle et partiale, en disant, quand j'ai fait cette proposition de loi et que j'ai fait auditionner Jean-Baptiste Godinot, Ecolo a suivi et c'est Philippe Henri qui est devenu ministre à la Région wallonne après, et Thérèse Snoy. Mon parti était plutôt pour, mais bon, ce que je veux dire par là, c"est que j'avais absolument pas la majorité au sein de la commission et évidemment, la proposition de loi n'a pas été votée, et donc j'ai senti la résistance et le fait que le basculement mental, conscient ou inconscient, du monde politique que je côtoyais à ce moment-là, en 2009 et 2010, n'était absolument pas préparé pour penser à la question d'une refonte complète des concepts et des objectifs politiques en termes de réduction du temps de travail, en terme de décroissance, en terme de relocalisation de l'économie, en terme de circuit court. Donc pour cette conversion-là intellectuelle de philosophie politique, et je le pense encore aujourd'hui, l'immense majorité des décideurs politiques, à quelque niveau qu'ils soient, de gauche ou de droite, à mon sens ne sont pas dans cette logique-là. Que ce soit en Belgique ou en France. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas des initiatives, mais la société civile donne beaucoup plus, avec le film « Demain », avec l'effervescence autour des potagers solidaires, les services d'échanges collectifs, on sent bien que la société civile bouge beaucoup mais que la société politique n'embraye que de très, très, très loin, avec réticence. Les concepts qui sous-tendent consciemment, ou le plus souvent inconsciemment, les grands partis qui structurent encore la vie politique européenne et internationale, c'est quand même qu'il y a une conscience des problèmes environnementaux incontestablement, elle évolue, elle s'accroit. Il y a eu la conférence de Paris, il y a eu le développement durable dans la Constitution en 2006, je suis parvenu à le passer, mais c'était le développement durable, qui est un concept très peu opérationnel pour les décroissants. Donc, cette conscience évolue très lentement mais la solution fondamentale, souvent pensée inconsciemment, c'est que les sciences et les techniques vont nous sauver. Il y a cette idée du progrès des Lumières depuis le 18<sup>ième</sup> siècle que c'est quand même les sciences et les techniques qui vont amener la solution, même s'il faut réguler, même si l'Etat a un rôle fondamental, c'est quand même fondamentalement les sciences et les techniques qui vont nous permettre de sortir de l'ornière, des cycles de perturbation de la nature, etc.. Donc, je dirais que, à mon sens, et pour suivre un peu les débats politiques en Europe, dans le monde et un peu en Belgique, ce n'est pas encore un concept qui a infusé, si j'ose dire, dans la vie politique. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas des initiatives qui sont soutenues, mais on reste quand même très « développement durable ».

<u>Martin Goor</u>: En fait, on peut soutenir une initiative avec un aspect décroissantiste, mais sans le cachet « décroissance » dessus ? Comme par exemple le PTB qui désire diminuer le temps de travail avec la semaine des 30h.

Jean Cornil: Exactement. Comme toutes les mesures contre la pollution de l'air ou favoriser le vélo en ville. Je pense que la structuration du débat politique, les arguments qui sont mis, c'est encore le taux de chômage, l'évolution du PIB, l'obsession, c'est tout le temps le taux de croissance. Tout le discours dominant politico-médiatique est centré là-dessus en Belgique, en Europe ou dans le monde. C'est cette conviction première que, dans la hiérarchie des problèmes, c'est d'abord la croissance, c'est l'investissement, et l'investissement, c'est de l'emploi et donc du bien-être et de la consommation pour les gens. Et donc je trouve qu'il y a, jusqu'à présent, une très, très faible prise de conscience de la question de la décroissance, même s'il y a des efforts qui ont été faits: Ecolo, et notamment à Etopia, qui avait notamment traduit « La prospérité sans croissance » de Tim Jackson.

Donc, il y avait quand même quelque chose. Les gens qui sont convaincus sur le plan intellectuel, sur le plan du raisonnement, de la rationalité, ils disent « oui, sans doute est-ce juste » mais la perception qu'en ont les citoyens et la classe politique, cela ne se traduit pas.

#### Martin Goor: Vous pensez que les choses évoluent?

<u>Jean Cornil</u>: Je ne saurais pas te le dire. Donc je serais prudent. Cela commence très, très, très légèrement, par petites bribes, d'une manière toute à fait marginale, dans certains partis politiques marginaux, il y a eu le rassemblement « R », entre autres, en France et aussi certainement des choses en Allemagne. Il y a eu le film «L'urgence de ralentir». Ce qui me frappe, c'est que c'est plus perceptible dans la société civile que dans le monde politique. Globalement, la prise de conscience est très faible, parce que changer le paquebot Titanic des conceptions politiques, qu'elles soient marxistes ou libérales, et qui sont ancrées dans l'éducation depuis des siècles, fait que c'est difficile de changer. Il faut avoir une disponibilité d'esprit, une souplesse, une ouverture, un étonnement. Il faut un esprit presque philosophique si j'ose dire. Un esprit révolutionnaire, faire une révolution, dans le sens de transformer les choses, et que la pesanteur des concepts est très puissante. Je pense que d'ailleurs c'est une donnée de l'histoire, c'est d'ailleurs un débat complexe et tout à fait passionnant, je pense que la politique ne précède jamais l'histoire. Marx disait « Les hommes font l'histoire sans savoir l'histoire qu'ils font ». C'est-à-dire qu'il n'y a pas d'anticipation, c'est extrêmement rare et donc c'est un problème. Je suis dans la logique de Jean-Pierre Dupuy, qui a écrit « Vers un catastrophisme éclairé ». C'est cette idée de dire ; la conscience va prendre au moment où le nouvel acteur de l'histoire qu'est la nature, les écosystèmes, vont se manifester. Ils sont en train de se manifester petit à petit, même chez nous dans les pays de l'hémisphère Nord, de l'Europe occidentale aux Etats-Unis, mais c'est encore trop lent pour que le monde politique et les citoyens réagissent, on est quand même dans la logique consommation-production, consommation-travail. Le travail reste la valeur centrale, la consommation reste l'objectif des gens.

<u>Martin Goor</u>: Lorsque vous abordez ces questions soulevées par les décroissantistes dans des débats politiques, par exemple avec des personnes libérales, de droite, travaillistes, est-ce que ces personnes savent de quoi il s'agit ?

<u>Jean Cornil</u>: Pour l'expérience que j'en ai, dans les années dont je te parle, quand j'en ai parlé avec certains collègues, si je puis dire, du MR, pour eux, c'est immédiatement la caricature, c'est-à-dire on

retourne au passé, c'est la nostalgie du Moyen-âge, l'obscurantisme, le retour à la bougie, etc. Donc il y a cette idée de dire que c'est un « ré-grès », ce n'est pas un progrès vers quelque chose, ce qui sous-tend en dessous l'idée que les progrès scientifiques et techniques permettront de trouver des solutions, c'est un peu par exemple la logique du transhumanisme poussé à l'extrême aujourd'hui, celui de la Silicone Valley, etc. L'idée que l'on va trouver la solution, parce que le génie humain a la capacité à rebondir face à l'histoire et à la transformation de la nature. C'est considéré comme quelque chose de conservateur, réactionnaire, rétrograde, c'est caricaturé. Le mot décroissance est un mot valise, un mot qui a une pesanteur qui fait reculer les gens, qui inquiète les gens, qui génère de la crainte. Et puis après, à gauche, [les arguments sont :] on ne va pas demander aux gens des CPAS d'être décroissants, c'est un privilège pour les classes moyennes et les classes supérieures de la société. Donc, cela ne veut pas dire que ce n'est pas en train de changer, mais je pense que dans la société politique, ce mot est un mot tabou d'une certaine manière pour l'instant. Ce qui ne veut pas dire que c'est le cas dans la société civile, en tout cas dans tous les petits réseaux qui sont en train d'émerger un peu partout.

# <u>Martin Goor</u>: Cela veut dire que quand on aborde des partis pas nécessairement sensibles à ces questions, ils connaissent quand même cet argumentaire?

<u>Jean Cornil</u>: Oui, ils connaissent un peu cet argumentaire. Il y a surtout des intellectuels [qui sont connus par les acteurs politiques], Serge Latouche et les mouvements de la décroissance. Même au Québec aussi. Il y a toute l'équipe autour de l'édition « L'échappée » sur les Radicalités. Il y a plein de gens qui parlent de cela. Donc, ils les identifient, mais ils les caricaturent totalement, et la caricature permet d'ailleurs le rejet de la confrontation, la mise à distance.

#### Martin Goor: Donc, il n'y a pas de débat scientifique?

Jean Cornil: Oui, de 2000 à 2010, j'ai invité [à être auditionné au parlement] plusieurs fois Jean-Pascal van Yperseele, parce que l'argumentation scientifique du GIEC me paraissait intéressante, ou encore Olivier De Schutter, qui était rapporteur pour la Souveraineté alimentaire aux Nations-Unies. Comme parlementaire, on peut inviter un certain nombre de scientifiques ou d'intellectuels, qui ont été écoutés avec révérence, mais pas entendus, dans le sens où il n'y pas de traduction politique si ce n'est de manière très légère et très superficielle, comme on le fait déjà dans le développement durable dans la limitation des émissions de dioxydes de carbone, mais c'est très, très, très lent. Je pense que pour qu'un nouveau concept, aussi pertinent soit-il, s'inscrive dans l'histoire, il faut beaucoup de temps, des décennies et des décennies.

# <u>Martin Goor</u>: Comme le socialisme ou le libéralisme ont mis du temps à s'imposer. Vous pensez que la décroissance mettrait autant de temps que ces grands mouvements politiques pour s'imposer?

<u>Jean Cornil</u>: Oui, On pourrait presque dire que le libéralisme embryonnaire a commencé dans les villes au Xlème siècle, au Bas Moyen-âge, et a commencé à se déployer de plus en plus avec la révolution industrielle en Angleterre, puis avec la révolution politique américaine, la révolution française de 1789, la révolution industrielle au 19<sup>ième</sup> siècle et puis s'est épanouie de plus en plus jusqu'à la mondialisation actuelle. J'allais presque dire que cela s'étale sur un millénaire. Le Marxisme, c'est quand même les premiers socialistes utopistes français fin 18<sup>ième</sup>, début 19<sup>ième</sup>, Charles Fourier et tout ça. C'est l'économie politique, et puis c'est l'expérience communiste en Chine,

à Cuba, en Union soviétique, son effondrement en 1989 avec le mur de Berlin. Donc sur deux siècles et demi. Ce qui me paraît nouveau, parce que je ne pense pas que l'histoire se répète, parce que les transformations de la nature sont chaque fois différentes, et c'est ce qui m'intéresse particulièrement sur le plan intellectuel, je pense que ce n'est plus un combat classique entre des classes sociales, des tribus, des groupes humains, des civilisations, des communautés, comme on l'a toujours connu, c'est un nouveau rapport entre l'homme et la nature. Donc il y a un nouveau partenaire, bien qu'il ait toujours été là, avec qui il faut négocier et ce n'est pas la même chose, comme j'aime dire en boutade, que de négocier avec le MR ou avec Donald Trump, et ça, c'est sans doute un basculement historique fondamental. C'est ce que beaucoup disent, j'en parle d'ailleurs dans un de mes bouquins, de « L'anthropocène », ce n'est rien de nouveau mais je fais une petite synthèse de tout ce qui m'apparaît sortir aujourd'hui. C'est une transformation majeure que Bruno Latour illustre dans son livre « Face à Gaia » et qui montre bien que la nature, qui était en retrait de la scène du spectacle humain, est en train de monter sur la scène petit à petit, par l'acidification des océans, par la transformation du cycle du méthane, de l'eau, la biodiversité, la déforestation. La nature avait toujours été passive durant des siècles et des siècles, elle était le grand réservoir des ressources naturelles. Après, le problème politique, c'était celui de la répartition de ces richesses. Aujourd'hui, ce n'est plus seulement une question de répartition, c'est la grosse erreur du socialisme moderne qui est resté axé sur la question, juste mais hémiplégique si j'ose dire, d'une répartition juste des richesses plus ou moins importante en fonction de si l'on est communiste ou si l'on est socialiste libéral, mais ils n'interrogent pas les conditions de production de la richesse.

J'ai eu des débats au sein du PS à ce sujet, car ils sont intéressés, les militants, les citoyens, les gens qui ne sont pas dans les partis, la jeunesse d'aujourd'hui sent qu'il y a des transformations et que l'on passe d'un ancien modèle à un nouveau modèle, d'un ancien paradigme à un nouveau paradigme, on est dans une période de transition très complexe, mais passionnante à étudier. C'est ce que j'ai appelé ici en 70 pages, mais ils ont mis un autre titre, « Les basculements du monde », toutes les transformations du monde. On quitte le néolithique, certains disent on quitte une période qui a commencé il y a douze mille ans, parce les gens sont à la ville et plus à la campagne, la démographie. Je sais que c'est un sentiment très général et que cela ne répond pas à une question qui est très précise que tu me poses si j'ai bien compris : comment le monde politique belge au niveau des conseils communaux, au niveau des régions, des Communautés, des Provinces, de l'Etat fédéral, prend en compte la question de la décroissance. Au fond, je t'ai donné un éclairage très marginal làdessus, plus intellectuel que pratique. Par contre le fait d'aller rencontrer un certain nombre d'élus ou des responsables de partis, c'est intéressant de leur poser la question.

<u>Martin Goor</u>: Oui, l'idée est de poursuivre avec une enquête/sondage auprès de ces groupes-là pour déterminer, grâce à un questionnaire, leur niveau de connaissance sur la notion de la décroissance. Est-ce que, par exemple, un élu libéral connait aussi bien les arguments proposés par la décroissance que ceux donnés par le socialisme.

<u>Jean Cornil</u>: Je ne crois pas. Mais il faut creuser. Ce dont il faut se rendre compte aussi, et moi ça m'a fort fort frappé, c'est que le monde politique belge, mais je pense dans d'autres pays aussi, fait une séparation entre la politique politicienne, ce que Regis Debray appelle « La » politique, et « le » politique, c'est-à-dire tout ce qui est philosophie politique. Autrement dit, le décalage entre d'un côté, les analyses politiques, philosophiques et sociologiques, le monde de la science, de la connaissance, de l'interprétation des choses et de l'autre côté, le monde de la décision, il est gigantesque.

Quand tu dis par exemple « Les libéraux savent ce qu'est le socialisme ». Non, ils savent ce qu'est le parti socialiste, mais je ne suis pas du tout convaincu que si tu demandais aux libéraux, ou même aux socialistes, d'expliquer Marx, Charles Fourier, Proudhon ou d'expliquer Lénine. Je ne sais pas s'ils pourraient répondre. Leur logique est une logique immédiate, une logique de conquête du pouvoir, ils ont des valeurs évidemment, mais ils sont très pratico-pratiques, dès qu'on leur cite des auteurs, ils sont perdus. La plupart d'entre eux, je ne dis pas tous. Quelqu'un comme Paul Magnette, par exemple, a une formation universitaire en philosophie politique. Un type comme Jean-Luc Mélenchon, est philosophe de formation. Tu sens tout de suite qu'il a derrière un bagage conceptuel qui lui permet d'interpréter le réel. Mais sinon, c'est extrêmement pratico-pratique, très banal. Ça m'a toujours frappé, avec même un rejet : « ça c'est le monde intellectuel, la population ne comprend pas, ça c'est les élites universitaires ou académiques, qui sont coupées de la réalité ». Moi, je trouve que ça manque d'intellectuels, de gens qui sont capables de comprendre les grilles d'interprétation du monde. Et on n'en parle pas. Les médias n'en parlent presque jamais. Tu vas voir ce décalage qu'il y a. Ça ne veut pas dire qu'il n'y en a pas, il y en a sans doute plus chez Ecolo. Comme Christophe Derenne qui a une vision des choses. Je suis moins sûr que tu vas trouver à l'Institut Emile Vandervelde ou au Centre d'étude Jean-Gol. Il y en a, un type comme Richard Miller au MR, il a un discours élaboré, il a une vision stratégique.

[S'en suivent des conseils pratiques pour aborder les acteurs politiques individuellement]

#### Annexe 4)

Interview de Tim Jackson, Professeur de développement durable à l'université de Surrey (Royaume-Uni). Auteur du livre Prospérité sans croissance (2009). Interview réalisé le 13 mars 2017.

Tim Jackson n'est pas un objecteur de croissance, il ne se considère pas comme faisant partie de ce mouvement.

<u>Martin Goor</u>: To your knowledge, is the Degrowth ideology already discussed in the political institutions of the United Kingdom? Are there some politicians who use your arguments for an economy unbased on growth in the different power institutions?

Tim Jackson: As it happens, there are. Not very many. But, my research institute is the secretariat for something called the All-Party Parliamentary Group on Limits to Growth. Which is a group of parliamentarians, not a very big group, about twenty parliamentarians, set up for, exactly for, that political space. In November last year, we had Federico Demaria and a couple of people from the Club of Rome and a politician called Caroline Lucas, who is the leader of the Green Party in the UK, and we had a debate in the parliament about Degrowth. I think that was probably the second or third time that Degrowth was even mentioned in the UK parliament. But in the first time it was the launch of our group on the APPG [All-Party Parliamentary Groups] on limits to growth. So, it's a very small conversation. I would say, in the UK, as far as UK's government, UK's parliament goes, the influence on government itself is tiny. Nobody in reality is talking about Degrowth. They don't even want to have that conversation. So as I see it, our role is really to create a space where we can have that conversation. Where we can bring Degrowth's people into parliament. Where we can bring those questions. Where we can bring the people who did the work on limits to growth and where we can actually begin to have a sensible conversation about the challenges.

#### Martin Goor: And that space would be a council of advisers around the parliament?

Tim Jackson: I've been trying to set up that actually in a formal way. Since the first report was published in 2009, one of my principal recommendation to government to that point was that they did set up very specifically that kind of commission. That wasn't taken up. It has been taken up in other places. For example, in Germany they have a commission on growth and quality of life, in Austria, there's a great transition movement, in Denmark, The Alternativet movement [Parti écologiste danois], but it hasn't been taken up as such in the UK. So, our little APPG, is the closest I've got so far to creating that space. But ideally, yes, why does government not have a space where it can think about the possibility that it won't have growth in a few years' time? Especially when the growth threats to declining. Especially when we have a huge financial crash. Especially when all these issues are waiting in the wings to be sorted out. The only recipe on the table is to get growth back as fast as possible.

#### Martin Goor: Is that recipe also defended by the far-left and green parties?

Tim Jackson: The bulk is that within parties you can have that sort of discussion. I've had discussion in the left parties, I've had discussion in the green parties. The political agenda on the left is very difficult in the UK, and particularly at the moment. But you can have conversations with those politicians about those limits. You can even find occasional central right politicians who are open minded and actually we had to have a central right politician, we had to have a government Tory representative in the APPG to make it coherent, to give it authorities. We had to find a Tory politician who was able to say that but it wasn't anyone who's going to have an admitted influence on the Prime Minister. He was a backbencher [un député d'arrière-banc dans la Chambre des Lords.], a couple of backbenchers that we have. So the challenge is really still there. I don't know how long it takes before it really gets taken seriously. But I suspect that with a few more years of the kinds of issues that we looked at since the financial crisis, and a bit more of opening out that space, I mean, I guess my aim is sort of "Okay, I know you are not interested in this case, at the moment, I know that you put other things on your plan. I know that your bandwidth is taking up 150% by Brexit, but, there are really bothered thing going on here that in a few years' time you're going to know about. So put a little bit of capacity into that ability to have a conversation". So that's really what we are doing. We're almost in a surreptitious way just trying to build that space, recognising that you are almost in an enemy territory, trying to fortify that space. Build it like a beachhead, when you invade a foreign country. You have to land and make a stronghold, you have to gradually create that space.

<u>Martin Goor</u>: Do you think that the Degrowth ideology is increasing? Are there more people open to its reflexions or is it more difficult than before to speak about Degrowth?

<u>Tim Jackson</u>: It's becoming easier and easier to speak. Actually when we launched this APPG within hours we were sold out from a public point of view. And that, does impress politicians, if you can get public to the doors, and they [Les politiciens] won't engage in the debate, then politicians will begin to listen.

<u>Martin Goor</u>: So if you have people behind you, maybe politicians will be open to listen to the idea of Degrowth ?

<u>Tim Jackson</u>: Exactly, which I think is one of the big interesting point and one of the points of value of degrowth made model self. It's creating that conversation and people are interested in having it.

#### Annexe 5)

Interview de Vincent Liegey, porte-parole du Parti Pour La Décroissance en France depuis 2008. Coauteur du livre « *Un projet de décroissance. Manifeste pour une dotation inconditionnelle d'autonomie* » écrit en 2013. Interview réalisé le 21 décembre 2017.

<u>Martin Goor</u>: [Présentation + rappel de la définition de la Décroissance telle que présentée dans le mémoire + informations sur les 3 interviews en rapport avec des penseurs de la Décroissance et les 23 interviews des mandataires et experts des centres d'étude des partis politiques de Belgique + informations sur la méthodologie pour l'interprétation des données]

<u>Vincent Liegey</u>: Sur Tim Jackson, je partage un certain nombre des points dans son analyse sur la « religion » de la croissance, du progrès. C'est ce que j'avais souligné dans le livre que François Fillon avait écrit (avant les affaires): une ode au progrès, au toujours plus, au techno scientisme, etc. Et, en réaction aussi, des termes très durs et extrêmement agressifs contre les décroissants.

<u>Martin Goor</u>: Les questionnaires étaient un mélange de qualitatif et de quantitatif. A propos des décroissants, la plupart des responsables politiques m'ont répondu : leurs réflexions sont bonnes, leurs solutions sont fausses. Suite aux recommandations des décroissantistes du MpOC, qui ont constaté que les politiciens belges ne connaissaient pas bien la Décroissance, j'ai posé des questions à choix multiple sur la connaissance de l'histoire / faits liés à la Décroissance et la plupart ne connaissaient pas. Et sur les questions plus qualitatives, je suis en phase d'exploitation avec le système Nvivo. Mais ce qui ressort déjà, c'est le mot « peur » lié aux conséquences de la Décroissance sur le chômage, etc.

<u>Vincent Liegey</u>: Actuellement, je suis en Argentine et ici aussi la question est extrêmement complexe. Comme ce que vous avez pu analyser dans le monde belge. Cela serait intéressant de mieux analyser la différence de perception sur la Décroissance entre le citoyen lambda et les élus. Pour moi qui suis dans ce petit monde depuis plusieurs années, ceux avec qui on a le plus de difficultés de parler de décroissance, sont les gens qui sont vraiment dans le système, soit les technocrates, soit les élus. Des gens qui ont des positions assez élevées et de décision. Alors qu'on aura une meilleure ouverture d'esprit, voire une meilleure connaissance des compréhensions des enjeux du 21° siècle quand on va dans le bistrot du coin, qu'on discute dans un bus ou dans le métro, etc. C'est assez surprenant. A titre d'exemple, en Hongrie, je travaillais à l'ambassade de France où j'étais responsable des débats d'idée à l'institut français de Budapest. On parlait beaucoup de Décroissance et il y avait un accueil très enthousiaste et très ouvert de mes collèques, et un blocage extrêmement violent de la part des hauts diplomates et hauts fonctionnaire français. Des personnes extrêmement brillantes mais qui ne comprenaient rien aux questions de la Décroissance et qui pourtant avaient travaillé sur la prospective en matière d'Energie française au quai d'Orsay à Paris, et pour qui la question de la raréfaction des Energies était un non débat. C'est extrêmement intéressant et inquiétant. Et il y avait aussi – je ne sais pas si vous avez pu l'observer – une espèce de condescendance, une vision élitiste de la société qui était : « il faut faire à la place des gens et on a besoin d'une élite qui pense à la place des gens ». Et le projet de Décroissance ne s'inscrit pas du tout dans ce mode de pensée où l'on pense plutôt émancipation, autonomie, relocalisation, autogestion, etc. Et quelque part, lorsque je débattais violemment avec ces hauts fonctionnaires, c'était que la Décroissance remettait en question leur existence en tant que haut fonctionnaire. Il y avait une dissonance cognitive dans le fait qu'ils disaient: non, c'est complètement absurde. On a besoin de croissance, on a besoin de technologies. A titre d'exemple, j'avais organisé une grande rencontre sur les circuits courts et l'agro-écologie. L'ambassadeur s'y était opposé de manière extrêmement violente en disant que l'on ferait mieux d'organiser des colloques pour promouvoir les entreprises semencières françaises parce que le marché Hongrois est un marché ouvert, très stratégique pour l'Europe centrale. Et quand on parlait des AMAPs, pour lui c'était de la connerie. On ne peut pas nourrir le monde avec de l'artisanat et du bricolage, comme ça. Il était dans une vision très technocratique du monde. Et c'était d'autant plus absurde que c'était quelqu'un de formation littéraire (un normalien) qui n'avait aucune connaissance de ce qu'était un écosystème, un sol vivant, l'agriculture, l'énergie, la dépendance de l'agriculture aux énergies fossiles, quel est l'impact environnemental, etc. Vos constats ne me surprennent pas du tout. Et moi, j'aurais tendance à avoir une vision beaucoup plus optimiste, tout en restant réaliste. Mais je vous laisse poser des questions.

<u>Martin Goor</u>: Il y a peu d'informations / études sur l'institutionnalisation de la Décroissance. Dans la vidéo que vous m'avez envoyée, l'on voit la représentante d'Attac en Allemagne, Sabine Leidig, qui disait que l'on ne peut pas se mettre d'accord car il y a l'autre parti! La logique impose que l'on doit faire du bio mais il y a la logique partisane qui empêche que l'on se mette d'accord.

<u>Vincent Liegey</u>: C'est effectivement une logique de pouvoir et de pouvoir garder sa chasse gardée. De se maintenir au pouvoir ou de prendre le pouvoir.

<u>Martin Goor</u>: Mais même quand tout le monde est d'accord comme au sujet de l'obsolescence programmée, lorsque l'on propose une loi (comme l'a fait Ecolo en Belgique), d'autres partis trouvent toujours des contraintes, des excuses, pour ne pas passer une loi. C'est intéressant de voir ce gouffre entre les gens qui disent tous qu'il faut une loi mais certains qui ne votent pas pour. Idem pour l'agriculture biologique, tous étaient d'accord pour une certaine relocalisation. Mais au final, ceux qui proposent se font traiter de protectionniste et anti-marché. Que pensez-vous de ce gouffre entre les constats et l'inaction ?

Vincent Liegey: Sur ce point, j'élargirais même le constat. Toutes les enquêtes montrent que les gens sont plutôt pour le partage et la coopération et qu'une grande partie des gens sont, fondamentalement, anti-capitalistes. Alors que les mouvements politiques anti—capitalistes restent très minoritaires. Cela a trait au changement et l'on peut aller jusqu'à La Boétie, sur la servitude volontaire, qui nous interpelle sur beaucoup de choses. Je voudrais échanger avec vous sur la vision qu'est la mienne de la Décroissance et de l'institution et qui est partagée par mes co-auteurs et pas mal d'amis décroissants. On part d'une logique que l'on est dans une dynamique de transition. On part du système tel qu'il est (que l'on n'a pas choisi et on peut regretter qu'il soit comme ça : inégalitaire et qui nous amène droit au mur) mais on ne peut pas construire du jour au lendemain des sociétés avec des institutions ou une organisation institutionnelle au sens culturel du terme qui soient totalement différentes. On y va donc étape par étape avec différents niveaux d'approche. Le premier est dans la logique d'une victoire culturelle de transformation de la société. Ce qui est pour moi un préalable fondamental. On parle de décoloniser l'imaginaire et cela passe par des débats, des rencontres, de la diffusion d'informations mais aussi par du « faire », par des expérimentations, la

simplicité volontaire, des pratiques différentes, un autre rapport au temps, à la consommation, au voyage, à l'autre, à la communication — communication non violente —, une rupture avec le patriarcat. Je dirais que sur ce pilier-là, il y a des choses, depuis une dizaine d'années, qui sont extrêmement intéressantes. Je parle d'une transformation silencieuse de la société qui se met en place. Là où, il y a 5 ans, quand j'intervenais sur la Décroissance, le débat était un peu sur ce qu'évoquait Tim Jackson et les autres personnes dans vos interviews c'est à dire : Etes-vous pour ou contre la décroissance ? Il y a 5 ans, les débats en restaient là. Aujourd'hui, quelque soient les milieux dans lesquels j'interviens, le débat est vraiment : comment la mettre en place ? Il y a une acceptation assez large dans nos sociétés, dans des milieux culturels, citoyens, universitaires, etc. Où, quand on prend le temps d'expliquer ce qu'est la Décroissance, ce qu'on entend derrière, les limites physiques, culturelles de la croissance et puis les propositions qu'on met en place. Je dirais, il n'y a plus de débat, pour ou contre. Les gens sont d'accord pour dire oui, il faut rompre avec ce système, mais comment on fait ?

Sur la dimension culturelle, il y a des dynamiques extrêmement intéressantes et cela bouge très, très vite. Ce que l'on voit ressortir aussi dans beaucoup d'enquêtes d'opinion et d'enquêtes de comportement, que ce soit le rapport à la consommation, comment le recyclage, l'échange, le partage se sont mis en place de manière assez large dans nos sociétés. Et puis, dans des franges peutêtre un peu plus limitées de la société – mais non négligeables – tous les questionnements sur le rapport au travail. Tous ces jeunes qui quittent leur boulot dans une grande banque pour lancer leur boulangerie bio. Toute cette souffrance au travail et puis cette volonté de se réapproprier le sens que l'on veut donner à sa vie. Il y a des tas de choses très intéressantes qui convergent vers ce que moi j'appelle la Décroissance - faut pas l'appeler différemment - autour de ce 1° pilier qu'est la transformation culturelle de la société. Il faut regarder le monde de manière différente pour pouvoir commencer à le mettre en place et à le vivre. Le deuxième pilier, c'est vraiment une stratégie de transformation, c'est-à-dire qu'on part des institutions que l'on voit telles qu'elles sont. Avec aussi les gens, à l'intérieur, tels que nous, c'est à dire que, même si l'on peut, intellectuellement, remettre en question un grand nombre de choses, on a quand même été éduqués, conditionnés à vivre dans une société de croissance. Il y a donc tout un travail d'accompagnement. Et il y a un certain nombre de leviers qui nous semblent pertinents sur lesquels on peut jouer.

Donc, le premier, il est de continuer dans cette logique de transformation culturelle et de permettre aux citoyen(ne)s qui le souhaitent de s'approprier des espaces pour expérimenter des mondes de demain.

L'enjeu n'est pas tant de prendre le pouvoir et d'imposer la transformation de la société que de faire pression sur les pouvoirs décisionnels pour permettre la transformation. Donc, de créer des dynamiques de résistance, de pressions citoyennes pour, par exemple, se réapproprier des espaces, des « communs ». De mettre en place des lois qui permettent d'expérimenter et puis aussi – je dirais même surtout – de repenser les redistributions.

On peut faire pression pour rompre avec les évasions fiscales, faire pression pour mettre en place un audit de la dette publique. Pour ne pas rembourser les parts illégales, illégitimes et indécentes des dettes publiques. Pour un plus grand contrôle démocratique sur la finance. Pour une réappropriation de la création monétaire pour la mettre au profit de politiques de transformation. Quelque part, sortir de la centralité de l'économie. Eventuellement, la mise en place d'un niveau maximum de revenus acceptable. Qu'on peut mettre en place, on commence de 1 à 400 pour l'année prochaine et puis on va sur de 1 à 12 d'ici 30 ans. Et aussi des protections sociales qui pourraient [participer], par exemple, pour sortir de la centralité de la valeur travail — un droit opposable au congé sabbatique, au temps partiel, au congé de paternité/maternité pendant 2 ou 3 ans. La mise en place d'un revenu de base

inconditionnel. Et puis nous, ce que l'on développe dans notre livre, c'est la dotation d'un revenu inconditionnel d'autonomie qui couple un peu tout ça. C'est-à-dire un revenu de base inconditionnel démonétarisé. Donc, [il y a ] un certain nombre de leviers sur lesquels on ne souhaite pas prendre le pouvoir mais on souhaite faire pression pour transformer les institutions notamment économiques, sociales et politiques pour permettre l'émergence d'alternatives concrètes et d'une transformation culturelle et une réorganisation/relocalisation de nos économies et une réappropriation de ce que l'on produit, comment et pour quel usage auprès des populations. Et je dirais que c'est vraiment quelque chose de réformiste avec, derrière, une pensée politique totalement révolutionnaire d'un point de vue culturel mais qui se donne le temps de faire les choses de manière non brutale. Et qui met en avant une logique de dialogue, de discussion non violente, etc.... Ce qui n'est pas évident et qui – j'ai l'impression – se met en place. J'ai la chance d'être dans le mouvement de la Décroissance depuis une dizaine d'années et un grand nombre de propositions que l'on mettait sur la table il y a dix ans et qui étaient rejetées de manière extrêmement violente par l'ensemble de la classe politique, deviennent aujourd'hui des sujets de débats légitimes. Je pense notamment au revenu de base inconditionnel - on n'a pas été les seuls à le porter bien sûr – qui, il y a dix ans était inaudible. Aujourd'hui, on se dit, c'est quelque chose dont on doit peut-être discuter. Et puis, plein d'autres propositions...

Voilà, notre approche autour de la transformation institutionnelle de la société. L'enjeu, c'est de déconstruire des institutions qui sont inutiles, de construire de nouvelles qui peuvent avoir du sens et puis d'en réformer un grand nombre pour tendre vers la Décroissance. Je pense par exemple à l'éducation. On pense qu'il faut revoir en profondeur le système éducatif et mettre au centre de l'éducation, plus une école de la vie qu'une école où l'on parque les gamins pendant un temps. Qui plus est, on met aujourd'hui les universités dans les mains de lobbys économiques pour former des gens efficaces quand ils arrivent sur le marché de l'emploi, dans une entreprise pour le marché. Donc plus une école de la vie autour de réflexions sur comment apprendre à apprendre, sur comment apprendre à s'écouter, sur la communication non violente, sur l'autogestion, sur des niveaux, des meilleurs équilibres entre le faire et l'intellect. Il nous semble important aujourd'hui de partager les tâches difficiles et puis de trouver les équilibres, c'est-à-dire que ce n'est plus quelqu'un qui est huit heures devant un ordinateur pendant qu'un autre balaie. On peut trouver de nouveaux équilibres par rapport à ça. Voilà un peu nos réflexions sur la transformation des institutions. Avec, ce qui nous semble intéressant, la logique de créer des dynamiques de libération citoyenne pour se reposer les bonnes questions. C'est ce qui manque vraiment dans nos sociétés. Les débats politiques, aujourd'hui, souffrent de séparation violente entre groupe de personnes – entre conservateurs et libéraux, entre – je l'observe ici en Argentine et en Hongrie – des pays qui semblent totalement divisés, mais quand on prend le temps de discuter avec les gens, on trouve des points de convergence sur certains problèmes alors qu'ils proviennent de milieux socio-économiques très différents. On cherche à comment discuter politique avec les gens en évitant des débats stériles et violents. Très souvent, on dit, à mauvaise question, mauvaise réponse ! C'est ce que l'on a pu observer lors de référendums où l'on posait des questions auxquelles on pouvait répondre oui ou non pour de très bonnes raisons. C'est le cas pour la Catalogne ou le Brexit. Ce fut aussi le cas pour le référendum sur le traité de la constitution européenne en France. Nous, on travaille beaucoup sur comment amener un ensemble de questions pertinentes à être débattues, sur comment les amener à un débat de société, sur les questions qui permettent, non pas d'éluder les conflits mais qui permettent d'identifier quels sont les véritables conflits et non pas de rester à une dimension émotionnelle et superficielle.

J'ai essayé de résumer rapidement un peu nos réflexions sur les rapports aux institutions et transformation des institutions qui, pour résumer, passent d'abord par une transformation culturelle,

par du « faire », et par le fait de faire pression sur les institutions, non pas pour prendre le pouvoir mais pour petit à petit transformer et à laisser des espaces pour se réapproprier les questionnements qui ont du sens et la transformation de la société dans une dynamique de réforme, de suppression et de créations de nouvelles institutions.

<u>Martin Goor</u>: Quand vous parlez de faire pression, de transformer les institutions, quels sont les voies, les chemins, les forces que vous utilisez pour produire cette pression? Quand vous parlez de créer des espaces, c'est pour augmenter les rangs de la Décroissance en termes de voix et de nombre? Quels sont les moyens favorisés pour entrer dans les parlements, les institutions? Est-ce discuter avec des élus? Faire pression avec un mouvement, des manifestations, des lettres ouvertes?

<u>Vincent Liegey</u>: Pour moi, il y a une complémentarité entre les différentes stratégies et les niveaux d'action, et dans la Décroissance ou dans les mouvements et collectifs avec lesquels on travaille, on peut trouver une forme de résistance, comme la désobéissance civile non-violente, à travers l'occupation d'espaces contre des grands projets imposés, par exemple Notre-Dame des Landes, qui sont des projets symboliques. C'est de dire non à la fuite en avant croissantiste. Mais pas seulement dire non, mais c'est aussi créer des dynamiques pour montrer que d'autres alternatives sont possibles. C'est tous ces mouvements de résistance, de désobéissance civile non-violente, c'est les casseurs de pub, les déboulonneurs, c'est la résistance à l'agression publicitaire, c'est la lutte contre les OGM, contre le transhumanisme, contre les nanotechnologies, etc. tout cela, cela peut être un des piliers. Un autre pilier, cela peut être par exemple ce que l'on fait avec les conférences internationales sur la décroissance, c'est d'occuper le monde de la recherche par un travail de débat, d'influence, de créer des conférences, on pose aussi la question du rôle de la recherche dans la société et de mettre cela en relation avec la société civile et le monde politique institutionnel. C'est ce que l'on va faire à titre d'exemple l'année prochaine avec trois grandes rencontres internationales, avec la 6ième conférence internationale à Malmö, Avec la première conférence dialogue Nord/Sud à Mexico City, il me semble important d'apporter ces questions en termes de dialogue, comment les pratiques au Sud permettent d'avoir au Nord des empreintes écologiques aussi basses, et quelles sont les implications, les enjeux, les problématiques, etc.

Et puis, une troisième voie, au Parlement Européen où là, on est carrément dans une logique de lobby politique pour y amener la question de la décroissance.

<u>Martin Goor</u>: Comment cela se passe-t-il au Parlement Européen ? C'est là qu'aujourd'hui se prennent la grande majorité des réglementations. Comment faites-vous du lobbying à ce niveau ?

<u>Vincent Liegey</u>: Pour moi, il y a deux choses, la première c'est avec des élus, comme avec les citoyens, de faire de la désobéissance civile institutionnelle. Il y a des élus qui le font par rapport à un certain nombre de lois européennes, qui refusent d'ouvrir les marchés de l'eau au niveau de leur commune, en disant le marché de l'eau est un bien commun et doit être géré de manière publique et transparente et démocratique par les citoyens de la commune. C'est une réponse que l'on fait aux élus régulièrement et pour nous c'est important d'occuper l'espace du Parlement Européen, car on entre dans l'antre du néo-libéralisme, du consumérisme, du productivisme, du capitalisme et qui plus est à Bruxelles qui est une ville aux 50-70.000 lobbyistes. C'est important d'occuper cet espace au niveau symbolique pour se réapproprier cet espace politique : le Parlement Européen n'appartient pas

aux technocrates qui ont leur carte et qui ont le droit d'y rentrer, c'est un lieu qui appartient aux citoyen(ne)s européens. C'est important d'avoir des victoires symboliques qui sont des étapes pour y amener le débat. Nous, ce qu'on essaye d'organiser aujourd'hui à Bruxelles, c'est vraiment dans une logique de se poser la question: Dans quelle mesure, les institutions européennes telles qu'on les a, peuvent servir de levier dans une logique de politique de la Décroissance? Et si elles peuvent servir de levier, comment? Quels sont les poids politiques sur lesquels on peut travailler? Quels sont les blocages et comment on travaille dessus? Ou au contraire, d'acter que ces institutions sont construites d'une telle manière qu'elles vont totalement à l'encontre d'un projet de décroissance et du bien-être humain qui pourrait en découler. Donc, c'est vraiment le débat que l'on a envie d'amener au Parlement Européen. Et puis d'amener dans ce débat avec ces institutions, l'ensemble des acteurs. L'enjeu c'est d'aller voir au fonds des choses, de manière ouverte, dans une logique de dialogue avec des journalistes, avec des lobbyistes, avec des technocrates de la Commission, avec des députés européens, des syndicalistes, des gens de la société civile, des universitaires, et de pousser les débats. On va voir ce que cela va donner, c'est un apprentissage.

Le fait qu'aujourd'hui les portes du Parlement Européen s'ouvrent, moi, je trouve que c'est quelque chose de très intéressant qui n'aurait pas été possible il y a trois, quatre ans.

# <u>Martin Goor</u>: Donc, vous vous appuyez sur la société civile, sur les universitaires, pour donner du poids aux idées décroissantes ?

Vincent Liegey: Ce qui est intéressant dans la Décroissance, c'est que ce n'est pas quelque chose de délimité, ce n'est pas un mouvement institutionnalisé, organisé, avec un politburo, avec une pyramide, avec un organigramme, etc. C'est vraiment un réseau de citoyen(ne)s, un réseau de collectifs, qui peuvent être une maison d'édition ou un journal, une AMAP, un groupe de lecture, un groupe d'étudiants, un groupe de recherche, il y a vraiment toute une diversité. Et puis c'est aussi des citoyens, il y en a dans l'ensemble des partis politiques, et y compris aussi des gens dans le système dominant, qui bossent dans des multinationales, à très haut niveau, et qui de l'intérieur essayent de faire bouger les choses, il y en a dans des rédactions de journaux, où des journalistes parfois isolés se battent pour faire passer des informations sur la Décroissance. Donc il y a vraiment cette diversité qui est une force d'influence. Nous, on travaille sur une logique de masse critique dans le but de faire bouger les choses. Je suis convaincu que le politique qui aujourd'hui suit bêtement la logique de la multinationale, suivra bêtement demain la logique de la masse critique décroissante parce qu'elle sera tellement puissante qu'il sera obligé de la suivre. Il y a un indicateur qui est intéressant, c'est la question du changement climatique, où au cours de la décennie précédente, les politiques n'en parlaient pas puisque tout le monde s'en foutait un peu, Il y a avait beau y avoir des rapports qui sortaient réqulièrement, on ignorait les choses. Mais aujourd'hui, c'est devenu impossible de l'ignorer, notamment en France. Donc du coup, il y a la récupération politique du système : puisque l'on ne peut plus ignorer le sujet, emparons-nous du sujet. C'est ce qu'a fait il y a une semaine Emmanuel Macron qui dit: on va prendre en main la question du changement climatique en le mettant dans les mains des multinationales. Mais cela montre que quand il y a une pression culturelle, médiatique, citoyenne forte par rapport à une thématique, les politiques suivent.

Il y a des dynamiques intéressantes dans ce sens-là, même si l'on est encore très loin du compte. La résilience du système dominant est extrêmement forte, mais il y a de plus en plus de sujets qu'ils ne peuvent plus éluder, grâce à la prise de conscience provoquée par un certain nombre de réseaux.

Un autre point sur lequel on peut revenir, c'est le débat que l'on peut avoir avec des compagnons de route comme Tim Jackson ou Rob Hopkins, le réseau des villes en transition, ou Nicolas Hulot qui est ministre et numéro trois du gouvernement Macron, ce qui n'est pas rien! Donc là, au sein des réseaux décroissants, il y a deux approches, l'une, jusqu'au-boutiste qui est de taper toujours plus fort sur les compagnons de route, ce qui devient de plus en plus une minorité autour du journal 'La Décroissance' et puis, il y l'autre approche qui est celle portée par les jeunes objecteurs de croissance, portée par les réseaux internationaux autour de la Décroissance, par les conférences, qui est portée par un grand nombre de personnes qui ne se revendiquent peut-être pas directement publiquement de la Décroissance mais qui font tout un travail autour de ces questions et avec qui je travaille régulièrement. Très divers et très variés, et très complémentaire, [une approche] qui est de comprendre que dans une stratégie de transformation de la société, on a besoin d'avoir des gens de différents niveaux. C'est ce que je disais la dernière fois que j'ai rencontré Rob Hopkins. Quand Rob Hopkins va rencontrer des investisseurs pour financer un projet autour des villes en transition, il peut arriver en disant, moi je ne suis pas aussi fou que les décroissants, regardez, je ne me revendique pas de la Décroissance, et du coup cela va lui permettre de créer une relation de confiance et d'avoir du soutien des élus locaux, des investisseurs parce que il y a des décroissants qui derrière font pression pour pousser plus loin et font peur. Mais si Hopkins se retrouve récupéré par le système, ce qui est toujours un danger, c'est important d'avoir des décroissants qui sont derrière pour lui dire : mon coco, attention, tu es en train de tomber dans un piège! Une grande force de la Décroissance, c'est d'être empêcheur de penser en rond, car le but de la Décroissance n'est pas de devenir un grand mouvement de masse, mais de devenir une espèce de pensée parapluie qui est là pour faire le lien entre différents mouvements, différents réseaux, différentes approches, de souligner la complémentarité de ces différentes approches, mais aussi pour les pousser à faire le lien avec d'autres approches et ainsi de suite. Une autre grande force de la Décroissance, qui est aussi peutêtre un de ses défauts, c'est de se réunir autour d'un slogan qui a une connotation repoussoir, qui fait que l'on a du mal à mobiliser très large. Mais cela évite aussi de se faire récupérer par le système, mais je dirais aussi que dans une logique de transformation de la société, la Décroissance a ce côté un peu pervers, c'est-à-dire que quand elle gagne on s'en rend pas compte, c'est vraiment une transformation silencieuse. A partir du moment où, culturellement, elle a gagné, le mot Décroissance devient obsolète, inutile. C'est un peu la stratégie de transformation que l'on peut avoir d'un point de vue institutionnel, c'est de mettre le grain de sable dans le système pour le transformer, soit arrêter le système pour le détruire, soit le transformer, soit le pousser à créer d'autres structures, d'autres institutions, d'autres manières de vivre ensemble.

<u>Martin Goor</u>: Donc, vous pensez que la voie électorale du Parti Pour La Décroissance n'est pas la bonne façon de faire aboutir les idées et les valeurs décroissantistes ? Ce sera plutôt la pression de la société civile sur les élus ?

<u>Vincent Liegey</u>: Pour moi, je suis membre du Parti Pour La Décroissance, et nous, on dit toujours: ce parti n'a de parti que le nom. En fait c'est un collectif ouvert, autogéré, qui permet du fait qu'on s'appelle parti et que l'on a un porte-parole, d'accéder à des plateaux télé pour participer à un débat, alors que si on est un collectif ouvert, on nous invite pas, parce qu'on ne rentre pas dans les logiques du système. De la même manière, cela nous a permis d'occuper un espace, et on continue à le faire, dans les élections pour porter une critique de notre système démocratique qui est limité à un outil représentatif (qui peut être pertinent pour un certain nombre de choses). Ça nous permet de dire que

la démocratie va bien au- delà de cela. On a des copains et copines qui ont le nez dans le cambouis et qui font le choix d'aller dans des institutions, dans les élections pour battre le fer. Mais on pense que c'est extrêmement dangereux de s'inscrire uniquement dans une stratégie de transformation qui passe par le pouvoir, parce que si on prend le pouvoir, on est pris par le pouvoir. Mais plutôt de créer une dynamique de contre-pouvoir, d'anti-pouvoir, de pression et de trouver un juste équilibre avec un pied dans le système et un pied à l'extérieur du système. Et puis, avec un pied dans le système, d'avoir des relations continues avec des personnes qui ont des positions décisionnelles.

Certaine élus locaux implorent notre soutien. Pour faire bouger les choses de l'intérieur, les élus ont besoin d'une masse critique de citoyens qui fait pression de l'extérieur.

Quand on a des élus comme Philippe Lamberts que vous évoquiez tout à l'heure, évidemment on préfère avoir un Philippe Lamberts au Parlement Européen plutôt qu'une Marine Lepen, mais dans l'état actuel des choses, il ne pourra pas faire grand-chose s'il n'y a pas une transformation culturelle de la société suffisamment forte pour faire pression face aux lobbys, face à ses petits camarades au sein du Parlement Européen qui sont totalement sous influence des lobbys, souvent même de façon tout-à-fait honnête. Ils n'ont pas toujours la capacité de comprendre tous les dossiers, ils prennent les rapports de Monsanto et votent comme Monsanto leur dit, parce que Monsanto leur mâche de façon malhonnête le travail.

Nous, on a besoin de relais comme des Philippe Lamberts, pour frapper à la porte pour dire que l'on est là, que la société bouge et s'auto-organise pour sortir de l'impasse dans laquelle on est aujourd'hui, et la société est déjà en train de construire des solutions qui sont pertinentes et qui ont du sens.

<u>Martin Goor</u>: Donc, vous n'avez pas comme optique de gagner des sièges ? Ce qui importe pour vous, c'est d'avoir ce statut de parti politique comme haut-parleur, et puis, être une forme d'appui derrière des politiciens qui ont des connivences avec la Décroissance ?

Vincent Liegey: Exactement! Pour nous la Décroissance, ce n'est pas de faire moins, mais de faire mieux. Et de la même manière, dans notre stratégie politique, on n'est pas dans une stratégie quantitative, mais bien qualitative. Et c'est souvent ce qu'on trouve, comme dans la coopérative sociale que l'on a créé à Budapest. On est en permanence tiraillés entre cette dynamique où il faut croître, et si on commence à grossir, quelque part, on perd toute la dimension conviviale, de confiance, de relations informelles que l'on peut avoir entre nous, qui apporte beaucoup d'efficacité, de plaisir, de bien-être. Le système nous pousse toujours à croître, mais en parallèle, on travaille surtout sur la qualité du savoir-faire que l'on va s'approprier, la qualité de mieux s'écouter et à mettre en place des dynamiques de communication non-violentes entre nous, de gagner en autonomie, et non pas à croître, mais améliorer la qualité. Il y a une parabole que j'utilise souvent, c'est celle d'Ivan Illich et de l'escargot qui fait sa coquille. Il sait s'arrêter à temps et à ce moment, il ne travaille plus sur la croissance, mais sur le renforcement de la qualité, du confort et de la force de sa coquille pour vivre bien et en harmonie. Dans la Décroissance, on est dans cette logique-là. L'enjeu de la Décroissance c'est de travailler à améliorer la qualité des débats, des réflexions, des solutions et des expérimentations et non pas de faire du chiffre.

Pas la peine d'avoir des centaines de milliers de personnes derrière un drapeau. C'est l'antithèse des partis politiques. C'est la question qui traverse le mouvement des insoumis et le débat qui traverse le populisme de gauche. Le but n'est pas de manipuler des gens pour qu'ils suivent un leader

charismatique sans comprendre les enjeux, mais bien de s'approprier les questionnements pour y apporter des solutions et par là-même, transformer en profondeur la société.

<u>Martin Goor</u>: Cela répond à quelques questions que je me pose dans mon travail, et vos réponses apportent un éclairage sur les moyens utilisés par les décroissants en dehors du cadre législatif et institutionnel.

Vincent Liegey: Je précise bien que tous les décroissants ne sont pas nécessairement d'accord avec cette approche, mais bien aujourd'hui, une large majorité. Certains sont en désaccord total avec notre vision, comme Vincent Cheynet qui reste dans une approche d'élite éclairée qui doit prendre le pouvoir et imposer par le haut la Décroissance. Il y un grand clivage à ce sujet qui bénéficie d'une surreprésentation médiatique en faveur de cette dernière vision et par rapport au poids qu'elle représente. Ils ont la vitrine du mouvement de la Décroissance, alors qu'ils représentent une vision minoritaire et qu'ils sont beaucoup moins présents dans le débat, le travail quotidien de fonds, la publication de livres, l'éducation populaire et les conférences que la majorité. Tout ce qu'on fait est beaucoup moins médiatique que le fait d'avoir un journal et de tirer à boulet rouge sur tout le monde. Cela pose aussi question sur notre société et les médias. La société du spectacle. On le voit avec Mélenchon. Mélenchon jouait le jeu des médias pour être présent : Si je balance une petite saloperie sur Sarkozy, Hollande ou Tartempion, aussitôt, je fais la une des médias. Si je développe toute une réflexion de stratégie politique, de transformation, posée sur le dialogue, etc. On va avoir deux ou trois médias intellectuels qui vont relayer, mais ils sont lus par les copines et les copains et n'ont pas d'impact médiatique.

Nous avons eu la réflexion avec Paul Ariès, et nous faisons le choix de ne pas tomber dans ces travers et de se retirer du débat médiatique tel qu'il est mené aujourd'hui, quitte à perdre en visibilité, mais à gagner en termes de qualité du débat. On va débattre en profondeur avec des politiques, avec des intellectuels, avec des lobbyistes. De manière cloitrée. Car si on le faisait sur scène avec des caméras, chacun va rester sur ses positions et on ne va pas s'écouter.

# <u>Martin Goor</u>: La notion de peur, de rejet, d'idéologie inaudible revient souvent chez les détracteurs de la Décroissance, qu'en pensez-vous ?

Vincent Liegey: Je m'intéresse beaucoup à la psychologie et à la psychanalyse et quelqu'un comme Cornelius Castoriadis qui était psychanalyste et qui influence beaucoup la Décroissance, notamment sur les questions d'autonomie, de décolonisation de l'imaginaire et d'institution imaginaire de la société. C'est intéressant de voir comment, chez une certaine partie de la population, il y a une forme de dissonance cognitive extrêmement violente et des blocages assez fous. De la même manière, je m'intéresse également beaucoup à Bernard Maris, qui malheureusement s'est fait assassiné. Il évoquait en termes de capitalisme, croissance et psychanalyse, le déni de la mort. A travers l'accumulation de biens, on espère s'acheter l'immortalité à travers cette fuite en avant. Il y a de cela dans la religion de la croissance. La question est de savoir ce que l'on veut faire sur terre sans dénier la mort. La Décroissance, c'est de rappeler qu'il y a des limites et que l'on est mortel. Pour eux, la croissance, c'est la vie, l'espérance de l'immortalité et la Décroissance, c'est quelque part leur rappeler qu'il y a des limites, qu'on est mortel. C'est ce qui explique ces réactions de peur de la part des politiques. Pour moi, la question de refouler la peur de la mort est centrale dans la société de croissance. Par exemple quand je vous évoquais les technocrates, mes anciens collègues français, il y

a une double peur. Il y a bien sûr la question de la peur première d'assumer que ce sont des êtres vivants qui sont emmenés à mourir, mais il y a aussi chez eux, la peur de perdre leur position sociale, acquise depuis des générations, qui est remise en question par la société de Décroissance. C'est une double mort à laquelle ils doivent faire face. C'est pour ça que Tim Jackson parlait d'aller étape par étape parce que c'est le monde qui s'écroule sous leurs pieds. Moi j'aime bien l'approche de la Décroissance qui arrive avec le mot obus, qui fait un peu tout péter, et puis après on met en place du dialogue, en essayant de mettre le doigt là où ça fait vraiment mal. Je crois que le mot Décroissance fait aussi peur parce que justement, on met le doigt là où ça fait vraiment mal. Sinon il n'y aurait pas de telles réactions. Ils passeraient à autre chose.

Annexe 6)

Informations du répondant :

Nom: Lepaige

Prénom : Charlie

Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : PTB

Profession au sein de ce parti/centre de recherche : Attaché parlementaire à mi-temps et président

de Comac (le mouvement de jeunesse du PTB).

Questionnaire sur l'idéologie de la Décroissance :

1) Connaissez-vous l'idéologie de la Décroissance ?

Oui. Mais après il y a tellement de théories différentes que je trouve ça difficile de répondre oui

clairement. Chaque décroissant à sa vision de la Décroissance.

2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique

étatique (Conseil communal/régional/parlement)?

De la Décroissance, non, mais de la nécessité de décroître, oui. Notamment lors du débat sur la COP21 au Parlement fédéral. C'est un débat « méta » notamment sur ce que tu veux au niveau mondial, c'est quoi ta vision de la production avec les enjeux climatiques, de durabilité, etc. Nous on est venu avec des éléments sur la nécessité d'un autre type de production, donc aussi sur certains aspects à décroitre. Et un parti comme Ecolo vient aussi avec des questions comme celles-là je pense, mais avec

une toute autre vision que nous.

3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège

de parti, centre de recherche, conférence, etc.)?

Oui. On a le débat sur la Décroissance. Notre vision c'est qu'il va falloir décroitre sur toute une série de

pans de ce qu'on produit aujourd'hui mais la Décroissance n'est pas la bonne manière de poser le

débat de société.

144

#### 4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité?

Oui. C'est dingue à quel point c'est un des budgets et un des secteurs qui est en augmentation. Il est dans le top 5 des plus grands secteurs. Des budgets énormes alors qu'ils sont totalement inutiles à la société. Tu pourrais réaffecter une petite partie de ces budgets à l'information, mais la publicité à un tout autre but que l'information. Ce n'est pas de répondre à des besoins, c'est de créer des besoins.

5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?

A fond. C'est un des grands problèmes qu'on a avec Ecolo, c'est qu'eux sont pour des alternatives durables et en théorie pour des transports en commun, mais ils ne défendent pas les transports publics. Dire qu'on va taxer les voitures mais ne pas offrir de solution viable alternative pour tout le monde, pas uniquement pour ceux qui ont les moyens, c'est impossible.

#### 6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?

En théorie, oui. Mais en pratique, c'est quoi le bio aujourd'hui ? Oui. Mais du bio qui est pas plus cher pour les gens. Parce que c'est devenu un business. Un business qu'on fait payer cher aux gens, et ce n'est pas les agriculteurs qui en profitent. C'est le distributeur. Il fait sa marque et de la publicité et il en profite. Oui, pour le bio en soi. Mais la question c'est comment tu fais du bio durable et social.

7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?

[Voir les autres questions]

8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la Décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économique <u>actuels</u>?

Oui, pour quelques propositions par rapport à certains problèmes, certainement. Par exemple la diminution du temps de travail. Il y a aussi toute une vision sur la transition énergétique et sur le besoin de se rendre indépendant au niveau énergétique. Et évidemment, il y a le partage. Et je pense que la Décroissance, sur tout ce qui touche aux investissements non nécessaires, le marketing, l'interdiction de la publicité, en gros, les gens de gauche, sur la décroissance, font des constats que l'on partage. Ils amènent des solutions pratiques, immédiates que l'on peut partager. Mais selon moi, ils ne font pas la bonne analyse de la cause du système. Je suis aussi sceptique quand on parle de la limite. Cela dépend aussi de la croissance de quoi. C'est ça tout le débat parce que, en soi, la

croissance de la relocalisation, le fait de « re-rendre » la production alimentaire dépendante du travail humain, ce qui va être économe en termes de de pollution, d'énergies fossiles, etc. [Cette production alimentaire relocalisée] va augmenter la croissance du PIB. Utiliser du travail humain augmente le PIB par rapport à du travail fait par des machines. Dans ce sens-là, c'est un mauvais calcul de dire: On voit aujourd'hui qu'il y a des possibilités de travail d'indépendance alimentaire, d'être très productifs en travail humain dans le cadre d'une agriculture écologique. On le voit, on peut le démontrer. Et franchement, cela ne va pas faire décroître le PIB. Le fait d'investir massivement dans la transition énergétique, de développer massivement la production d'énergie éolienne, hydraulique, etc.ne va faire diminuer le PIB. Au contraire. Je pense que les gens de la décroissance se focalisent sur des mauvais problèmes. Ma question est : croître et décroître dans quoi ? Et qu'est ce qui dicte les choix ? L'économie, c'est la gestion des besoins du foyer. Qu'est-ce qu'on a besoin collectivement pour gérer le foyer collectif. La question est qui définit ces besoins là au niveau économique. Est-ce le marché, la concurrence et la recherche de profit ? Ou est-ce que c'est l'intérêt collectif ? Nous, on pose la question en ces termes-là. Le problème de la Décroissance comme théorie - après il y a des décroissants qui vont beaucoup plus loin - c'est que la question de la Décroissance ne pose pas cette question-là. C'est ce qui fait d'ailleurs qu'il y a une très grande hétérodoxie dans les penseurs de la Décroissance. Ce qui n'est pas le cas de la vision marxiste, socialiste ou anticapitaliste où il y a quelques points sur lesquels tout le monde est d'accord alors que dans la Décroissance, en fait, j'ai l'impression que c'est plus complexe. [J'explique que l'idéologie de la Décroissance ce n'est pas décroître pour le simple fait de décroître] Alors le problème, c'est, si installer la Décroissance amène de la croissance dans certains secteurs, ils ont mal choisis leur nom. Installer une éolienne ça fait augmenter le PIB. Alors là il y a un problème en termes de théorie pure sur ce que tu veux dire par Décroissance. A mon avis ce flou au niveau théorique se marque au niveau des concepts que tu travailles pour changer le monde. Les problèmes et les aspirations constatés, je les partage avec la plupart des décroissants de gauche, parce que il y a des décroissants de droite.

9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économique futurs ?

Oui, pour certaines propositions et certains problèmes. Je rejoins ce que j'ai dit juste avant. Mais le problème, selon une analyse marxiste, c'est que le capitalisme, c'est l'économie de marché. Elle est basée sur la propriété privée des grands moyens de production et le fait qu'une petite minorité peut avoir en mains les décisions sur des grands pans de la production. Et que, de l'autre côté, c'est l'anarchie sur les marchés où ces choses se vendent. C'est la clé du problème. Si ces grandes entreprises étaient gérées pour et par la collectivité. Par exemple, prenons la production d'énergie en Belgique et Electrabel. Est-ce que la production d'énergie est gérée dans l'intérêt des actionnaires, pour les rendements qu'ils veulent recevoir, ou est-ce que c'est géré dans l'intérêt, la durabilité, direct et futur, des citoyens ? Tu vois aujourd'hui que prolonger la vie des centrales nucléaire est un grand danger pour la sécurité des citoyens en Belgique. [J'explique que sortir de l'économie de marché et du capitalisme est aussi une demande des décroissants] Oui, mais que proposent-ils ? Par exemple la relocalisation, oui, mais pas pour tout. L'internationalisation de toute une série de chose est un progrès. Les connaissances, les échanges, les contacts culturels. Le fait de pouvoir voyager. Ce qui

n'est pas normal c'est qu'un ticket d'avion pour aller à Marseille coûte beaucoup moins cher qu'un ticket de train. Ça c'est un problème. Il faut que les gens aient les moyens de voyager plus, pour ne pas revenir en arrière, mais il faut que ce soit dans un cadre durable. Le fait de ne pas aller voir un autre continent, quelle perte pour l'enrichissement personnel! Il y a une richesse énorme que je trouve absurde de vouloir perdre, et je pense que c'est tout à fait illusoire de vouloir revenir en arrière. La société s'est développée dans ce cadre-là, les technologies sont déjà là. La question est de savoir qu'est-ce qu'on en fait. La connaissance technologique incroyable, inimaginable qu'on a développée aujourd'hui, avec l'accélération du progrès technique faite en 200 ans, je pense que vouloir revenir en arrière là-dessus est complétement utopique. Le débat c'est comment tu utilises ces technologies pour la société. Par exemple sur l'avion, je suis pour la suppression de l'aviation militaire mais pas pour la suppression des voyages. [La discussion diverge vers la militarisation]. La question c'est quel type de développement pour l'avion. Il y a beaucoup pour le fret, Amazon et tout ça. Il y a toute une partie que tu peux vraiment supprimer. En fait les choses devraient être gérées avec une vision de budget. Tu as un budget de richesses créées, un budget de carbone que tu peux produire. Tu devrais pouvoir décider démocratiquement vers où ces budget vont. Autant pour l'éducation, pour la santé, pour la culture, et ça veut dire qu'on met moins pour un autre secteur. Est-ce qu'on veut voyager plus? D'accord mais alors il y a d'autres choses qu'on doit faire moins. Ce budget doit être évidemment collectif parce que si c'est une décision individuelle, par exemple le bobo qui achète son empreinte carbone pour prendre l'avion, c'est fondamentalement inégalitaire. Par exemple les taxes sur les vieilles voitures. Qui a des vieilles voitures ? Les personnes plus pauvres. Ce qui veut dire que les gens qui sont déjà pauvres, on va les faire payer encore plus. On va leur faire payer en fait le coût du changement climatique dont globalement ils sont moins responsables. Ce n'est pas qu'ils ne sont pas responsables du tout, mais ils sont moins responsables. Ils sont locataires, ils ne vont pas mettre du double vitrage. Ils ne vont pas investir dans des panneaux solaires. Le propriétaire ne va pas installer du double vitrage parce que ce n'est pas lui qui paye les factures d'énergie. Donc dès qu'on met les gens dans un système avec un budget carbone individuel, tu es dans un système inégalitaire. Je trouve qu'il serait dommage de se priver de l'avion, mais diminuer les déplacements en avion pour une partie de la population, ça oui. Plein de gens ne prennent pas l'avion pas parce que ils ne veulent pas, mais parce qu'ils n'ont pas les moyens.

#### 10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?

Oui. 30 heures par semaine. Mais sans pertes de salaires avec embauche compensatoire. Il y a 3 manières de diminuer le temps de travail : l'horaire semaine, les vacances et la pension. On est pour ces 3 pistes, mais aussi pour la diminution par semaine, non seulement pour une question d'emplois, mais aussi pour alléger la pénibilité, liée à l'augmentation de la pression consécutive de l'augmentation de la productivité qui a été multiplié par 4 depuis les années 70'. Quelqu'un qui travaille 8 heures aujourd'hui produit autant que quelqu'un qui travaillait 32 heures dans les années 70'. Donc c'est beaucoup plus lourd et ça explique pourquoi les gens physiquement sont beaucoup plus usés. C'est pour ça que c'est intéressant de le diminuer par semaine. Même si les machines ont augmenté fortement en productivité, la pression de ces machines a augmenté sur les travailleurs, et les bénéfices de cette surproduction a permis d'augmenter les profits pour les patrons et de ne diminuer que très légèrement la charge d'heures de travail sur les travailleurs. Il y a également

l'aspect démocratique : rétablir une égalité homme-femme, un équilibre dans les tâches ménagères et pour augmenter la participation. Comment demander aux gens de s'intéresser aux questions politiques, démocratique, associatives si les gens bossent comme des fous ? La diminution du temps de travail permet aussi plus d'égalité, une meilleure répartition des tâches dans un couple.

#### 11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?

Cela dépend de quels citoyens belges. Il y a 15% des gens en Belgique qui reportent des soins de santé parce qu'ils n'ont pas les moyens. Il y a des gens à qui on coupe l'eau ou l'électricité, de plus en plus à Anvers par exemple. Ce n'est pas ces gens-là qui consomment trop au niveau matériel. Tu ne vas pas t'acheter des chaussures si tu ne sais pas prendre une douche ou cuisiner. La pauvreté augmente même chez les gens qui travaillent. La question, c'est vraiment pour qui. Il y a des gens qui consomment beaucoup trop, et qui sont en gros les personnes qui détiennent les capitaux et quelques salariés qui vivent avec des gros revenus, mais c'est une petite couche de salariés. Je pense que l'énorme majorité des gens ne consomme pas trop. Et il y en a plein qui n'ont même pas assez pour vivre.

#### 12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée?

Non. C'est un des points ou je suis entièrement d'accord avec la Décroissance, c'est une évidence. C'est une mesure qui décroîtrait la consommation des biens.

#### 13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?

Oui. Pour certaines choses. En plus, il y a une certaine incohérence. Des tomates belges qui vont en Espagne et des tomates espagnoles qui vont en Belgique. Il y a une anarchie complète dans la production, donc dans ce domaine-là, évidemment, il faut une relocalisation. Mais les échanges internationaux sont aussi une richesse. Comme je te disais tout à l'heure, tu as un budget en termes de moyens, de force de travail, de carbone, de pollution, de durabilité, quel choix tu fais ? Avec ces budgets tu te poses la question, qu'est-ce que tu veux relocaliser et qu'est-ce que tu veux d'international ? Je trouve, en soi, qu'on peut manger des fruits d'autres pays. C'est plutôt quelque chose qu'il faut garder. C'est un débat démocratique. Tu as ton budget durabilité, dans quoi tu le mets ? Par exemple, on a le droit à autant de vols d'avion, est-ce que on les emploie pour que les gens puissent voyager ou pour transporter des fruits ? Moi personnellement, spontanément, je ne suis pas pour qu'on ait des fruits de toutes les sortes toute l'année, je trouve ça dingue, mais je trouverais ça dommage au niveau culinaire de n'avoir que ce que tu produis au niveau local sur l'année et par saison. Je pense aussi qu'avec les connaissances technologiques, on peut produire des fruits partout, tout est en train de changer. Donc de manière globale, oui : relocalisation des grands pans de l'économie, en grande partie.

14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?
Non. Absolument pas durable. Elle est même en danger sur le court terme.
15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
a) 2041
b) 2053
c) 2066
d) 2081
e) 2141
f) jamais
g) je ne sais pas
2081.
16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Joseph.E. Stiglitz
b) Nicholas Georgescu-Roegen
c) Simon Kuznets
d) Friedrich Hayek
e) Thorstein Veblen
f) je ne sais pas
Je n'en sais rien. Je dirais Roegen et Kuznets.
17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Le club d'Athènes
b) Le club de Stockholm c) Le club de Lisbonne
d) Le club de Rome
e) Le club de Genève
f) je ne sais pas

Je ne sais pas. Je dirai le club de Stockholm.

Ar	าท	exe	7)

## Informations du répondant :

Nom : Pestieau
Prénom : David
Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : PTB
Profession au sein de ce parti/centre de recherche : Vice-président du PTB et responsable du service d'études.
Questionnaire sur l'idéologie de la Décroissance :
1) Connaissez-vous l'idéologie de La Décroissance ?
Oui.
2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?
Non.
3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?
Oui. J'ai même donné une conférence sur ce sujet-là à l'université Saint-Louis à Bruxelles. [SIEJ - Le droit en transition - 13 février 2017]
4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité ?
Oui.
5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?

Oui, mais sans une mesure coercitive directe. Ça doit venir d'incitants.

6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?

Oui.

7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?

Oui, s'il y a également un changement d'organisation au niveau du système politique. Les technologies en elles-mêmes ne vont pas résoudre le problème climatique. Il faudra des innovations technologiques pour affronter le défi climatique, elles sont nécessaires mais pas suffisantes à elles seules.

8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>actuels</u>?

Non. Les objecteurs de croissance exposent des problèmes réels, mais les solutions apportées ne situent pas le problème dans le système économique, mais dans la question de la croissance. Un autre type de croissance doit tenir compte du fait que la croissance doit être finie, mais sans focaliser le débat sur la question Décroissance ou pas Décroissance.

9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>futurs</u>?

Oui et Non. Je ne pense pas au niveau des solutions. Je pense que les problèmes qui sont posés sont bons, qu'il y a certains éléments de la société qui doivent aller vers la Décroissance, mais il ne s'agit pas d'une vision généralisée. Par exemple : les produits de luxe, les énergies fossiles, etc. Mais l'opposition entre croissance et Décroissance comme axe et paradigme central, je le conteste.

10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?

Oui, une semaine de 30 heures.

11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?

Oui et Non. Cela dépend de qui consomme et qu'est-ce qu'ils consomment. Actuellement il y a des gens qui sous-consomment des choses assez essentielles. Cela pose la question de la répartition de la consommation et du produit consommé. Et puis il y a aussi l'aspect des produits consommés. C'est évident que je suis pour la diminution de la consommation des produits de luxe. C'est n'est pas une

question de la consommation absolue, mais bien des produits qu'ils consomment. 12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée ? Non. 13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale? [Question non posée dû à un oubli] 14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ? Non. 15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données) a) 2041 b) 2053 c) 2066 d) 2081 e) 2141 f) jamais g) je ne sais pas 2053. 16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance? a) Joseph.E. Stiglitz b) Nicholas Georgescu-Roegen c) Simon Kuznets

d) Friedrich Hayek

e) Thorstein Veblen

f) je ne sais pas

Je ne sais pas.

- 17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
  - a) Le club d'Athènes
  - b) Le club de Stockholm
  - c) Le club de Lisbonne
  - d) Le club de Rome
  - e) Le club de Genève
  - f) je ne sais pas

Je ne sais pas.

Remarque/contribution/avis du répondant sur l'idéologie de la décroissance et son institutionnalisation dans le paysage politique :

Les constats de certains objecteurs de croissance posent de réelles questions. Mais leurs solutions et leurs paradigmes, comme je l'ai déjà dit, je ne les partage pas.

Annexe	8)	

### <u>Informations du répondant</u> :

Nom : Ramboer

Prénom: Ruben

Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : PTB

Profession au sein de ce parti/centre de recherche : Secrétaire politique

#### Questionnaire sur l'idéologie de la Décroissance :

1) Connaissez-vous l'idéologie de la Décroissance?

Oui.

2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?

Pas dans mon souvenir.

3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?

Oui. Au siège du parti.

4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité?

Je n'ai jamais pensé à ça, mais je suis pour le fait qu'il y ait le moins possible de publicité, de marque, de logo, etc.

5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?

Oui.

6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?

Oui.

7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?

Non. Je crois que c'est un problème de système tout d'abord. Je crois que tout ce qui est technologie peut certainement aider. Mais on peut aussi avoir beaucoup de technologies qui créent elles-mêmes les propres conditions [du réchauffement climatique], l'effet rebond des technologiques. Si les bagnoles deviennent plus écologiques, cela ne change rien au fait que l'on continue à conduire des nouvelles voitures, et on conduira beaucoup plus avec la voiture. Donc ce n'est pas ça qui change fondamentalement les choses. Il y a des choses tout à fait futuristes, comme les miroirs qui repoussent la lumière du soleil ou je ne sais pas [rire]. C'est le système capitaliste qui doit être changé.

8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>actuels</u>?

Ben, je crois qu'il y a une réflexion qui naturellement est pertinente : c'est que la capacité de la terre n'est pas en concordance avec notre mode de consommation et notre système de production. Donc je crois que c'est complètement pertinent. On sait qu'on ne peut pas continuer comme ça sans arriver à une catastrophe climatologique et environnementale. Donc, je pense que le point de départ de cette pensée-là est assez pertinent. Mais pour le reste, ils ne tiennent compte de rien. Je pense notamment aux conditions de société, aux inégalités dans la société. De ce que j'en sais en tout cas, je ne crois pas que ce soit une considération développée, primaire, chez eux. Naturellement si on prend des pays d'Occident ou le Bengladesh par exemple, on n'est pas du tout dans le même contexte. Et même au sein de l'Occident, les inégalités sont grandes. La conséquence d'une politique de Décroissance est quand même un peu différente dans ces différentes sociétés.

Donc oui, la croissance économique dans ce système capitaliste n'est pas tenable. Le problème c'est que plaider pour la Décroissance dans les conditions d'un système capitaliste, par rapport à des pauvres, des malaisés ou des pays en voie de développement, cela ne va pas.

Ça pourrait mener à une catastrophe sociale. Donc c'est plutôt bien au niveau environnemental, mais au niveau socio-économique c'est plus discutable.

9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>futurs</u>?

Ça reste la même réponse. Pour les pays occidentaux et la richesse qui y est produite, c'est

parfaitement possible, avec des répartitions plus égales, de satisfaire les besoins primaires ou secondaires de tout le monde. Si tu sais planifier ça, tu sais planifier l'empreinte écologique. Mais sans cette répartition...

10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?

Oui.

11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?

Oui, mais ça dépend pour qui. Pour les 5 ou 10% les plus riches, je pense qu'ils peuvent réduire leur consommation matérielle mais pour le reste de la population... [C'est plus compliqué].

12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée ?

Non.

13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?

C'est aussi un « oui mais ». Le problème avec la globalisation et la découpe de production en chaîne, la délégation d'une usine à une autre, c'est qu'elle a des frais de transport et un coup écologique énorme. Donc dans ce sens-là, je suis pour quelque chose de plus local et donc plus planifié. Mais si tu entends par plus local l'idée d'autonomie, de production très petite en coopérative, alors je suis plus dubitatif. Là, je pense que ce n'est pas suffisant et que c'est plutôt utopique. Je crois qu'il y a deux choses en fait ici : donc il y a en effet la production en chaîne, dont certaines parties sont produites ici, et d'autres à l'autre bout du monde et qui se rencontrent uniquement pour la production finale, ça crée des frais de transports et un coup écologique assez dramatique. Donc , si on parle de relocalisation dans ce sens-là, ma réponse est oui. Mais si c'est l'idée de tout produire localement, chacun avec sa petite coopérative au coin de la rue, ça je n'y crois pas.

14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?

Non.

- 15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
- a) 2041
- b) 2053

c) 2066
d) 2081
e) 2141
f) jamais
g) je ne sais pas
Je dirais 2081. Mais je pense que c'est un chiffre fort contesté.
se unuis 2001. Muis je pense que e est un emjjre joit conteste.
16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Joseph.E. Stiglitz
b) Nicholas Georgescu-Roegen
c) Simon Kuznets
d) Friedrich Hayek
e) Thorstein Veblen
f) je ne sais pas
C'est le second il me semble, Nicholas Georgescu-Roegen.
17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Le club d'Athènes
b) Le club de Stockholm c) Le club de Lisbonne
d) Le club de Rome
e) Le club de Genève
f) je ne sais pas
Le Club de Rome.
Remarque/contribution/avis du répondant sur l'idéologie de la décroissance et son institutionnalisation dans le paysage politique :

Non, je n'ai rien de particulier à ajouter.

Annexe 9)
-----------

## <u>Informations du répondant</u> :

Nom : Van Hees
Prénom : Marco
Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : PTB
Profession au sein de ce parti/centre de recherche : député fédéral
Cette interview a été réalisée par téléphone lorsque le répondant voyageait en train. Il présente, de ce fait, quelques blancs et / ou interprétations libres dont la conformité n'a pu été vérifiée.
Questionnaire sur l'idéologie de la Décroissance :
1) Connaissez-vous l'idéologie de La Décroissance ?
Oui.
2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?
Non.
3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?
Oui, en conférence et au PTB.
4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité ?
En soi, oui.

5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une

diminution de la voiture individuelle ?

6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique?

Oui.

7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?

Oui, mais pas à elles seules. Il faut un processus, une prise en main politique là où, pour l'instant, on laisse le marché faire. Une stratégie politique consciente et opérationnelle.

8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>actuels</u>?

Je dirais : entre les deux. Je pense qu'il y a des éléments intéressants dans la réflexion. Je ne suis pas forcément adepte de l'ensemble de la théorie, mais bon ! En même temps, tout le monde ne défend pas la même chose. Je pense qu'il y a matière à réflexion en tout cas.

9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>futurs</u>?

La réponse est la même. Oui.

10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?

Oui. A court terme. Mais d'une manière générale, il y a un processus théorique, et je pense qu'il faut aller dans une diminution progressive du temps de travail.

11) Étes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges?

J'ai une réponse nuancée. Cela dépend dans quel domaine. Il y a des domaines où oui et des domaines où c'est non. Par exemple augmenter l'offre des transports en commun. C'est une augmentation de la consommation, si je peux être un peu provocateur. Il faudrait voir concrètement de quoi on parle. En théorie, ça ne doit pas augmenter mais ce serait bien d'envisager les choses concrètement pour passer les choses en revue de manière non abstraite.

12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée?
Non. [Rire]
13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?
Oui.
14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?
Non.
15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
a) 2041
b) 2053
c) 2066
d) 2081
e) 2141
f) jamais
g) je ne sais pas
Je ne sais pas.
16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle (tous prix Nobel d'économie) est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Joseph.E. Stiglitz
b) Nicholas Georgescu-Roegen
c) Simon Kuznets
d) Friedrich Hayek
e) Thorstein Veblen
f) je ne sais pas

Je ne sais pas.

- 17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
  - a) Le club d'Athènes
  - b) Le club de Stockolm
  - c) Le club de Lisbonne
  - d) Le club de Rome
  - e) Le club de Genève
  - f) je ne sais pas

Le club de Rome.

Remarque/contribution/avis du répondant sur l'idéologie de la décroissance et son institutionnalisation dans le paysage politique :

J'ai une remarque principale. C'est que la question de la décroissance, elle doit être liée à la question démocratique, c'est-à-dire que les choix de production, de consommation, du temps de travail, posent un débat démocratique. Il faut pouvoir décider de ce genre de choses. Il faut pouvoir discuter de ce genre de chose au niveau de la société, et dans la société capitaliste c'est assez difficile à réaliser parce que beaucoup de ces éléments sont détenus par quelques propriétaires d'entreprises, de multinationales, qui déterminent tout cela sans soumettre la question au débat démocratique.

Annexe 10)
<u>Informations du répondant</u> :
Nom : Verbauwhede
Prénom : Michael
Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : PTB
Profession au sein de ce parti/centre de recherche : Député Bruxellois
Questionnaire sur l'idéologie de la Décroissance :
1) Connaissez-vous l'idéologie de La Décroissance ?
Oui.
2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique
étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?
Non
Non.
3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège
de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?
Oui.
4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité ?
Oui. Au maximum.

5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?

Oui. Tout à fait.

6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique?

Oui, une généralisation même.

7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?

Oui, la technologie peut apporter des solutions, mais la question est de savoir qui les détient et qui en profite. Cela ne sera pas possible sans un changement au niveau des moyens de production.

Par exemple: Uber. C'est une technologie qui permettrait de faire du covoiturage de manière géante. D'avoir une gestion rationnelle et la plus efficace possible des transports. De maximiser les déplacements de véhicules pour éviter que chacun doive prendre sa voiture individuelle. C'est l'exemple typique d'une technologie qui peut être au service de la réduction de la consommation de carburants fossiles. Le problème c'est que le modèle économique d'Uber, dans une société capitaliste, pousse inévitablement Uber à aller chercher le profit et donc les avancées, en terme d'innovation et de durabilité, qui sont permises par Uber vont inévitablement se confronter à la recherche de profit. L'innovation technologique seule ne permettra pas de résoudre le problème de la mobilité. Il faudrait, par exemple, socialiser ou étatiser Uber. Les nouvelles technologies permettront d'aller vers une société plus durable, mais ça ne suffira pas. Il faut également un changement de paradigme ou un changement de la façon dont on voit l'économie. Après, ça dépendra de ce que permettront les nouvelles technologies. Par exemple, des ampoules qui consomment le moins possible d'énergie. Mais il faudra aussi que certains consomment beaucoup moins de biens matériels, alors que d'autres sont en sous-consommation. Cependant un changement au niveau de la surconsommation sera nécessaire.

8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>actuels</u>?

Non. Leurs analyses sont intéressantes, ils posent les bonnes questions, mais n'apportent pas les bonnes réponses.

9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>futurs</u>?

Non.

10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?
Oui.
11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?
Oui et Non. Oui, dans le cas des personnes aisées, le 1% qui peut se permettre et qui doit consommer un peu moins. Alors qu'il y a toute une série de gens qui sous-consomment. Par exemple des personnes vivent dans des taudis, et donc ils sous-consomment dans le domaine du logement.
12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée ?
Non.
13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?
Oui, tout à fait.
14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?
Non, pas du tout.
15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
a) 2041
b) 2053
c) 2066
d) 2081
e) 2141
f) jamais
g) je ne sais pas
2053.

- 16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
  - a) Joseph.E. Stiglitz
  - b) Nicholas Georgescu-Roegen
  - c) Simon Kuznets
  - d) Friedrich Hayek
  - e) Thorstein Veblen
  - f) je ne sais pas

Je ne sais pas.

Mais sur ce sujet, [les économistes et la Décroissance] il faut lire le livre, Marx's Ecology, écrit par l'économiste américain Marxiste, John Bellamy Foster. Le livre expose les idées de Marx en termes de pensées écologiques. Il montre la vision très profonde de Marx par rapport aux liens entre la nature et l'Homme qui était à l'époque déjà très réaliste. (Exemple : les produits utilisés dans l'agriculture qui appauvrissent les sols). Le livre de J. Bellamy Foster nous montre que si tu lis bien Marx, tu ne peux que avoir une logique écologiste et une analyse sur l'utilisation de ressources finies dans la production de biens. Moi je dirais que je suis marxiste et donc écologiste. Mais pas dans le sens du parti Ecolo. Je suis issu d'une famille très écolo, et c'est justement la réflexion sur l'écologie qui m'a amené à m'intéresser à la politique. Les solutions apportées par le parti Ecolo sont à mon avis des fausses solutions. On ne pourra pas résoudre les problèmes écologiques sans s'attaquer aux mécanismes de marché. Il faut une économie dirigée.

- 17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
  - a) Le club d'Athènes
  - b) Le club de Stockholm
  - c) Le club de Lisbonne
  - d) Le club de Rome
  - e) Le club de Genève
  - f) je ne sais pas

Je ne sais pas.

#### Annexe 11)

#### Informations du répondant :

Nom: Body

Prénom: Olivier

Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : PS

Profession au sein de ce parti/centre de recherche : Conseiller économie, politique scientifique à l'Institut Emile Vandervelde (IEV)

#### Questionnaire sur l'idéologie de la Décroissance :

1) Connaissez-vous l'idéologie de la Décroissance ?

Oui.

2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?

Non.

3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?

Oui, on a fait un colloque « Chantiers des idées » sur la question de la croissance avec Tom Bauler.

4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité?

Il faudrait d'abord définir ce qu'on entend par ce que c'est que la publicité. Il y a la publicité informative et les autres formes de publicité. Tant que c'est de la promotion informative, je n'ai pas de problèmes. Pour d'autres formes, je serai favorable de restreindre et d'aller vers la suppression. Faire connaître un produit, ça a un sens, mais dans un aspect informationnel. Oui ! Mais lorsque c'est de la persuasion qui joue sur l'émotionnel, sur quels types d'émotions et que ça peut même faire se sentir mal le consommateur, alors là, ça pose des questions. Je n'irais pas jusqu'à dire que je suis pour une interdiction, mais une plus forte limitation.

5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?

Oui. De manière générale, il faut augmenter les transports en commun et pour la diminution des transports personnels, mais il ne faut pas une interdiction.

#### 6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?

Nous ne sommes pas les conseillers agriculture. Nous pouvons juste vous dire que l'on est pour une agriculture respectueuse des conditions de travail et de l'environnement. Et si le concept du bio va dans ce sens-là, alors on est pour. [Olivier Body parle à la deuxième personne du pluriel car l'interview était faite avec Guillaume Lepère]

# 7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?

Oui, en partie. Sur les choix technologiques, le politique a une importance là-dedans puisque pour les changements technologiques, il faut aussi que le politique investisse dans les technologies vertes. On dit que l'innovation future dépend des choix de l'innovation passée et dans quoi on a subsidié. Si l'on subsidie les technologies vertes, c'est comme ça qu'elles vont devenir rentables par rapport aux autres formes d'énergie. Face à Trump, l'Europe peut vraiment devenir leader dans les énergies vertes et les pouvoirs publics ont un rôle important là-dedans. On va devoir mettre des normes plus strictes sur les produits et dire vous ne pouvez exporter en Europe que si vous respectez ces normes-là.

[Après le questionnement de Guillaume Lepère : «Je ne sais pas si on peut avoir une croissance du PIB avec une réduction de notre consommation d'énergie », Olivier Body répond :] Oui mais alors la croissance de l'efficience doit être plus grande. Pour moi, c'est difficile de répondre. De nouveau, on n'est pas pour la croissance pour la croissance. On n'est pas pour la Décroissance non plus. C'est vraiment de voir ce qu'il y a derrière la croissance. Derrière la croissance, il y a une croissance du pouvoir d'achat, on veut voir pour qui, on veut voir les conséquences des activités économiques etc. et jauger en fonction de ça. Oui, on est pour une diminution de la consommation d'énergie mais il faut regarder au cas par cas et dire, ça oui ou ça non.

# 8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques actuels ?

La croissance ou la décroissance, ce n'est pas un objectif en soi, alors que pour les objecteurs de croissance, pour les théoriciens de la Décroissance, la Décroissance semble être un objectif. Je ne suis pas persuadé que c'est un bon raisonnement. C'est ce qui rebute les opposants à la décroissance. On n'est pas pour la croissance pour la croissance et on n'est pas non plus pour la Décroissance pour la

Décroissance. On est pour d'autres indicateurs, et parfois cela rejoint la croissance. Quand on parle de sortir les gens de la pauvreté, cela passe par l'augmentation de leur pouvoir d'achat. Il reste que le PIB reste utile pour le budget de l'Etat. En Wallonie, ils ont beaucoup travaillé sur les nouveaux indicateurs mais, il faut laisser du temps au temps. Le désavantage qu'ont, pour le moment, les nouveaux indicateurs, c'est qu'ils ne remontent pas aussi loin dans le temps que pour le PIB. Je crois que plus on aura des séries temporelles sur ces indicateurs, plus on pourra dire, Ah tiens, telle politique a une telle influence sur tel indicateur. Il faut analyser les politiques à l'aune des objectifs. Par exemple, la pension à 67 ans, cela va faire augmenter le PIB mais ça va diminuer le bien être des travailleurs, ça va augmenter le taux d'activité, mais ça va aussi augmenter le chômage, etc. On est contre. Il faut voir mesure par mesure.

9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques futurs ?

[Voir question précédente]

10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?

Oui.

11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?

Je rejoins tout ce qui dit Guillaume Lepère sur le sujet.

12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée?

Non.

13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?

Oui, en partie. Quand cela poursuit un objectif environnemental. On n'est pas pour du protectionnisme pour du protectionnisme. Parfois, cela a vraiment un sens de produire ailleurs. On veut rajouter des règles et des objectifs sociaux et environnementaux dans nos productions et dans nos échanges commerciaux. Et cela passe par une relocalisation. Mais on ne sait pas produire tout. On doit parfois se spécialiser dans certaines formes de productions. On tiendrait compte aussi de l'impact du transport.

14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?
Non.
15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
a) 2041 b) 2053 c) 2066 d) 2081 e) 2141
f) jamais g) je ne sais pas
C'est difficile puisque les réserves pétrolières ne sont pas statiques et que les réserves dépendront du prix. Je dirai 2053.
16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle (tous prix Nobel d'économie) est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Joseph.E. Stiglitz b) Nicholas Georgescu-Roegen c) Simon Kuznets d) Friedrich Hayek e) Thorstein Veblen f) je ne sais pas
Simon Kuznets.
17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?  a) Le club d'Athènes b) Le club de Stockolm c) Le club de Lisbonne d) Le club de Rome e) Le club de Genève f) je ne sais pas
Le club de Rome.

Remarque/contribution/avis du répondant sur l'idéologie de la décroissance et son institutionnalisation dans le paysage politique :

Si vous prenez une bonne mesure mais que vous n'avez pas l'adhésion des citoyens ou que vous l'avez après les élections, ça ne va pas. Les décroissants ont en partie raison, mais ils font un peu peur avec leur objectif de décroître pour décroître. La croissance ne se décrète pas et la décroissance non plus, à moins de commencer à détruire et d'interdire vraiment, mais d'interdire quoi ? Des voitures polluantes à partir d'une certaine date, d'accord, on rejoint ça. Mais si on veut atteindre de la Décroissance ça va aller beaucoup plus loin que ça, et là ça peut devenir fou. Si on réduit le temps de travail à 0 heures, effectivement il va y avoir une décroissance totale.

Annexe	12)
--------	-----

<b>Informations</b>	du ré	nondant	
IIIIOI IIIa liolis	uu ie	pollualit	

Informations du repondant :
Nom : Grovonius
Prénom : Gwenaelle
Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : PS
Profession au sein de ce parti/centre de recherche : Députée fédérale
Questionnaire sur l'idéologie de La décroissance :
1) Connaissez-vous l'idéologie de La Décroissance ?
Oui.
2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?
Je ne sais pas.
3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?
A plusieurs endroits.
4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité ?
Plutôt non. Cela dépend quelle publicité.
5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?
Oui.

6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?
Cela dépend ce que l'on appelle « agriculture biologique ».
7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?
Oui, mais ce n'est qu'une partie de la réponse. Il faut aussi des changements de comportements.
8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>actuels</u> ?
En partie.
9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>futurs</u> ?
Sans doute aussi, mais en partie. Je suis d'accord avec certains éléments, mais pas tous.
10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?
Oui.
11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?
Oui.
12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée?
Non.

13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?
A priori, oui, mais cela dépend du secteur. Pas tout.
14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?
Non.
15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données) a) 2041
b) 2053
c) 2066 d) 2081
e) 2141
f) jamais g) je ne sais pas
2081.
16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Joseph.E. Stiglitz
b) Nicholas Georgescu-Roegen c) Simon Kuznets
d) Friedrich Hayek e) Thorstein Veblen
f) je ne sais pas
Je ne sais pas.
17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Le club d'Athènes
b) Le club de Stockolm c) Le club de Lisbonne
d) Le club de Rome
e) Le club de Genève f) je ne sais pas

Je ne sais pas.

Annexe 13)

#### Informations du répondant :

Nom : Lepère

Prénom : Guillaume

Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : PS

Profession au sein de ce parti/centre de recherche : Conseiller environnement, développement durable, énergie mobilité à l'Institut Emile Vandervelde (IEV)

#### Questionnaire sur l'idéologie de La décroissance :

1) Connaissez-vous l'idéologie de La Décroissance ?

Oui.

2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?

Oui, au Parlement wallon. Ils ont réalisé des discussions, je crois, il y a quelques années. Ils ont organisé des colloques sur la Décroissance. Et il y a eu une commission spéciale sur le pic du pétrole.

3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?

Oui, lors d'un colloque sur les changements climatiques où cela a été abordé.

4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité?

Il y a vraiment des sujets ou des produits sur lesquels il ne faut pas en faire. La publicité a beaucoup de supports différents. Si on prend le côté urbanisme / espace public. Là, on pourrait à terme interdire car c'est parfois fort perturbant. Dans les médias, sociaux ou télévision, sur le côté informatif, cela reste utile mais la publicité ne joue pas que là-dessus.

## 5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?

Oui. Je pense qu'en terme à la fois de mobilité et d'environnement, c'est une nécessité d'aller vers une société avec moins de voitures individuelles. Après, les alternatives à la voiture individuelle ne sont pas que les transports en commun. Cela peut être toutes les formes de partage de la voiture et les modes doux. Dans les transports en commun, oui, le nombre doit augmenter mais il faut que l'offre suive. Si c'est pour avoir des transports en commun surpeuplés... De toute façon, il y a des régions où c'est très difficile de se passer de la voiture et l'offre publique d'un transport toutes les 10 minutes ne sera jamais présente dans les zones rurales. Les normes peuvent jouer sur les émissions mais des normes qui interdisent l'usage de la voiture.... Enfin oui, dans les zones piétonnières ou semi piétonnières. Là ça peut être utile, mais de manière générale, sur l'ensemble d'un pays, cela ne me semble pas praticable et comme je l'ai dit, il y a des zones où on ne peut pas se passer de la voiture.

#### 6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?

Oui. Moi je dirais pourquoi pas, mais pour moi, il ne faut pas se focaliser que sur le bio parce que parfois, il y a des produits labellisés bio mais qui viennent d'Espagne et si l'objectif est environnemental, ce n'est pas tellement respecté [par rapport à l'énergie grise du trajet]. En fait, il faut voir quel est l'objectif du bio. Est-ce un objectif environnemental ou est-ce pour favoriser les exploitations qui respectent davantage les travailleurs et qui appliquent une juste rémunération. Ce sont déjà deux objectifs très différents. Il y en a sans doute d'autres. Les deux ne vont pas toujours ensemble. Après, si c'est pour un objectif environnemental, si on achète du bio qui vient d'Espagne, rien que pour les frais de transport, ce n'est pas la même chose que d'acheter des produits non bio produits plus localement. Par ailleurs, c'est parfois difficile d'obtenir le label bio et ce n'est pas pour ça que les producteurs n'ont pas le respect de leurs produits et n'ont pas envie de faire des produits de qualité. D'une manière générale, oui, le bio, c'est bien. En tout cas, c'est mieux que les formes d'agriculture industrielle qu'on connaît actuellement. Promouvoir des produits qui respectent mieux la qualité et les riverains, mais ce n'est pas nécessairement du bio. Je n'ai rien contre le bio mais il faut voir ce qu'il y a derrière le concept.

# 7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?

Oui, en partie. Mais cela ne sera pas suffisant. Je pense déjà qu'il faut des politiques publiques qui, dans tous les secteurs, ont des objectifs de réduction des GES, qui proposent des outils pour atteindre ces réductions. Les outils à usage des pouvoirs publics sont assez larges, je pense. Il y a la question des normes et de la règlementation. Il peut y avoir des formes d'incitants aux entreprises et aux ménages. Aux ménages précarisés. Il y a la sensibilisation. Il y a des politiques industrielles qui peuvent être mises en place dans des secteurs peu émetteurs. L'aspect levier des politiques publiques est le plus important. Via les taxes, subsides, normes. Les normes sont, à mon avis, un levier efficace. Après, il y a l'aspect « comportement individuel » mais ça, c'est l'aspect très compliqué. Il ne faut pas forcer les

gens. Il faut plus tôt que les gens adhèrent. Or il y a des gens qui n'adhéreront jamais. C'est pourquoi, il faut des normes et des lois qui soient fermes sur certains aspects. Après c'est aussi un système qui doit changer. Ce n'est pas juste des gens qui doivent changer leurs comportements. Si, on prend l'exemple de la mobilité et des gens qui habitent à la campagne. Leur dire, vous polluez alors qu'il n'y a pas d'autres choix, c'est un peu court. C'est un système qui doit changer, d'où l'intérêt des politiques publiques. Mais les technologies restent importantes. Il faut faire de la recherche et de l'innovation dans les technologies. Par rapport à l'efficience et la sobriété énergétique, là-dessus, il y a deux débats. J'ai déjà lu les écrits de l'IGEAT, de Grégoire Wallenborn là-dessus. Il y a d'un côté l'efficience énergétique, mais si la consommation augmente, on pourrait consommer plus d'énergie. C'est le débat croissance – Décroissance. En tout cas, pour les pays occidentaux, je pense que c'est compliqué voire impossible de couvrir l'entièreté de la production actuelle avec des énergies renouvelables, surtout si cette production augmente encore à l'avenir. Dans les pays non occidentaux, j'ai plus de mal à répondre, mais en tout cas, pour les pays occidentaux, il faut viser une réduction de la consommation d'énergie surtout sachant que le potentiel belge en énergies renouvelables est faible et que nous sommes un pays très densément peuplé. Y a pas de cascades, pas trop de soleil, pas trop de places pour l'éolien et notre biomasse, on l'utilise déjà à 100 %. En Belgique, cela sera surtout de l'éolien et du solaire. Sauf si l'on invente un truc miracle ou quelque chose de neuf, mais ça voudrait dire pas avant 50 ans. Sinon, on le saurait déjà maintenant. Pour la Belgique, il faut viser une réduction de la consommation, aussi. C'est en débat avec la production de valeur ajoutée et le PIB. Je ne sais pas si on peut avoir une croissance du PIB avec une réduction de notre consommation d'énergie.

8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques actuels ?

Pour moi, cela dépend de quoi on parle. Je ne connais pas en détail les propositions décroissantes, mais je pense que sur la plupart des idées, on peut les soutenir parce que ce sont des objectifs qui sont utiles. Je pense que les combats en termes d'objectifs sociaux et environnementaux peuvent aller de pair et se renforcer. Mais en même temps, est-ce que cela mène nécessairement à une décroissance ? Si on a une production qui vient de Chine qui serait relocalisée chez nous et des investissements dans ces solutions, ça peut amener une nouvelle activité économique, de la création d'emploi. Est-ce qu'il y a automatiquement, derrière ces propositions une décroissance ? Je ne crois pas que pour nous que l'objectif soit la croissance ou la décroissance. Il faut avoir des objectifs politiques en terme environnementaux, climatiques et sociaux. La lutte contre la pauvreté, une meilleure répartition des richesses, ce sont des objectifs importants pour le PS. On est effectivement pour regarder d'autres indicateurs, pour ne pas être enfermés que dans le PIB. C'était un indicateur utile et important pour la sécurité sociale et tout notre modèle est basé dessus, mais ce n'est peut-être plus suffisant actuellement. Les autres indicateurs sont importants pour nous donner des informations sur l'Etat de l'environnement, des inégalités, etc. Mais est ce qu'ils ont une aussi grande utilité dans la politique nationale ou régionale ?

9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économique <u>futurs</u>?

[Voir question précédente]

10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?

Oui.

11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?

Oui, mais pas de l'ensemble des citoyens. Il y a des gens qui sont en privation matérielle à l'heure actuelle. Aller leur dire qu'ils doivent moins consommer, ça n'a aucun sens! Peut-être que même pour les gens à faible revenus, il est possible qu'il y ait des biens qu'ils consomment en trop grande quantité par rapport à leurs besoins et d'autres pas assez. Juste dire que les gens à faibles revenus doivent consommer plus et les gens à haut revenus doivent consommer moins, ça me parait trop simpliste. Ce que je trouve difficile dans le débat, c'est que la consommation de biens n'est pas un mal en soi. La consommation d'un lave-linge permet d'épargner du temps pour des tâches plus réjouissantes, comme passer du temps avec sa famille, avoir des activités culturelles. Après, il y a une société qui, avec la publicité, a parfois tendance à pousser à la surconsommation et à l'achat frénétique. Il y a aussi une forme d'obsolescence programmée chez beaucoup de producteurs qui veulent faire du chiffre. C'est difficile d'avoir une réponse tranchée. Il y a la question des personnes qui sont en privation matérielle. Cela a du sens qu'ils consomment plus ce qui est nécessaire à leur bien-être. Par contre, pour ce qui est de la surconsommation de bien inutiles, là, ça pourrait être réduit. [En parlant de la limitation des voitures par domicile] Je comprends l'objectif mais le traduire en loi, j'ai peur que cela ne soit pas applicable. De nouveau, c'est un système qui doit être considéré. En zone rurale, maison moins chère, considérer qu'il ne faut qu'une seule voiture alors que les deux travaillent, cela sera très compliqué en termes pratiques. Une loi serait très compliquée. Pour l'objectif général de réduire notre empreinte environnementale, et donc la consommation et nos déchets, je dirais oui. Il faut aller vers une plus grande sobriété en la matière. De là à dire que cela s'applique de manière linéaire à tout le monde, non. Ca dépend des biens, des gens, des revenus, des privations, de la précarité, etc. Et une loi, qui est par nature générale. Cela me parait compliqué de tenir compte des spécificités et des cas particuliers. Ou bien, il faut réfléchir à des normes qui soient plus par produit que sur la consommation en général. Des normes sur les voitures, c'est plus applicable qu'avoir une voiture par famille. Ou bien de l'électro-ménager qui consomme moins d'eau, qui sont plus léger et qui consomment moins d'énergie, etc.

12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée?

Non.

#### 13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?

Je rejoins Olivier, du protectionnisme pour du protectionnisme, je suis contre. Il faut plutôt favoriser un nivellement vers le haut des normes sociales et environnementales. Si les normes sont respectées, il n'y a pas de raison pour interdire l'importation d'un produit. Et donc certains produits locaux seront produits plus localement par la force des choses. Ce qui est une bonne chose. Dans cette réflexion, il faut avoir une réflexion mondiale. Lutter contre les formes de dumpings sociaux ou environnementaux, mais il faut aussi que tous les pays du monde puissent se développer et avoir une production propre. Le but n'est pas que toute la production soit dans les pays occidentaux et que d'autres pays produisent moins et qu'on crée des inégalités encore plus fortes.

14) Pensez-vous	que notre société actuelle est durable sur le long term	ıe ?
-----------------	---	------

Non.

- 15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
- a) 2041
- b) 2053
- c) 2066
- d) 2081
- e) 2141
- f) jamais
- g) je ne sais pas

C'est difficile puisque les réserves pétrolières ne sont pas statiques et que les réserves dépendront du prix. Je dirai 2053.

- 16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle (tous prix Nobel d'économie) est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
- a) Joseph.E. Stiglitz
- b) Nicholas Georgescu-Roegen
- c) Simon Kuznets
- d) Friedrich Hayek
- e) Thorstein Veblen
- f) je ne sais pas

Simon Kuznets.

- 17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance?
- a) Le club d'Athènes
- b) Le club de Stockolm
- c) Le club de Lisbonne
- d) Le club de Rome
- e) Le club de Genève
- f) je ne sais pas

Le club de Rome.

Remarque/contribution/avis du répondant sur l'idéologie de la décroissance et son institutionnalisation dans le paysage politique :

Il faut l'adhésion des citoyens avant d'imposer quoi que ce soit. Ça ne sert à rien d'avoir raison tout seul. J'ai un peu de mal avec le concept de Décroissance parce que j'ai du mal à percevoir concrètement ce que cela signifie.

Pour moi, on se trompe d'objectif. La croissance ou la décroissance, peu importe entre quillemet. C'est plus compliqué que ça. Par rapport aux objectifs de la Décroissance, je pense que certains ont du sens, mais c'est important de parler d'objectifs concrets, surtout pour créer une adhésion populaire, plus « sexy ». Il y aura plus moyen de faire adhérer les gens comme ça, comme par exemple une autre mobilité qui pourrait apporter plus de convivialité dans l'espace public parce qu'il y aura moins de voitures, moins de stress, moins d'embouteillages, moins de pollutions. On peut peut-être créer un discours mobilisateur sur cette base tandis que La décroissance, de un, est un terme très hermétique. Même si j'ai déjà lu des choses sur la Décroissance, ça me parait toujours vague et hermétique comme terme. Je ne suis pas sûr que la Décroissance est un objectif en soi, mais en tout cas, ce sera une conséquence pour certains secteurs. Par exemple le secteur pétrolier, si on sort des énergies fossiles, là évidemment j'imagine qu'il va y avoir une décroissance dans ce secteur. Et pour des pays très sous-développés, il doit y avoir une croissance sinon ça veut dire qu'ils n'auront pas d'augmentation de leur bien-être et là, il y a un vrai souci. Dans la Décroissance on vise l'objectif environnemental et je trouve que l'objectif social est tout aussi essentiel et non compris, intégré dans la réflexion. Et la participation, et l'aspect démocratique, ne peut pas être dissociée de la discussion. Je pense qu'on ne peut pas avoir qu'un de ces objectifs et poursuivre juste un seul de ces objectifs, c'est se tromper. Pour moi, il faut les trois, le social, l'environnemental et le démocratique, voire même le culturel. J'adhère plus à l'idée de développement durable que de Décroissance, après il y a des liens entre les deux.

Le développement durable, ce n'est pas que du greenwashing et c'est un changement de modèle. En tout cas par rapport au modèle néo libéral très capitaliste qu'on connait actuellement. Le développement durable garde la notion de développement et de progrès qui pour moi sont essentiels. Le développement durable ça ne se limite pas juste à produire plus de béton. Il faut une alternative qui produise du progrès. Si l'alternative ne produit pas plus de progrès – même si c'est pour sauver la planète – je ne suis pas sûr que ce soit un mieux en soi. Après, on y sera peut-être contraint si on ne change pas de modèle, mais ça c'est encore un autre débat.

Annexe 14)

#### Informations du répondant :

Nom: Mahoux

Prénom: Philippe

Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : PS

Profession au sein de ce parti/centre de recherche : Chef de groupe PS au sénat

<u>Cet entretien n'a pas été enregistré durant les premières minutes car j'ai oublié de lancer l'enregistreur.</u>

#### Questionnaire sur l'idéologie de La décroissance :

1) Connaissez-vous l'idéologie de La Décroissance ?

Oui.

2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?

Oui.

3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?

Bien entendu.

4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité?

Je serais assez nuancé à cet égard. Par contre, je suis partisan d'un contrôle beaucoup plus important de la publicité, de son contenu, des images qui sont utilisées, particulièrement des images de la femme dans la publicité et des exploitations de cette image. Et d'autre part, de la vérification, de l'exactitude des éléments qui se trouvent dans la publicité. C'est tout à fait évident. Et je pense qu'un contrôle devrait être effectué par d'autres gens que des publicitaires.

# 5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?

Bien entendu. Mais pour cela, il faut effectivement que l'alternative à la voiture individuelle soit réellement et de manière plus importante, développée. Pour ceux qui utilisent la voiture, il faut que cette alternative existe et donc il faut un investissement important, à la fois dans l'offre de transports en commun et dans leur confort, dans lequel se trouve, évidemment, la régularité des horaires.

### 6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique?

Très franchement, je pense que je serai plutôt pour une forme de fédéralisation du principe biologique dans l'agriculture. Alors, quand c'est possible et quand ce n'est pas possible. Il y a des endroits, des secteurs et des cultures où la possibilité est tout à fait réelle. Il y a des endroits où la possibilité est moins réelle. En tout cas, je suis partisan d'un progrès général de l'approche biologique de la production agricole.

# 7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?

Je crois, très réellement, que tout ce qui concerne la recherche dans le secteur de l'énergie d'ailleurs, de manière bien évidente, mais dans d'autres secteurs, doit être soutenu. Cela me paraît important. J'ai cette conviction que finalement, les budgets consacrés à la recherche ne sont pas suffisants et qu'il faut rechercher et continuer à rechercher les alternatives à l'utilisation de l'énergie. Mais c'est le secteur énergétique évidemment et il y a d'autres secteurs dans lequel la recherche doit aussi être encouragée.

# 8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques actuels ?

Elles témoignent d'un point de vue qui est un point de vue général sans tenir compte de particularités. D'abord, en ce qui concerne les secteurs où doit s'opérer la croissance ou la décroissance et d'autre part, ce qui concerne les endroits où la notion de croissance ou de décroissance s'applique. Les réflexions seraient intéressantes si elles étaient nuancées. C'est à dire plutôt que de parler de manière très générale de décroissance comme un principe général, elles devraient être effectivement à la fois adaptées aux secteurs concernés et d'autre part aux populations concernées. Quand je parle de population concernée, cela peut concerner les endroits où nous nous trouvons mais en même temps les endroits où ces personnes se trouvent dans le monde.

9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>futurs</u>?

Idem. Cela dépend de la façon dont c'est présenté. En ne mettant pas la Décroissance comme un principe mais en essayant de déterminer à la fois les endroits où il peut y avoir de la Décroissance, où c'est utile d'avoir de la Décroissance et les endroits où la croissance est nécessaire en fonction des situations des personnes à la fois sur le plan social et sur le plan géographique.

10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?

Bien entendu.

### 11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?

Tout dépend si vous faites des généralités. Ce qui est un peu, les tenants de la Décroissance, encore que je pense que la discussion est indispensable. Tout dépend du niveau et de la situation, finalement, individuelle. Si vous imaginez qu'il faut diminuer la consommation de manière générale, ça s'adresse de la même manière aux gens qui consomment beaucoup et aux gens qui n'ont pas les moyens de le faire.

#### 12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée?

Non. J'ai d'ailleurs déposé, ici au sénat, en collaboration avec d'autres collègues, dans un temps où l'on n'en parlait pas beaucoup, des propositions de résolutions luttant contre l'obsolescence programmée.

### 13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?

Je suis partisan de pouvoir développer les circuits courts chaque fois que cela peut être pratiquement utilisable. Oui, je pense que les circuits courts, oui, ce sont des démarches intéressantes.

### 14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?

Je pense qu'il y a une série de mesures qui sont prises et qui tendent d'augmenter la durabilité. Je pense qu'il y a encore des secteurs dans lesquels cette durabilité, ou des pays dans lesquels la durabilité est moins certaine. J'ai envie de renvoyer à l'accord de la COP21, à Marrakech et pour dire l'inverse, les engagements de Trump, c'est quand même inquiétant par rapport à l'accord de la COP21 dont les Etats Unis viennent de se retirer.

- 15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
- a) 2041
- b) 2053
- c) 2066
- d) 2081
- e) 2141
- f) jamais
- g) je ne sais pas

Je vais vous répondre deux choses. La première, j'ai le sentiment qu'on tourne autour d'une cinquantaine d'années à partir de la période actuelle, je peux me tromper. Mais par contre, il y a un élément qui est très important. L'ensemble des réserves est pratiquement connu. Il est assez compliqué dans le monde actuel de dissimuler des réserves pétrolières. Mais le mode d'exploitation de ces réserves pétrolières peut se modifier. L'alternative aux réserves pétrolières, comme le gaz de schiste, c'est quand même du fossile. On peut imaginer que le gaz de schiste est une alternative. Que le développement du gaz de schiste, arrêté par Obama, et relancé maintenant... Qu'est-ce que ça a pour effet. Et bien, de ne pas consommer du pétrole... Il faut être nuancé.

- 16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle (tous prix Nobel d'économie) est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
- a) Joseph.E. Stiglitz
- b) Nicholas Georgescu-Roegen
- c) Simon Kuznets
- d) Friedrich Hayek
- e) Thorstein Veblen
- f) je ne sais pas

Stiglitz. C'est lui qui a une approche de manière globale. Il faut réinsérer la problématique de la Décroissance de manière très générale.

- 17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
- a) Le club d'Athènes
- b) Le club de Stockolm
- c) Le club de Lisbonne
- d) Le club de Rome
- e) Le club de Genève
- f) je ne sais pas

Le club de Rome évidemment, et ce n'est pas nouveau. Ils parlaient de croissance zéro, l'arrêt de la croissance. Entre la croissance zéro et la décroissance, il y a plus qu'une nuance! Le club de Rome prônait l'arrêt de la croissance. Ce qui est différent. Mais c'est très vieux.

Annexe 15)
<u>Informations du répondant</u> :
Nom : Schippers
Prénom : Marie
Parti Politique auguel vous êtes affilié actuellement : PS
Profession au sein de ce parti/centre de recherche : Conseillère au cabinet du Ministre Lacroix er climat et énergie.
Questionnaire sur l'idéologie de La décroissance :
1) Connaissez-vous l'idéologie de La Décroissance ?
Oui.
2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?
Non.
3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?
Non.
4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité ?
[Question non posée car j'ai utilisé une version erronée du questionnaire]

5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?

[Question non posée]

6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?
[Question non posée]
7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?
[Question non posée]
8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>actuels</u> ?
Oui.
9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économique <u>futurs</u> ?
Oui. Potentiellement.
10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?
Oui.
11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?
Oui.
12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée?
Non.
13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?
Oui.

14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?
Non.
15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
a) 2041 b) 2053 c) 2066 d) 2081 e) 2141 f) jamais g) je ne sais pas
Le problème, c'est que ces chiffres changent tout le temps. Je dirais 2053.
16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Joseph.E. Stiglitz b) Nicholas Georgescu-Roegen c) Simon Kuznets d) Friedrich Hayek e) Thorstein Veblen f) je ne sais pas
Je ne sais pas.
17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Le club d'Athènes b) Le club de Stockolm c) Le club de Lisbonne d) Le club de Rome e) Le club de Genève f) je ne sais pas
Le club de Rome.

Remarque/contribution/avis du répondant sur l'idéologie de la décroissance et son institutionnalisation dans le paysage politique :

A vrai dire, c'est un sujet que je suivais il y a quelques années. Je lisais même leur petit journal : « La décroissance ». Ca me faisait bien rire. Car en plus, de temps en temps, ils sont drôles. Mais en fait, à l'heure actuelle, on n'arrive pas à prendre des mesures qui soient vraiment efficaces, qui ont un vrai impact, ni dans la lutte contre les changements climatiques. On est embarqué dans un système qui poursuit la croissance, qui est câblé par la Commission Européenne. C'est vraiment difficile de sortir de ce cadre-là. A vrai dire, je me pose donc la question. Comment on pourrait changer le paradigme ? Tant que l'on continue à fonctionner dans le système tel qu'il est, on prend des mesures qui ont finalement peu d'impact, quand elles en ont. Moi, je ne crois pas trop que le marché va régler cette histoire. Simplement, un jour, on va se retrouver devant des changements qui seront déjà tellement forts que cela va être difficile de s'adapter.

#### Annexe 16)

# Informations du répondant :

Nom: Derruine

Prénom: Olivier

Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : Ecolo

Profession au sein de ce parti/centre de recherche : Conseiller auprès de l'Eurodéputé Philippe Lamberts

### Questionnaire sur l'idéologie de La décroissance :

1) Connaissez-vous l'idéologie de La Décroissance ?

Oui.

2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?

Oui, au niveau du Parlement européen. A l'occasion d'amendements, de séminaires, d'ateliers.

3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?

Bien sûr, oui, chez Ecolo et chez Etopia.

4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité?

Oui. Tout-à-fait! Dans le programme d'Ecolo, on avait une proposition qui portait sur l'interdiction ou la diminution de la publicité, mais qui était nuancée. Peut-être interdire la publicité dans des lieux comme les lieux publics, près des écoles, des choses pareilles, et également certains types de publicité qui portent sur des catégories bien spécifiques de produits et services. Donc, on ne veut pas une interdiction absolue de la publicité, mais une interdiction ciblée sur en fait ce qui contribue au consumérisme. Mais pas contre des publicités comme pour Reporters Sans Frontières ou Amnesty.

5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?

Bien sûr, oui.

6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?

Oui.

7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?

Non. Ce sont tous les niveaux qui doivent être mobilisés, pas seulement les actions reposant sur l'initiative individuelle, ce ne sont que des gouttes d'eau, qui n'ont pas d'impact sur les problèmes majeurs et transfrontaliers, comme par exemple l'abolition de l'aviation, ou bien des paquebots. On sait que le fret international va avoir des émissions de CO<sup>2</sup> quadruplées d'ici 2050 en raison de l'augmentation du commerce international, et ce n'est pas un seul pays qui peut s'attaquer au problème. Il faut une coalition de pays, si pas les Nations-Unies ou l'OCDE, ou par d'autres types d'accords. On sait également que si l'individu en produit, ce sont surtout les grosses entreprises qui en produisent d'avantage. Si on pouvait déjà les impliquer pour qu'elles polluent moins, ce serait déjà pas mal. Il faut noter qu'une technologie n'a qu'une efficacité limitée, quand on parle du recyclage par exemple, c'est bien mais, il y a des choses que l'on ne sait pas recycler. Je pense aux métaux, aux métaux dits intelligents, ce sont des alliages hyper performants, hyper affinés, qui combinent différents types de matières, du zinc, du cuivre, etc. et on ne sait plus dissocier le zinc du cuivre d'un même alliage. C'est impossible, ou bien cela demanderait tellement d'énergie que tout le rendement énergétique serait négatif. Egalement, dans ces métaux recyclés, le titane : on sait qu'il est utilisé pour de la peinture, pour du revêtement de surfaces, etc. une fois que l'on a propagé le titane sur des matériaux, on ne sait pas le récupérer.

L'histoire a montré qu'il y avait très peu de technologies à usage général qui pourraient avoir un impact sur l'ensemble de la société. Donc, les technologies ont seulement un impact limité au niveau de l'entreprise. Il y aurait depuis le début de l'humanité seulement une trentaine de technologies qui ont eu un impact sur l'ensemble de la société.

Le problème se complexifie encore en raison des différents niveaux de pouvoirs, comme par exemple le niveau belge et européen. Le niveau européen doit-il selon vous monter en puissance dans les décisions environnementales ?

70 % des lois nationales dérivent du droit européen, à ce moment-là, on voit l'importance d'agir au plan européen, surtout que l'environnement est une matière par définition transfrontalière, à moins que l'on ne veuille résoudre un problème de pollution locale. D'autant que le traité européen dans son article 12, dit que dans la conception de la politique européenne, il faut veiller à la protection de l'environnement et au développement durable.

8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économique <u>actuels</u>?

D'abord on va dire non, parce que ces penseurs se situent au plan intellectuel et sont fort peu présents dans le débat public et encore moins dans le débat politique. Cela fait tellement peur, c'est perçu négativement. D'emblée quiconque invoquera ce terme sera un peu disqualifié. Par contre, les porteurs de la Décroissance offrent des solutions à certains problèmes. Mais en général, c'est fort peu élaboré en termes de propositions politiques. Ce sont plutôt des concepts, de l'abstrait. Mais effectivement, ils contribuent au débat et ça c'est plutôt intéressant.

9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économique futurs ?

Non. Parce que je ne vois pas, même dans 10 ans, comment la Décroissance pourrait être une approche légitime pour pas mal de décideurs. Même si moi je trouve qu'ils apportent quelque chose, je ne pense pas que leur point de vue sera accepté par la population d'une manière générale, et encore moins parmi les politiques. Ceci dit, il y a une étude qui est parue dans une revue économique qui portait sur l'Espagne, et l'idée était que lorsque l'on interrogeait les espagnols sur ce concept, on voyait que en fonction de la manière dont les questions étaient formulées, ils étaient prêts à renoncer à de la croissance pour améliorer leur bien-être. Donc, ça illustre le fait que tout dépend de la manière dont on aborde le problème. Par exemple, au groupe des Verts au Parlement européen, si on parle de Décroissance, on va voir plusieurs membres qui vont dire pas question! Si on reformule, et l'on parle de post-croissance, à ce moment-là, on ouvre un débat, parce qu'il n'y a plus d'a priori qu'il faut réduire la croissance à tout prix. Là on peut discuter alors. C'est plus un blocage au niveau du terme, que sur l'idéologie en elle-même. Et il est temps, parce que certains porteurs de la Décroissance, l'idée que s'en font certaines personnalités, c'est que ce sont plutôt des gens tendance anarchiste ou extrême gauche. En rupture avec les institutions étatiques. On bascule dans un autre monde où il n'y a plus de règles, etc. Il y vraiment cette image, qui nuit au débat à chaque fois.

### 10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?

Oui. D'ailleurs Ecolo a formulé des propositions en ce sens. C'est le conseil de fédération, le parlement interne d'Ecolo, qui a adopté une proposition d'adapter le temps de travail à 4 jours par semaine avec une certaine flexibilité et des modalités pour éviter que tout le monde ne prenne le vendredi ou le lundi, parce que cela créerait une discontinuité pour l'entreprise qui serait difficilement gérable. L'idée est que ce soit d'abord un mécanisme volontaire qui soit encouragé par des politiques publiques, mais que progressivement, ce mécanisme soit d'application générale à toutes les entreprises et tous les travailleurs.

### 11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges?

Cela ne veut pas dire grand-chose, parce qu'ici on parle de Décroissance de la consommation d'un citoyen moyen, on parle de moyenne, sans tenir compte des inégalités, des disparités. Ça veut rien dire quoi! Maintenant si vous me demandez, est-ce qu'il faut réduire la consommation matérielle des 10% les plus riches, à ce moment-là, je dis oui. Une étude réalisée il y a quelques mois par Juliet Schor a montré qu'aux Etats-Unis, il y avait une tendance des gens à s'aligner sur le mode de consommations des 10 % les plus riches. Cette étude a montré qu'il y avait une corrélation positive entre la concentration des revenus dans les mains des 10% les plus riches et une augmentation de  $CO^2$ . Autrement dit, la question, je ne sais pas y répondre, parce que ce qu'il faut, c'est réduire la consommation des plus riches, parce qu'il peut y avoir un effet en cascade sur les autres. Ce qu'il faut, c'est mieux consommer, par exemple, manger des produits de meilleure qualité alimentaire, avec moins de sucre, et ne pas acheter une seconde télévision. Qu'ils achètent des produits locaux bios, qu'ils isolent leur habitation, par exemple.

# 12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée?

Contre. On a déposé une proposition de loi au Parlement fédéral et on le fera aussi au Parlement européen. Récemment, on a fait cette proposition dans le cadre d'un paquet de textes de la Commission sur l'économie circulaire. C'est un thème qui commence à toucher tous les partis, même si les verts ont été les premiers à aborder la question. Notamment grâce au bouquin de Serge Latouche et d'autres, mais maintenant cela a percolé.

#### 13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale ?

Oui, bien sûr! Egalement une proposition a été déposée par Ecolo, quand Caterpillar a fermé son usine à Ecaussines, avec des propositions visant à être moins dépendants des sociétés dont les décisions sont prises à l'étranger et pour favoriser les petites entreprises locales.

# 14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?

Non.

15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
a) 2041
b) 2053
c) 2066
d) 2081
e) 2141
f) jamais
g) je ne sais pas
2041.
16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Joseph.E. Stiglitz
b) Nicholas Georgescu-Roegen
c) Simon Kuznets
d) Friedrich Hayek
e) Thorstein Veblen
f) Je ne sais pas.
Nicholas Georgescu-Roegen.
17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Le club d'Athènes
b) Le club de Stockolm
c) Le club de Lisbonne
d) Le club de Rome
e) Le club de Genève
f) je ne sais pas
Le club de Rome.

Remarque/contribution/avis du répondant sur l'idéologie de la décroissance et son institutionnalisation dans le paysage politique :

Les gens s'en foutent, parce que ce n'est pas de leur préoccupation, et on peut le comprendre. C'est pour cela que certains s'engagent en politique, d'autres dans des ONG, parce qu'il faut quand même être armé intellectuellement pour aborder cette question-là. On peut avoir un vague avis, mais si on n'a pas un BAC+5, l'avis ne vaudra pas grand-chose. Il faut un avis qui repose sur une lecture bien informée. C'est pour cela qu'il est important que là où les décisions sont prises, d'impliquer les parties prenantes et les ONG. Par exemple, j'ai travaillé pour un syndicat début des années 2000, et il n'était pas question de dire que l'on voulait remettre en cause la croissance, parce que dans la conception syndicale, croissance égale emploi. Et puis, on a vu que 10 ans plus tard, vers 2010, ils ont adopté un regard plus critique sur le lien entre croissance et emploi, ça prouve que les choses bougent, mais ça prend beaucoup de de temps. Ça n'a pas encore gagné le reste de la société.

Je te conseille de lire la publication suite à la Degrowth Conference de Budapest en 2016 parce qu'il y a eu un atelier sur le thème de la Décroissance dans les enceintes parlementaires, donc, il y plusieurs parlementaires européens et nationaux qui sont intervenus pour dire si oui ou non, on parlait de la Décroissance et quelle forme cela pouvait prendre.

Nous, au bureau de Philippe Lamberts, on veut lancer au plan européen une grande conférence en 2018, pas une conférence 'degrowth' mais 'post-growth'. L'objectif serait d'amener des économistes hétérodoxes à entrer en dialogue avec des orthodoxes de la Commission européenne, parce que c'est eux qui dictent le courant 'mainstream' en Europe, et si l'in ne parvient pas à créer des discussions avec eux, cela ne sera pas possible de faire avancer le débat.

Au départ, c'est une initiative de Philippe Lamberts, mais qui sera à terme soutenue par tout le groupe des verts en essayant d'y impliquer aussi des eurodéputés progressistes d'autres groupes.

Annexe 17)

# Informations du répondant :

Nom: Fredericq-Evangelista

Prénom: Kim

Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : Ecolo

Profession au sein de ce parti/centre de recherche: Conseiller politique pour les questions

économiques au service d'études d'Ecolo.

### Questionnaire sur l'idéologie de La décroissance :

1) Connaissez-vous l'idéologie de La Décroissance ?

Oui. Déjà, est-ce que dans l'idéologie de la Décroissance, est-ce que tu mets aussi post-croissance? Parce que je sais que pour certains c'est deux choses complètement différentes, pour d'autres c'est un peu la même chose. Si on parle de la philosophie générale, je la connais.

2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement)?

Oui, de loin, on a fait des propositions de lois l'année passée et cette année sur l'obsolescence programmée, l'économie circulaire, ou des choses comme ça, et on parle du concept de Décroissance, du concept de croissance infinie dans un monde fini qui va poser un problème à un moment.

3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.)?

Oui, oui bien sûr.

4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité?

Oui, et c'est mon avis personnel, mais seulement s'il y a des très bonnes alternatives. Je sais qu'à Grenoble, ils ont réussi à sortir les publicités de l'espace public et à trouver d'autres moyens, maintenant, c'est un moyen aussi d'avoir de l'argent qui rentre, et il faut de l'argent qui rentre. Donc a priori oui, mais avec des bonnes alternatives quoi.

195

Pour ce qui est de la ligne du parti, c'est jamais quelque chose de complètement monolithique, il y a plusieurs tendances, ça varie, et ça dépend à qui tu vas demander au sein du parti, mais en gros ça va être pour l'interdiction de la publicité de manière générale.

5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?
Absolument.
6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?
Absolument.
7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?
Pas tout non, certaines vont peut-être pouvoir ralentir le changement climatique, mais il faut aussi changer les comportements, changer les modes de production. Il faut une approche beaucoup plus globale que juste écologique.
8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économique <u>actuels</u> ?
Oui.
9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économique <u>futurs</u> ?
Certainement.
10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?

Oui, c'est dans les propositions Ecolo. On a eu tout un processus de réflexion sur le sujet, et là-dessus, le parti a pris justement une position, et c'est oui. Notre position, c'est que il faut tendre vers un truc assez généralisé, que ce soit pas uniquement individuel, mais qu'il y a beaucoup de limites à cette

proposition, par exemple, pour les petites PME qui ont très peu de travailleurs. Nous, notre proposition, c'est de passer à la semaine de quatre jours, donc c'est 32 heures. Mais après, on dit qu'il faut qu'il y ait des accords de branches, par secteur, avec les syndicats et des choses comme ça, parce qu'en effet, si t'es trois dans ta boîte et que tout le monde à un 4/5, tu peux être dans des situations un peu particulières. Nous, ce qu'on propose, c'est qu'il y ait des aides publiques, à condition qu'il y ait une embauche compensatoire.

### 11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?

Oui certainement. Il ne faut pas consommer plus en tout cas, il faut consommer mieux. Maintenant, si je t'avais posé la question au tout début entre post-croissance et Décroissance, le truc c'est que décroissance, et on le sait chez nous, c'est quelque chose qui fait peur, c'est un terme qui fait un peu peur. Donc, on a compris que dans le langage public, les gens ne connaissent pas toujours très bien le concept, et ils pensent que c'est revenir au silex, ou au vélo ou je ne sais pas très bien quoi. Si les gens pensent ça, alors on essaie d'éviter le terme et on parle de post-croissance. Il y a des gens qui entendent Décroissance et pour eux c'est la récession, l'âge de pierre, le vélo, plus de médicaments, plus de recherche scientifique. On est très vite dans la caricature. Alors imagine Ecolo, c'est un petit microcosme de exactement la même chose. Il y a des gens qui pensent ça chez Ecolo, il y a des gens qui pensent l'inverse.

# 12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée?

Non. Nous chez Ecolo, on est dans l'opposition, et justement cette année, on a fait un truc, une vingtaine de points contre l'obsolescence programmée où c'est très concret.

#### 13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?

Oui, quand c'est possible. On est pour la relocalisation, l'ancrage plus local, les circuits courts, etc.

#### 14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?

Non.

15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
a) 2041 b) 2053
c) 2066 d) 2081
e) 2141 f) jamais
g) je ne sais pas
Je dirais 2081.
16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Joseph.E. Stiglitz b) Nicholas Georgescu-Roegen
c) Simon Kuznets
d) Friedrich Hayek
e) Thorstein Veblen
f) je ne sais pas
Nicholas Georgescu-Roegen.
17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Le club d'Athènes b) Le club de Stockholm
c) Le club de Lisbonne
d) Le club de Rome e) Le club de Genève
f) je ne sais pas
Le club de Rome.

# Remarque/contribution/avis du répondant sur l'idéologie de la décroissance et son institutionnalisation dans le paysage politique :

Donc, comme je te l'ai dit, c'est un terme qui est un tout petit peu flou, et ça dépend des personnes qui l'emploient. Dans le débat public c'est un truc très « touchy »parce que, en effet, ça fait peur, et il y en a qui caricaturent le truc et qui disent que c'est le retour à l'âge de pierre.

# Quand tu dis que ça fait peur, est-ce que tu penses que c'est dans chaque parti, même ceux de gauche, ou bien les partis de droite, plus traditionalistes, repoussent plus facilement ce terme ?

Oui, même dans les partis de gauche, parce que je pense que la Décroissance, ça ne se passe pas vraiment sur un axe gauche/droite, c'est plus un axe entre ceux qui ont une sensibilité un peu plus environnementale, et une sensibilité à propos de l'égalité entre générations et la vision durable du truc. Parce que pour moi, le parti socialiste et le PTB, ils sont justement dans une optique tout à fait productiviste, et pour eux, on va résoudre les problèmes comme la pauvreté et des choses comme ça avec plus de croissance. Il n'y a qu'Ecolo, en tout cas dans le paysage politique belge, qui n'est pas dans cette vision-là. Moi, j'ai pas mal bossé sur le sujet, et ma vision du truc, qui est on peut dire, celle du service d'études, mais peut-être pas encore celle d'Ecolo, mais on se dirige vers ça, c'est qu'on est vraiment dans une société qui est « addict » à la croissance. On a besoin de croissance parce que ...comment est-ce que tu finances ta sécurité sociale? Par la croissance, par l'emploi. Comment est-ce que tu as de l'emploi? Par la croissance. Comment est-ce que tu rembourses ta dette publique? Par la croissance, par le PIB. C'est toujours cet indicateur-là qui va résoudre les problèmes. Et donc, nous, on cherche un modèle où la solution à tous les problèmes ne sera pas la croissance, parce que tant que toute ta société fonctionne pour plus de croissance, et bien tu n'arriveras pas à avoir des solutions vraiment durables.

# Quand tu dis « essayer de trouver un autre indicateur », est-ce que vous avez déjà des idées plus ou moins vers où chercher ?

Oui, il y en a, il y a des indicateurs alternatifs qui existent, et ça, il n'y a pas que nous qui travaillons dessus. Les limites du PIB en tant qu'indicateur, c'est un vaste sujet de recherche académique, et là je crois que tu peux demander à n'importe quel économiste, même qui n'est pas Ecolo, il va dire oui en effet, le PIB ça mesure certaines choses, mais clairement pas tout. Maintenant, même le bureau fédéral du plan et la banque nationale sortent des indicateurs alternatifs mais ce n'est pas ça, il faut être honnête, ce n'est pas aussi clair que le PIB. Le PIB, en un indicateur, t'as un peu ta solution quoi. Les autres indicateurs existent, mais ils ne sont pas encore utilisés vraiment par les décideurs politiques et par la population. Mais le truc c'est plus dire, ok, telle mesure va augmenter le PIB, mais ça va poser des problèmes dans les autres indicateurs, donc clairement il faut utiliser ces autres indicateurs.

Ce n'est pas toujours plus de croissance parce que c'est ça la solution à tous les problèmes quoi. Et donc, à partir du moment où tu arrives à ce constat, que la croissance n'est pas la solution à tous les problèmes, il y a deux trucs, c'est que, premièrement, plus de croissance, ça fait plus de pollution, ça fait moins de durabilité, ça pose des questions écologiques, mais l'autre problème c'est que la

croissance elle est de moins en moins forte, et ça n'importe quel économiste te le dira aussi, même non écolo et qu'on fait toujours le maximum pour avoir le plus de croissance, mais ça fonctionne plus comme il y a 30-40 ans. Et il y en a qui disent qu'on est dans une période de stagnation séculaire, il y en a qui disent qu'il faut plus de développement écologique qui permettra de sortir de ça, moi je suis assez sceptique par rapport à cette proposition-là, parce que même la productivité, elle diminue, alors qu'on a internet, qu'on est dans une espèce de quatrième révolution industrielle. Et chaque fois, les prévisions de croissance, c'est même l'OCDE qui le dit, sur les prochaines années dans les pays développés, la prévision de croissance est de 1% ou moins de 1%. Et avec ces prévisions, tu n'arrives pas à maintenir le modèle qu'on a, tu n'arrives pas à créer assez d'emploi, à financer ta sécurité sociale, à rembourser ta dette, etc... Donc il faut changer pour des raisons écologiques, mais pour des raisons économiques également. Pour moi, il n'y aura pas assez de croissance pour financer la sécurité sociale, diminuer les inégalités, diminuer la pauvreté et tout ça. Donc uniquement sur cet aspect-là, il faut aussi changer le système.

Tu es économiste. J'ai rencontré et lu plusieurs personnes qui disaient qu'amorcer une transition énergétique et complètement modifier nos manières de se déplacer, de produire notre énergie, donc construire des éoliennes, des panneaux solaires, des nouveaux trams, des voitures électriques etc...Ca impliquera d'office une croissance, qu'on le veuille ou non. On va remplacer et produire, il y aura de la croissance, même si on ne se base même plus sur la croissance. Qu'est-ce que tu penses de ça ?

Là, oui, on aborde des sujets qui sont un peu compliqués, parce que même chez les économistes un peu verts, il y en a qui disent: il faut découpler la croissance de la pollution, il faut avoir une croissance plus verte, et il y en a, et c'est un peu une majorité chez nous, qui disent que même ça c'est pas suffisant. En fait il ne faut pas seulement découpler la croissance, il faut vraiment changer en profondeur le système. Moi j'ai pas d'avis vraiment tranché sur le sujet, je n'ai pas assez d'éléments pour pouvoir trancher, mais en tout cas, ce que je vois chez Ecolo, c'est que la croissance verte ce n'est pas encore suffisant quoi. Il faut vraiment diminuer les émissions de CO2, il faut diminuer la consommation d'énergie, il ne faut pas seulement consommer toujours autant et on trouvera bien d'autres ressources, le simple remplacement ne va pas aller assez vite. Je n'ai pas l'impression que même si l'état prend les choses en main, ça va aller. Rien que les infos de ces derniers jours, tu as l'immense iceberg qui se détache, l'extinction des espèces qui va encore plus vite que ce qu'on pensait, et pourtant il ne se passe rien. Donc il n'y a pas de sentiment d'urgence, les gens ne se rendent pas compte je crois. Je ne sais pas si c'est parce qu'ils ne sont pas informés, je ne crois pas, je pense que c'est plus parce qu'ils ont l'impression qu'ils ne peuvent rien faire et que donc ils disent bah, voilà... Mais non, il faut faire plus que simplement remplacer, il faut trouver les manières pour aller plus loin.

Selon toi ça doit être l'Etat et donc les partis politiques qui lance le mouvement, qui s'occupe de donner le cap, ou bien ça doit être plus les individus, en leur donnant les possibilités de s'adapter à une transition ?

C'est une question vachement complexe, il faut un mélange de tout. Il faut déjà que les gens modifient leurs comportements, leurs manières de vivre comme dans le film « demain ». Il faut évidemment que les pouvoirs publics soient conscients de ça et que ils soient proactifs, maintenant j'ai envie de dire, c'est un peu lié, l'Etat, il est élu par les citoyens, et si les citoyens veulent plus de lutte contre la

pauvreté ils vont voter socialiste, plus de lutte contre la pollution ils vont voter Ecolo, ou pour moins d'impôts ils vont voter MR, tu vois. Donc oui, l'Etat a clairement un rôle super important à jouer, parce qu'en termes d'infrastructures, en termes d'investissements publics, en termes de bâtiments publics, en termes de marchés publics, il y a plein de leviers, mais l'Etat il va jamais pouvoir forcer la population, il faut que les gens soient d'accord, tu vois.

Je t'ai envoyé la vidéo, j'ai participé à un débat où, c'est rare mais cette fois-là c'était comme ça, ils avaient invité des chercheurs du service d'études et pas des élus. Et donc c'était une discussion beaucoup plus technique et beaucoup plus relâchée, parce que nous on est chercheurs, on s'en fout. Et c'était intéressant, et c'est vrai que, en tout cas moi, j'avais des positions très proches du CDH, ils étaient moins « extrêmes » que nous, mais en gros ils disaient la même chose que nous, mais par contre, le MR, c'était une caricature.

#### C'était la main invisible du marché?

C'est ça. Mais ce qu'ils oublient, c'est que tu as des phénomènes d'externalité et de coûts cachés et des choses comme ça. Le pétrole, si on devait l'acheter au vrai prix qu'il coûte à la planète, en termes de rejet, en termes d'impact, et bien il serait beaucoup plus cher qu'actuellement. Parce que le marché est mal fait pour certaines choses, pour pas mal de choses, et croire qu'il est parfait c'est n'importe quoi. Il y a des grands économistes qui l'ont dit. Stiglitz il a eu son prix Nobel en montrant les imperfections du marché, maintenant, allez, c'est rare, qu'il y ait des économistes qui soient encore à ce point-là dans cette pensée libérale, mais donc ce débat était vraiment drôle, parce que c'était des caricatures.

Annexe 18)

### Informations du répondant :

Nom : Nollet

Prénom: Jean-Marc

Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : Ecolo

Profession au sein de ce parti/centre de recherche : Député fédéral, co-chef de groupe Ecolo/Groen.

## Questionnaire sur l'idéologie de La décroissance :

1) Connaissez-vous l'idéologie de La Décroissance

Oui, je connais le projet et la philosophie qui est derrière.

2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?

Oui, au parlement régional et au parlement fédéral. C'était des regards critiques, des attaques de libéraux considérant que ce que je proposais ou ce que je défendais allait nous mener droit à la Décroissance. C'est principalement dans ce genre de contexte qu'est employé le mot Décroissance. Il est employé comme une attaque dans la bouche des autres. En ce qui me concerne, je réponds sur le ton de l'humour en disant que la Décroissance, elle était quelque part déjà en route, que quand vous regardez, potentiellement sur les cinquante dernières années, les taux de croissance étaient beaucoup plus élevés, et qu'en prenant du recul, on allait déjà vers la décroissance. Donc il y avait à la fois de l'humour dans le concept de ma part, et de la critique agressive, parfois méchante, de la part d'autres personnes, comme le MR, la NVA, l'OpenVLD.

3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?

Oui, chez nous, régulièrement, évidement. Nous n'avons aucun souci à aborder cette notion. Evidemment, j'ai des choses à dire par rapport à ça. Je suis en dialogue notamment avec des objecteurs de croissance, je ne partage pas tout mais je n'ai aucun problème à discuter du problème, au contraire, c'est nécessaire.

### 4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité?

Oui, c'est nécessaire dans un monde qui fait attention à la protection des ressources, qui fait attention à la protection des enfants. Par exemple quand j'étais ministre, j'ai notamment combattu l'idée de la suppression de la publicité à la télévision pour la protection des enfants. Personnellement, je suis devenu totalement insensible à la publicité, ça ne me touche plus, ça me fait parfois chier, parce que ça nous fait perdre du temps, sur les ordinateurs, au bureau, etc.... Mais je sais que d'autres, et je le vois parfois à travers le regard de nos enfants, y sont encore sensibles. Il y a tout un travail pédagogique ou éducatif à faire parce que, dans un monde idéal, la publicité ne devrait pas exister. Mais je distingue bien la pub de l'information sur les produits car il faut de l'information. Je vois l'influence que cela peut avoir pour l'instant et quand ça existe, il faut de l'éducation pour démonter les mécanismes de la publicité.

# 5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?

Oui, clairement.

# 6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?

Oui, je suis pour une généralisation, donc oui, mais pas 100% demain, ça, on sait que c'est impossible. Il faut d'abord utiliser moins de produits dangereux comme l'essence et le schiste, puis un peu à la fois, développer l'agriculture biologique dans ses dimensions les plus extrêmes, plus extrêmes, c'est positif pour moi, ce n'est pas péjoratif, comme la permaculture par exemple. Je sais que c'est par étapes et qu'on n'arrivera pas à avoir tout le monde mais j'y crois. Je pense que les agriculteurs sont de plus en plus conscients de leur dépendance par rapport aux firmes qui apportent à la fois, des problèmes et à la fois des solutions aux problèmes qui sont les problèmes suivants.

Donc c'est un processus à plusieurs vitesses mais on soutient aussi ceux qui veulent aller plus vite.

# 7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?

Elles ont un rôle à jouer mais ce ne sera pas suffisant, je veux dire par là que l'action individuelle, l'action collective devra s'ajouter aux évolutions technologiques. Quand je dis l'action, c'est par exemple une part de sobriété. La technologie, il ne faut pas la rejeter, au contraire, il faut en exploiter un maximum mais tout ne viendra pas de la technologie.

Il faut soutenir les démarches individuelles mais il faut aussi à la foi un cadre dans lequel tout le monde doit s'inscrire, comme par exemple la rétribution de CO2, le pollueur payeur, mais le pollueur y compris sur le volet CO2.

8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économique actuels?

Oui, quand vous le posez comme ça, en disant à certains problèmes, oui. Alors, je trouve que parfois certains penseurs, parce que vous dites les penseurs, ont une vision qui définit le monde idéal tel qu'ils le conçoivent. Ils ne travaillent pas assez la phase de transition. Je dis bien certains, pas tous. Hors moi, mon job comme député, c'est le travail de cette part de transition justement. Parce que je le vois, je le sens, vers quoi on devrait aller. Ça prend du temps évidement pour le faire avec les gens. Je suis écologiste et je suis démocrate, donc je le fais en respectant un tant soit peu l'agenda des suffrages.

9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économique <u>futurs</u>?

Oui.

10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?

Oui, il faut chaque fois s'adapter à la situation et les situations sont devenues collectives, ça veut dire par entreprise, ça ne veut pas dire forcement pour l'ensemble de la société.

11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges?

Oui, je crois que c'est absolument nécessaire.

12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée?

Non, je lutte contre et j'ai déposé une proposition de loi il y a déjà 1 an et demi contre l'obsolescence organisée plus large encore que l'obsolescence programmée.

13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?

Oui.

14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?

Non.

- 15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
- a) 2041
- b) 2053
- c) 2066
- d) 2081
- e) 2141
- f) jamais
- g) je ne sais pas

Je ne sais pas. Mon problème, c'est que les estimations changent et je dois me baser sur des données scientifiques donc je dirais bien 2030 mais j'ai trop vu d'estimations évoluer donc je préfère dire que je ne vais pas me prononcer précisément.

- 16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle (tous prix Nobel d'économie) est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
  - a) Joseph.E. Stiglitz
  - b) Nicholas Georgescu-Roegen
  - c) Simon Kuznets
  - d) Friedrich Hayek
  - e) Thorstein Veblen
  - f) je ne sais pas

Nicholas Georgescu-Roegen.

- 17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
  - a) Le club d'Athènes
  - b) Le club de Stockolm
  - c) Le club de Lisbonne
  - d) Le club de Rome
  - e) Le club de Genève
  - f) je ne sais pas

Le club de Rome.

Remarque/contribution/avis du répondant sur l'idéologie de la Décroissance et son institutionnalisation dans le paysage politique :

Je pense qu'ils font un travail extrêmement important. Je le redis, la phase de transition est tout aussi fondamentale que de savoir vers quelle société on veut aller, au final de la démarche. Ça doit rester quelque chose qui inclut les citoyens, on n'arrivera pas à le faire en tout cas je ne suis pas pour un modèle autoritariste, Décroissant, mais autoritariste. Je préfère vivre en démocratie même si je sais

qu'on va moins vite vers l'objectif qu'en dictature. En sachant qu'avec une idéologie éclairée comme ça et éventuellement un recours à l'armée on pourrait aller plus vite. Il doit y avoir un consensus démocratique et des étapes à définir pour que les citoyens puissent accompagner.

# En parlant de l'économie circulaire lors d'une interview avec un journaliste de La Libre Belgique, vous avez été qualifié de Décroissant, avez-vous quelque chose à développer la dessus ?

C'est paradoxal, parce que vous savez, j'ai eu des critiques de la part de certains en disant que j'étais Décroissant, mais aussi de la part de décroissants qui disent « Oui il veut maintenir le système en place, parce que l'économie circulaire c'est encore l'économie telle qu'elle existe aujourd'hui, dans le système économique capitaliste, etc..... ». Ce n'est pas mon cas car je veux à la fois relocaliser et à la fois vraiment rendre circulaire l'économie afin de diminuer la pression sur les ressources naturelle et tendre vers une situation à hauteur de ce que la terre peut régénérer comme ressources. C'était marrant, j'étais un peu entre deux feux. Mais c'est comme ça et je continuerai à être comme ça car je crois que l'économie circulaire est nécessaire même si ça reste de la consommation et qu'il faut réduire la consommation, c'est clair.

Pour ce qui est de l'influence de la Décroissance sur les lois dans le paysage politique belge, je pense qu'elle n'influence clairement pas les lois qui sont votées, mais les lois qui sont déposées, oui. Par exemple la loi sur l'obsolescence que j'ai déposé il y a un an et demi, elle est clairement influencée, oui, et certaines des résolutions aussi, mais les lois votées [donc celles qui passent] non ça, ce n'est pas encore le cas. La loi sur l'obsolescence, ça fait maintenant un an et demi qu'il y a eu des auditions, ils font retarder les choses, ils ont dit qu'ils étaient sensibles et en septembre, octobre, on reprend le débat en commission.

C'est intéressant, c'est pour ça que je pose cette question « pour ou contre l'obsolescence programmée », tous les acteurs politiques que j'ai interrogé, tous sont contre, mais on voit que les lois sur ce sujet ont du mal à passer.

Mais oui, parce qu'ils vont dire « Ah oui mais parce des mesures doivent être prises à un niveau européen » ou bien ils vont dire « Le problème n'existe pas, on a fait des tests et en fait il n'y a pas de machine qui fonctionne sous obsolescence programmée ou organisée ». Ça, c'est les deux réponses auxquelles je suis souvent confronté et je réponds que s'il n'y en a pas [d'obsolescence programmée], tant mieux, donc on se prémunit contre quelque chose en légiférant. Mais le problème, c'est beaucoup plus chiant évidemment car ils disent « ah oui mais alors comment on fait pour la demande de notre marché annuel ». Et l'union européenne, pour eux, est une excuse pour ne pas avancer, sur ce dossier de l'obsolescence programmé, c'est très clair. Moi je considère que l'Europe est nécessaire évidemment, soyons bien clair, je ne crois pas à une transition écologique sans Europe, je veux renforcer l'Europe et le pouvoir de l'Europe. Les ordres qui sont pris doivent l'être à un niveau européen, mais ce n'est pas pour autant que tant que l'Europe n'a pas légiféré sur la question, on ne doit pas s'empêcher de montrer l'exemple.

#### Informations du répondant :

Nom: Pinxteren

Prénom: Arnaud

Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : Ecolo

Profession au sein de ce parti/centre de recherche : Député au parlement bruxellois

### Questionnaire sur l'idéologie de La décroissance :

1) Connaissez-vous l'idéologie de La Décroissance?

Oui.

2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?

Oui. Au parlement régional durant la législature passée. Plus précisément en commission affaires économiques.

3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?

Oui. Mais ce n'est pas très nouveau. Il y a quelques années c'était plus en vogue que maintenant et donc oui, on a quelques militants décroissants dans nos rangs, qui sont un petit peu moins actifs aujourd'hui, qui sont plus actifs au niveau associatif mais qui à l'époque faisaient bien vivre ce débat.

4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité?

Oui.

5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?

Oui.

6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?

Oui.

7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?

Non, pas uniquement. Et donc je m'inscris en faux par rapport aux personnes qu'on appelle les scientistes. Ce n'est pas qu'en matière de réchauffement climatique, c'est aussi, par exemple, en matière de politique de l'eau. Je me suis pas mal occupé des politiques de gestion des inondations et il y a toujours des ingénieurs qui prétendent qu'en construisant un bassin d'orage encore plus grand il n'y aura plus de problème et je pense que c'est peine perdue.

8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économique <u>actuels</u>?

Oui, mais il y a plusieurs tendances aussi en leur sein donc... Nous, chez Ecolo, on a un peu abandonné le terme « décroissance » parce qu'il faisait peur, en fait, comme la décroissance du bonheur et ce genre de chose. Parce qu'on n'a pas envie que notre qualité de vie décroisse en fait. Donc je pense que le terme est un peu une sorte de contre publicité, un épouvantail, donc il faut faire attention. « Consommez moins pour vivre mieux », si c'est ça, oui, je pense que c'est tout à fait possible. Après c'est aussi consommer mieux, ça, c'est l'autre dimension. Puis c'est quoi vivre mieux ? Chacun a une vision très subjective de la chose donc voilà, c'est assez ouvert.

9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économique <u>futurs</u>?

Oui, absolument oui.

10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?

Bien sûr, collectif.

11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?

Oui.

12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée?
Non.
13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?
Bien sûr.
14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?
Absolument pas.
15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
a) 2041 b) 2053
c) 2066 d) 2081 e) 2141 f) jamais
g) je ne sais pas
J'avais en tête, il y a déjà quelques années 2041, ce qui est quand même assez proche. Après, la technologie se développe
16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
<ul> <li>a) Joseph.E. Stiglitz</li> <li>b) Nicholas Georgescu-Roegen</li> <li>c) Simon Kuznets</li> <li>d) Friedrich Hayek</li> <li>e) Thorstein Veblen</li> <li>f) je ne sais pas</li> </ul>
Stiglitz je dirais.

#### 17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?

- a) Le club d'Athènes
- b) Le club de Stockolm
- c) Le club de Lisbonne
- d) Le club de Rome
- e) Le club de Genève
- f) je ne sais pas

Le club de Rome.

Remarque/contribution/avis du répondant sur l'idéologie de la décroissance et son institutionnalisation dans le paysage politique :

Il y a une question de « wording » qui est importante. C'est difficile en fait de faire comprendre qu'en consommant moins, puisqu'on est constamment orienté vers ça, on peut maintenir en fait notre niveau de vie et on peut même améliorer notre cadre de vie. C'est mon combat politique et c'est le combat politique de beaucoup d'écologistes. Mais moi, ce sont les fondamentaux de mon engagement en tant qu'économiste chez Ecolo en tout cas. L'antithèse du néolibéralisme. Quand on voit les courbes qu'on étudie pendant des années en économie voilà : on consomme plus, on produit plus, on a plus de biens mais est-ce qu'on a plus de bien être ? C'est ça qu'il faut remettre en question.

۸	n	n	ex	/Δ	2	U,	١
н	п	11	-			U	,

# Informations du répondant :

Nom : Dagnies

Prénom: Jeremy

Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : CDH

Profession au sein de ce parti/centre de recherche : Conseiller environnement, énergies, nouvelles technologies, au centre d'études politiques, économiques et sociales du CDH (CEPESS).

### Questionnaire sur l'idéologie de la Décroissance :

1) Connaissez-vous l'idéologie de la Décroissance ?

Oui.

2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?

Non.

3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?

Oui. En 2013 dans le Manifeste du développement humain.

4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité?

Oui.

5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?

Oui. Mais ce n'est pas la seule solution. L'originalité du CDH, c'est qu'on est le parti qui est le plus présent par rapport au thème du covoiturage. On pense que c'est une troisième voie entre l'automobile individuelle et les transports collectifs. Le CDH a toujours été un grand défenseur des

transports collectifs, mais ça ne permettra pas de répondre seul aux besoins pour réussir la transition. Le covoiturage est une troisième voie qu'on doit absolument développer.

6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?

[Question non posée]

7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?

[Question non posée]

8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>actuels</u>?

En partie. Comme je l'ai dit, on est arrivé à la conclusion que la décroissance n'est pas une réponse pertinente, en tant que telle aux défis qui nous attendent parce que parler de Décroissance, c'est devoir plutôt prôner les réseaux d'une économie un peu parallèle, démonétarisée. Alors qu'il y a quand même des enjeux qui sont tant liés au climat qu'à l'agriculture, comme à notre survie sur la planète, que par rapport à la santé, à la croissance des maladies, des maladies graves dont nous sommes tous touchés de près ou de loin. Voilà donc, le stress, le burn-out, le radicalisme. Et donc, les scissions profondes qui caractérisent notre société et la fragilisation du vivre ensemble. Enfin, bref, il y a quand même des problèmes très graves et urgents auxquels on va pouvoir trouver des réponses. Je ne pense pas que ce soit uniquement des réponses comme aller faire des petits potagers chacun de son côté, on va faire des monnaies complémentaires, etc., que l'on va contribuer à vouloir guérir le cancer, le bien être des personnes qui suivent ceux qui sont confrontés aux maladies incurables ou aux handicaps, le vieillissement de la population. L'adaptation de nos modes de vie par rapport au réchauffement climatique. On ne pourra pas arrêter, donc on va devoir innover pour pourvoir garantir notre survie tout en continuant à veiller à ralentir au maximum ce réchauffement. Tout cela demande de l'innovation, une expertise de très, très haut niveau et je doute qu'on puisse atteindre ce niveau d''expertise (des doctorats, des brevets déposés, etc...) sans passer par, malgré tout, une logique de rentabilité économique. Et donc, je pense que c'est complémentaire. Les monnaies alternatives, les créneaux de production parallèles qui sortent des sentiers battus et de la croissance pure et dure, ils seront des réponses partielles mais qui ne seront pas complètes. Voilà, je pense, et c'est ce que le parti pense, on doit continuer à avoir de la croissance. Mais une croissance qui doit se compléter par des solutions alternatives, parallèles, mais qui doit aussi être une croissance qui ne doit plus uniquement être orientée vers une croissance matérielle et la superficialité des besoins auxquels on doit répondre. On doit pouvoir réorienter la croissance vers les enjeux fondamentaux que j'ai cités.

# 9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>futurs</u>?

Idem. Il faut trouver un équilibre entre l'économie standard, conventionnelle et les économies alternatives. Ces économies devront absolument être réorientées vers les enjeux fondamentaux liés au climat, à la santé, au vieillissement de la population, au bien-être, au vivre ensemble, etc.

### 10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?

Non, pour le moment, nous ne sommes pas favorables à une diminution. Nous sommes favorables à une réorganisation qui prenne mieux en compte les contraintes et les besoins de la population. Cela veut dire que pour garder un taux de travail qui reste stable, c'est la possibilité de centrer son travail sur 4 jours au lieu de 5 et d'avoir un jour en plus de libre durant la semaine. C'est d'avoir plus de temps de travail et passer une journée au travail et 1/2 journée à la maison pour pouvoir mieux répondre aux besoins de la famille. C'est par exemple pouvoir valoriser le temps de travail dans le train. C'est par exemple, organiser les fins de carrière pour permettre aux aînés de souffler et éviter le burn-out, ce que l'on constate pour le moment. Voilà, pourquoi est-on contre la diminution du temps de travail ? Il y a des besoins énormes qui ne sont pas satisfaits pour le moment et on a autre chose à faire que se reposer sur nos lauriers. Il y a du pain sur la planche. Voilà, en tant qu'être humain, si on est responsable, l'on doit pouvoir s'activer, s'engager dans le développement de réponses pour pouvoir assurer notre survie et assurer la qualité de vie pour les générations futures.

### 11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?

Tout à fait. Consommer moins et consommer mieux. Au niveau matériel, produire des biens de meilleure qualité plutôt que des biens bon marché que l'on doit jeter après un an parce que ça ne marche plus et que la réparation coûte plus cher qu'un bien neuf, cela vaut aussi pour les produits IKEA de mauvaises qualités, mais consommer mieux, comme par exemple l'alimentation, le bio, les circuits courts, et par rapport à des services immatériels (service à la personne, services culturels, éducation etc...).

### 12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée?

Non. On prône des incitants et des sanctions pour pouvoir lutter contre cette obsolescence programmée. Notamment au niveau des garanties qui sont appliquées aux objets. Par rapport aussi à la confection des produits, aux certifications. Pour faire en sorte que demain, on puisse plus facilement réparer un ordinateur. Et au développement des formations pour qu'il y ait plus de services pour pouvoir réparer divers objets.

### 13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?

Complètement. D'ailleurs, le CDH a été un des partis les plus actifs par rapport à l'opposition au CETA (Accord commercial Europe Canada) pour ces raisons. On prône clairement une relocalisation, une économie qui soit davantage de proximité, mais ça ne veut pas dire que l'on soit adepte du village gaulois comme peut l'être l'extrême droite. On est des fervents défenseurs de l'Europe. On pense que, avant de commencer de vouloir traiter, néolibéraliser des marchés mondiaux, d'aller voir le Canada et les Etats-Unis, commençons par approfondir l'Europe et veiller à ce que l'Europe protège plus et qu'elle puisse d'abord favoriser l'économie locale que ce qu'elle ne fait aujourd'hui. Et qu'elle puisse lutter contre toutes les distorsions de concurrence qu'on peut observer notamment entre les pays de l'Est et les pays de l'Europe occidentale.

14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?

Actuellement, non.

- 15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
- a) 2041
- b) 2053
- c) 2066
- d) 2081
- e) 2141
- f) jamais
- g) je ne sais pas

2066. Mais après 2041, on va passer un cap par rapport au prix. Les industries s'y préparent aussi. Ce n'est pas un hasard si les grosses sociétés pétrolières sont opposées à la sortie des Etats-Unis de la COP 21. Les solutions sont en cours de développement, voire prêtes, mais on continue à entretenir encore un peu le transport, le chauffage au pétrole pour pouvoir maximiser la rentabilité de cette ressource. On va vers une transition, vers un pétrole très, très cher avec une rupture forte des réserves vers 2060-70.

- 16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
- a) Joseph.E. Stiglitz
- b) Nicholas Georgescu-Roegen
- c) Simon Kuznets
- d) Friedrich Hayek
- e) Thorstein Veblen
- f) je ne sais pas

Je dirai Joseph E. Stiglitz, il est keynésien et très engagé contre le néolibéralisme. C'est un tenant d'une croissance raisonnée, je ne connais pas les autres.

- 17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
- a) Le club d'Athènes
- b) Le club de Stockholm
- c) Le club de Lisbonne
- d) Le club de Rome
- e) Le club de Genève
- f) je ne sais pas

Le club de Stockholm.

Remarque/contribution/avis du répondant sur l'idéologie de la décroissance et son institutionnalisation dans le paysage politique :

Par rapport aux indicateurs alternatifs, je crois qu'il y a l'Indicateur de Développement Humain qui est intéressant et développé par les Nations-Unies. Sinon, il y a l'IWEPS, l'Institut Wallon d'Etudes Statistiques et Prospectives qui a aussi développé, à l'initiative du président du gouvernement wallon et à la demande du PS, d'Ecolo et du CDH, à la fois un indicateur agrégé mais qui compile 3 ou 4 indicateurs synthétiques. Donc c'est important de ne pas en rester à un seul indicateur, mais d'avoir 3 ou 4 sous indicateurs qui vont expliquer et mettre en avant la performance environnementale, la performance liée à la cohésion sociale, la performance qui est liée à l'économie, la performance qui est plutôt liée au bien-être humain. L'IWEPS a développé cela. Je pense qu'ils ont un indicateur unique et qu'ils ont ensuite 3 ou 4 sous indicateurs qui permettent par après, d'expliquer quelle est la position la plus performante sur le territoire. Cet indicateur a été demandé sous l'ancienne législature (vers 2012).

Annexe 21)

Informations du répondant :

Nom: Dubus

Prénom: André

Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : CDH

Profession au sein de ce parti/centre de recherche : député bruxellois

Questionnaire sur l'idéologie de la Décroissance :

1) Connaissez-vous l'idéologie de la Décroissance ?

Oui, je connais la Décroissance mais l'idéologie de la décroissance, je suppose que cela existe. Je connais les idées et les concepts de la décroissance basés sur l'idée que notre terre est une ressource qui a certaines caractéristiques et que la société de consommation telle qu'on la connaît aujourd'hui y puise ses ressources et que, si on ne modifie pas nos comportements de consommateurs, hé bien, l'on va droit dans le mur. Voilà, en termes de ressources diverses de la terre. Réfléchir à la Décroissance, c'est réfléchir au maintien des ressources fondamentales que nous offre la terre. Voilà en deux mots

ce que je sais de l'idéologie de la décroissance.

2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique

étatique (Conseil communal/régional/parlement)?

Oui, moi-même je l'ai déjà utilisé. Au parlement bruxellois, j'ai même organisé un « Chemin d'été », une rencontre / conférence sur la Décroissance, ici à Etterbeek, avec la section locale du CDH, il y a quelques années. Et j'ai déjà cité la « Décroissance » au parlement bruxellois. Ce n'est pas du tout une

idéologie qui nous est étrangère.

3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège

de parti, centre de recherche, conférence, etc.)?

Oui. [Voir plus haut]

216

# 4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité?

La publicité. Cela dépend quoi, parce qu'être contre la publicité ça n'a pas beaucoup de sens. Pourquoi, parce que la publicité permet quand même d'avoir des éléments très créatifs et parfois très drôles. En tout cas, on devrait pouvoir beaucoup mieux réguler la publicité. Une régulation beaucoup plus forte. Sur des produits, sur tout ce qui est relatif à la guerre, à l'alcool, ce qui est source de pollution avec des aérosols comme les produits de beauté, etc.

5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?

Oui. Vous devez savoir que moi-même, je suis cycliste quotidien depuis 7 ans, été comme hiver. J'ai encore une voiture mais, à Bruxelles, j'utilise ma voiture quand je dois sortir de Bruxelles pour des événements extérieurs.

6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?

Oui.

7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?

Oui, je crois bien. L'éolien, les panneaux solaires : c'est une innovation technologique. Mais il faut faire les deux. On peut consommer moins et produire plus propre.

8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>actuels</u>?

Oui. Mais la question n'est pas savoir qui a raison parce que les thèses, dans tous les sens, existent suffisamment. Le problème, c'est de savoir s'il y a suffisamment de gens qui pensent et qui soutiennent ces thèses-là. Avoir raison, il y a plein de gens qui ont eu raison avant tout le monde et parfois des siècles avant, mais quand on est seul à avoir raison... En politique, c'est ça le problème! C'est qu'on ne parvient pas à avancer tant qu'on est seul. La politique, c'est fédérer suffisamment de personnes pour pouvoir faire basculer les décisions dans un sens majoritaire.

9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>futurs</u> ?
Oui, tout à fait.
10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?
Je suis pour beaucoup plus de souplesse là-dedans. Mais pour une diminution, il faudrait la preuve qu'une diminution du temps de travail ait une incidence directe sur l'économie, sur la croissance, sur la Décroissance. J'attends des documents un peu plus probants à cet égard. Par contre, je suis pour un assouplissement du temps de travail.
11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?
Oui.
12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée ?
Non.
13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?
Oui. En soi, oui.
14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?
Non.

- 15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
- a) 2041
- b) 2053
- c) 2066
- d) 2081
- e) 2141
- f) jamais
- g) je ne sais pas

Je ne sais pas. C'est une question très amusante parce que le 1° pic de pétrole date de 1918 ou 1919. A ce moment-là, on estimait que l'on avait atteint la consommation maximale par rapport à la capacité de production. Depuis lors, il y a eu toute une série de pics du pétrole. J'en ai connu en 2006 ou 2007. Il y en a eu aussi dans les années 60 et chaque fois, on s'est rendu compte que le pic du pétrole était dépassé par 2 choses. Par une performance plus forte des moteurs (efficience) et par une performance plus forte de l'extraction du pétrole. Et donc, on a toujours reculé les échéances en fonction de ces 2 éléments. Donc, aujourd'hui, donner des dates précises par rapport à l'extinction du pétrole, j'en serais totalement incapable. Précisément, à cause des 2 éléments que je viens d'évoquer et qui sont bien établis (l'extraction de plus en plus performante et les modèles de consommation de moins en moins consommateurs de pétrole). Pour moi, c'est une énigme. Les paramètres bougent en permanence.

- 16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
- a) Joseph.E. Stiglitz
- b) Nicholas Georgescu-Roegen
- c) Simon Kuznets
- d) Friedrich Hayek
- e) Thorstein Veblen
- f) je ne sais pas

Joseph.E. Stiglitz.

- 17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
- a) Le club d'Athènes
- b) Le club de Stockolm
- c) Le club de Lisbonne
- d) Le club de Rome
- e) Le club de Genève
- f) je ne sais pas

Le club de Rome.

Remarque/contribution/avis du répondant sur l'idéologie de la décroissance et son institutionnalisation dans le paysage politique :

Alors pour ce qui est de l'institutionnalisation, je pense qu'Ecolo intègre cette notion de Décroissance. Dans ses travaux, dans leurs propositions d'ordonnance, etc. Je crois que ce sont les seuls qui intègrent ça dans leur pensée. Nous autres au CDH, on intègre de temps en temps ces concepts là, mais ce n'est pas un concept phare pour le CDH. Je crois que c'est un concept phare pour Ecolo.

Δ	nı	16	v۵	22	١
м	111	10	ХC		1

# Informations du répondant :

Nom : Fonck
Prénom : Catherine
Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : CDH
Profession au sein de ce parti/centre de recherche : Députée fédérale, Cheffe de groupe à la chambre
des représentants.
Questionnaire envoyé par email et non par téléphone eu en face à face comme tous les autres
Questionnaire envoyé par email et non par téléphone ou en face à face comme tous les autres questionnaires.
Questionnaire sur l'idéologie de la Décroissance :
1) Connaissez-vous l'idéologie de la Décroissance ?
Oui.
2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?
Non.
3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège
de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?
Oui, au CDH.
Oui, au CDH.
4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité ?
., 100 1000 post wite supplication we to published.

Oui, pour ce qui concerne tous les produits à risque pour la santé ou l'environnement.

5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?
Oui.
6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?
Oui.
7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?
Oui.
8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>actuels</u> ?
Partiellement oui.
9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>futurs</u> ?
Partiellement oui.
10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?
Oui, pour une adaptation qualitative et quantitative des fins de carrière à savoir pour les 55-65 ans. J'ai d'ailleurs déposé des textes à la Chambre en ce sens.
11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?
Oui.
12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée?

Non. Nous avons d'ailleurs déposé des textes au parlement.

Partiellement oui.  14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?
14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?
Non.
15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
2041. Si j'ai bien suivi les dernières publications en la matière, l'estimation est entre 30 et 50 ans.
16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle (tous prix Nobel d'économie) est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Joseph.E. Stiglitz
b) Nicholas Georgescu-Roegen
c) Simon Kuznets
d) Friedrich Hayek
e) Thorstein Veblen f) je ne sais pas
Nicholas Georgescu-Roegen.
17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Le club d'Athènes
b) Le club de Stockolm c) Le club de Lisbonne
d) Le club de Rome
e) Le club de Genève
f) je ne sais pas
Le club de Rome.

#### Annexe 23)

# Informations du répondant :

Nom : Henderick

Prénom: Vincent

Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : CDH

Profession au sein de ce parti/centre de recherche : Secrétaire politique (administrateur à la STIB également).

#### Questionnaire sur l'idéologie de la Décroissance :

#### 1) Connaissez-vous l'idéologie de la Décroissance?

Oui, je pense la connaître un peu. Vous parlez d'idéologie, je ne la connais pas suffisamment, mais l'idée, les principes, oui, j'en ai entendu parler.

2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?

Oui, même très régulièrement.

3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?

Oui, j'ai eu des débats là-dessus avec des conseillers lorsque j'étais chef de cabinet.

### 4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité?

Oui, il faut être nuancé. Pour moi personnellement, mais ce n'est pas nécessairement le point de vue du parti. Oui, moi je suis favorable en tout cas à ce qu'il y ait une limitation, qu'il y ait une réduction de la pression publicitaire. J'ai d'ailleurs moi-même essayé d'entamer cette réflexion-là au sein des organes de gestion dans lesquels je siège et notamment à la STIB. Une réduction de la publicité, sûrement, mais une suppression de toute publicité, il faut évidemment se rendre compte des conséquences que cela a et des nécessités de refinancement des médias dans laquelle elle se trouve. Par le passé, on m'a toujours appris qu'un journal se vendait deux fois, d'abord au lecteur, ensuite à

l'annonceur. La suppression de la publicité aura un coût qui devra être supporté soit par les utilisateurs, soit par la collectivité.

# 5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?

Oui. Bien sûr, je suis administrateur à la STIB, donc je ne fais que plaider pour une augmentation de l'utilisation des transports en commun, les investissements sont des investissements lourds. Alors, sur la suppression de la voiture individuelle, idéalement, oui ! Mais j'ai une réflexion plus nuancée par rapport à cela. Je pense que les besoins de mobilité aujourd'hui sont croissants. A tous niveaux, que ce soit au niveau macro, on a encore vu récemment que les compagnies aériennes cherchaient 250 pilotes sur les 10 prochaines années. Donc, il y a un besoin au niveau macro, au niveau de la planète, c'est évident, mais à l'échelle micro également, les besoins sont croissants, que ce soit parce que le marché du travail est en train de se scinder en diverses activités, et donc le fait que le travailleur doive se rendre à plusieurs endroits, il y des déplacements nécessaires, les besoins de loisir, les villes ont tendance à s'étaler, donc, il n'y a rien à faire. La question est comment on y répond? Par une augmentation plus importante de l'offre de transports en commun, c'est clair! Je pense que la mobilité douce est encore trop peu importante dans les déplacements, mais c'est à encourager. Mais je pense aussi que la voiture est nécessaire sur un certain nombre de trajets, pour un certain nombre d'objectifs. Pour rendre visite à des parents en province, compter exclusivement sur les transports en commun, sur les mobilités douces, je pense que c'est un peu utopique. Donc ce qu'il faut absolument faire, c'est réduire le nombre de déplacements opérés en voiture. Ça ne veut pas dire nécessairement une diminution du nombre de voitures individuelles, mais avec un kilométrage moins important parce qu'un certain nombre de déplacements seront exercés avec d'autres modes de transport.

#### 6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique?

Tout à fait, en cette journée d'ouverture de la Foire de Libramont, la question est la bienvenue !

# 7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?

Bien sûr, oui. J'en suis même convaincu. Je pense qu'il faut travailler sur tous les plans. D'un côté la technologie qui permettra d'une part de répondre à la question du réchauffement, et deux, je pense que les technologies sont en mesure aujourd'hui de réduire les besoins d'énergie. L'éolien qui est une énergie très ancienne, mais avec la performance qu'on atteint aujourd'hui, c'est une énergie nouvelle qui permet de réduire la consommation d'énergie fossile. La même chose pour le photovoltaïque. Même si ce sont des énergies très anciennes, aujourd'hui elles arrivent à des degrés d'efficacité que les nouvelles technologies permettent évidemment.

8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>actuels</u>?

Je ne connais pas suffisamment la théorie de la Décroissance pour pouvoir y répondre. Instinctivement, je vous dirais oui, mais, je pense que mettre en œuvre la théorie de la Décroissance et l'appliquer jusqu'à son bout génère d'autres problématiques et donc tout est dans tout, alors.

9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>futurs</u>?

[Idem voir plus haut]

10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?

Dans l'absolu, oui, bien sûr. La question annexe, c'est faut-il le faire avec réduction ou non du salaire.

11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?

Est-ce qu'un besoin de déplacement est un besoin matériel ? Indirectement oui, puisque cela suppose la fabrication d'outils techniques pour assurer la mobilité. Qu'il y ait des gaspillages, oui. Il y a des choses sur lesquelles on peut très clairement agir. Je pense à l'obsolescence programmée, je pense au suremballage. Oui, il y clairement des pistes sur lesquelles on peut travailler.

12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée?

Je suis contre l'obsolescence programmée, oui.

13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?

Oui, oui, oui ! Je pense que ça permet d'apporter une réponse à une foule de problématiques, comme les problèmes de concurrence, de dumping social, de production de carbone, de production de gaz à effet de serre. Dans l'idéal, rapprocher l'élément de production avec les zones d'habitat, c'est que du bénéfice pour la planète. Cela a d'autres conséquences négatives, aujourd'hui, vous voyez très bien que dans les comités de quartier, les activités productrices sont souvent considérées comme source de nuisance, donc, il va falloir concilier l'un et l'autre. Et deux, j'ai toujours appris dans mes cours d'économie politique que le commerce international favorisait le développement et favorisait la paix dans le monde. Ce sont des données dont il faudrait aussi pouvoir tenir compte.

14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?

Oui. J'ai une foi dans l'avenir et donc dans les capacités de nos sociétés, je veux dire au niveau de la

Terre, à assurer son avenir, maintenant, cela doit se faire avec des changements, ou des réadaptations de comportements inévitables.
15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
a) 2041 b) 2053 c) 2066 d) 2081 e) 2141 f) jamais g) je ne sais pas
2066.
16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Joseph.E. Stiglitz b) Nicholas Georgescu-Roegen c) Simon Kuznets d) Friedrich Hayek e) Thorstein Veblen f) je ne sais pas
Je ne sais pas.
17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Le club d'Athènes

- b) Le club de Stockolm
- c) Le club de Lisbonne
- d) Le club de Rome
- e) Le club de Genève
- f) je ne sais pas

Je ne sais pas.

Annexe 24)	Α	nr	nexe	24)	١
------------	---	----	------	-----	---

Oui.

<u>Informations du répondant</u> :
Nom : Van Goidsenhoven
Prénom : Gaëtan
Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : MR
Profession au sein de ce parti/centre de recherche : Député Bruxellois et 1 <sup>er</sup> Echevin de la Commune d'Anderlecht.
Questionnaire sur l'idéologie de la Décroissance :
1) Connaissez-vous l'idéologie de la Décroissance ?
Oui, globalement oui.
2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?
Très sincèrement pas vraiment.
3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?
Je ne saurais pas l'affirmer, mais c'est possible.
4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité ?
Non.
5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?

6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?

Oui.

7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?

Vaste question, on peut l'espérer mais je n'ai pas de certitude en la matière. Ma réponse est nuancée. Je pense que ça ne suffira malheureusement pas. Ça doit y contribuer mais ce n'est sans doute pas totalement suffisant. Il faudra aussi avoir une certaine résilience et diminuer notre consommation globale. Et aussi maîtriser la croissance démographique. Parce que l'on parle de croissance mais la croissance de certaines parties du monde est complètement absorbée par la croissance démographique et on est donc là dans un cercle vicieux. Qui n'est évidemment pas le seul problème mais, je constate que c'est un problème relativement peu évoqué sauf dernièrement dans le cadre de l'étude qui a été menée et qui parle effectivement de l'accélération de la disparition de la diversité biologique. Ça vient de sortir, mais déjà il y a quelques années, un ouvrage qui a d'ailleurs reçu le prix Pulitzer et qui s'appelait d'ailleurs « La sixième extinction » et qui était à peu près dans le même créneau, donc voilà!

8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques actuels ?

Non. Comment pourrais-je dire ? Etant un pragmatique, je suis toujours relativement sceptique quant à l'impact très direct des penseurs en chambre. Donc je suis très réservé par rapport à ça. Cela permet d'alimenter la réflexion mais en ce qui concerne la mise en œuvre directe et sans autres intermédiaires d'esprits critiques, cela n'aboutit en général à aucun résultat très probant. De mon analyse en tout cas, qui est une analyse politique et historienne, je suis en effet historien de formation.

9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>futurs</u>?

Bien, je dirais qu'elles ont le mérite de poser un certain nombre de questionnement, donc elles participent à une nécessaire réflexion qui doit être menée. Donc, globalement, oui. Elles nous mettent devant la nécessité de réfléchir dans un cadre différent ce qui est évidemment toujours important. Il y a un point de rupture entre, d'une part, la pensée pure, et de l'autre, la mise en œuvre dans la réalité ordinaire. C'est là qu'il y a d'ailleurs régulièrement un certain nombre de frictions. Donc, je peux le constater. Il y a régulièrement des gens qui se veulent des grands penseurs du libéralisme, qui viennent avec des idées libertariennes en disant que je suis vraiment un saligaud, parce que dans mes

fonctions communales je tombe sur le dos des marchands de sommeil. Or, on va dégoter une réflexion d'un grand théoricien en disant que les marchands de sommeil, finalement, ce n'est pas si mauvais que ça parce que selon une grille de lecture, ils permettent néanmoins à des gens de se loger. Evidemment c'est une grille de lecture qui est complètement biaisée par rapport à un certain nombre de réalités. Donc, dans un sens la réflexion peut être intéressante, mais elle méconnaît aussi toute une série de réalités qui ont un lien avec la nature criminelle de ce genre d'action et aussi, évidemment, sur ce genre de modèle économique. Et aussi évidemment sur toute une série de conséquences en termes de cohésion sociale dans un certain nombre de quartier parce que le marchand de sommeil ne se contente pas d'acheter une maison, il rachète toutes les maisons du quartier. Il crée dès lors les conditions de véritable ghetto au cœur de la ville. Et là, le penseur a fait, comment pourrais-je dire... Tout un « by-pass » autour de ces réalités. Bon c'est un exemple parmi tant d'autres, mais c'est là que la réflexion peut être intéressante parce qu'elle nous interroge sur le fait qu'il y a aussi, pour les pouvoirs publics, la question de loger les plus pauvres, mais d'un autre, effectivement, il y a aussi dans cette réflexion une sorte de nonchalance ou d'acceptation à l'égard de phénomène extrêmement destructeurs aussi. Et il y a donc une part des choses à faire. Et au travers de cette lecture, il y a peutêtre aussi à interroger les pouvoirs publics quant au fait, pour eux, d'être à la fois rigoureux dans le fait d'évacuer ce système criminel. Mais aussi de le remplacer par quelque chose qui est réellement encadré. Ou alors d'une politique effectivement dans les mains des pouvoirs publics. Voilà l'intérêt de cette pensée, qui au demeurant, à priori je peux combattre ou admettre mais qui, néanmoins, dans la réalité de tous les jours, est inopérante si on la prend à brûle pour point. Et ça c'est, je dirais, le gap entre d'un côté, le penseur universitaire pur, et de l'autre, la personne qui doit faire la synthèse de l'ensemble des réalités sociales à court, moyen et long termes. Il y a un clivage entre la théorie et la pratique. Je pense que le penseur doit secouer les idées et obliger de rompre avec les réflexes et les habitudes parce que voilà, on s'enlise vite dans des modes de réflexions qui ne sont jamais bousculés. Et d'un autre côté, tenir compte de la nécessité, pour le penseur, de s'établir aussi dans le possible et dans le réel. Et donc de prendre en compte des éléments qui ne sont pas nécessairement du cadre de son étude parce que tout le monde sait que lorsque l'on réfléchit dans le cadre d'une étude, on est dans un cadre idéal qui n'est jamais celui de la réalité, en tout cas très rarement.

# 10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?

Non, pas spécialement non.

#### 11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges?

Oui, mais d'une façon modérée parce que je suis toujours choqué évidemment quant à l'obsolescence programmée. Et donc voilà, ce sont des choses qui me paraissent assez effarantes, y compris le renouvellement quasi systématique, par des gens qui n'en ont pas les moyens, d'outils technologiques qui sont souvent sous employés, donc voilà.

# 12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée?

Non.

### 13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?

Oui, dans la mesure du possible. Forcément. Il y a évidemment des choses qui sont compliquées à produire localement et donc il faut aussi prendre garde avec ce genre de réflexion et aussi complexifier nos relations avec un certain nombre de pays en voie de développement ou qui aujourd'hui sont en difficulté. Je ne suis pas suspect de vouloir produire dans l'environnement étant moi-même à l'origine du développement d'une agriculture écologique à circuit court dans la vallée de Neerpede à Anderlecht. Mais une vision absolutiste en la matière peut avoir aussi un certain nombre d'effets pervers qui n'apparaissent pas dans l'immédiat. Donc c'est pour ça que j'essaye d'être toujours quelqu'un de relativement nuancé. On le voit d'ailleurs dans le cadre du développement des ruches dans l'espace urbain. En effet, récemment, les autorités bruxelloises ce sont alertées du fait qu'il ne fallait pas développer à l'infini le nombre de ruches dans l'espace urbain sinon les polinisateurs sauvages ne trouveraient pas de quoi assouvir leurs besoins. Et ça fait cinq ou six ans que je répète ça. Il faut évidemment toujours sous-peser les conséquences de certaines actions qui, à priori, paraissent intéressantes et sympathiques, mais qui ont certains effets pervers quand elles sont poussées de façon radicale.

14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?

Non. Très clairement, non.

- 15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
- a) 2041
- b) 2053
- c) 2066
- d) 2081
- e) 2141
- f) jamais
- g) je ne sais pas

2053.

- 16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle (tous prix Nobel d'économie) est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
- a) Joseph.E. Stiglitz
- b) Nicholas Georgescu-Roegen
- c) Simon Kuznets
- d) Friedrich Hayek
- e) Thorstein Veblen
- f) je ne sais pas

Je ne sais pas.

- 17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
- a) Le club d'Athènes
- b) Le club de Stockolm
- c) Le club de Lisbonne
- d) Le club de Rome
- e) Le club de Genève
- f) je ne sais pas

Le club d'Athènes.

Remarque/contribution/avis du répondant sur l'idéologie de la décroissance et son institutionnalisation dans le paysage politique :

A priori, à l'heure actuelle, la croissance symbolise naturellement la réussite du projet politique donc la plupart des gens ont un vrai problème à imaginer qu'ils seront moins bien que leurs prédécesseurs. Donc, il serait peut-être heureux de préciser ou de transformer la dénomination pour la rendre intellectuellement plus acceptable pour un nombre plus important de personnes. Et donc aujourd'hui, cette idée de Décroissance est souvent assimilée à une sorte de décadence ou de lente renonciation au bien-être. Et il y a là évidemment chez beaucoup de gens, y compris dans des pays, justement, en voie de développement, quelque chose d'extrêmement peu encourageant et donc je pense qu'il serait sans doute heureux de donner une autre dénomination que Décroissance parce que c'est une approche tout de même relativement négative et pessimiste pour certains. Or, pour amener une sorte de cohésion autour de cette idée il vaut mieux la formuler de façon plus positive. Et même si l'on garde le fond de la pensée identique, il vaut mieux la présenter comme un progrès. Parce que, quoi qu'on puisse dire, il y a toujours derrière l'idée de progrès une adhésion plus importante que dans celle qui consiste à dire : on va, en quelque sorte, se racrapoter. Donc il y a dans la Décroissance une image selon laquelle on reviendrait, en fin de compte, à se limiter, à vivre de façon de plus en plus médiocre. Or, il y a peut-être des approches et des mots qui sont plus encourageants et plus engageants à fournir à la population que cette seule idée de Décroissance. Je ne pense pas qu'une

population, ou globalement une opinion publique, va pouvoir adhérer à cette idée, avec évidemment une telle désignation. Donc voilà, il y a aujourd'hui, au travers de l'élaboration d'une société plus sobre peut-être, d'autres choses à évoquer en termes de qualité de vie. Même si à un moment donné il y a des contraintes par rapport à cette sobriété, il est important de dévoiler les avantages auxquels on peut prétendre au travers de cette sobriété. Comme la qualité, ou encore la durabilité qui ne doit pas être seulement une sorte de père fouettard. Sinon on aura beaucoup de mal évidemment, au-delà d'un public très instruit et très mobilisé, à faire adhérer à ce genre d'idée. Et on sait combien il est difficile aujourd'hui, dans le grand public, de faire partager un certain nombre d'idées. Il suffit de circuler dans nos rues et de voir des poubelles débordantes de déchets les plus variés et sur lesquels il y a beaucoup à dire. Donc l'hyper consommation est évidemment très mauvaise mais pour faire décrocher les gens, il ne faut pas non plus agiter en permanence le martinet ou le gros doigt, il faut aussi pouvoir leur offrir des perspectives encourageantes. Si on veut une adhésion plus large il faut pouvoir donner une appétence pour ce projet. Et ça je crois qu'à l'heure actuelle ça manque un petit peu.

Δr	n	exe	251
$\neg$ ı		こんこ	231

#### Informations du répondant :

Nom : Friart Prénom : Benoit

Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : MR

Profession au sein de ce parti/centre de recherche : Député fédéral

# **Questionnaire sur l'idéologie de la Décroissance** :

1) Connaissez-vous l'idéologie de la Décroissance ?

Oui.

2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?

Non, jamais.

3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?

Non jamais.

4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité?

Non.

5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?

Evidemment, mais dans un autre contexte que celui qu'on connait en Belgique, les transports en commun ne sont pas si nombreux, il y a la population, il y a les grèves, ce n'est pas fiable. Il faudrait que le système actuel s'adapte. Comme il est actuellement, ça n'a aucun sens.

6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?

Oui, tout à fait.

7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?

Oui, certainement.

8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>actuels</u>?

Pas vraiment, non ! Le problème ne se situe pas là. Il est dû à une mauvaise répartition des richesses, des ressources, des matières premières.

9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques futurs ?

Sur le long terme, oui peut-être.

10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?

Non, du tout ! Au contraire, il faudrait peut-être revenir à 40h, ce serait plus plausible dans le contexte mondial actuel et avec la concurrence entre les pays qu'on connait aujourd'hui.

11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?

Il faudrait surtout éviter gaspillage car on achète toute une série d'objets, de choses ou d'aliments dont on ne se servira pas ou que l'on n'ingurgitera jamais. Donc si on pouvait éviter le gaspillage, ce serait déjà une bonne chose et surtout améliorer l'efficience de la consommation et de l'acte d'achat.

12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée?

Non, je suis contre ! On en reparlera au parlement à la rentrée. On devait avoir le point de vue des ministres Borsu et Peeters mais ça a été reporté à la rentrée parlementaire aux alentours du 20

septembre.

13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?

Pour certains éléments, oui.

14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?

Oui et non, il y a quelques adaptations à faire. Au niveau de l'énergie on ira davantage vers le solaire, grâce à des recherches, on va aussi réussir à stocker de l'énergie, il y a des choses qui vont se simplifier.

- 15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
- a) 2041
- b) 2053
- c) 2066
- d) 2081
- e) 2141
- f) jamais
- g) je ne sais pas
- 2141. Car notre consommation de pétrole va ralentir d'une part avec l'avènement des véhicules électriques et d'autre part, on n'arrête pas de découvrir du pétrole, sans compter tout le pétrole qui va être remplacé par le gaz naturel qui est quand même moins polluant et dont les réserves peuvent être exploitées pendant des centaines d'années. Donc allons-y pour 2141, soyons optimistes!
- 16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle (tous prix Nobel d'économie) est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
- a) Joseph.E. Stiglitz
- b) Nicholas Georgescu-Roegen
- c) Simon Kuznets
- d) Friedrich Hayek
- e) Thorstein Veblen
- f) je ne sais pas

Je ne sais pas.

- 17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
- a) Le club d'Athènes
- b) Le club de Stockolm
- c) Le club de Lisbonne
- d) Le club de Rome
- e) Le club de Genève
- f) je ne sais pas

Je ne sais pas.

Remarque/contribution/avis du répondant sur l'idéologie de la décroissance et son institutionnalisation dans le paysage politique :

Il y a certainement des choses qui sont bonnes dans la décroissance, notamment dans notre consommation qui doit être beaucoup plus réfléchie, au niveau de tous les gaspillages, à la fois des individus et de la société en général. Il y a des choses où on doit se repositionner. C'est bien qu'il y ait ces courants de pensée, un peu comme l'écologie, pour pousser les gens à raisonner et partir vers parfois d'autres concepts ou adapter des concepts existants.

Annexe 26)

# Informations du répondant :

Nom : De Salle Prénom : Corentin

Parti Politique auquel vous êtes affilié actuellement : MR

Profession au sein de ce parti/centre de recherche : Directeur scientifique au centre Jean Gol

#### Questionnaire sur l'idéologie de La décroissance :

1) Connaissez-vous l'idéologie de La Décroissance ?

Oui.

2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?

Oui. Je pense effectivement. Ce terme est déjà revenu plusieurs fois dans les documents parlementaires, notamment dans la commission énergie.

3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?

Oui. Effectivement. C'est un terme qu'on utilise parfois. On fait beaucoup de colloques, de conférences, d'afterworks, etc. Donc, oui, fatalement, c'est le genre de choses dont on discute effectivement.

4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité?

Non, pas du tout. Je pense effectivement que les gens ont le droit de faire de la publicité et les gens ont le droit de choisir de la consommer ou pas. Le meilleur régulateur, c'est qu'effectivement, si vous faites trop de publicité, les gens déserteront les chaines de télévision ou la radio. Je pense que cela agace les gens d'avoir trop de publicité, mais je pense qu'il y a quand même un contrôle social qui

s'opère. On n'est pas dans une situation telle qu'aux Etats-Unis où il y a de la publicité tous les ¼ d'heure. Ce ne serait pas acceptable dans une société comme la nôtre. Le type qui ferait ça, il perdrait une bonne partie de son auditorat. Cela dit, il y a une autre question. Celle de savoir si la publicité devrait être faite sur les chaînes publiques. Là, c'est le cas. La RTBF, à partir du moment où elle a une dotation, elle devrait diminuer assez drastiquement la publicité. Il y a des positions en débat chez nous, mais la position officielle du parti, c'est qu'il faut diminuer. On a déjà proposé un certain nombre de critères de restriction comme pour certains créneaux horaires quand les enfants regardent la télévision. Une partie des critères ont été pris en compte dans le nouveau contrat de gestion. Mais évidemment, cela implique un business model différent pour la RTBF. Cela signifierait de sacrifier quelques chaînes. Mais je sors un petit peu du champ de vos questions, je pense.

# 5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?

C'est encore une fois un choix individuel. Je suis en faveur d'une société la plus libre possible. Ce n'est pas une chose qui doit être imposée. C'est une chose qui évoluera de toute façon. Je crois que le nombre de véhicules individuels diminuera drastiquement. Non pas parce qu'on aura fait augmenter le prix de l'essence, découragé les automobilistes en élargissant les trottoirs ou en organisant la congestion automobile ou d'autres mesures de ce genre, mais à cause de deux facteurs. L'évolution technologique et l'économie collaborative. Sur l'évolution technologique, on a fait une grosse étude au centre sur la smart mobility. Et là, c'est une alternative entre la voiture individuelle et les transports collectifs. Le problème des transports collectifs : ce sont les horaires précis. Vous avez la nécessité de vous déplacer d'un endroit à l'autre avant de prendre le transport en commun et vous avez un relatif inconfort. Avec la smart mobility, ce sera comme des transports en commun, avec la possibilité qu'ils passent à proximité de chez vous – sans traverser les flux de circulation, avec la possibilité en quelques minutes d'aller où vous avez envie d'aller, à l'heure où vous voulez. Cela permettra de décongestionner les axes routiers et de réduire la pollution (elles ne seront pas tout de suite électriques mais en tout cas hybrides). Cela permettra d'augmenter aussi une certaine convivialité. A Seattle, ils sont en train de construire des sortes de silo où des voitures sans conducteur pourront être parquées toute la nuit. Elles reviennent le matin chercher qui veut. Je crois que c'est vers des solutions comme ça qu'on se dirige. Il y a aussi la micro mobilité électrique (des petites roues sur lesquelles roulent les gens). Je crois qu'il y a énormément d'innovations. La situation actuelle n'arrange personne. C'est évident.

# 6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?

Encore un fois, c'est un choix individuel. Le gros problème, c'est que je ne suis pas persuadé que la nourriture bio soit plus saine à consommer que la nourriture qui est déjà soumise à des contrôles dans les supermarchés. Il y a aussi des engrais, tout est chimique, de toute façon et il y a déjà eu des accidents par le passé. Le gros problème, c'est le coût, même si les choses s'améliorent par rapport à

ça. Je pense qu'il y a un peu un effet de mode par rapport à ça et qu'il faut rester ouvert à toute une série d'innovations qui peuvent survenir dans les années qui viennent. Je vais sans doute vous choquez, mais moi, ce qui m'intéresse, c'est le développement des viandes synthétiques. On n'y est pas encore, mais j'ai vu un certain nombre d'études qui montraient qu'on avait déjà réussi à en créer. Pour remplacer le fait que des muscles soient en activité, ce qui donne une certaine élasticité à la viande, on injecte un fluide. Bon, ce n'est pas très poétique. Ici, ce serait une solution à un problème qui est réel et qui me choque personnellement. C'est la souffrance animale.

#### Ce n'est pas l'aspect des externalités négatives sur l'environnement de l'industrie de la viande ?

Cela aussi, il faut que ces choses soient améliorées mais voilà, on est 8 milliards, il faut aussi nourrir ces gens. Je pense que la solution ne vient pas d'une sobriété, d'une privation. Si les gens veulent un mode de consommation qui soit plus sobre, tant mieux, du moment que cela soit volontaire. Il y a aussi de la pollution et énormément de ressources qui sont concernées mais il y a aussi la souffrance animale. Et je pense que la société pourrait faire bien mieux qu'elle ne fait actuellement. Et là, la viande synthétique, ça permettrait — même s'il y aussi des OGM - de réduire considérablement la souffrance animale qui est quelque chose qui interpelle. Quand on voit des reportages. C'est assez choquant. Ces animaux qui sont élevés dans des cages et dont les muscles sont atrophiés. On devrait tendre vers une culture beaucoup respectueuse des êtres vivants.

# 7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ou bien une certaine sobriété énergétique sera nécessaire ?

Je suis persuadé que c'est l'innovation. Mais je ne suis pas d'accord qu'elle s'oppose à la sobriété. Il y a plusieurs facteurs qui expliquent ces crises. Que des gens veulent opter pour la sobriété - je ne dis pas ça de façon méprisante – c'est quelque chose que je trouve respectable, mais Il y a toujours eu dans l'histoire une minorité de personnes qui voulaient opter pour un mode de vie cohérent avec leurs principes. Voyez dans la Grèce antique. Ils avaient déjà une école avec un mode de vie correspondant à leurs idéaux. On a vu cela aussi avec des ordres monastiques dans le moyen âge (vœux de pauvreté). Si vous allez dans l'Orient, vous verrez cela encore plus. Je pense que si vous avez des personnes qui choisissent un mode de vie décroissant, je trouve cela respectable. Il y a peut-être des excès, c'est très difficile de rester cohérent dans la mesure où vous dépendez toujours d'un certain nombre de choses, du développement de la médecine, etc. Si l'ensemble de la population dépendait des préceptes que vous recommandez. En soi, ce sont toujours des modes de vie intéressants à étudier pour autant qu'ils soient volontaires et qu'ils ne soient pas imposés (aux mineurs par exemple). Ici, le problème c'est que si c'est généralisé, cela peut poser problème. Je pense que la consommation permet de trouver des innovations et que la recherche de la croissance permet d'une certaine façon de créer suffisamment de prospérité pour stimuler la recherche et le développement et trouver un certain nombre de solutions. Mais en même temps, je pense aussi que le fait d'avoir des modes de vie très diversifiés est également une richesse très importante pour trouver des solutions. Evidemment, si on a qu'un mode de vie....

Pour répondre de façon encore plus précise, je ne pense pas que le consumérisme en tant que tel est un corollaire d'une société libérale. A la base de la doctrine libérale, vous avez déjà une forme de sobriété. Lorsque vous lisez des auteurs comme Adam Smith qui sont très critiques par rapport à des gens qui gaspillent les ressources ou qui le font pour satisfaire des goûts de luxe. Il considère qu'il est moralement indispensable – même s'il ne peut pas l'imposer juridiquement - de réaffecter vos bénéfices de façon à créer d'autres activités économiques qui elles-mêmes permettront de créer plus d'emplois qui permettront à d'autres personnes d'accéder à des revenus et des standards de vie auxquels ils n'avaient pas accès. L'idée est que cette richesse se répande un peu partout dans le monde de manière générale. Ici, ce qu'on appelle la surconsommation, c'est plus le résultat, non pas du libéralisme en tant que tel, mais de la sociale-démocratie. Quand la recette qu'on applique depuis des décennies – qui ne marche pas très bien – l'idée d'une relance économique. Un plan très keynésien. On injecte énormément d'argent pour stimuler le pouvoir d'achat et grâce à cela, une bonne partie des gens consomment des choses dont fondamentalement, ils n'ont pas toujours besoin. Malheureusement, une bonne partie de l'argent des gens est dépensée dans des biens qui ne sont pas indispensables. Et s'il y avait une retenue fiscale beaucoup moins importante. Si vous aviez la possibilité d'organiser vous-même votre pension. Si vous aviez plusieurs dizaines de % en moins de prélèvements, les gens utiliseraient de façon plus judicieuse leur capital pour des projets qui leurs sont chers ou entreprendraient beaucoup plus. Il y a un taux d'entreprenariat très réduit dans les pays sociaux-démocrates. En soi, l'argent servirait moins à consommer de façon immédiate et permettrait de faire des projets pour le futur. Je ne valorise pas la consommation en tant que telle. Je ne pense pas que cela soit inhérent au modèle libéral.

8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques actuels ?

Non, je ne le pense pas. S'il est question de solutions. Non, je ne le pense pas. Mais quand à faire réfléchir et à examiner les problèmes sous un autre angle, cela permet de se poser des questions sur les modes de vie. Mais en soi, non, ce n'est pas une solution.

9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économiques <u>futurs</u>?

Même réponse.

10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?

J'y serais favorable si ce n'est pas imposé. Si c'est volontaire. Et c'est ce qui correspond à la réalité des choses. Le temps de travail diminue au fil du temps. Je pense que c'est un processus naturel et souhaitable pour mener une vie plus épanouie, plus centrée sur un certain nombre de choix personnels.

### 11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?

Dans l'absolu, non! C'est une question de choix individuels. En soi, l'Etat ou la politique n'a pas à se prononcer sur la question de savoir s'il faut augmenter ou diminuer la consommation. C'est un choix de vie existentiel. C'est tout à fait cohérent pour un certain nombre de gens de désirer vouloir diminuer leur consommation matérielle. C'est un choix respectable et parfois très cohérent avec certains choix philosophiques. Mais cela doit rester quelque chose de spontané. A l'échelle collective, une consommation importante peut avoir des effets vertueux au sens où cela permet de trouver les nouvelles solutions pour exploiter mieux une ressource et augmenter les rendements énergétiques. Plus vous consommez une ressource, plus vous êtes soucieux d'améliorer le rendement. Cela permet aussi d'inventer d'autres ressources, des ressources non pas en tant que stocks de matières premières, mais des ressources liées à des innovations technologiques, avant le moteur à explosion et la fission nucléaire, le pétrole et l'uranium n'étaient pas non plus des ressources. Donc, je pense effectivement qu'une augmentation de la consommation à l'échelle collective peut avoir des effets vertueux, puisque même si elle nous place dans une situation provisoire de pénurie, généralement, elles ont un effet incitatif qui, à la longue, finit par déboucher sur des solutions qui font que l'on se retrouve dans une situation meilleure à celle qui prévalait avant l'apparition du problème.

#### 12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée ?

Non. Je ne peux pas être en faveur de l'obsolescence programmée. La question est de savoir si c'est un phénomène qui existe de matière volontaire. Cela peut exister à titre individuel, mais si on peut prouver qu'un objet est programmé pour s'auto saboter après un certain temps, je pense que ça devrait être réprimé. Mais la limite est très difficile à saisir entre un choix fait par une entreprise d'utiliser des matériaux qui, pour permettre d'abaisser le coût dont ils savent qu'ils ne pourront pas durer éternellement. Cela, on ne peut pas réprimer, sauf si l'on peut prouver que c'est fait exprès et alors c'est scandaleux, mais alors il faut que cela soit signalé dans les conditions de vente. Mais par contre le fait de se dire, quand on choisit d'utiliser des matériaux ou tel ou tel mode de production : se dire, tiens, entre les matériaux qui coûteraient plus cher ou entre un procédé qui serait beaucoup plus fiable mais qui augmenterait le coût de ce qui serait vendu, si le choix se pose, effectivement, c'est aux entreprises à choisir le compromis qu'elles veulent. Libre à elles de choisir. De toute façon, il y a une garantie qui existe déjà mais au-delà de la garantie, on ne peut pas exiger de leur part qu'elles fassent le maximum. Autrement les biens coûteraient beaucoup plus cher.

#### 13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?

Pas dans l'absolu. Je ne suis pas opposé aux choix des gens qui veulent consommer local. Mais la raison pour laquelle je ne suis pas en faveur d'une relocalisation, c'est parce que je trouve que c'est souvent contre-productif. C'est à dire que la relocalisation consomme parfois plus d'énergie pour produire les biens et parfois même augmente la quantité de CO2 émis. Il y a un certain nombre d'études qui montrent qu'il y a des avantages à ce que des biens soient produits dans des endroits très éloignés parce que, au total, avec les économies d'échelle qui sont réalisées, notamment au niveau transport, lorsque vous avez des biens qui viennent parfois d'autres continents, mais sur un bateau (avec une très grande quantité de biens), on se rend compte que d'une certaine façon, la quantité totale d'énergie consommée pour l'acheminer jusqu'au supermarché est en réalité inférieure à la quantité d'énergie par unité de biens, de biens qui seraient produits dans des fermes avoisinantes mais qui impliquent des petits convois, camionnettes, etc. Il y a même des études qui ont prouvé que la quantité d'énergie ou d'essence du particulier qui va acheter au supermarché avec sa voiture peut être supérieure à la quantité d'énergie nécessaire pour acheminer ce bien de l'endroit où il a été produit à l'endroit où il a été vendu. Même si c'est d'un continent à un autre. Et puis, il y a aussi des endroits, plus éloignés qui ont un environnement plus propice, comme plus de soleil, pour développer une production.

#### 14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?

Je pense que c'est le cas. Cela fait déjà plusieurs siècles que le modèle économique et sociétal inventé au 19° siècle dure. Ce qui explique cela, indépendamment du marché, c'est aussi le fait qu'il y a une liberté de critique. Et que le fait que des projets citoyens ou des organisations de citoyens puissent s'exprimer, cela fait entrer dans le débat toute une série de thématiques, y compris sur la Décroissance. Le débat écologique est à nouveau là intéressant pour pouvoir recalibrer un certain nombre de solutions. Je pense donc que c'est une société qui est durable. Par contre, ce dont je me méfie : c'est ce qui est présenté comme durable et qui ne l'est pas. C'est-à-dire que, il y un parfois une course à des solutions renouvelables ou durables qui en fait ne sont pas financièrement durables. C'est le cas d'un certain nombre d'industries vertes qui ont été énormément financées ces dernières décennies par l'Union Européenne notamment. Et qui, à un moment donné, effectivement, n'étaient pas durables puisque, après la crise financière de 2008-2009, on s'est rendu compte, comme en Espagne qui était considérée comme le meilleur élève en développement durable de l'UE, qu'en fait, malheureusement, toutes les unités de production vertes n'étaient pas rentables en tant que telles. Je crois qu'il y a actuellement 17.000 mats éoliens qui sont abandonnés et ça a créé des saccages aussi au niveau des pertes d'emplois. Cela a été le cas chez nous aussi. On a créé, à l'occasion de la bulle verte, 2.300 ou 2.400 emplois qui sont retombés à 700 ou 800 emplois une fois que la bulle verte a explosé. Donc, je crois, qu'en soi, je n'ai rien contre le développement des énergies renouvelables, je pense que c'est une chose qui peut se développer assez fort dans le futur, une fois que l'on aura résolu le problème du stockage et avec d'autres technologies d'intelligence artificielle et d'autres choses très passionnantes qui sont en train de se développer. Ce que je reproche juste, c'est effectivement la précipitation qui fait que l'on développe à toute vitesse des secteurs dont les technologies ne sont pas encore mûres et qui ne s'avèrent pas rentables au total. Et qui font par exemple que l'énergie est produite à un coût bien supérieur qu'avec des techniques traditionnelles. Et qu'à cause de cela on crée un mécanisme pervers où l'Etat distribue des rentes à des secteurs qui, parce qu'ils deviennent rentiers, ne sont plus incités à faire de l'innovation technologique. D'une certaine façon, lorsque ces secteurs deviennent un peu des vaches à lait, vous avez moins d'incitants que dans le cas d'un marché, pour pouvoir développer des technologies qui sont beaucoup plus performantes et qui vont pouvoir faire évoluer l'énergie renouvelable. D'une certaine façon, pour le dire autrement, je pense que les politiques de soutien excessif à l'industrie renouvelable diminuent d'une certaine façon l'industrie renouvelable. Et, comme elles créent des désastres sociaux, elles rendent ces industries antipathiques à la population.

# 15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)

- a) 2041
- b) 2053
- c) 2066
- d) 2081
- e) 2141
- f) jamais
- g) je ne sais pas

Jamais. Le problème ici, c'est une question en débat. Donc jamais. C'est que si vous faites le calcul comme ressource statique, on ne va pas augmenter la quantité de pétrole, il y a une quantité finie. Si on fait le calcul du rythme de la consommation actuelle, on peut présupposer que c'est elle qui restera la ressource souveraine. Mais elle ne s'épuisera jamais, puisque lorsque son prix augmentera, on sera bien obligé de trouver une autre ressource. Qu'est-ce que c'est que le pétrole ? Il y a d'autres formes dans les réserves. Difficile de tracer la limite. Pour revenir à votre question sur le pic pétrolier. On l'a toujours prévu. Le club de Rome prévoyait l'épuisement de la ressource à la fin du siècle dernier. L'agence de l'énergie a réactualisé après la découverte de nouveaux gisements. Bon, je dirais au milieu du siècle ou 2080. Mais on ne peut pas vraiment prévoir puisque le pétrole n'est pas comme un stock de confiture. C'est une ressource dynamique. Et on peut fabriquer du pétrole à partir d'algues. Il y aura toujours du pétrole. Quand il deviendra trop cher, comme toutes les ressources naturelles, il sera déserté pour une autre ressource. Il sera moins utilisé, donc il restera du stock important. Comme le disait un ministre saoudien par rapport à l'âge de la pierre, l'âge de la pierre ne s'est pas arrêté parce qu'il manquait des pierres.

16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Joseph.E. Stiglitz b) Nicholas Georgescu-Roegen
c) Simon Kuznets d) Friedrich Hayek
e) Thorstein Veblen
f) je ne sais pas
Stiglitz [première réponse, ensuite le répondant place Georgescu-Roegen et Veblen également].
17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Le club d'Athènes
b) Le club de Stockolm c) Le club de Lisbonne
d) Le club de Rome
e) Le club de Genève
f) je ne sais pas
Club de Rome.

Annexe 27)

#### Informations du répondant :

Nom: Dassy

Prénom: Benoît

Syndicat auquel vous êtes affilié actuellement : CSC

Profession au sein de ce parti/centre de recherche : Analyste au service d'études de la CSC de Bruxelles.

# Questionnaire sur l'idéologie de La décroissance :

1) Connaissez-vous l'idéologie de La Décroissance ?

Oui, plus ou moins, mais sans prétention. J'ai une idée assez générale, mais je ne pourrais pas la définir précisément.

2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?

Non, pas précisément.

3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?

Ça oui. A la CSC.

4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité?

De manière générale, comme cela, je ne sais pas. Je pense qu'on pourrait diminuer la pub pour pas mal de conneries, mais je me dis qu'il y a peut-être des choses pour lesquelles ce serait intéressant de faire de la pub.

5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?
Oui.
6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?
Oui.
7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ?
Oui, elles peuvent y contribuer, mais je ne parierais pas uniquement là-dessus.
8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économique actuels ?
Je ne sais pas. Je voudrais détailler un peu. Je pense qu'il y une série de propositions qui sont pertinentes pour apporter des réponses sur les enjeux environnementaux. Je suis plus dubitatif sur les enjeux sociaux et économiques.
9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économique <u>futurs</u> ?
Je ne fais pas la distinction entre les problèmes actuels et les problèmes futurs.
10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?
Oui.
11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?
Oui, je pense qu'il faut dire oui.

12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée?
Non.
13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?
Oui.
14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?
Non.
15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
a) 2041 b) 2053 c) 2066 d) 2081 e) 2141 f) jamais g) je ne sais pas
2141.
Mais on aura des emmerdes largement avant cela. Aujourd'hui on fait 86 millions de barils par jour, le problème arrivera quand on ne parviendra plus à accroître suffisamment la consommation de pétrole pour satisfaire la demande, donc, c'est bien avant que les sources soient taries que l'on va avoir ur souci! La question est plutôt: quand est-ce que le prix du pétrole sera-t-il tellement inabordable qu'i mettra à mal tout le fonctionnement de la société?
16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Joseph.E. Stiglitz b) Nicholas Georgescu-Roegen c) Simon Kuznets d) Friedrich Hayek e) Thorstein Veblen f) je ne sais pas

Je ne sais pas.

- 17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
- a) Le club d'Athènes
- b) Le club de Stockholm
- c) Le club de Lisbonne
- d) Le club de Rome
- e) Le club de Genève
- f) je ne sais pas

Je ne sais pas.

Remarque/contribution/avis du répondant sur l'idéologie de la décroissance et son institutionnalisation dans le paysage politique :

Je pense à deux choses à pointer en rapport avec la Décroissance : il y a un aspect travailler moins, qui n'est pas forcément décroissant quand on regarde les perspectives de long terme sur le temps de travail en Belgique, on voit que le temps de travail diminue au cours du XXème siècle, ce qui ne veut pas dire qu'on consomme moins, ou que l'on produise moins. Simplement on redistribue les gains de productivité sous forme notamment de réduction du temps de travail. Lorsque l'on parvient à produire plus de biens et de richesses avec la même heure de travail parce que l'on a amélioré la manière de travailler, on a amélioré les machines. Cela se redistribue en revenus supplémentaires pour le détenteur de capital, et pour le travailleur, sous forme de diminution du temps de travail pour le même salaire. Ce sont les trois formes de redistribution qui font que l'on peut décroître le temps de travail tout en maintenant, voire en augmentant le taux de richesses ou de consommation. Syndicalement, on n'a pas de problèmes avec la diminution du temps de travail, si on garde le même salaire.

Il y a un deuxième point qui peut poser problème, si l'on veut décroître le volume de richesse produit, c'est d'une part la distribution, parce que aujourd'hui, il y a une part non-négligeable de la richesse produite qui est accaparée par une toute petite partie de la population qui détient les moyens de production, le capital, etc. Là, si c'est faire de la décroissance pour les travailleurs, mais pas pour cette partie-là, qui continue à s'accaparer en fait ce qui resterait de croissance, on a un vrai problème. Avant la réduction de croissance de façon globale, il faut donc s'occuper de la question de la répartition. Aujourd'hui, dans un contexte de croissance très faible, on a du mal à arracher des gains pour les travailleurs pour augmenter les salaires. Comment est-ce que l'on arriverait à augmenter les salaires, dans un contexte de Décroissance, quand le gâteau sera plus petit ? Ceux qui prennent la plus grosse part du gâteau, quand le gâteau sera plus petit, seront encore plus sur la défensive, à garder tout ce qu'ils ont pour eux et que toutes les pertes se fassent sur le dos des travailleurs. C'est un enjeu sur lequel je n'ai jamais entendu de réponse de la part des tenants de la décroissance, c'est la question du rapport de force entre capital/travail. Je ne vois pas comment, lorsque le gâteau diminue, le camp d'en face va se montrer plus généreux. C'est plus facile d'être généreux quand le

gâteau augmente, ce qu'on a connu au cours du XXème Siècle. On a réussi à partager à l'avantage des travailleurs.

L'autre point qui me pose vraiment question sur l'organisation globale de la société et le progrès social et l'émancipation des gens, c'est comment on finance les services collectifs, comme les transports en commun, l'enseignement, la culture, les soins de santé, toute une série de biens collectifs qui sont socialement utiles et environnementalement utiles, bons pour la santé, qui contribuent à un bon fonctionnement de la société, mais qui coûtent et qui sont des besoins en croissance. Ne fusse que mécaniquement avec l'augmentation de la population, plus il y a de gens, plus il faut d'enseignants, plus il faut de transports en commun et qui augmentent aussi avec l'espérance de vie, on pourrait même se dire que les soins de santé aux personnes âgées pourraient encore augmenter. Tout le monde sait que, même avec une espérance de vie plus importante, les dernières années de la vie coûtent cher en soins de santé. On peut dire, à partir de 90 ans, voilà, on soigne plus, parce qu'il y a cet enjeu de Décroissance! Il y a ce financement de la vie collective, qui jusqu'à ce jour a toujours été financé grâce à la croissance de richesse. Est-ce qu'on envisage aussi la Décroissance pour ces choses ? Est-ce qu'on prend cela au sérieux ? Voilà deux éléments pour lesquels je n'ai pas eu de réponses satisfaisantes dans les échanges que j'ai pu avoir avec les gens proches de ce mouvement. Du point de vue écologique, je perçois bien l'importance du changement de ce point de vue-là. Parfois j'entends des réponses comme : Oui, mais si on réduit le temps de travail, ça permettra par exemple d'avoir du temps libre pour s'engager dans une crèche parentale ou dans le potager biologique collectif. Ce n'est pas une réponse satisfaisante, même si cela peut être très sympathique du point de vue individuel si ton truc dans la vie, c'est de t'occuper de potagers ou d'enfants. Mais prétendre que l'on va organiser la société en diminuant le temps de travail de façon à ce que tout le monde ait du temps libre pour aller faire le potager ou s'occuper des enfants etc.... Mais attends! Du coup, je n'ai plus de temps libre! Ce n'est peut-être pas du goût de chacun ce truc-là. C'est une question de préférence personnelle. Là, je trouve qu'il y a quelque chose qui coince un petit peu entre la perspective individuelle qui peut tout à fait se comprendre et l'organisation globale de la société. On peut difficilement dire que l'on diminue le temps de travail d'un côté et que d'autres part, il faudra s'investir dans des activités parce qu'on diminue les services collectifs. Je reste donc assez dubitatif sur le principe de Décroissance, tout en comprenant très bien les enjeux écologiques. Je suis d'accord pour dire qu'il faut mettre le holà sur certains types de production et de consommation nocifs pour la santé et pour l'environnement, mais que cela ne doit pas se traduire par une décroissance globale de la société . On peut peut-être arrêter de construire des bagnoles pour faire plus de transports en commun, mais cela restera dans une perspective où on continuera à créer de la richesse.

#### Annexe 28)

#### Informations du répondant :

Nom: Droolans

Prénom : Samuel

Syndicat auquel vous êtes affilié actuellement : FGTB

Profession au sein de ce parti/centre de recherche : Chercheur FGTB

# Questionnaire sur l'idéologie de La décroissance :

1) Connaissez-vous l'idéologie de La Décroissance?

Oui.

2) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat dans une institution politique étatique (Conseil communal/régional/parlement) ?

La Décroissance en tant que telle n'est pas un sujet qui est abordé dans les différentes instances auxquelles je participe comme le Conseil économique et social.

3) Avez-vous déjà entendu parler de ce terme lors d'un débat/discussion au sein d'un parti (siège de parti, centre de recherche, conférence, etc.) ?

Oui, on en a déjà parlé en interne et dans des réunions en intersyndical avec les autres syndicats. Ce sont des questions qu'on a traité, mais ce n'est pas une notion qui resurgit dans les institutions. Ce n'est pas une porte d'entrée de réflexion, la Décroissance en tant que telle.

4) Êtes-vous pour une suppression de la publicité?

A titre personnel, pas de souci. A la FGTB, je ne sais pas si on a une position réellement là-dessus. En

tout cas, on ne serait pas un grand défenseur. Mais la FGTB n'a pas de positionnement là-dessus je pense.

5) Êtes-vous pour une augmentation du nombre d'usagers des transports en commun et une diminution de la voiture individuelle ?

Oui. Sur les principes, oui.

6) Êtes-vous pour une augmentation de l'agriculture biologique ?

Oui. Je pense que pour la FGTB, oui, à nuancer car cela dépend de ce que l'on met derrière tout ça. Mais l'agriculture biologique, si cela permet de reconsommer local et de créer de l'activité économique au niveau local, oui. Je pense que c'est la volonté de la FGTB et que c'est lié, surtout, à l'idée de transition économique. Un congrès résume notre positionnement.

7) Pensez-vous que les innovations technologiques permettront de faire face au défi du changement climatique ou une certaine sobriété énergétique sera nécessaire ?

Oui mais en partie. Ce ne sera pas la seule réponse. Pour la sobriété, il faut nuancer en fonction des moyens / revenus. C'est toute la problématique de la Décroissance.

8) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économique <u>actuels</u>?

Oui en partie. Certains éléments peuvent mais contribuer à des solutions. Mais au niveau syndical, la piste de la Décroissance, telle que formulée, n'est pas une piste envisagée. La FGTB a encore une position en faveur de la croissance. Qu'elle définit comme devant être durable, et comme un mode de transition vers un système économique qui répond au défi climatique et ainsi de suite mais la question de la croissance est interrogée mais n'est pas remise en cause dans les organisations syndicales. Elle est nuancée. On se rend compte dans les organisations syndicales que la croissance, ce n'est pas tout. C'est elle qui apporte, en soi, prospérité et partage équitable des richesses. La croissance est questionnée mais n'est pas remise en cause. C'est vraiment, son contenu qui pose question. C'est assez nouveau. Je travaille ici depuis 15 ans. J'ai senti que l'on pouvait parler des questions de croissance et les nuancer il y a 5, 6 ans. Avant, on n'en discutait pas. Point. Il fallait de la croissance pour plus de prospérité. Et effectivement, face aux études qui démontrent qu'il n'y a pas un lien entre croissance et amélioration des conditions de vie, de partage des richesses et ainsi de suite, on se rend compte qu'il y a un problème en termes de croissance. C'est pour ça qu'il y a eu des réflexions autour des indicateurs alternatifs. L'indicateur du PIB est fortement interrogé même au niveau syndical.

9) Pensez-vous que les analyses/réflexions/propositions apportées par les penseurs de la décroissance (Les objecteurs de croissance), pourraient fournir des solutions à certains problèmes environnementaux/sociaux/économique <u>futurs</u> ?
Il y la finitude du monde dans lequel on vit. Mais je serais trop nuancé pour vous dire oui ou non.
10) Êtes-vous pour une diminution du temps de travail des citoyens belges ?
Oui. Très clairement oui. La FGTB se positionne massivement pour une diminution collective du temps de travail avec embauche compensatoire.
11) Êtes-vous pour une diminution de la consommation matérielle des citoyens belges ?
Oui pour la consommation non indispensable à la qualité de vie. Oui. Avec toutes les nuances derrière le mot « indispensable ».
12) Êtes-vous pour l'obsolescence programmée?
Non.
13) Êtes-vous pour une relocalisation de l'économie vers une échelle plus locale?
Oui.
14) Pensez-vous que notre société actuelle est durable sur le long terme ?
Non.

15) Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? (estimation la plus proche des dates données)
a) 2041
b) 2053 c) 2066
d) 2081
e) 2141
f) jamais
g) je ne sais pas
Je ne sais pas. Cela fait beaucoup de débats. La date change en permanence.
16) Lequel de ces économistes du 20eme siècle est, selon vous, à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Joseph.E. Stiglitz
b) Nicholas Georgescu-Roegen
c) Simon Kuznets
d) Friedrich Hayek e) Thorstein Veblen
f) je ne sais pas
Je ne sais pas.
17) Lequel de ces clubs est à mettre en rapport avec l'idéologie de la Décroissance ?
a) Le club d'Athènes
b) Le club de Stockolm
c) Le club de Lisbonne d) Le club de Rome
e) Le club de Genève
f) je ne sais pas
Le club de Rome.
Remarque/contribution/avis du répondant sur l'idéologie de la décroissance et son

Je pense que poser la question de la finitude des ressources et du changement de modèle économique

institutionnalisation dans le paysage politique :

qui s'impose en la posant sous la notion de « Décroissance », cela pose un problème. Ce n'est pas « audible » par les gens, par la population. Décroissance, ça a une connotation assez négative...si elle n'est pas vraiment bien expliquée, bien argumentée. Je pense qu'aborder la question du changement économique sur base de l'idée de décroissance est de nature à braquer les gens et à être peu audible. Il y a quelques années, nous avions eu des discussions dans un groupe de travail avec la CSC où cette idée de croissance/décroissance avait été discutée. Nous étions arrivés à la conclusion que, syndicalement, l'idée de travailler sur l'idée de Décroissance allait être très difficile. On avait l'idée de travailler sur les politiques de développement. Donc, on avait l'idée pour aborder la question, de sortir de la croissance/décroissance, qui pour nous, au niveau du débat, est peu pertinente.

## Annexe 29 : Les sources de la Décroissance

La Décroissance s'est développée en même temps qu'elle a élargi ses domaines d'analyse et de réflexion, pour toucher des pans toujours plus vastes de nos sociétés. Comme indiqué lors du cadrage sémantique : « The Degrowth is a frame, where different lines of thought, imaginaries, or courses of action come together » (D'Alisa & Al, 2014, p.20). Pour faire ressortir les valeurs, les analyses et les propositions des Objecteurs de croissance, nous allons diviser la pensée décroissante par thème. Chacune de ces thématiques nous permettra d'aller trouver les outils d'analyse qui nous intéressent. Plusieurs auteurs ayant abordé la Décroissance dans son ensemble, en tentant de la vulgariser et de la rendre compréhensible à tous, ont utilisé ce procédé. Les noms donnés à ces sources divergent d'un auteur à l'autre, mais comportent beaucoup de similitudes. Nous allons énumérer ici la division par source qu'ont opérée ces auteurs pour nous permettre d'en sélectionner cinq : les plus pertinentes et les plus utilisées.

Denis Bayon, Fabrice Flipo et François Schneider ont écrit un livre avec pour objectif de résumer et expliquer la Décroissance dans son ensemble. Dans leur chapitre « que signifie la décroissance ? » ils ont proposé 3 sous-chapitres où ranger les idées et sources de la Décroissance: « De la critique écologique à la critique du système des besoins » puis « De l'entropie à la critique de l'économie politique » pour enfin développer « De la critique démocratique à la critique culturaliste » (Bayon & Al, 2010). Timothée Duverger a écrit un article pour expliquer l'histoire de la Décroissance. Pour lui la Décroissance puiserait ses réflexions dans 5 différentes sources de pensée : l'écologie, la bioéconomie, l'anthropologie, la démocratie et la source spirituelle. <sup>47</sup> Dans leur article "What is Degrowth ? From an Activist Slogan to a Social Movement", les spécialistes de la Décroissances Federico Demaria, François Schneider, Filka Sekulova et Joan Martinez-Alier ont énuméré plusieurs sources de la Décroissance : « L'écologie, la critique du développement et l'éloge de l'anti-utilitarisme, le sens de la vie et le bien-être, la démocratie [et] la justice. » (Demaria & Al,

-

<sup>&</sup>lt;sup>47</sup> DUVERGER, Timothée, « La décroissance, histoire d'une idée » Encyclopédie pour une histoire nouvelle de l'Europe [en ligne], 2016, mis en ligne le 06/07/2016, consulté le 21 juin 2017. URL : http://ehne.fr/article/civilisation-materielle/consommation-et-circulations-transnationales/la-decroissance-histoire-dune-idee

2013). Dans le livre « Degrowth, a vocabulary for a new era », qui a pour objectif d'être une sorte de dictionnaire/encyclopédie de la pensée décroissante, un grand nombre d'auteurs introduisent la Décroissance en la subdivisant entre « L'Anti-utilitarisme, la bioéconomie, les critiques du développement, la justice environnementale, les courants environnementalistes, le métabolisme sociétal, l'écologie politique et l'économie stationnaire d'état. » (D'Alisa & Al, 2014).

Il est à noter que tous les penseurs ayant influencé les objecteurs de croissance, ou les penseurs se revendiquant directement de la Décroissance utilisent plusieurs de ces sources dans leurs réflexions, ils les couplent, les corrèlent, et les frontières entre elles peuvent être parfois difficiles à délimiter. Il n'est donc pas pertinent de les contextualiser historiquement. De plus, chacune de ces sources étant définie subjectivement par leurs auteurs, leurs ramifications et leurs sous-chapitres peuvent varier. Nous allons également profiter de ces « boites » pour approcher et approfondir les grands penseurs, historiques et contemporains, qui construisent ou influencent la Décroissance. Aucun de ces penseurs de la Décroissance ne rentre parfaitement dans une de ces thématiques, tant leurs réflexions sont vastes et puisent dans différents domaines, mais leurs influences pour certains domaines est évidente. Notre choix se portera donc sur les 5 thématiques ci-dessous pour faire ressortir et ensuite développer des valeurs, analyses et propositions décroissantistes :

- a) La Source écologique et les préoccupations environnementales
- b) La bioéconomie
- c) La crise de sens, le sens de la vie et le bien-être
- d) La critique du développement, du productivisme et l'éloge de l'anti-utilitarisme
- e) Justice, inégalités et démocratie.

# a) La Source écologique et les préoccupations environnementales:

L'écologie est une notion centrale dans la rhétorique des analyses décroissantistes. L'environnement, les écosystèmes et les espèces qui y vivent sont perçus comme ayant une valeur propre, non matérielle. La décroissance s'oppose à la marchandisation du vivant et de la nature. Les objecteurs de croissance considèrent que la nature n'est pas là uniquement pour fournir aux sociétés humaines des services et des ressources. Les moyens de production industriels actuels impliquent des impacts sur l'environnement, des externalités négatives. Dès lors, réduire cette pression industrielle via une décroissance permettrait une diminution des rejets (pollution) comme des intrants (ressources naturelles) nécessaires au fonctionnement du secteur industriel et de la société en général (Demaria & Al, 2013, p.196).

Les biens communs offerts par la nature sont exploités de manière inégalitaire, et l'empreinte écologique d'un pays développé sur l'environnement est beaucoup plus grande que celle d'un pays non développé. De plus, les générations futures ne pourront pas jouir de certaines ressources exploitées actuellement car celles-ci sont non renouvelables (énergies fossiles, métaux) ou bien exploitées d'une manière telle qu'elles ne pourront plus être présentes pour les générations futures (services écosystémiques, paysages naturels, espèces vivantes). Il y a donc un rapport avec l'environnement qui est inégalitaire sur le plan géographique, spatial et actuel, et sur le plan temporel pour les générations futures. Le droit à jouir des ressources naturelles pour chaque être humain de manière durable et égalitaire est donc une des valeurs de la Décroissance (Bayon & Al, 2010).

La pensée de Bernard Charbonneau (1910-1996), grand penseur de l'écologie politique (Rognon, 2012) a fortement influencé la source écologiste de la Décroissance. Les grandes thématiques de Charbonneau sont l'écologie et la liberté. Il a également abordé avant tout le monde la notion de technicité et son influence sur la société contemporaine dans son texte « Le sentiment de la nature, force révolutionnaire » écrit en 1936. C'est un grand ami de Jacques Ellul, et Charbonneau abordera plus souvent qu'Ellul les sujets en rapport avec l'Etat et la préservation de l'environnement et de la nature, alors qu'Ellul lui, comme nous allons le voir, développe profondément la notion de technique et ses liens avec la société. Mais ils ne se cantonnent pas spécifiquement à ces sujets, et ils s'imprègnent l'un et l'autre de leurs réflexions (Ibid). Une notion importante de Bernard Charbonneau est « La Grande Mue ». Elle aborde la possibilité que la modernité, cette grande mue dans l'histoire de l'Homme, produise des risques sur l'humanité et l'environnement, et cela de manière globale et nonlocalisée. La modernité, que ce soit par sa puissance, sa science ou son industrialisation, comporte un risque de « totalisation ». Cette modernité totale à un impact sur les sociétés et l'environnement encore jamais égalé. Elle met en péril la pensée de l'Homme et par là, son environnement (Charbonneau, 2002, 2010). Face aux conséquences négatives de la modernité sur l'Homme et la nature, Charbonneau défend une nécessaire transformation des réflexions et des valeurs, en les ajustant sur l'essentiel; le primat de la nature sur la modernité. « La solution de ce problème suppose d'abord un renversement radical des valeurs. Il faut que la fin : la nature pour les hommes, commande les moyens : la science, l'industrie, l'Etat. Ce qui est allé à rebours d'un monde. La tâche est infinie comme notre propre faiblesse, et si on veut l'entreprendre, mieux vaut ne pas se cacher son énormité. Mais si on me dit que l'état de chose actuel est un fait, je répliquerai que ses conséquences pour l'homme en sont un autre, et que l'irréalisme consiste à ne pas les voir. Le fait c'est que, pour nous et surtout nos descendants, il n'y aura pas d'autres voies qu'une véritable défense de la nature. » (Charbonneau, 1969, p.36).

#### b) La bioéconomie

La bioéconomie est une approche de l'économie où un parallèle est fait entre les sciences dites dures et l'économie. Nicholas Georgescu-Roegen, comme nous l'avons vu, est considéré comme le père de la bioéconomie grâce à son texte « The entropy law and the economic process » (1971) dans lequel il corrèle le principe physique de l'entropie à celui de l'économie. L'économie basée sur des machines thermiques impliquera une croissance de l'entropie. Au plus la croissance économique sera forte, au plus l'entropie augmentera proportionnellement. La raréfaction des ressources (fossiles ou autres) est due à l'utilisation massive de celles-ci par l'industrie, car ces ressources sont perdues et non réutilisables. Comme l'indique André Gorz dans une analyse précoce avec une vision globale : « La science et la technologie ont fini par faire cette découverte capitale : toute l'activité productive vit des emprunts qu'elle fait aux ressources limitées de la planète et des échanges qu'elle organise à l'intérieur d'un système fragile d'équilibres multiples. Il ne s'agit point de diviniser la nature ni de « retourner » à elle, mais de prendre en compte ce fait : l'activité humaine trouve en la nature sa limite externe et, à ignorer cette limite, on provoque des retours de bâton [...]. Le plus loin que l'économie politique soit allée a été d'envisager la croissance zéro des consommations physiques. Un seul économiste, Nicholas Georgescu-Roegen, a eu le bon sens de constater que, même stabilisée, la consommation de ressources limitées finira inévitablement par les épuiser complètement, et que la question n'est donc point de ne pas consommer de plus en plus, mais de consommer de moins en moins : il n'y a pas d'autre moyen de ménager les stocks naturels pour les générations futures. » (Gorz, 1975, p.18-19).

Cette source est primordiale pour la Décroissance et sa critique de la croissance à tout prix dans un système biogéochimique fermé qu'est la terre. Le slogan « on ne peut plus croitre dans un monde fini » résume très simplement la chose et est souvent repris par les mouvements décroissants (Liegey, 2013). Kenneth Boulding, bien plus tôt, résumait déjà ce même constat « Celui qui croit que la croissance peut être infinie dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste. » Kenneth Boulding (1910-1993) (Bayon, 2010, p.36).<sup>48</sup>

Le rapport Meadows du club de Rome s'inscrit dans cette logique bioéconomiste, tout comme la problématique de la raréfaction des ressources naturelles en général. Le pic pétrolier, schématisé par la courbe de Hubbert, analyse le moment où la production d'une ressource plafonne et puis commence à décliner car la demande mondiale et l'exploitation de cette ressource dépasse la quantité exploitable, ce qui emmène inéluctablement cette ressource vers l'épuisement. Bien qu'il soit difficile d'estimer le moment précis où une ressource sera épuisée, on peut estimer que la fin du pétrole arrivera peu après la deuxième moitié du 21ieme siècle. Comme l'indique Christian Kerschner: "In contrast, the often-quoted time left until resource depletion (calculated by dividing the estimated remaining resource by current yearly consumption flows) is highly misleading. British Petroleum, for example, estimates these numbers to be about 40 years for oil, 60 for gas and 120 for coal. Such numbers create the wrong impression that the remaining time for action to respond to resource limitations is still far off." (Kerschner, 2014, p.158) Cette citation étant tirée d'un ouvrage publié en 2014, le chiffre estimé de la fin du pétrole tourne autour de 2055. Chiffre conforté par l'United States Geological Survey (USGS), qui produit des études pour le Département de l'intérieur des Etats-Unis, estime que les réserves de pétrole conventionnel ne seront plus rentables dans les années 2050. Il est important de souligner que cette date peut fortement changer si l'on prend en compte les réserves de pétrole non-conventionnelles (sables bitumineux) et toute une série de paramètres comme l'innovation technologique, la conjoncture économique et le développement démographique (USGS, 2000).

Plus proche du paysage politique belge, un article paru sur le site de la RTBF donne l'année 2053 pour la fin du pétrole, et ceci sans prendre en compte les paramètres extérieurs qui pourraient influencer l'exploitation du pétrole, le calcul est simple, le montant des réserves prouvées de pétrole exploitable est divisée par la quantité de pétrole consommé durant l'année

<sup>&</sup>lt;sup>48</sup> Cette citation de Kenneth Boulding issue du livre de Bayon & Al. revient souvent dans les ouvrages décroissantistes mais la date précise de sa publication originale n'est pas connue comme indiqué dans l'ouvrage qui la cite.

2010 (Belga News, 2011). Mais ce chiffre évolue fortement, une publication de 2016 reporte cette date d'une décennie : « Fin 2015, ces réserves sont estimées dans le monde à près de 1 698 milliards de barils, soit l'équivalent d'environ 51 ans de production mondiale au rythme actuel (durée théorique car la production des gisements diminue au fil du temps). » ce qui nous amène à l'horizon 2066 comme estimation de la fin des ressources de pétrole conventionnel (Connaissance des énergies, 2016). <sup>49</sup>

La fin des ressources naturelles et le gaspillage de celles-ci est donc une des préoccupations majeures de la Décroissance qui puise ses réflexions et analyses dans le domaine de la bioéconomie. Il est à noter que toujours dans ce domaine, une critique est formulée contre l'argument consistant à dire que les nouvelles technologies permettront de faire face à cette raréfaction des ressources. « Degrowth is a criticism of the belief in ecological modernisation which claims that new technologies and efficiency improvements are key solutions to the ecological crisis. While technological innovation is a source of debate in degrowth, all degrowth actors question the capacity of technological innovation to overcome biophysical limits and sustain infinite economic growth. » (Demaria & Al, 2013, p.198).

## c) La crise de sens, le sens de la vie et le bien-être

La Décroissance questionne également le rapport au bonheur. En effet, une de ses sources de réflexion consiste à questionner le rapport de l'Homme avec le sens de la vie, le bien-être et le bonheur. Souvent approché par « la vie bonne » (Latouche, 2016) ou la notion plus utilisée de « Buen Vivir ». Par crise de sens, les objecteurs de croissance entendent que le sens de la vie d'un être humain ne se résume pas à travailler pour gagner de l'argent et dépenser cet argent dans des biens matériels. Ce n'est pas en consommant plus qu'une personne verra son bonheur augmenter (Sekulova, 2015). Le productivisme et le consumérisme qui en découle implique le « rétrécissment de notre liberté qui en vient à se limiter à celle de choisir parmi des produits et à nous identifier à des marques commerciales. [...] Les liens humains prennent place dans un système où le réflexe cultivé est de chercher notre plus grand profit, au détriment de la solidarité. Branchés sur des médias de masse qui procurent une illusion de

<sup>&</sup>lt;sup>49</sup> L'article de la RTBF donne le chiffre de 1383 milliards de barils exploitable fin 2010, l'article du site Connaissance des énergies, propose quant à lui le chiffre de 1698 milliards de barils, et il est publié fin 2016. Pour la suite de ce mémoire et l'analyse des réponses au questionnaire, la fourchette comprise entre 2053 et 2066 sera considérée comme juste quand il sera demandé aux répondants : « Quand pensez-vous que les réserves de pétrole seront taries si nous maintenons notre taux d'exploitation actuel ? ».

présence, nous constatons avec impuissance notre difficulté d'être, tout simplement, avec nous-mêmes et nos semblables. » (Manifeste pour l'objection de croissance, 2009, p.2). Dans cette optique, beaucoup d'auteurs apportent des termes empruntés au champ lexical du bonheur à leurs notions. La simplicité volontaire est un terme souvent repris par des décroissants. Il fut pour la première fois utilisé par un penseur américain proche de Gandhi qui s'appelait Richard Gregg, en 1936. (Gregg, 2012), et plus récemment par Serge Mongeau, qui décrit une société simplicitaire comme « une société où les humains vivraient en harmonie entre eux et avec la nature. En somme, il s'agit d'abolir la soumission à l'économie pour nous donner une société qui favorise le bien-être complet de tous ses membres » (Mongeau, 2003, p.194). Serge Latouche parle lui de Décroissance sereine et conviviale (Latouche, 2003, 2006, 2014) et Pierre Rabhi de Sobriété Heureuse (Rabhi, 2010). Bien que les synonymes soient courants d'un auteur à l'autre, le sens reste identique. Il est intéressant de souligner que Vincent Cheynet apporte une nuance entre la Décroissance et la simplicité volontaire : « Il ne faut pas confondre la simplicité volontaire, qui est une démarche individuelle, et la Décroissance, qui est son articulation politique » (Cheynet, 2008, p.110).

## d) La critique du développement, du productivisme et l'éloge de l'anti-utilitarisme

Cette source de la décroissance puise ses réflexions dans l'anthropologie et les sciences sociales pour critiquer l'hégémonie de l'économie sur ces domaines. Elle consiste à démonter les postulats que le progrès et le développement économique permettront de régler les problèmes sociétaux (inégalités, santé, travail, etc.) et que l'intérêt individuel prime sur l'intérêt commun et les liens sociaux (Demaria & Al, 2013, Romano, 2015). Nous allons résumer les réflexions de certains grands penseurs qui ont nourri cette source de la Décroissance.

Commençons par **Ivan Illich** (1926-2002), c'est un des grands noms sur lequel s'appuient les réflexions décroissantistes. C'est un penseur de l'écologie politique. Durant les années 70', il a écrit plusieurs ouvrages décriant les défaillances de la société productiviste industrielle et les limites de son développement. Pour appuyer ses propos, il analyse le rapport du productivisme avec plusieurs secteurs comme l'institutionnalisation, l'école, le transport et la médecine. Dans chacun de ces secteurs, il développe, preuve à l'appui, qu'une augmentation

de la production, du financement ou du développement ne va pas apporter nécessairement plus de bienfaits et de résultats proportionnellement aux moyens mis en place. Par exemple, la croissance et le financement du système éducatif n'entraine pas nécessairement une diminution des inégalités éducatives dans l'enseignement (Illich, 2004). Dans son ouvrage Energie et Equité (1973), il reprend le corollaire du rapport entre croissance et inégalité mais le transpose au secteur du transport. Augmenter la vitesse et les infrastructures de transport peut augmenter les inégalités. Pour ce qui est de l'industrialisation, il estime qu'« un pays est surindustrialisé lorsque sa vie sociale est déterminée par l'industrie du transport qui détermine les privilèges de classe, accentue la pénurie de temps, enchaîne les gens à des réseaux et des horaires » (Illich, 2004, p.429). Pour ce qui est de la médecine, il explique que certains progrès techniques sont très couteux, et donc disponibles pour peu de gens, alors que des techniques médicales simples et peu onéreuses permettent de sauver une très grande quantité de gens qui n'ont pas accès à des systèmes simples (l'utilisation du savon et d'outils stérilisées, un bon traitement des eaux usées/polluées ou encore la mise en place de fosses septiques). Il explique que « c'est l'industrialisation, plus que l'Homme, qui a profité des progrès de la médecine : les gens sont devenus capables de travailler plus régulièrement dans des conditions plus déshumanisantes » (Illich, 2004, p.460).

Pour résumer la pensée d'Illich, il est tout d'abord important de souligner la notion d'outil dans ses analyses. Les institutions, et les secteurs qui en découlent (comme nous l'avons vu avec l'enseignement, le transport ou la santé), sont des outils qui empêchent l'Homme de décider de manière objective et lui imposent ses besoins. « La prise de l'homme sur l'outil s'est transformée en prise de l'outil sur l'Homme. » (Illich, 2004, p.469). Lorsqu'un certain niveau d'utilisation de cet outil est atteint, il devient « contre-productif », et crée d'avantages d'inégalités. Penser la croissance pour la croissance n'a donc aucune logique car le niveau de « contre-productivité » sera obligatoirement atteint. Il faut donc changer l'outil, l'institution qui crée des besoins, inverser la tendance du rapport entre l'homme et l'outil et lui redonner un statut qui permet à l'Homme de gérer cette outil, d'en profiter, et non d'endurer les externalités créées par l'outil. Il appelle cela « La convivialité », les « structures ou outils conviviaux » (Illich, 2004).

**Jacques Ellul** (1912-1994) est un français, théologien, historien, sociologue et théoricien des révolutions. Il est un des grands penseurs sur lequel se basent aujourd'hui les objecteurs de croissance. Serge Latouche lui consacre d'ailleurs tout un ouvrage où il analyse les réflexions Elluliennes et les corrèle aux idées de la décroissance : *Jacques Ellul contre le totalitarisme* 

technicien (Latouche, 2013). Il le considère d'ailleurs comme « l'un des premiers penseurs de la société de décroissance » (Latouche, 2006, p.231). Serge Latouche lui-même est qualifié d'« Ellulien radical » (Rognon, 2013). Une des grandes notions d'Ellul est la « technique » et sa « société technicienne ». Ses trois grands ouvrages abordant cette notion sont La technique ou l'enjeu du siècle (1954), Le système technicien (1977) et Le bluff technologique (1988). Avec son ami Bernard Charbonneau, ils expliquent que la société industrielle se centralise de plus en plus spatialement, étatiquement, et financièrement. Les exemples des villes et de l'urbanisation sont les plus parlants pour visualiser et comprendre ce phénomène. Ce qui permet cette centralisation, c'est « la technique ». (Ellul, Charbonneau, 1935). Cette notion de technique doit être comprise dans son ensemble et non de manière focalisée et matérielle. Elle n'est pas à mettre en rapport directement avec la machine, mais bien avec une influence des technologies, des machines et de leurs technicités sur la façon de penser des individus évoluant dans une « société technicienne ». Elle influence l'environnement et le social, et ce de manière autonome, sans que les citoyens ne s'en rendent compte, elle pèse sur leur façon de penser, commence même à la remplacer et se « sacralise », elle s'accroît par elle-même, « tout problème technique rencontré appelle une solution technique » (Elull, 1954). Ce cercle vicieux vers toujours plus de technicité, de productivisme et d'efficience peut donc comporter des risques. « L'obsession de l'efficacité conduit à prendre des risques toujours plus graves en espérant y échapper » (Ellul, 1988, p. 85) et l'aliénation des individus à la technique les empêche de se rendre compte des problèmes, « nous refusons de voir ce qu'est réellement le progrès technique. Nous refusons de voir quelles sont ses conséquences réelles. Nous refusons de payer le prix exigé par la technique et lorsqu'on le montre, on parle de pessimisme » (Ellul, 1988, p. 95). Cette vision est quasi fataliste mais Jacques Ellul laisse une porte d'ouverture, comme l'indique Rognon, «L'homme serait capable de sortir des conditionnements dont il subit l'emprise, pour agir en faveur d'une décroissance technique; mais le constat est qu'il préfère servir la technique que se servir d'elle » (Rognon, 2013, p.34).<sup>50</sup> Jacques Ellul estime que « si on n'accepte pas l'organisation à la croissance zéro, il

<sup>&</sup>lt;sup>50</sup> Il est à noter que Jacques Ellul ne prône pas la décroissance comme on l'entend actuellement, lorsqu'il développait ses idées, le mot « décroissance » n'avait pas encore la signification qu'on lui porte aujourd'hui. Ellul prônait une *Croissance Zéro* dans une chronique titrée du même nom et publiée en juillet 1983 dans le quotidien *Sud-Ouest* (Ellul, 1983).

n'y a pas d'autre issue que la faillite collective et la désagrégation de notre société. » (Ellul, 2007, p.169.) <sup>51</sup>

C'est également dans le cadre de la critique du développement économique que beaucoup de décroissants formulent une critique du développement durable. Cette notion est apparue dans les années 80 et peut être définie ainsi « un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs » dans le Rapport Brundlant publié sous l'égide de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations-Unis (Brundtland, 1987).

En effet, selon les objecteurs de croissance, ce concept est vide de sens et s'inscrit dans un cadre systémique dominé par l'économie de marché. C'est un oxymore, un concept « fourretout » qui peut être accolé à beaucoup de termes et qui produit des notions comme l'« écocapitalisme », le « développement soutenable » ou encore la « croissance verte » (Latouche, 2006, p. 114 à 124). Dennis Meadows, dans la conclusion intitulée « Il est trop tard pour le développement durable » du livre « Penser la décroissance » (Sinaï, 2013) écrit que le terme développement durable possède désormais des centaines de définitions utilisées différemment pour justifier des actions individuelles prenant en compte l'environnement mais ne remettant pas en cause le paradigme de la croissance, alors que c'est bien de ce paradigme dont il faut se défaire pour éviter un effondrement (Sinaï, Meadows, 2013). Pierre Rabhi explique quant à lui qu'il se « méfie de cette terminologie qui risque de n'être qu'une digression, un os à ronger jeté à l'opinion pour tenter de la rassurer et ajourner les décisions radicales qui s'imposent » (Rabhi, 2005, p.176). Paul Ariès parle du développement durable comme une « farce » et un « poison idéologique » qui constitue « une véritable imposture intellectuelle » et qui n'est « dans une société croissantiste qu'une façon de polluer un peu moins pour polluer plus longtemps » ou encore un moyen de « chloroformer les citoyens » face aux problèmes environnementaux et sociaux qu'implique une croissance effrénée (Aries, 2007, p.170).

e) Justice, inégalités et démocratie

<sup>&</sup>lt;sup>51</sup> ELLUL, Jacques, *Penser globalement, agir localement, Chroniques journalistiques*, Pyrémonde/Princi Negue, Pau, 2007 (p. 168-169). Ce livre est un recueil d'articles et chroniques de Jacques Ellul compilés à l'initiative de sa fille Dominique North-Ellul.

La justice environnementale et sociale ainsi que le rapport des citoyens avec le pouvoir sont également des sources qui font partie de la Décroissance. Le mouvement de la Décroissance se base fortement sur les enjeux environnementaux et le rapport des Hommes avec le productivisme, mais la justice et la démocratie sont indispensables pour apporter des solutions aux problèmes qui touchent ces deux grands piliers de la réflexion décroissantiste. La croissance est censée apporter plus de richesse et donc réduire la pauvreté via la théorie du ruissellement. Hors, force est de constater que la croissance n'est pas automatiquement corrélée à l'augmentation de la richesse ainsi qu'au taux d'emploi (Demaria & Al, 2013, Kempf, 2009). Les théories d'Ivan Illich énoncées plus haut sur la croissance des biens matériels et leurs conséquences, quand ils sont produits en trop grande quantité, nourrissent également cette réflexion sur l'égalité et la justice sociale. De plus, ces inégalités sociales sont proportionnelles aux impacts sur l'environnement, les personnes riches provoquant beaucoup plus d'externalités négatives sur l'environnement et sur l'épuisement des ressources que les personnes pauvres (Kempf, 2007). Face à ce constat, la solidarité, la coopération, l'entraide et une autre approche de la consommation sont proposées en opposition à l'individualisme, au productivisme et au consumérisme. Dans cette optique, la Décroissance prône une redistribution imposée des richesses via une limite du salaire minimum, un « revenu minimum d'activité » appelé également « revenu universel inconditionnel » (RUI) et un salaire maximum, un « revenu maximum autorisé » (RMA) (Latouche, 2006, Ariès 2007, Liegey, 2017 annexe). Un accès égalitaire aux ressources naturelles disponibles, et ceci de manière mondiale, est également nécessaire pour promouvoir la justice et l'égalité (Latouche, 2006). La qualité des biens produits et leur usage doivent également primer sur la quantité consommée (Gadrey, 2010).

Cornelius Castoriadis (1922-1997) est un nom qui revient souvent dans la rhétorique des Objecteurs de croissances. C'est un économiste, philosophe et psychanalyste grec naturalisé français. Nombre de ses travaux reposaient sur la notion d'autonomie. Il est intéressant de s'intéresser à cette notion, car elle est à mettre en corrélation avec la source de la démocratie. Cette autonomie peut être sociétale ou individuelle, et il l'opposait aux notions d'hétéronomie et d'aliénation. Selon Castoriadis, l'hétéronomie est le fait, pour un individu ou une société, de penser que l'origine des normes, des lois, des idéologies, des pensées, n'est pas le fruit de la réflexion indépendante d'un individu ou d'une société, mais qu'elle est issue d'une source extérieure, souvent transcendante. Cette source peut être religieuse ou autre. Et elle amène les individus à penser que leurs normes sont nécessairement justes et vraies, de manière absolue

et inconditionnelle. Il base sa réflexion sur les croyances religieuses historiques, et puis la superpose à des notions bien plus contemporaines, comme l'économie de marché, le capitalisme, etc. Toutes les réponses que peut trouver une société ou un individu à un problème donné se trouvent dans cette imaginaire, qu'il appelle « la clôture de l'imaginaire institué » (Castoriadis, 1999). Une société peut se trouver « enfermée » dans cet imaginaire, et ne cherchera pas à en sortir parce que toutes les réponses aux problèmes de cette société sont déjà instituées, déterminées. Le problème réside dans le fait qu'il faut pouvoir sortir de cette « aliénation » pour répondre à certaines questions, qu'il faut un nouveau « imaginaire radical » pour solutionner certains problèmes qui ne peuvent être réglés en restant cloitré dans le cadre de l' « auto-aliénation » d'une société (Castoriadis, 1999). Cornelius Castoriadis met donc en pratique ses réflexions avec certaines thématiques souvent abordées par la décroissance :

« Compte tenu de la crise écologique, de l'extrême inégalité de la répartition des richesses entre pays riches et pays pauvres, de la quasi impossibilité du système de continuer sa course présente, ce qui est requis est une nouvelle création imaginaire d'une importance sans pareille dans le passé, une création qui mettrait au centre de la vie humaine d'autres significations que l'expansion de la production et de la consommation, qui poserait des objectifs de vie différents pouvant être reconnus par les êtres humains comme valant la peine. Cela exigerait évidemment une réorganisation des institutions sociales, des rapports de travail, des rapports économiques, politiques et culturels.» (Castoriadis, 1996, p.95).

Cette « nouvelle création imaginaire » n'est possible que si l'individu et la société se détachent du joug d'une pensée absolue et indiscutable en devenant autonome. L' « individu autonome » est donc capable de remettre en question les dogmes, les lois et les mœurs de la société dans laquelle il existe, en acceptant que celles-ci ne soient pas absolues, et peuvent s'abroger ou évoluer (Castoriadis, 1999). Les lois économiques et politiques peuvent donc être modifiées, mais il faut avant tout pour cela se détacher du modèle de pensée existant. C'est précisément sur cette réflexion que les objecteurs de croissance appuient leurs arguments en parlant du « phénomène religieux » qu'entoure la croissance et de la « foi » absolue et sans bornes des économistes envers la « religion de la croissance ». (Aries, 2007, Cheynet, 2008).

Il est à souligner que Castoriadis s'appuie fortement sur la notion d'institutionnalisation et du rapport que les institutions jouent dans le développement sociétal. Il reprend les notions d'instituant et d'institué développées par René Loureau (Loureau, 1970) que nous avons déjà

abordé dans le chapitre sur l'institutionnalisation, et les couple à sa notion d' « imaginaire » en expliquant qu'une société hétéronome se construit et se développe dans le cadre de sa propre réalité parce que « l'imaginaire institué » est bien plus fort que l'« imaginaire instituant ». Les idées et mentalités auto-créées et auto-nourries dans un cadre institutionnel empêchent les idées nouvelles, extérieures à ce cadre et ces institutions, de prendre forme et d'exister (Castoriadis, 1999). Pour sortir de ce cercle vicieux d'absolutisme idéologique, « L'Individu autonome » doit prendre forme pour faire exister et proposer de nouvelles alternatives qui ne seraient pas issues « in utero » du système. Cette notion est reprise par de multiples acteurs, comme l'indique Serge Latouche : « Le projet de construction d'une société autonome et économe remporte une large adhésion, même si ses partisans se retrouvent sous des bannières différentes : décroissance, antiproductivisme, développement requalifé, voire développement durable. » (Latouche, 2006, p.254).

La Décroissance prône également une démocratie directe ou participative, plus locale et donc plus autonome, car la démocratie représentative nationale et supranationale est jugée trop faible face à la puissance de l'économie de marché et des multinationales (Liegey, 2017 annexe, Latouche, 2006). Paul Ariès parle d'« intégrisme économique, cette toute puissance consentie à l'économie et au complexe techno-scientifique qui lui est intimement lié, constitue un obstacle majeur au fonctionnement des mécanismes démocratiques » (Ariès, 2007, p.59). Plus proche du paysage politique belge, le Mouvement politique des objecteurs de croissance explique que « les gouvernements et les partis politiques n'ont guère de marge de manœuvre dès lors qu'ils se sont enfermés dans la logique de croissance; celle-ci les contraint à attirer les investisseurs et à les ménager en permanence en évitant toute mesure un tant soit peu contraignante. Il est clair que les intérêts financiers des groupes transnationaux pèsent alors plus lourd que le droit des peuples. Si on ajoute que les grands enjeux sociétaux sont le plus souvent soustraits au débat démocratique, le « progrès » ne pouvant être contesté, on voit que l'idéologie de la croissance ne laisse guère de place au débat politique. » (Manifeste MpOC, p.2).

## Annexe 30 : Contextualisation historique de la Décroissance

L'histoire de l'anti-productivisme et de la simplicité volontaire remonte à loin, et on peut y trouver des prémices à partir de l'an 1000 avec le néo-manichéisme (Adriaens, 2016). Une multitude de courants (religieux, politiques) prônant une certaine sobriété de vie ont existé durant tout le deuxième millénaire.

Au 19 ieme siècle, le développement du capitalisme et de l'industrialisation apporte les premières critiques sur la relation de l'Homme et du travail, au sens du productivisme à tout prix. Paul Lafargue, gendre de Karl Marx, prôna l'homme avant le travail et la société industrielle productiviste dans son ouvrage *Le droit à la Paresse* (Lafargue, 1880). Karl Marx lui-même possédait une certaine vision écologiste, et ne voyait pas nécessairement le travail et le productivisme comme des objectifs à atteindre en soi (Bellamy Foster, 2011).

Au 20ieme siècle, Keynes aborde en 1930 dans son livre « Perspectives économiques pour nos petits enfants » une opposition entre le but de l'Homme et ses rapports à l'économie : « Il serait temps pour l'humanité d'apprendre comment consacrer son énergie à des buts autres qu'économiques » (cité par Gadrey, 2010, p.12). Eric Berr analyse plus profondément la critique de Keynes (Berr, 2007, p.3) et montre que ce dernier dénonce également la globalisation et sa financiarisation dans son ouvrage « L'autosuffisance nationale » (1933) : « Les idées, la connaissance, l'art, l'hospitalité, les voyages : ce sont là des choses qui, par nature, doivent être internationales. Mais produisons les marchandises chez nous chaque fois que c'est raisonnablement et pratiquement possible ; et, surtout, faisons en sorte que la finance soit en priorité nationale. » (Keynes, 1933, p.200) et « la même règle autodestructrice du calcul financier régit tous les aspects de l'existence. Nous détruisons la beauté des campagnes parce que les splendeurs de la nature, n'étant la propriété de personne, n'ont aucune valeur économique. Nous serions capables d'éteindre le soleil et les étoiles parce

qu'ils ne rapportent aucun dividende. (...) De même considérions-nous, jusqu'il y a peu, comme un devoir de ruiner ceux qui cultivent la terre et de détruire les traditions ancestrales de la paysannerie si cela nous permettait de payer la miche de pain un dixième de centime moins cher. » (Keynes, 1933, p.207). De Quelques années plus tard, en 1935, Bertrand Russell, dans son livre Éloge de l'oisiveté expliquait à quel point les moyens de productions modernes de l'époque permettaient déjà à toute la population de vivre mieux en travaillant moins, si ceux-ci étaient mieux répartis. Au lieu de ça, ces moyens sont mal répartis et créent des inégalités, une partie de la population travaille trop, tandis qu'une autre n'a pas accès aux bénéfices de la production. Il termine son ouvrage avec cette conclusion : « Les méthodes de production modernes nous ont donné la possibilité de permettre à tous de vivre dans l'aisance et la sécurité. Nous avons choisi, à la place, le surmenage pour les uns et la misère pour les autres : en cela, nous nous sommes montrés bien bêtes, mais il n'y a pas de raison pour persévérer dans notre bêtise indéfiniment. » (Russell, 2002, p.38).

Mais c'est en 1972 que l'idéologie décroissante commence vraiment à se développer. Le Club de Rome, un groupe de réflexion composé de scientifiques, d'industriels, d'économistes, etc. provenant de 52 pays se réunit à Rome, dans l'enceinte de l'Académie des Lyncéens, le 8 avril 1968. Ils décident de commander à quatre scientifiques du Massachusetts Institute of Technologie (MIT), en 1970, une étude sur les impacts à long terme de la croissance économique et démographique sur la planète. Le rapport est publié en 1972 sous le nom de « The limits to Growth » (traduit en français par « Halte à la croissance ? », également appelé Rapport Meadows (Meadows, 1972). Les conclusions sont sans appel. Maintenir une croissance économique basée sur des ressources naturelles finies amènera très certainement à une récession, voire à un effondrement sociétal à l'horizon 2030, si la transition d'une économie de marché reposant sur des ressources fossiles, vers une économie plus sobre et non dépendante de certaines ressources naturelles limitées ne s'anticipe pas.

<sup>&</sup>lt;sup>52</sup> Ces deux dernières citations sont issues d'un article d'Eric Berr (Berr, 2007). Elles même tirées d'un ouvrage reprenant plusieurs de ses écrits (Keynes, 2002).

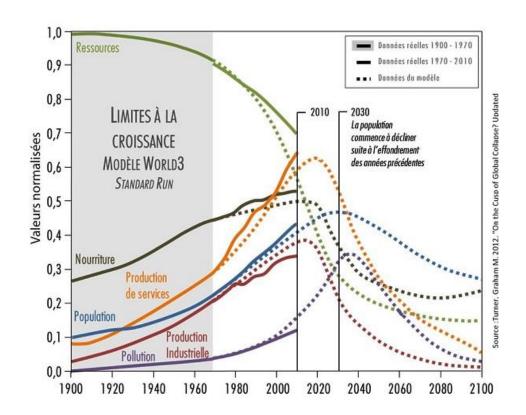


Figure 1: Modèle Meadows « standard run » mis à jour par Graham M. Turner. En gras, les données, en pointillés, le modèle prospectif (Source : Graham M. Turner. « On the cusp of global collapse ? Updated comparison of The limits to Growth whit historical data », GAIA-Ecological Perspective for Science and Society, vol. 21, n° 2, 2012, p.116-124)

Le rapport parle d'une nécessaire *Révolution de la durabilité* en faisant référence aux révolutions agricole et industrielle du 19 et 20eme siècle (Meadows & Al, 2012). L'impact de cet ouvrage est majeur dans le monde de l'économie, et quantité d'auteurs et penseurs s'en inspireront et le citeront dans leurs ouvrages.

Pratiquement au même moment, le terme de Décroissance est utilisé pour la première fois lors d'une interview d'André Gorz dans le périodique *Le nouvel Observateur* (dont il est le cofondateur), l'article date du 19 juin 1972, et André Gorz développe sa vision de la croissance dans un système capitaliste : « *L'équilibre global, dont la non-croissance - voire la décroissance - de la production matérielle est une condition, cet équilibre est-il compatible avec la survie du système ?*».<sup>53</sup>

La Décroissance trouvera également une source considérable dans les travaux de Nicholas Georgescu-Roegen, mathématicien né en Roumanie en 1906, est un des grands théoriciens de la Décroissance. Son ouvrage *Demain la décroissance*, paru en 1979, regroupe plusieurs

-

<sup>&</sup>lt;sup>53</sup> Le nouvel Observateur, numéro 397, 19 juin 1972. André Gorz y développe ses idées sous le pseudonyme de Michel Bousquet.

textes et articles qu'il a écrit durant les années 70'. Il se base sur la bioéconomie, et corrèle des analyses issues des sciences naturelles à la logique économique d'une recherche de la croissance. Il insère les théories de Carnot sur l'entropie, et de Darwin sur l'évolution. Comme l'indique Agnès Sinaï (2013, p.85) : « La thermodynamique et la biologie sont les flambeaux indispensables pour éclairer le processus économique » (Georgescu-Roegen, 1979). Les conclusions que tire Nicholas Georgescu-Roegen dans son livre sont aussi alarmantes que novatrices : « Plus le degré de développement économique sera élevé, plus considérable sera l'épuisement annuel R (quantité moyenne annuelle d'épuisement) et, par conséquent, plus courte sera l'espérance de vie de l'espèce humaine. » (Georgescu-Roegen, 1979, p.52).

Malgré son utilisation et son intérêt dans les années 70', le terme Décroissance n'est plus très employé durant quelques années. Les critiques et idées de ces grands penseurs furent en grande partie mises de côté et dépréciées. Le progrès et l'augmentation du pouvoir d'achat offert par la société de consommation et sa sacro-sainte croissance légitimait le maintien du système capitaliste (Haber, 2008). Les attaques contre la compétitivité du « nouvel esprit du capitalisme » étaient délégitimées en étant qualifiées de paternalistes et s'opposant aux capacités des consommateurs à subvenir à leurs besoins matériels. (Boltansky, Chiappelo, 1999).

C'est en 1993 que la revue d'inspiration écologique « S!lence » propose un article sur la Décroissance rédigé par Jacques Grinevald et un de ses pères fondateurs, Georgescu-Roegen. Pratiquement 10 ans plus tard, en 2002, un nouvel article est publié dans cette même revue par Vincent Cheynet et Bruno Clementin. Le mensuel a pour thème « *Il est peut-être temps de relancer le mot 'décroissance'* », et les auteurs y développent la notion de « décroissance soutenable » qu'ils construisent en opposition à la notion de « développement durable ». Le mensuel fut publié à 15.000 exemplaire. Pierre Rabhi adopta également les idées de la Décroissance durant sa campagne présidentielle de 2002. Toujours la même année, la conférence « Défaire le dévelopement, refaire le monde » est organisée à Paris. Elle permet à tous les adeptes de Castoriadis, d'Illich, d'Ellul ou d'André Gorz de se rassembler, de discuter, et de s'organiser pour défendre leurs idées. Peu de temps après, l'Institute for Economic and Social Studies on Sustainable Degrowth est créé à Lyon. (D'Alisa, 2014, Latouche, 2014).

Le mouvement se développe à l'étranger, en 2004 en Italie et en 2006 en Espagne. En 2005, le Parti Pour La Décroissance (PPLD) est fondé en France. Le mouvement commence à

s'internationaliser grâce à des conférences. La première a lieu à Paris en 2008, puis à Barcelone en 2010. Entre les deux, en 2009, le Mouvement Politique des Objecteurs de Croissance (MpOC) est créé en Belgique. A partir de 2010 le mouvement s'est répandu mondialement. Et de plus en plus de chercheurs et d'universités abordent le thème de la Décroissance. (D'Alisa, 2014).

Un grand nombre de penseurs ont apporté leur brique à l'édifice de la Décroissance sans être objecteur de croissance affirmé. Nous n'allons pas décrire les travaux de chacun, mais nous pouvons penser à côté d' Ivan Illich, André Gorz et Jacques Ellul, déjà cités précédemment, également à Bernard Charbonneau, Paul Ariès, Serge Latouche, Tim Jackson, Vincent Cheynet, Yves Cochet, Jean Gadrey, Jean-Marie Harribey, Hervé Kempf, etc.